

De la crise de l'euro à celle de l'Europe politique

LEMONDE.FR | 25.10.11 | 11h58



"Il faut résoudre cette crise financière", a déclaré Nicolas Sarkozy à Bruxelles, le 22 octobre, avant un mini-sommet avec la chancelière allemande Angela Merkel. REUTERS/POOL

Une même crise, mais des mots différents pour la qualifier. En France, on parle sauvetage de la Grèce, recapitalisation des banques, création d'un fonds européen pour voler au secours des Etats en faillite. En Allemagne, les responsables politiques en sont à l'étape suivante, et tentent de tirer les conséquences politiques de cette crise, la plus grave qu'ait jamais connue l'Union européenne.

Ils ont de nouveau le mot *"fédéralisme"* à la bouche, la ministre de la santé de la chancelière allemande Angela Merkel, Ursula von der Leyen, allant jusqu'à employer le mot *"Etats-Unis d'Europe"*, prononcé par Winston Churchill, à Zurich, en 1946.

Étonnante différence d'approche, à la veille du conseil européen qui doit décider, mercredi 26 octobre, du sauvetage de l'euro. Les Français restent sur le terrain de jeu fixé par les marchés financiers, tandis que les Allemands, à la tête de la première puissance économique du continent, définissent le débat en termes politiques, dans le cadre d'une démocratie parlementaire mature.

Toute la construction européenne depuis 1945 est en jeu. Le sujet est politique. Nicolas Sarkozy s'inquiète de la faible conscience qu'en ont ses concitoyens. *"Notre destin se joue dans les dix jours"*, a-t-il lancé, le 18 octobre, à l'Elysée, parlant de guerre et de paix, comme jadis le chancelier Helmut Kohl (1982-1998). *"Ceux qui détruiront l'euro prendront la responsabilité de la résurgence de conflits sur notre continent"*, a-t-il averti.

"GAGNER DU TEMPS"

Les plus fédéralistes, à l'instar du social-libéral Jean-Pierre Jouyet, retrouvent espoir. *"C'est la grande ironie de l'Histoire : ce sont les marchés financiers qui vont imposer l'Europe politique"*, assure l'ex-secrétaire d'Etat aux affaires européennes. L'intégration européenne a toujours progressé de crise en crise. Elle serait de retour après le coup d'arrêt donné par le non des Français au référendum de 2005 sur la Constitution européenne.

Au contraire, l'euroseptique UMP Jacques Myard prédit la fin de l'euro, mal conçu. *"La maladie du XX^e siècle fut de vouloir construire des systèmes dans lesquels on veut faire rentrer la réalité: cela ne marchera pas. Les dirigeants européens ne font que gagner du temps"*, accuse le député des Yvelines. La monnaie unique devait faire converger les économies européennes. Affranchies de la contrainte des marchés, qui provoquaient la dévaluation des pays mal gérés, les économies les plus faibles ont perdu de leur compétitivité par rapport à l'Allemagne, se croyant protégées par l'euro, avant que les marchés ne leur fassent payer l'addition.

Le directeur général de l'Organisation mondiale du commerce (OMC), le socialiste Pascal Lamy, résume l'enjeu. *"La réalité se rappelle à ceux qui voulaient faire l'euro sans l'union politique. Aujourd'hui, c'est un pas en avant ou trois pas en arrière : si on fait sauter l'union monétaire, on fera ensuite sauter le marché intérieur puis l'union douanière. On se retrouvera chacun chez soi, dans un monde encore plus globalisé."*

Le Vieux Continent est sous la menace d'un détricotage d'une Europe fondée sur l'économie, depuis la mise en commun du charbon et de l'acier en 1951, le Marché commun, créé avec le traité de Rome de 1958 et achevé par l'Acte unique de 1986, le tout couronné par l'euro lancé à Maastricht en 1991.

INTÉRÊT VITAL

Le pire n'est pas à exclure. L'étude des années 1930 montre que les dirigeants ne purent empêcher des événements qu'ils virent parfois se profiler. En 2008, l'administration de George Bush n'avait plus le pouvoir politique d'empêcher la faillite de la banque d'affaires Lehman Brothers qu'elle savait destructrice.

Il ne suffit pas de se savoir au bord du gouffre pour ne pas y sombrer. *"Je suis vraiment inquiet"*, met en garde un haut négociateur français. A la veille du sommet de Bruxelles, il craint une attaque des marchés contre l'Italie, si la réponse des Européens est jugée insuffisante: *"L'enjeu est de savoir si les marchés jugent que la faillite de la Grèce est un cas unique ou s'ils considèrent que les peuples auront à l'avenir pour option de ne pas payer leurs dettes."*

Pourtant, Paris et Berlin ont un intérêt vital à sauver l'euro. La France a le plus à perdre : depuis soixante ans, elle cherche à faire de l'Europe le levier d'Archimède de son influence et se retrouverait incapable de choisir entre une Europe latine exclue de l'euro et l'Allemagne, son premier partenaire, qui lui sert depuis un demi-siècle de modèle de vertu.

L'Allemagne, elle aussi, a son destin lié à la monnaie unique. Certes, il lui est souvent reproché de vouloir être au choix une petite Chine ou une grande Suisse. Un pays industriel ultra-compétitif, intégré dans la mondialisation, qui n'aurait pas plus besoin de l'Europe que n'en avait la City de Londres sous Gordon Brown. Ou une île au cœur de l'Europe, heureuse de sa richesse et de sa quiétude, soucieuse de ne pas s'impliquer dans les affaires d'autrui.

SAUT FÉDÉRAL ET VIRAGE ÉCONOMIQUE

Tout cela est faux. L'Allemagne réalise la majorité de ses excédents commerciaux avec l'Europe et a intérêt au bien-être de ses voisins, dont l'hostilité lui serait très vite néfaste. C'est une des raisons qui avait conduit Helmut Kohl à renoncer au deutschemark après la chute du mur de Berlin en 1989.

Ainsi fut lancé l'euro à Maastricht. *"François Mitterrand avait imposé l'euro à Helmut Kohl, mais l'Allemagne avait imposé ses conditions. Depuis, Nicolas Sarkozy a imposé des réunions des chefs d'Etat et de gouvernement de la zone euro dont Angela Merkel ne voulait pas, mais les Allemands veulent imposer leur ligne économique"*, résume l'ex-secrétaire général de l'Élysée de François Mitterrand, Hubert Védrine (1991-1995).

Vingt ans après, les deux pays doivent chacun briser leur tabou : les Allemands, qui se jugent trahis par les tricheries comptables des Grecs, doivent accepter ce que les Français appellent gouvernement économique, assorti d'aides financières aux plus faibles et d'une vraie gestion commune des finances publiques ; les Français sont invités à faire à la fois le virage économique de 1983, lorsque François Mitterrand fit le pari de la rigueur et de l'ancrage en Europe deux ans après les désillusions de mai 1981, et le saut fédéral qu'ils ont toujours refusé.

Explication : l'Allemagne réunifiée avait accepté l'euro à condition que la stabilité de la monnaie, qui a fait le miracle économique de l'après-guerre, soit confiée à une banque centrale indépendante. La phobie de l'inflation ne s'explique pas que par la ruine due à l'hyperinflation de 1923, dans la foulée de l'occupation de la Ruhr par l'armée française et des réparations de guerre imposées par Paris. Les Allemands ont été ruinés à deux autres reprises, par l'inflation cachée de la dictature nazie et par la faillite de la RDA.

"TALON D'ACHILLE"

Seconde exigence: marqués par l'éthique protestante, les Allemands voulaient que chacun gère son budget en bon père de famille, et la monnaie serait préservée. *"Les Allemands avaient l'illusion qu'on pourrait vivre sur le modèle de l'étalon or et de l'équilibre budgétaire absolu comme c'était le cas jusqu'en 1914"*, analyse un proche de Nicolas Sarkozy.

Tout a changé avec la Grèce. Angela Merkel a découvert qu'un petit pays, tel un talon d'Achille, pouvait faire sombrer l'Europe entière. La chancelière est prête à prendre ses responsabilités. Ce n'est pas *"l'Allemagne paiera"* de Georges Clemenceau lors du traité de Versailles en 1919 : elle a déjà payé en étant la première contributrice du Fonds européen de stabilité financière (FESF). Mais elle va exiger en contrepartie un droit de regard sur les fonds et la gestion budgétaire des autres pays européens. *"dire de l'argent et des contraintes"*, résume Jean-Louis Bourlanges, président de la fondation du Centre. Les Français sont-ils prêts à l'accepter? Rien n'est moins sûr.

Depuis le lancement de l'euro, la France a toujours renâclé à équilibrer ses finances. Lionel Jospin ne voulait pas casser la croissance. Jacques Chirac fit voler en éclats le pacte de stabilité. A peine élu, M. Sarkozy fila au conseil des ministres des finances européens pour expliquer qu'il ne tiendrait pas les engagements de la France.

Sans cesse, la France reste marquée par l'école keynésienne, soucieuse de piloter la croissance. Un conflit lourd se dessine entre les tenants latins d'un recours magique à l'inflation pour laminer les dettes européennes, et les partisans germaniques de l'austérité, afin de restaurer une compétitivité perdue dans la mondialisation, au risque de sombrer dans la déflation.

TUTELLE DES MARCHÉS

Deuxièmement, les Français se sont toujours crus fédéralistes... à condition d'être certains que leur point de vue s'impose. Ils n'ont jamais fait le choix de l'Europe politique. Sous Pierre Mendès France, les députés ont rejeté, en 1954, la Communauté européenne de défense (CED), ouvrant la voie au réarmement de l'Allemagne via la création de l'Alliance atlantique. Rien n'a changé depuis: l'expédition franco-britannique en Libye a révélé l'absence de défense européenne, qui prive l'Union de toute diplomatie sérieuse.

Après Maastricht, le premier ministre Edouard Balladur (1993-1995) a refusé l'idée d'un *"noyau dur"* en Europe, formé autour de l'Allemagne, la France et le Benelux, et proposé par deux hommes de confiance d'Helmut Kohl, les députés Karl Lamers et Wolfgang Schäuble. Enfin, les Français ont rejeté en mai 2005 la Constitution européenne.

La révolution induite par le sauvetage de la Grèce remet l'Europe politique à l'ordre du jour. Sous des abords très techniques, les peuples européens n'auront plus le loisir de choisir réellement leur budget, enjeu essentiel des campagnes électorales et prérogative fondamentale des Parlements.

La France, qui n'échappera pas à un tour de vis budgétaire, connaît une campagne présidentielle sous la tutelle des marchés, qui surveillent sa notation financière, et l'œil des Européens. *"On va retrouver les débats engagés depuis Maastricht"*, prédit l'essayiste Alain Minc, qui s'empresse d'ajouter: *"Mais, cette fois-ci, on va le gagner."* Rien n'est moins sûr. Un responsable du Quai d'Orsay estime que le refus des transferts de souveraineté, acté par le référendum de 2005, persiste.

Or, le fonctionnement actuel souffre de légitimité démocratique. Les décisions sont prises à l'unanimité des dirigeants de la zone euro et ratifiées par les Parlements nationaux. La Cour constitutionnelle de Karlsruhe exige désormais une consultation du Bundestag, qui donnera son aval à Mme Merkel avant le sommet de mercredi. M.Minc fait mine de ne pas s'en inquiéter. *"Dieu merci, les Allemands ont un système démocratique qui ne tient pas trop compte de l'opinion publique."* En réalité, le système de décision européen octroie un pouvoir jugé exorbitant à une minorité: le Parlement slovaque a failli faire capoter tout le plan de sauvetage grec tandis que les Irlandais, sauvés par leurs partenaires, continuent d'avoir un taux d'impôt sur les sociétés jugé déloyal.

CONTRAINTES BUDGÉTAIRES

La parade consisterait à décider non plus à l'unanimité mais à la majorité. En contrepartie, il faudrait l'aval d'une instance européenne démocratique, pour l'instant introuvable. La Commission s'est tellement appauvrie qu'elle ne peut pas prétendre incarner l'intérêt européen. Les peuples ne reconnaissent pas la légitimité du Parlement européen. Le recours à la Cour de justice européenne, pour valider les budgets nationaux, est jugé impraticable.

Hubert Védrine croit déceler une *"tentation post-démocratique"*. L'idée de soumettre les décisions à un mini-Parlement de la zone euro est envisagée. A court terme, Paris estime qu'il vaut mieux *"ruser"* en prenant les décisions dans des sommets de la zone euro. Et au lieu de nommer un gendarme européen, l'Elysée suggère d'intégrer dans chaque Constitution nationale des contraintes budgétaires strictes.

A supposer que le cas de la Grèce, mise sous tutelle, reste une exception, les Européens ont deux modèles. Un exemple à ne pas suivre, celui du président du conseil italien Silvio Berlusconi, qui ne passe pas des paroles aux actes, même après s'être fait convoquer par Angela Merkel et Nicolas Sarkozy. Face à lui, le premier ministre espagnol, Jose Luis Rodriguez Zapatero, fait figure de pénitent modèle. Il devance l'appel en s'infligeant cure d'austérité et contrainte constitutionnelle. Et accepte de perdre le pouvoir.

Arnaud Leparmentier

Explosion à Syrte : plus de 100 morts

AFP Mis à jour 25/10/11

Plus de cent personnes ont trouvé la mort et au moins cinquante autres ont été blessées, dans l'explosion d'un réservoir de carburant hier soir à Syrte, a indiqué Leith Mohamed, un commandant du Conseil national de transition (CNT).

"Il y a eu une importante explosion et un grand incendie. Plus de 100 personnes ont été tuées et 50 autres blessées", a déclaré Leith Mohamed, faisant état de "dizaines de corps carbonisés".

Selon lui, l'explosion s'est produite, alors que plusieurs dizaines de personnes faisaient la queue pour faire le plein de leur voiture, à proximité du réservoir.

"Nous ne sommes toujours pas en mesure d'éteindre l'incendie", a-t-il encore dit, ajoutant que l'explosion a été provoquée par une étincelle provenant d'un générateur d'électricité.

Les habitants de Syrte en colère

De nombreux Libyens étaient venus ces derniers jours s'enquérir des leurs après la chute de Syrte, dernier bastion du dirigeant déchu Mouammar Kadhafi où il avait été tué jeudi dernier, a précisé Mohamed.

Après des semaines de bombardements de l'Otan et de combats, la ville de Syrte était dévastée, et toujours parsemée lundi de centaines de cadavres. Aucun bâtiment n'était indemne et des avenues entières étaient inondées par des canalisations éventrées. Les quelques centaines d'habitants revenus, pour la plupart seulement chercher quelques maigres affaires qui n'auraient pas été pillées, criaient leur colère contre les forces pro-CNT, l'Otan et le président français Nicolas Sarkozy, qui a été à la pointe de la mobilisation internationale.

La Nouvelle-Zélande, terre du long nuage blanc, riche de ses héritages

ULYSSE | 21.10.11 | 17h18 • Mis à jour le 25.10.11 | 09h48

En septembre 2010 puis en février dernier, la terre a tremblé à Christchurch, provoquant la mort de 181 personnes et d'impressionnants dégâts. La deuxième ville du pays ne s'attendait pas à un tel acharnement des dieux, qu'ils soient maoris ou pas. Elle qui avait prévu d'accueillir cinq matches de la Coupe du monde de rugby sur la pelouse de son AMI Stadium a dû se contenter de la visite des All Blacks à la mi-septembre et poursuit sa difficile reconstruction, dont le montant est évalué de 20 à 30 milliards de dollars par la Chambre de commerce de la région du Canterbury.



Guillaume Riviere

Immeuble effondré lors du tremblement de terre du 4 septembre 2010, à Christchurch. GUILLAUME RIVIERE

Mais les séismes ne sont pas l'apanage de l'île du Sud. À Wellington — la capitale — sur l'île du Nord, on compte un tremblement de terre chaque semaine et des secousses minimales très fréquentes. Il faut dire que la Nouvelle-Zélande est la résultante physique de l'activité tellurique de la ceinture de feu du Pacifique, chevauchement des plaques tectoniques indo-australienne et pacifique...



Guillaume Riviere

Traversée en ferry entre l'île du Sud et l'île du Nord en direction de Wellington. GUILLAUME RIVIERE

Sa géographie singulière met bien en valeur les forces en présence : l'océan dans toute sa puissance, des vents cinglants en provenance de l'Antarctique pas si éloignée (un peu plus de 2 000 km), une végétation luxuriante, un soleil dévorant. Autant d'éléments qui font vivre "*four seasons in one day*" (quatre saisons en un jour) comme aiment à le répéter les Kiwis lorsqu'ils évoquent le climat de leurs contrées.



Guillaume Riviere

Sur la côte est de l'île du Sud. GUILLAUME RIVIERE

De Christchurch, surnommée "*Garden City*" en raison des 740 parcs et jardins qui ornent son territoire, à Akaroa, modeste village aux accents francophones, une heure suffit pour se rendre compte qu'ici, la nature en impose à l'Homme et aux animaux. Cette bourgade, où les pionniers français ont débarqué au XIX^e siècle, se situe en bout de course sur une avancée de terre modelée par les éléments en péninsule de Banks. Si la perfide Albion n'avait pas précipité la signature du traité de Waitangi en février 1840, la Nouvelle-Zélande utiliserait la langue de Molière plutôt que celle de Shakespeare, du fait de la présence en ces lieux du capitaine Jean Langlois et de colons qui décidèrent de rester sur ce sol fraîchement devenu britannique.



Guillaume Riviere

Près d'Akaroa, sur la côte est. GUILLAUME RIVIERE

C'est à quelques kilomètres de là, au bout d'une piste unique et accidentée, dissimulée par des pins du Nord et des gommiers, que se trouve la ferme de Shireen et Francis Helps, en baie de Flea. En plus des 2 000 moutons à tondre annuellement et de la centaine de vaches qui les occupe, le couple sexagénaire œuvre à la protection d'une grande colonie de manchots bleus qui niche sur les contreforts de cette baie du bout du monde.



Guillaume RIVIERE

Signalisation près de l'Antarctic Centre de Christchurch. GUILLAUME RIVIERE

Pour les autochtones, Shireen est *"the penguin lady"* : *"Il y a trente ans, les manchots pullulaient dans les baies alentour, puis l'introduction par les Européens de furets et d'hermines a fait chuter leur population d'environ 80 %."* Refusant cet état de fait, les Helps se lancent alors dans la chasse aux prédateurs et entreprennent le piégeage et le comptage de ces petits êtres taciturnes au corps bleuté.

En 2001, le *Department of Conservation*, bras armé du ministère de l'Environnement, prend conscience du travail effectué par Francis et Shireen et adopte leur méthode. En 2008, environ 2 000 manchots avaient élu domicile à proximité de la maison du couple. *"Le travail quotidien est important, nous contrôlons la croissance des petits qui naissent, nous les préservons des attaques de chats sauvages, nous nourrissons les blessés et nous accueillons des groupes de visiteurs pour subvenir aux besoins des animaux, pour qui nous achetons du poisson."* Francis est membre de la Banks Peninsula Conservation Trust, qui sensibilise les fermiers à la protection de ce trésor animalier... Car, depuis la prise de conscience écologique des années 80, la Nouvelle-Zélande s'applique à perpétuer son héritage naturel remarquable.



Guillaume RIVIERE

Signalisation au bord d'une route. GUILLAUME RIVIERE

Les oiseaux ont longtemps régné en maîtres sur les lieux, occupant des niches écologiques ordinairement dévolues aux mammifères et aux reptiles, jusqu'à l'arrivée des humains autour du X^e siècle. Aujourd'hui, c'est le kiwi qui fait office d'emblème national. Espèce protégée, nocturne et aux ailes atrophiées, elle a beaucoup souffert du fait de l'introduction par l'homme de prédateurs multiples.



Guillaume RIVIERE

Vue sur le lac de Rotorua. GUILLAUME RIVIERE

Mais sa protection est désormais assurée et diverses initiatives visent à le réintroduire dans les forêts des origines. Le parc Rainbow Springs de Rotorua, sur l'île du Nord, en apporte une illustration parlante : les petits nés en captivité sont élevés, nourris, répertoriés et relâchés très vite dans la nature.

Culture de vie



Guillaume RIVIERE

Paysage près de Kaikoura. GUILLAUME RIVIERE

La côte est le théâtre d'une confrontation impressionnante, entre les sommets des Alpes du sud et cet océan qui ronge les falaises et dépose algues, limon et galets sur des plages où les surfeurs, en nombre, attendent LA vague. Dauphins, phoques, baleines croisent au large... Comme sur la côte américaine, la Great ocean Road, longue route tranquille qui mène de Christchurch à Kaikoura — située à un peu plus de 180 kilomètres — s'emprunte à petite vitesse pour profiter des panoramas.



Guillaume Riviere

Dauphins au large de Kaikoura. GUILLAUME RIVIERE

Des troupes paissent sans se soucier des lendemains ni de cette caravane, Nin's Bin, célèbre dans tout le pays où l'on peut déguster écrevisses et moules fraîches à tout moment depuis le milieu des années 70. Une institution !



Guillaume Riviere

L'échoppe Nin's Bin. GUILLAUME RIVIERE

Kaikoura, elle, est la capitale de l'éco-tourisme. On y rend visite aux dauphins et aux baleines, qui s'épanouissent au large, et on découvre l'histoire du peuple Maori, dont Maurice Manawatu fait le récit : *"Je parle d'histoire mais aussi de la terre et de l'environnement, qui représentent beaucoup dans notre culture. En plus d'un échange verbal et chanté, j'emmène mes visiteurs à la rencontre de la forêt, qui compte ici des spécimens d'arbres vieux de 800 ans. Chaque élément naturel est précieux pour nous, et nos légendes et croyances nous indiquent le lien direct avec les dieux dont nous descendons, qui nous dictent aujourd'hui encore le bon comportement à adopter."*



Guillaume RIVIERE

Le "marae", maison commune maorie. GUILLAUME RIVIERE

Maurice emmène les visiteurs à la découverte du *Pa*, le vieux village fortifié qui surplombe la ville nouvelle. Plus bas, le *Marae*, la maison commune où se retrouve la communauté, est placée sous la garde et l'œil bienveillant de deux *pou pou*, sculptures immenses qui incarnent les dieux Marokura et Kahukura. Dans la mythologie maori, le premier a creusé les fonds marins et le second a sculpté les montagnes au temps des origines.



Guillaume RIVIERE

Scène de l'édition 2011 du festival de haka Te Matatini. GUILLAUME RIVIERE

Pour maintenir la mémoire des coutumes, encore vivace dans les campagnes mais diluée dans les villes au contact de la civilisation, des fêtes traditionnelles sont organisées. La plus prestigieuse, le festival de haka Te Matatini, se déroule tous les deux ans. Véritable compétition de performances artistiques, la rencontre donne l'occasion d'une démonstration de maîtrise de la pratique d'un art de vivre, d'une expression et d'un réel monument identitaire.



Guillaume Riviere

Dans la campagne près de Gisborne. GUILLAUME RIVIERE

Joe Harawira, conseiller culturel principal au *Department of Conservation*, était juge en chef de l'édition 2011, qui s'est déroulée en février à Gisborne, sur l'île du Nord : *"D'une danse guerrière, dont les fondements sont perceptibles sur les terrains de rugby, le haka a su évoluer et prendre différentes formes, que nous jugeons lors de ce rendez-vous très important. L'essentiel dans cette pratique est la transmission du langage et les thèmes abordés par les différentes tribus engagées dans la compétition : les abus que nous perpétons à l'encontre de la nature qui affectent notre nourriture et l'esprit de l'homme comme celui de la terre, les abus commis à l'encontre des femmes et des enfants par exemple..."*



Guillaume Riviere

Le célèbre Eden Park Stadium d'Auckland. GUILLAUME RIVIERE

Sur les ondes, des stations de radio et Maori Television servent de vecteur médiatique. Sur les terrains de rugby, le haka qui inaugure chaque confrontation sportive marque les esprits, même s'il ne représente qu'une *"infime partie de la culture maori"* selon Joe Harawira.

Une culture qui innerve chaque pan de la société, notamment par le difficile maintien de la pratique de la langue, comme le souligne Ray Harlow, ancien membre de la Maori Language Commission qui, en 1987, a mis en place les moyens de sa sauvegarde : *"En 1987, avec le décret qui promeut le Maori comme une des langues officielles du pays, nous avons pris conscience de la nécessité de protéger un véritable trésor. Notre réflexion a porté sur le développement de l'enseignement, car la survivance de la langue tient à sa pratique quotidienne. En linguistique, les études démontrent que même si un langage est transmis pendant une génération, l'équilibre est fragile. Le Maori doit donc être soutenu constamment. L'intérêt de notre pays réside dans l'interaction entre*

les deux langues principales : les mots nouveaux apparaissent dans la langue maorie, comme "ordinateur" ou "téléphone", tandis que des mots anciens sont utilisés en anglais."



Guillaume Riviere

Maurice Manawatu, guide maori, rend hommage à la nature lors d'une visite de la région de Kaikoura, où ses ancêtres ont défendu leurs terres au moment de l'arrivée des troupes britanniques, au XIXe siècle. GUILLAUME RIVIERE

La stratégie gouvernementale table sur une pratique plus large du médium Maori après quarante ans de "soins et protection". Aujourd'hui, les chiffres stipulent que seulement 4 % de la population l'utilise couramment et que 25 % des Maoris peuvent tenir une conversation. De tradition essentiellement orale, la langue revient de loin... C'est la visite, en l'an 900, du navigateur polynésien Kupe, parti à la recherche de nouveaux horizons depuis sa terre natale Hawaiki, entre Tahiti et les Marquises, qui marque la découverte de cette contrée alors décrite en termes élogieux.

La migration des descendants de Kupe débute selon la légende en 1150. Terre nourricière peuplée d'otaries et d'oiseaux géants comme le moa aujourd'hui disparu, elle assure la subsistance de ce peuple qui s'épanouit jusqu'à compter 100 000 représentants à la fin du XVIII^e siècle. Au XX^e siècle, grâce au progrès technique et à l'avènement de la réfrigération permettant l'exportation massive des produits agricoles, l'économie néo-zélandaise monte en puissance.



Guillaume Riviere

Troupeau de moutons au bord de la route longeant la côte est de l'île du Nord. GUILLAUME RIVIERE

Les élevages bovin et ovin se multiplient jusqu'à atteindre les nombres faramineux de près de 40 millions de moutons et de 5 millions de vaches en ce début de XXI^e siècle. Il n'est pas rare de croiser sur les routes des transports de bétail, qui effectuent la ronde des fermes pour maintenir l'activité du secteur d'exportation le plus florissant sur le plan économique.



Guillaume Riviere

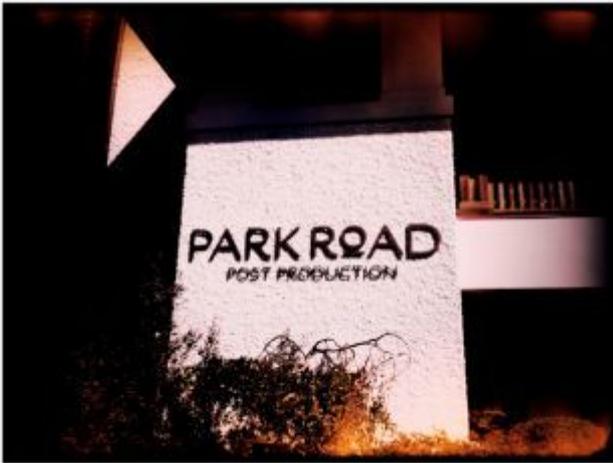
Sur la route près de Napier, île du Nord. GUILLAUME RIVIERE

Héritages d'avenir ?

Le pays est parsemé de dix régions viticoles — dont Marlborough, Hawke's Bay et Central Otago — représentant moins de 1 % du vignoble mondial, productrices, entre autres, de sauvignons blancs réputés. Trop réputés peut-être pour certains comme Kim Saloni, vigneron propriétaire de 2 hectares, installé près de Napier dans la région d'Hawke's Bay : *"L'activité connaît un net ralentissement. Il est devenu difficile de vendre du vin ici, à cause de la réglementation et de la surproduction. Depuis le début des années 2000, la situation est devenue exubérante, le prix du raisin a été multiplié par trois, les prix de vente ont grandement baissé et les achats se font désormais par gros volumes. Les banques tiennent l'industrie du vin."*

Sur une distance de 1 600 kilomètres, les régions viticoles vivent au rythme de situations climatiques et géographiques très différentes, offrant l'opportunité aux différents styles de vins de s'épanouir librement. La situation, pour mauvaise qu'elle soit pour les petits producteurs, n'empêche pas les grosses unités de prospérer, aidées en cela par la renommée mondiale des productions locales.

Un mouvement identique s'observe dans le domaine de la production cinématographique. Si la Palme d'Or de *La Leçon de Piano*, signée Jane Campion en 1993, mettait en lumière un pays culturellement méconnu, c'est bien la personnalité et les réalisations impressionnantes de Peter Jackson qui ont révélé un savoir-faire et une inspiration singuliers au grand public. Le succès mirifique de la trilogie du *Seigneur des Anneaux* a révélé le talent de ce jeune réalisateur-producteur, dont les studios Parkroad sont installés à Wellington.



Guillaume RIVIERE

Entrée des studios Parkroad de Peter Jackson, à Wellington. GUILLAUME RIVIERE

Et au vu du retentissement mondial de ses productions et collaborations — post-production d'*Avatar* de James Cameron, du dernier épisode de *La Planète des Singes*, du *Tintin* version Spielberg à sortir le 26 octobre, du prochain épisode d'*Avatar* si tout va bien... — l'avenir semble pavé de roses pour cette industrie en plein développement.



Guillaume RIVIERE

Wellington et la piste de son aéroport, vues d'avion. Les studios se trouvent dans le quartier de Miramar, langue de terre au centre de la photo. GUILLAUME RIVIERE

Proximité de l'aéroport, cadre merveilleux, distance respectable des pressions exercées par les nababs d'Hollywood, équipements techniques et plateaux de tournage adaptés, tout concourt à une montée en puissance du secteur. Non sans humour et avec un sens mesuré du défi, la partie de la ville où sont installés ces studios a été rebaptisé Wellywood... Et le tournage actuel en Nouvelle-Zélande du *Hobbit* — qui précède *Le Seigneur des Anneaux* dans l'œuvre de Tolkien — de Peter Jackson devrait confirmer cette position enviable de challenger. Une ligne de conduite pour tout un peuple...

Texte : Pascal Alquier. Photos : Guillaume Rivière

Pratique

Y ALLER

Paris-Christchurch : **Singapore Airlines** en A380 jusqu'à Singapour. Vol à partir de 1380 euros TTC A/R. Informations : 0821 230 380 ou www.singaporeair.com. Lignes intérieures : **Air New Zealand** Informations : 0 800 90 77 12 ou www.airnewzealand.fr

VISITER

À Christchurch

Capitale de la région du Canterbury et deuxième ville du pays en taille, la cité sinistrée par les récents tremblements de terre n'en demeure pas moins un lieu de visite agréable et le site de départ des expéditions vers l'Antarctique.

International Antarctic Centre Centre de vulgarisation scientifique comprenant une muséographie centrée sur les expéditions en Antarctique, des films en 4D, des expériences, des manchots en captivité... 38, Orchard Road Christchurch 8053 Tél. : +64 3 357 0519 www.iceberg.co.nz

À Akaroa

Pohatu Penguins Contacter le Centre d'information d'Akaroa pour organiser une visite. Tél. : +64 3 304 8600 www.pohatu.co.nz www.doc.govt.nz

À Kaikoura

Maori Tours Tél. : +64 3 319 5567 www.maoritours.co.nz

À Wellington

Musée de Nouvelle-Zélande Te Papa Tongarewa Le musée national, riche de somptueuses collections. Art, histoire et traditions mis en valeur par une muséographie remarquable. Cable Street Tél. : +64 4 381 7000 www.tepapa.govt.nz

Weta Cave Pour les cinéphiles, une boutique emplie de trésors (figurines, livres, gadgets...) et du merchandising de toutes les productions des studios Parkroad de Peter Jackson : *Le Seigneur des Anneaux*, *District 9*, *Les Aventures de Tintin : Le Secret de la Licorne*... PO Box 15208 Miramar Tél. : +64 4 909 4000 www.wetanz.com

The Film Archive Pour tout connaître de l'histoire du cinéma néo-zélandais... 84 Taranaki Street Tél. : +64 4 384 7647 www.filmarchive.org.nz

Zealandia Une réserve naturelle de 250 hectares où subsistent de nombreuses espèces comme le kiwi, le kaka ou le tuatara, entièrement dédiée à la préservation de la faune et de la flore des origines. Waiapu Road Karori Tél. : +64 920 9200 www.visitzealandia.com

À Rotorua

Rainbow Springs – Kiwi Wildlife Park Parc d'attractions basé sur la vie animale et végétale qui abrite également le centre de protection du kiwi, Kiwi Encounter. Fairy Springs Road Tél. : +64 7 350 0440 www.rainbowsprings.co.nz et Kiwi Encounter www.kiwiencounter.co.nz

À Wai-o-Tapu

Thermal Wonderland La réserve naturelle de Wai-o-Tapu est la plus grande zone d'activité thermique de la région volcanique de Taupo, située au centre de l'île du Nord. Cratères, piscines d'eau — dont la fameuse Champagne Pool (piscine de champagne) connue pour ses couleurs hallucinantes — et de boue chaudes et froides, fumerolles ponctuent le parcours de ce lieu étonnant où la nature dicte sa loi... 201 Waiotapu Loop Road Tél. : +64 7 366 6333 www.waiotapu.co.nz

SE LOGER, SE RESTAURER

À Wellington

Novotel Wellington 133-137 The Terrace Tél. : +64 4 918 1900 www.novotel.com

Logan Brown Restaurant and bar 192 Cuba Street Tél. : +64 4 801 5114 www.loganbrown.co.nz

À Napier

Motel de la Mer 321 Marine Parade Tél. : +64 6 835 7001 www.moteldelamer.co.nz

Eskdale Winegrowers Highway 5 Eskdale Lane Bay View Tél. : +64 6 836 6302

À Gisborne

Ridge House 103 B Wheatstone Road Wainui Tél. : +64 6 868 5867 www.ridgehousesnz.com

Marina Restaurant Établissement tenu par Stéphane (un Français d'origine basque) et son épouse Caroline, ouvert depuis 5 ans et réputé pour le confit de canard, la touche française et les vins. Marina Park Vogel Street Tél. : +6 868 5919 www.marinarestaurant.co.nz

À Auckland

Heritage 35 Hobson Street Tél. : +64 9 379 8553 www.heritagehotels.co.nz

The French Café 201 Symonds Street Tél. : +64 9 377 1911

INFORMATIONS

Guide des Frogs Nouvelle-Zélande (Frogs-in-NZ Ltd, 24,95 €) www.frogs-in-nz.com

Office de tourisme national www.newzealand.com

À VOIR

La Leçon de piano (1993) de **Jane Campion**.

L'Ame des guerriers (1994) de **Lee Tamahori**.

La saga du *Seigneur des Anneaux* (2001, 2002, 2003), adaptée de J.R.R Tolkien, signée **Peter Jackson**.

Whale Rider (2002) de **Niki Caro**.

District 9 (2009) de **Neill Blomkamp**, produit par Peter Jackson.

Boy (2010) de **Taika Waititi**.

Les Aventures de Tintin : Le Secret de la Licorne (sortie le 26 octobre 2011) de **Steven Spielberg** et **Peter Jackson**.

À ÉCOUTER

Crowded House Toute la discographie du groupe Crowded House marquée par de nombreux succès planétaires, dont le fameux *Don't dream it's over*. Emmené par les frères Finn puis Neil Finn seul — compositeur et mélodiste hors pair — le groupe est star dans son pays. Derniers albums parus en 2010 : *Intriguer* (Concord Music Group) et *The very very best of* (EMI).

Petit lexique maori

Aotearoa : Nouvelle-Zélande

Kia Ora : salutations, remerciements

Kei te pehea koe ? : Comment allez-vous ?

Kei te pai au : Je vais bien

Haere mai : Bienvenue

Ka kite : À bientôt

Iwi : Tribu

Maunga : Montagne

Moana : Mer

Wai : Eau

Kai : Nourriture

Pakeha : Néo-Zélandais sans descendance maori

Tapu : Sacré

Koha : Cadeau

Rorohiko : Ordinateur

Waea : Téléphone

Kiwi : Oiseau, fruit mais aussi surnom du Néo-Zélandais

Wiwi : Surnom du Français

In Libya, Massacre Site Is Cleaned Up, Not Investigated

By [KAREEM FAHIM](#) and [ADAM NOSSITER](#)

SURT, Libya — In the parched garden of the Mahari Hotel, volunteers on Monday scrubbed signs of a recent massacre. They collected dozens of bodies, apparently of people executed on the hotel grounds several days ago, but left other evidence behind, like the plastic ties that were used to bind the hands of victims and shell casings, scattered on the dead grass in patches of blood.

The volunteers said the victims included at least two former Qaddafi government officials, local loyalist fighters and maybe civilians. The killers, they believed, were former rebel fighters, belonging to anti-Qaddafi units that had used the hotel as a base in recent weeks. It appeared to be one of the worst massacres of the eight-month conflict, but days after it occurred, no one from Libya's new government had come to investigate.

The interim leaders, who declared the country liberated on Sunday, may simply have their hands full with the responsibilities that come with running a state. But throughout the Libyan conflict, they have also shown themselves to be unwilling or incapable of looking into accusations of atrocities by their fighters, despite repeated pledges not to tolerate abuse.

The lack of control came into sharp focus last week, when former rebel fighters arrested Col. [Muammar el-Qaddafi](#). In videos of the capture on Thursday morning, victorious fighters were shown manhandling Colonel Qaddafi, who appeared to be bleeding and distressed but conscious. This was moments after he was pulled from a large drainage pipe where he had hidden after a NATO air assault destroyed part of his convoy. Subsequent video shows his bruised corpse, with at least one bullet wound to the head.

On Monday, Mustafa Abdel-Jalil, the chairman of the Transitional National Council, as the interim governing body is known, announced the formation of a commission of inquiry into the death of Colonel Qaddafi.

In his announcement, Mr. Abdel-Jalil acknowledged that pressure from foreign powers and rights groups — including some that supported the rebellion — had prompted the decision to investigate how Colonel Qaddafi wound up dead with a bullet to the head. Mr. Abdel-Jalil referred to “demands of the international community” for an investigation.

But it was unclear from his comments how much authority the committee would have to pursue an investigation and whether anyone might be held accountable. He also suggested that anti-Qaddafi fighters may not have been the ones who killed him, hinting that the fatal bullets might even have come from Colonel Qaddafi's own supporters. That suggestion is sharply at odds with the video evidence that has surfaced of Colonel Qaddafi's death.

As in several previous instances during the uprising when anti-Qaddafi fighters were suspected of abuses or of extralegal killings, the leaders of the rebellion face a delicate balance as they try to bolster their own legitimacy by courting or coddling powerful militia leaders. The interim leaders have also failed to establish a chain of command among the armed militias, despite repeated attempts to form a national army.

Some of the anti-Qaddafi fighters have been accused of arbitrary arrests and torture, and others have been implicated in killings. In August, Gen. Abdul Fattah Younes, the rebel's top military commander, was killed in Benghazi along with two of his aides, Mr. Abdel-Jalil also said then that there would be an investigation, asserting that no one, not even the highest officials, would be immune.

At the time, Mr. Abdel-Jalil suggested that Colonel Qaddafi's loyalists might have been responsible, even as his colleagues conceded that rebel fighters were the chief suspects in the killings. No one has been prosecuted for the killing.

On Monday, in offering his new theory for how Colonel Qaddafi may have died at the hands of his own disciples, Mr. Abdel-Jalil suggested that they may have feared he would implicate them in atrocities if he had survived and been put on trial.

“Let us question who has the interest in the fact that Qaddafi will not be tried,” he said. “Libyans want to try him for what he did to them, with executions, imprisonment and corruption. Free Libyans wanted to keep Qaddafi in prison and humiliate him as long as possible. Those who wanted him killed were those who were loyal to him or had played a role under him. His death was in their benefit.”

This theory appeared to be an attempt to deflect sharp international questions about the government's handling of Colonel Qaddafi's final moments. The body, which has been on public display since Thursday in the western city of Misurata, was scheduled to be buried on Tuesday in a secret location in the desert, according to a Transitional National Council official, Reuters reported. Saying that the "corpse cannot last longer," the official said Muslim clerics would attend the ceremony.

The colonel's death has ended the fighting for now, but abuses by former rebel fighters continue: they were seen looting generators, cars and an exercise bike in Surt on Monday.

The Mahari Hotel, which overlooks the sea, was filled with suspicious signs about the killers, but nothing conclusive. The names of anti-Qaddafi brigades were scrawled on a whiteboard in the lobby, including brigades called Tiger, Lion, Panther and the Sand. Several of the brigades listed were from Misurata.

At a graveyard near the hotel, a local doctor looked after the massacre victims, photographing the bodies and pulling a tooth from each victim, collecting evidence for the men's families and for a criminal trial, should one take place. He ordered an assistant to splash water and spray insect repellent on the decomposing corpses that were waiting for burial.

Several of the victims wore fatigues. The hands of one man, who looked to be in his 20s, were bound behind his back. Several victims wore bandages, leading the volunteers to speculate that they had been patients at the city's main hospital who were detained when the former rebels captured it.

Another doctor, watching, shook his head. "What kind of democracy costs all this blood?" he said.

The doctor, who requested anonymity because he feared retribution by former rebel fighters, said that if the killings were not investigated, the inaction would fuel dangerous resentments. "There will be no peace in Libya for years," he said.

Kareem Fahim reported from Surt, and Adam Nossiter reported from Benghazi, Libya. Rick Gladstone contributed reporting from New York.

10/24/2011 12:00 AM

SPIEGEL ONLINE

Bonjour Tristesse

France Stares into the Euro-Crisis Chasm

By [Stefan Simons](#) and [Isabell Hülsen](#)

Falling productivity, a stagnating economy and growing debt: France's economic health leaves plenty of room for improvement. Markets have begun to notice and the country threatens to become mired in the ongoing European debt crisis.

When it comes to French economic competitiveness, Guy Maugis has a front row seat. The 58-year-old is president of the German-French Chamber of Commerce and head of Bosch France. Some 8,400 people work in the French subsidiary of the German electronics giant and Bosch France long enjoyed a cost advantage over its parent company. "But we've completely lost it in the last 10 years," says Maugis.

Maugis' observations are reflected in the data as well: The French economy is losing its competitive edge. Productivity has declined dramatically and the balance of trade is chronically negative.

And now the country is also being sucked into the euro crisis. Last week, the ratings agency Moody's threatened that France's top AAA rating could be in jeopardy unless the government makes an effort to get its finances under control in the next three months. The country's national debt of €1.7 trillion (\$2.3 trillion) is equal to 84.7 percent of economic output, the highest debt-to-GDP ratio of all euro member states with triple-A ratings. The weak growth of the French economy is already insufficient to reduce the country's budget deficit to below 3 percent -- as called for by EU rules -- by 2013 as planned.

The country's banks are also in trouble. All three major ratings agencies -- Moody's, Fitch and Standard & Poor's -- downgraded several top French banks not long ago, including Société Générale and Crédit Agricole. Furthermore, even as President Nicolas Sarkozy and his cabinet ministers tried to allay the public's fears, the Belgian-French bank Dexia was on the verge of bankruptcy. Since then, hardly a day has gone by without renewed speculation over the troubles facing the country's large financial institutions.

Woefully Inadequate Austerity

French banks are invested far more heavily in Greek and Italian government bonds than their European competitors. In late March they owned €53 billion in Greek debt, making them Greece's largest creditor. There are serious concerns that a new bank crisis would stifle already weak French growth and drive up government debt even further. Indeed, Sarkozy would like to see the euro backstop fund, the European Financial Stability Facility (EFSF), take the lead in recapitalizing French banks rather than the government in Paris.

His greatest concern is France's top rating. Should that be lost, it would mark the point when the euro crisis will have finally eaten its way into the core of Europe. The funding of the EFSF, and with it the fate of the monetary union, would also be in the balance.

But Sarkozy's room for maneuver is shrinking as next spring's election approaches. In light of the precarious financial situation, the austerity package currently in the works seems woefully inadequate. The plan calls for little in the way of government spending cuts, while taxes on alcohol, soft drinks and supplementary health insurance are increasing.

"France has a chronic fiscal problem, no matter what the rating agencies are saying at the moment. That's why there can be no progress without real reform," says Stéphane Boujnah, the head of Santander Bank in France and the co-founder of a think tank called "En Temps Réel" (In Real Time). "French politics has gotten used to incurring debt. Austerity is virgin intellectual territory for politicians. It's sort of like expecting geese to look forward to Christmas."

Indeed, France has lived beyond its means for 37 years. The last balanced budget was in 1974. "Toujours plus" ("Always More"), a 1982 book by François de Closets, is being quoted a lot these days. "We are indeed the country of more and more," says Maurice Lévy, head of the Publicis advertising agency and one of the signatories to an open letter to the president calling for higher taxes on wealthy people like him. "France has borrowed money to pay for things, without considering that we'll have to pay the bill one day."

A Pyromaniac for the Fire Department

For decades, all French presidents have employed the same basic recipe: upping expenditures while lowering taxes. As a result, the number of tax loopholes has grown to a respectable total of at least 500 today. They include such bizarre provisions as tax relief for truffle hunters, and a discount on the capital gains tax applicable to the sale of show horses or real estate in French overseas territories.

Hardly anyone has expanded the list more energetically than Sarkozy. A reduction in the value-added tax for bars and restaurants alone costs the state €2 billion a year. Many restaurants post a sign on their front door that reads: "VAT is going down, and so are prices." But consumers have hardly noticed the cut. And despite the debt crisis, the campaign gift to bar and restaurant owners is not up for discussion.

In August, the Socialist opposition leader, former Finance Minister Laurent Fabius, fumed that having Sarkozy as France's top austerity commissioner is like a "pyromaniac suddenly becoming head of the fire department."

As necessary as a rigorous austerity program would be, "if the government does not quickly address serious reforms, France will lose even more market share," says Michel Didier, president of Coe-Rexecode, an economic research institute with close ties to the employer lobby. He wants to see the government help the country's export industry get back on its feet. The problem with the French economy is that it lacks the backbone of mid-sized companies that are partly responsible for strong exports in Germany. And nothing much has come of politicians' campaign promises to make France the country of entrepreneurs once again.

Robert Lohr is all too familiar with the problem. His family-owned business, Lohr Industrie, headquartered in the Alsatian village of Hangenbieten, employs about 2,000 people and is the world market leader in the production of car transporters. From his office window, Lohr has a view of a large, idyllic park.

Not Enough Work

And yet sometimes Lohr wishes he could relocate the company. In fact, only 20 kilometers (13 miles) would already be enough to make his life easier. "In Germany, politicians listen to industry, because they are dependent on mid-sized companies. But in France the government is only interested in the biggest companies," says Lohr, whose company is one of the country's important but not well-known businesses. The country's biggest industrial firms

include companies like electronics manufacturer Alstom, which produces the TGV high-speed train and its successor, the AGV, as well as defense giant Thales.

Particularly the introduction of the 35-hour workweek, a centerpiece of French economic policy, cost Lohr a lot of money. "It was a catastrophe," says the entrepreneur. Wages went up and productivity suffered. "It wasn't a problem as long as there was enough work. But now we don't have enough work."

Lohr is also up against high social security costs. French employers pay up to 49 percent of gross wages in taxes, compared with only 28 percent paid by their German competitors. On the whole, labor costs increased by 39 percent between 2000 and 2010. In Germany, by comparison, labor costs went up by only 19 percent in the same period.

What is driving up costs, most of all, is the army of employees in the public sector. About one in five workers in France draws a salary from the government. Private companies, says Bosch France chief Maugis, must bear the burden for the state's ever-climbing expenditures.

The French have recently begun looking with envy to the "modèle allemand," or German model. The papers are full of tables and charts, all showing Germany at the head of the pack.

Crisis for Everyone

The French are suddenly treating the labor market reforms of Germany's package of reforms known as Agenda 2010 as their blueprint. But they are also impressed by the social partnership that exists in Germany between employees and employers, and not just on the labor side of the equation. "The strong cooperation between labor unions and business helped companies to remain flexible during the crisis," says employer lobbyist Didier.

This admiration for the German approach is new. Only last year, Berlin had to listen to then French Finance Minister and current International Monetary Fund head Christine Lagarde tell them that German frugality was detrimental to consumption in neighboring countries. In the country of *savoir-vivre*, it was felt that German discipline was somehow small-minded. But now, according to a survey in the magazine *Le Parisien*, the French have more confidence in German Chancellor Angela Merkel than they do in President Sarkozy.

"Europe is a constant beauty pageant, and Germany has just won," says Jean-Paul Fitoussi, an economist at the OFCE economic institute and an advisor to the prime minister. But he also warns: "If we try to improve our competitiveness by taking the same approach as Germany, it will be at the expense of other countries in Europe." There is only one way out of the crisis for everyone, says Fitoussi: more Europe.

Translated from the German by Christopher Sultan

URL:

- <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,793645,00.html>

Bank's Collapse in Europe Points to Global Risks

By [GRETCHEN MORGENSON](#) and [LOUISE STORY](#)

As [Europe's debt crisis](#) has deepened, a recurring question is how much risk it poses to the United States economy, and especially American banks.

While American financial institutions have sought to limit any damage by reducing their loans and thus lowering their direct exposure to Europe's problems, the recent rescue of the Belgian-French bank Dexia shows that there are indirect exposures that are less known and understood — and potentially worrisome.

Dexia's problems are not entirely caused by Europe's debt crisis, but some issues in its case are a matter of broader debate. Among them are how much of a bailout banks should get, and the size of the losses they should take on loans that governments cannot repay.

Among Dexia's biggest trading partners are several large United States institutions, including [Morgan Stanley](#) and [Goldman Sachs](#), according to two people with direct knowledge of the matter. To limit damage from Dexia's collapse, the bailout fashioned by the French and Belgian governments may make these banks and other creditors whole — that is, paid in full for potentially tens of billions of euros they are owed. This would enable Dexia's creditors and trading partners to avoid losses they might otherwise suffer without the taxpayer rescue.

Whether this sets a precedent if Europe needs to bail out other banks will be closely watched. The debate centers on how much of a burden taxpayers should bear to support banks that made ill-advised loans or trades.

Many on Wall Street and in government argue that rescues are essential, to avoid the risk of destabilizing the financial system — with one bank's failure to pay its obligations leading to problems at other banks. But others counter that the rescue of Dexia is reminiscent of the United States' decision to fully protect big banks that were the trading partners of the American International Group when it collapsed, a decision that was sharply questioned and examined by Congress.

Critics warn of a replay of the financial crisis in autumn 2008, when governments used taxpayer money to shore up troubled companies, then allowed them to transfer those funds to their trading partners to protect those institutions from losses. In using public money to rescue private institutions, these critics say, policy makers effectively rewarded banks that traded with companies that were in trouble, rather than penalizing them, and that encouraged risky behavior.

“The question is did the A.I.G. experience and the bailouts generally contribute to the current situation?” asked Jonathan Koppell, director of the School of Public Affairs at Arizona State University. Would the banks, he continued, “have had a different view in dealing with Greece — or with Dexia for that matter — if those who had dealt with A.I.G. hadn't been made whole?”

Given the global and interconnected nature of the financial system, institutions around the world have other types of indirect risk to European debt problems. But the scope of these ties is not fully known, because the exposure is hidden by complex transactions that do not have to be reported in detail.

Dexia, which was bailed out by France and Belgium once before, in 2008, is just a small piece of the broader European debt and banking turmoil. But its collapse comes at a critical point, as European officials are meeting this weekend to work out how taxpayer money should be used to resolve the Continent's [debt crisis](#).

The most acrimonious debate has been over the amount of losses banks should suffer for lending hundreds of billions of euros to countries that may not be able to fully repay. In the case of Greece, big lenders in Europe have tentatively agreed to swallow modest losses on what they are owed, but are resisting proposals that would force them to take a much bigger hit. Even if they accept losses, they may then seek tens or hundreds of billions in capital infusions from their governments.

As the Dexia bailout deal closed last week and was approved by the French Parliament, officials overseeing the restructuring say that the bank will meet all of its obligations in full. Alexandre Joly, the head of strategy, portfolios and market activities at Dexia, said in an interview that the idea of forcing Dexia's trading partners to accept a discount on what they are owed “is a monstrous idea.” He added,

“It is not compatible with rules governing the euro zone, and it has never, ever been considered to our knowledge by any government in charge of the supervision of the banks.”

While several government officials in France and Belgium agree that they expect to allow Dexia to use its rescue money to pay its trading partners in full, others said a final decision had not been made. Representatives for Dexia’s trading partners, like Morgan Stanley and Goldman Sachs, said they were not concerned about exposure to Dexia.

Dexia has suffered in several lines of business, including investments in sovereign debt from countries like Greece. But the biggest drain on its cash stemmed from a series of complex, wrong-way bets it made on interest rates related to its municipal lending business. A significant part of Dexia’s business is lending money to these localities at a fixed interest rate for relatively long periods, say 10 years. But, because the interest rate that the bank itself pays to finance its operations fluctuates, that exposes it to potential risk. If its cost of borrowing exceeds the interest it charges on loans outstanding, it loses money.

To protect itself, Dexia entered into transactions with other banks. But in doing so, it made a major miscalculation and protected itself only if interest rates rose. Instead, interest rates fell, and according to Dexia’s trade agreements, Dexia had to post billions of euros in collateral to institutions on the opposite side of its trades, like Commerzbank of Germany, Morgan Stanley and Goldman Sachs.

Dexia is also suffering losses on about 11 billion euros (\$15.3 billion) in credit insurance it has written on mortgage-related securities, the same instruments that felled A.I.G., echoing that insurer’s troubles. In this business, too, Dexia’s problems have been worsened by aggressive demands by some trading partners for additional collateral. According to a person briefed on the transactions, Goldman Sachs, one of Dexia’s biggest trading partners, has asked for collateral equal to nearly twice the decline in market value of its deals. As was the case with A.I.G., Dexia must provide the collateral when the prices of the underlying securities fall, even if they have not defaulted.

In all, Dexia has had to post 43 billion euros to its trading partners to offset potential losses, up from 26 billion at the end of April and 15 billion at the end of 2008. The bank’s need for cash to meet these demands drained its coffers, and contributed to its need for a government bailout. The Belgian, French and Luxembourg governments provided a guarantee of up to 90 billion euros to Dexia, and Belgium purchased part of it outright.

Dexia declined to specify how much money had already gone to each trading partner. A Commerzbank spokesman declined to comment. Jeanmarie McFadden, a Morgan Stanley spokeswoman, said that the bank’s exposure to Dexia was immaterial and that Morgan Stanley had received adequate collateral to cover it. Lucas van Praag, a spokesman for Goldman, said “we have no reason to believe that Dexia will not continue to meet its contractual obligations after it is restructured.”

As for the aggressive collateral calls by Goldman, Mr. van Praag said: “Our dealings with Dexia have been perfectly normal. In an environment of widening credit spreads and increased volatility, collateral calls are to be expected.” The suggestion that Goldman has been more aggressive than Dexia’s other trading partners is “quite odd,” he said, adding: “If collateral is owed, we ask for it.” Mr. Joly of Dexia said the bank did not have “significant issues” with Goldman over collateral owed on some contracts.

Economists and financial players are closely watching how European officials handle Dexia’s financial contracts, which span the globe, to see what that might mean for other European banks that might need government support. As trading partners demand more cash, those demands could consume more of the money put up by the Belgian, French and Luxembourg governments.

“We know what the guarantees are that the government put down, but you don’t know how much the taxpayer will end up paying,” said Paul De Grauwe, a professor of economics at Katholieke Universiteit Leuven in Belgium. “I’m pretty sure there are other banks in Europe that have done similar things and may be caught in the crisis that is now brewing. I don’t think this is an isolated incident.”

It may be difficult for European governments to avoid making bank trading partners whole, especially American institutions, since the United States government paid full value to foreign banks that dealt with A.I.G. and also opened Federal Reserve programs to troubled foreign banks. Dexia, for example, leaned heavily on emergency lending programs created by the Fed during the depths of the financial crisis. At its peak borrowing near the end of 2008, Dexia received \$58.5 billion from the Fed.

Some financial players may also argue that since France and Belgium took equity stakes in Dexia in 2008 — as part of the government bailout then — there was an implicit guarantee of the company’s obligations, similar to that of the housing finance giants Fannie Mae and Freddie Mac in the United States.

Walker F. Todd, a research fellow at the American Institute for Economic Research and a former official at the Federal Reserve Bank of Cleveland, said governments were setting a troubling precedent when they bailed out a company and paid its trading partners in full, as occurred with A.I.G. and as might occur with Dexia.

“In the short run, it would help if the authorities would say they refuse to provide publicly funded money for the payoffs of [derivatives](#),” he said. “This is like using public funds to support your local casino. It is difficult to see how this is good for society in the long run.”

The Hole in Europe's Bucket

By [PAUL KRUGMAN](#)

If it weren't so tragic, the current European crisis would be funny, in a gallows-humor sort of way. For as one rescue plan after another falls flat, Europe's Very Serious People — who are, if such a thing is possible, even more pompous and self-regarding than their American counterparts — just keep looking more and more ridiculous.

I'll get to the tragedy in a minute. First, let's talk about the pratfalls, which have lately had me humming the old children's song "There's a Hole in My Bucket."

For those not familiar with the song, it concerns a lazy farmer who complains about said hole and is told by his wife to fix it. Each action she suggests, however, turns out to require a prior action, and, eventually, she tells him to draw some water from the well. "But there's a hole in my bucket, dear Liza, dear Liza."

What does this have to do with Europe? Well, at this point, Greece, where the crisis began, is no more than a grim sideshow. The clear and present danger comes instead from a sort of bank run on Italy, the euro area's third-largest economy. Investors, fearing a possible default, are demanding high interest rates on Italian debt. And these high interest rates, by raising the burden of debt service, make default more likely.

It's a vicious circle, with fears of default threatening to become a self-fulfilling prophecy. To save the euro, this threat must be contained. But how? The answer has to involve creating a fund that can, if necessary, lend Italy (and Spain, which is also under threat) enough money that it doesn't need to borrow at those high rates. Such a fund probably wouldn't have to be used, since its mere existence should put an end to the cycle of fear. But the potential for really large-scale lending, certainly more than a trillion euros' worth, has to be there.

And here's the problem: All the various proposals for creating such a fund ultimately require backing from major European governments, whose promises to investors must be credible for the plan to work. Yet Italy is one of those major governments; it can't achieve a rescue by lending money to itself. And France, the euro area's second-biggest economy, has been looking shaky lately, raising fears that creation of a large rescue fund, by in effect adding to French debt, could simply have the effect of adding France to the list of crisis countries. There's a hole in the bucket, dear Liza, dear Liza.

You see what I mean about the situation being funny in a gallows-humor fashion? What makes the story really painful is the fact that none of this had to happen.

Think about countries like Britain, Japan and the United States, which have large debts and deficits yet remain able to borrow at low interest rates. What's their secret? The answer, in large part, is that they retain their own currencies, and investors know that in a pinch they could finance their deficits by printing more of those currencies. If the European Central Bank were to similarly stand behind European debts, the crisis would ease dramatically.

Wouldn't that cause inflation? Probably not: whatever the likes of Ron Paul may believe, money creation isn't inflationary in a depressed economy. Furthermore, Europe actually needs modestly higher overall inflation: too low an overall inflation rate would condemn southern Europe to years of grinding deflation, virtually guaranteeing both continued high unemployment and a string of defaults.

But such action, we keep being told, is off the table. The statutes under which the central bank was established supposedly prohibit this kind of thing, although one suspects that clever lawyers could find a way to make it happen. The broader problem, however, is that the whole euro system was designed to fight the last economic war. It's a Maginot Line built to prevent a replay of the 1970s, which is worse than useless when the real danger is a replay of the 1930s.

And this turn of events is, as I said, tragic.

The story of postwar Europe is deeply inspiring. Out of the ruins of war, Europeans built a system of peace and democracy, constructing along the way societies that, while imperfect — what society isn't? — are arguably the most decent in human history.

Yet that achievement is under threat because the European elite, in its arrogance, locked the Continent into a monetary system that recreated the rigidities of the gold standard, and — like the gold standard in the 1930s — has turned into a deadly trap.

Now maybe European leaders will come up with a truly credible rescue plan. I hope so, but I don't expect it.

The bitter truth is that it's looking more and more as if the euro system is doomed. And the even more bitter truth is that given the way that system has been performing, Europe might be better off if it collapses sooner rather than later.

Sortir du nucléaire, méditer le projet allemand

Le Monde | 24.10.11 | 13h02 • Mis à jour le 24.10.11 | 15h12

Eva Joly, candidate écologiste à l'élection présidentielle, ne cesse de le répéter : *"La gauche serait folle de ne pas sortir du nucléaire."* Quant à Cécile Duflot, la porte-parole d'Europe Ecologie-Les Verts, elle vient de redire qu'*"après Fukushima, la sortie du nucléaire est un horizon obligatoire même si, pour certains, ces mots sont imprononçables"*.

François Hollande, candidat socialiste et principal destinataire de ces mises en garde, est, on le sait, d'une prudence extrême sur le sujet. A droite, Nicolas Sarkozy ne cesse de réaffirmer son attachement à cette énergie. C'est dire que la question de la sortie du nucléaire s'imposera dans la campagne à venir.

Encore objet de controverse en France, elle est désormais tranchée en Allemagne. Le 30 juin, la principale puissance industrielle en Europe a, en effet, décidé d'abandonner progressivement cette énergie, d'ici à 2022. Quatre mois après cette décision, il est évidemment prématuré de dresser un bilan de la politique "postnucléaire" de notre voisin.

Toute comparaison avec la France est même à relativiser puisque le nucléaire ne fournit que 22 % de l'électricité outre-Rhin, contre plus de 75 % dans l'Hexagone. Mais la démarche engagée par les Allemands mérite d'autant plus l'intérêt qu'il faudra ou bien l'imiter à l'avenir, ou bien, au contraire, éviter de reproduire les mêmes erreurs.

Premier constat : sortir du nucléaire n'implique pas obligatoirement d'entrer dans l'ère des énergies renouvelables. Certes l'Allemagne dépense des dizaines de milliards d'euros pour développer les filières solaire et surtout éolienne, mais cela ne suffit pas et reste aléatoire. Pour assurer la transition énergétique, elle développe également des dizaines de nouvelles centrales, polluantes, au gaz mais aussi au charbon. Si la part des énergies renouvelables doit doubler en dix ans, les énergies fossiles vont donc continuer à jouer un rôle majeur. Source d'innovations considérables, ce développement suscite également l'inquiétude, tant est grand le risque d'une dépendance accrue de l'Allemagne au gaz importé de Russie.

Deuxième constat : la révolution énergétique a un prix. Les ménages allemands consacrent 14 % de leur facture (soit environ 120 euros) à subventionner les énergies renouvelables. Les Français n'y consacrent, eux, que 3 % d'une facture par ailleurs nettement moins élevée. En outre, la lutte contre les émissions de CO₂ passe surtout par l'isolation des bâtiments, qui nécessite de lourds investissements. Si le nucléaire est plus coûteux que les autorités françaises ne l'admettent, le passage aux énergies propres est tout aussi onéreux.

Troisième constat : la révolution énergétique est bien une révolution industrielle. De l'automobile au bâtiment, tous les secteurs sont concernés. En ce sens, l'Allemagne, qu'elle réussisse, ou non, sa sortie du nucléaire, est en train d'insuffler un nouveau dynamisme à son industrie, que la France serait bien inspirée d'observer de près. Quel que soit son choix énergétique.

Revolution Won, Top Libyan Official Vows a New and More Pious State

By ADAM NOSSITER and KAREEM FAHIM

BENGHAZI, Libya — The leader of the transitional government declared to thousands of revelers in a sunlit square here on Sunday that Libya's revolution had ended, setting the country on the path to elections, and he vowed that the new government would be based on Islamic tenets.

The emotional ceremony, hastily improvised three days after the death of Col. Muammar el-Qaddafi, was intended to put a cap on Libya's bloody upheaval and mark the beginning of a transition to an elected government within 20 months. The location, next to a military compound where the uprising's first battles were fought, was chosen to close a violent circle.

A sea of flag-waving citizens — grandmothers and former soldiers, fathers and housewives, children and workers — greeted with a surge of noisy euphoria the country's transitional leaders and military officers who had defected to the rebel cause.

But as the eight-month conflict has drawn to a close, the challenges facing the new Libya have come into sharp relief. In the barren political landscape that is the legacy of Colonel Qaddafi's 42 years in power, the weak interim government has struggled to calm incendiary regional and factional disputes or exert control even over its own militias.

The most powerful force in the fledgling state, the armed groups remain a law unto themselves. The threat they pose was underscored with the discovery Sunday of at least 53 bodies, people who appeared to have been executed, possibly by anti-Qaddafi fighters.

Peter Bouckaert of [Human Rights Watch](#) documented the killings and said the victims, who included Qaddafi loyalists and a senior official in the former government, had been found in the garden of a hotel in Surt. Several had their hands tied behind their backs. The victims were thought to have been killed about a week ago, when the hotel was a base for several former rebel brigades from Misurata, Mr. Bouckaert said.

The discovery came amid continued uncertainty about the circumstances surrounding the deaths of Colonel Qaddafi and his son Muatassim, who may have been killed while in the custody of former rebel fighters. The interim authorities have promised to investigate the deaths.

Libya's chief forensic pathologist said Sunday that he had performed autopsies on the bodies of Colonel Qaddafi, Muatassim Qaddafi and Abu Bakr Younes, a former defense minister. The pathologist, Dr. Othman al-Zentani, told The Associated Press that Colonel Qaddafi had been killed by a gunshot to the head. Later, he indicated that there may have also been other causes, without providing details.

In Benghazi, the joy of the moment was untempered by what many in the crowd acknowledged were the immense tasks ahead. Laws, national institutions, civic life — all will need to be built from scratch after four decades of Qaddafi's personality-cult dictatorship. There was relief, too, that the effort could finally begin.

When Mustafa Abdel-Jalil, the chairman of the Transitional National Council, pronounced the end of the uprising, the crowd reacted with shouts of "God is great." This was not long after people sang the bouncy [national anthem](#) of pre-Qaddafi days, which was revived to help celebrate the downfall of the dictator, who was killed on Thursday after he tried to flee Surt.

Two strands — a new piety and all-purpose, freewheeling happiness — dominated the ceremony. Mr. Abdel-Jalil, stooping humbly to shake hands in the crowd and embracing the elderly relative of a fallen rebel, made clear that personality would have nothing to do with the new order.

"We are an Islamic country," he said as the sun descended. "We take the Islamic religion as the core of our new government. The constitution will be based on our Islamic religion."

Among other things, he promised that Islamic banks would be established in the new Libya. He also talked of lifting restrictions on the number of women Libyan men can marry, The Associated Press reported.

The comments reflected not only the chairman's personal religious conservatism and the country's, but also the rising influence of Islamists among the former rebels. The Islamists, who include some influential militia commanders, have warned that they will not permit their secular counterparts in a new government to sideline them.

Some of the secular former rebels contend that the Islamists have successfully exploited the country's power vacuum, infusing the conflict with religion and criticizing those not considered sufficiently pious, including women who do not wear the head scarf.

Other tensions were evident on Sunday, including regional rivalries that have hampered the interim government for months. Many anti-Qaddafi leaders from other regions, for example, have complained that the makeup of the interim government skews heavily toward eastern Libya.

The celebration in Misurata, a western city that weathered the fiercest attacks by Qaddafi forces, was more muted than the one in Benghazi, in the east. Hundreds of people gathered in Misurata's Freedom Square, but Mr. Abdel-Jalil's remarks were not broadcast to the crowd. A few blocks away, several men said they were skipping the celebration because the choice of Benghazi for the announcement angered them.

"This was an unwise decision," said Abdulatif Kablan, an airline pilot. "It is supposed to be in Tripoli. Maybe they have an excuse. Maybe it's not safe. But if it's not safe, they should not be declaring the country liberated."

Others were more optimistic, saying they would accept new leaders from any part of the country as long as they were qualified. In the Misurata square, children hummed a tune that became an infectious anthem of the revolution, first sung in Benghazi when the protesters feared that Colonel Qaddafi would unleash his military on them.

"Bring on your planes," they sang. "Even bring your tanks."

The transitional council is scheduled to select a new interim government within three months. Elections for a 200-member national council will be held within eight months, and a full government is to be elected a year after that.

People in Benghazi focused on the possibility of new freedoms and on their pride in how the country's citizen-soldiers had acquired it. "It's a new life," said Yousef Amar, who held the [Libyan flag](#) that was used before Colonel Qaddafi's era. He was standing next to his 8-year-old son, who also held a flag.

"This is the beginning, like when the flower grows from nothing," Mr. Amar said.

Mneeba Gargoum expressed astonishment as she stood with a friend in the crowded square, renamed Victory Square. "This is the greatest day of our lives," she said

Adam Nossiter reported from Benghazi, Libya, and Kareem Fahim from Misurata, Libya.

23. Oktober 2011, 19:05 Uhr

SPIEGEL ONLINE

Nach Gaddafis Tod

In Libyen soll jetzt die Scharia gelten

Libyen feiert: Der Übergangsrat des Landes erklärte die Gaddafi-Ära drei Tage nach dessen gewaltsamem Tod offiziell für beendet. Auf den Straßen bejubelten die Menschen die neue Zeit. Künftig soll in dem Land das islamische Recht die Grundlage aller Gesetze sein.

Bengasi - In Libyen ist am Sonntag die Ära des selbsternannten Revolutionsführers Muammar al-Gaddafi beendet worden. Der libysche Übergangsrat erklärte drei Tage nach dem Tod des früheren Machthabers die Befreiung des nordafrikanischen Landes von jahrzehntelanger autoritärer Herrschaft.

Vor Zehntausenden Menschen verkündete der Vorsitzende des Nationalen Übergangsrats Mustafa Abd al-Dschalil in Bengasi außerdem, im neuen Leben werde das islamische Recht Scharia die Grundlage aller Gesetze sein und bestehende Gesetze, die im Widerspruch zum Islam stünden, würden annulliert. Außerdem kündigte er die Gründung neuer Banken an, die islamischem Recht entsprächen. Damit dürften sie keine Zinsen mehr verlangen. "Gott hat über die Revolution und ihren Sieg gewacht", verkündete Dschalil.

Im Februar hatte in Bengasi der Aufstand gegen den dort besonders verhassten Diktator Gaddafi begonnen, nur wenige Tage nach dem Sturz des Präsidenten Husni Mubarak im benachbarten Ägypten. Die Schergen des Oberst hatten auf die zunächst gewaltlosen Demonstranten geschossen. "Die Revolution begann friedlich, aber ihre legitimen Forderungen wurden mit Gewalt beantwortet", erklärte Dschalil.

Der deutsche Außenminister Guido Westerwelle sagte dem libyschen Übergangsrat nach dessen Befreiungserklärung weitere Unterstützung beim Aufbau des Landes zu. Für Libyen habe nun "eine neue Zeitrechnung begonnen", erklärte der FDP-Politiker in Berlin. "Angst und Unterdrückung sind der Hoffnung auf Frieden und Freiheit gewichen."

Obduktion: Gaddafi starb durch Kopfschuss

Am Sonntag wurde ebenfalls das Ergebnis der Obduktion von Gaddafis Leichnam bekanntgegeben. Das Ergebnis: Gaddafi wurde durch einen Kopfschuss getötet. Auch im Bauch habe eine Kugel gesteckt. Ein Sprecher des Militärrats von Misurata teilte am Sonntag mit, die Autopsie sei am Morgen vorgenommen worden. Ursprünglich sei das nicht vorgesehen gewesen, sagte Fathi Baschaga der Nachrichtenagentur AFP. "Aber Tripolis hat uns darum gebeten und wir wollen die Dinge korrekt machen", fügte er hinzu.

Widersprüchliche Angaben des Militärs hatten international die Frage aufgeworfen, ob der 69-Jährige bei einem Feuergefecht gestorben oder exekutiert worden war. Auch drei Tage nach seinem Tod war Gaddafis Leichnam noch nicht beigesetzt, sondern halb bekleidet in einem Kühlhaus in Misurata zur Schau gestellt worden. Jetzt soll der Körper nach dem Willen der neuen Führung des Landes Gaddafis Familienangehörigen übergeben werden.

Gaddafi war am Donnerstag bei der Eroberung seiner Heimatstadt Sirt festgenommen worden. Aufnahmen zeigten ihn verletzt, aber lebendig. Wer den tödlichen Schuss auf ihn abgab, ist weiter unklar. Der Arzt Othman al-Sintani sagte am Sonntag, er werde einen vollständigen Bericht an die Staatsanwaltschaft übergeben, auch die Uno solle die Todesursachen untersuchen. Die Leiche von [Gaddafis Sohn Mutassim](#) wurde ebenfalls obduziert. Er war am Donnerstag wie sein Vater in Sirt, der Heimatstadt der Gaddafis, getötet worden.

"Jetzt ist es vorbei"

Die meisten Libyer sind an den Todesumständen Gaddafis, der 42 Jahre lang an der Macht war, wenig interessiert, sondern vor allem erleichtert über dessen Tod: Ein Gerichtsprozess hätte doch nur für Chaos gesorgt, erklärte ein Einwohner der Hauptstadt Tripolis. "Jetzt ist es vorbei."

Binnen eines Monats soll eine neue Übergangsregierung gebildet und innerhalb von acht Monaten sollen erste Wahlen zu einer verfassungsgebenden Versammlung abgehalten werden.

Ein enger Mitarbeiter Gaddafis schilderte am Sonntag in Interviews, wie der einstige Machthaber seine letzten Tage verbrachte. Er las viel im Koran, aß Nudeln, die seine Helfer aus verlassenen Häusern herbeischafften und beschwerte sich, dass es in der zerschossenen Stadt Sirt keinen Strom gab. Der einstige Machthaber habe nie verstanden, warum sich die Libyer gegen ihn erhoben hätten, sagte Mansur Dhao Ibrahim in einem Interview der "New York Times".

Gaddafi war diesen Angaben zufolge bis zum Schluss immer bewaffnet gewesen, habe aber nie einen Schuss abgefeuert. Kontakt zur Außenwelt habe er zum Schluss nur über sein Satellitentelefon gehabt, mit dem er TV- oder Radiosender anrief. Immer wieder habe Gaddafi in der verwüsteten Stadt, in der er häufig die Häuser wechselte, geklagt: "Warum gibt es keinen Strom? Warum gibt es kein Wasser?"

In einem anderen Interview habe Mansur Dhao Ibrahim geschildert, wie die letzten Getreuen am vergangenen Donnerstag versucht hätten, die Stadt in einem Konvoi zu verlassen. Gaddafi habe in einem Toyota Land Cruiser gesessen und während der Fahrt wenig gesagt. Nach etwa einer halben Stunde hätten Nato-Kampfflugzeuge den Konvoi ausgemacht und beschossen, schildert der Gaddafi-Vertraute die Ereignisse. Er sei getroffen und verwundet worden. Zusammen mit Gaddafi habe er dann zunächst versucht, eine Farm zu erreichen, dann eine größere Straße und schließlich die Abwasserrohre, in denen Gaddafi später gefunden wurde. Er selbst sei dann erneut getroffen worden und ohnmächtig geworden. Erst im Krankenhaus sei er wieder aufgewacht.

ore/hei/dAPD/AFP/dpa/Reuters

URL:

- <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,793505,00.html>

Sirt

Menschenrechtler berichten von Massaker an Gaddafi-Anhängern



REUTERS

Freiwillige transportieren Leichen in Sirt: Blutiger Kampf um die Stadt

Auf einem Hotelgelände in der libyschen Stadt Sirt sind 53 Leichen gefunden worden. Bei den Toten soll es sich laut der Menschenrechtsorganisation "Human Rights Watch" um Gaddafi-Getreue handeln. Sie fordert vom Übergangsrat eine Untersuchung des Vorfalls.



Sirt - Die Menschenrechtler sprechen von einer Hinrichtung: In der libyschen Küstenstadt Sirt hat "Human Rights Watch" auf dem Gelände eines Hotels 53 Leichen entdeckt, offensichtlich Anhänger des getöteten Machthabers [Muammar al-Gaddafi](#).

Die Menschenrechtsorganisation sieht das mutmaßliche Massaker als weiteren Vorfall in einer Kette von "Tötungen, Plünderungen und anderer Verstößen von Anti-Gaddafi-Kämpfern, die sich selbst über dem Gesetz sehen", sagte Peter Bouckaert von Human Rights Watch. Die Organisation rief den Übergangsrat dazu auf, die Massentötung zu untersuchen.

Die bereits verwesenden Leichen wurden im Garten eines verlassenen Hotels in der Geburtsstadt Gaddafis entdeckt. Sie lagen gestapelt im Hotelgarten am Meer - und die Männer sind offenbar auch dort erschossen worden. Zumindest deuten große Blutflecke auf dem Rasen darauf hin. "Manche hatten die Hände hinter dem Rücken verbunden, als sie erschossen wurden", sagte Bouckaert. Der Zustand der Leichen lege nahe, dass die Menschen vor rund einer Woche gemeinsam getötet worden seien.

Das Hotel Mahari liegt im zweiten Bezirk in [Sirt](#) - lange eine der letzten Bastionen der Gaddafi-Anhänger. Die Gegend sei jedoch bereits vor den letzten Kämpfen um Sirt in der Hand von Milizen aus Misurata gewesen. An Wänden des Hotels seien die Namen von fünf Rebellen-Brigaden aus Misurata geschrieben gewesen.

Auch wenn es keine Beweise gebe, so Human Rights Watch, dass diese Gruppen die Gaddafi-Anhänger erschossen haben, so sei eine Befragung der Milizen aus Misurata notwendig.

Weitere Leichen in einem Wasserbecken entdeckt

Ebenfalls im gleichen Bezirk entdeckten die Menschenrechtler zehn verwesende Leichen, die in ein Wasserbecken gekippt worden waren - diese seien offenbar seit zwei Wochen tot. Ärzte in Sirt hätten der Organisation gesagt, dass auch Gaddafi-Einheiten Hinrichtungen ausgeführt hätten.

Die Funde von Leichen, deren Todesumstände noch nicht unabhängig bestätigt wurden, lassen zumindest ahnen, wie blutig und brutal der Kampf um die letzte Gaddafi-Hochburg in den letzten Wochen geführt wurde.

Auch die Tötung des langjährigen Diktators ist immer noch nicht geklärt. Unklar ist, ob Milizen ihn möglicherweise hingerichtet haben. Auch bei der Ermordung seines Sohnes Mutassim, der den Widerstand in Sirt angeführt hat, legen Videobilder nahe, dass er in Gefangenschaft getötet worden ist. Auf Videos war Mutassim rauchend zu sehen, andere Bilder zeigen ihn später tot im selben Raum.

Der in den Niger geflohene Gaddafi-Sohn Saadi [reagierte wütend auf die Bilder](#). Die Tötung seines Vaters nannte Saadi laut seinem Anwalt eine "barbarische Hinrichtung", den Umgang mit den Leichen einen "grotesken Missbrauch". Er sei wegen der "boshafte Brutalität" schockiert, die die Milizen der Übergangsregierung gegenüber seinem Vater und seinem Bruder Mutassim gezeigt haben, erklärte sein Anwalt. Der Übergangsrat hat die Umstände der Tötungen bislang nicht aufgeklärt - Human Rights Watch kritisiert auch, dass er auch bei früheren Fällen, wie der Tötung eines Gaddafi-Generals im Juli, kaum Willen zur Aufklärung gezeigt habe. Auch wegen Tötungen von mutmaßlichen Gaddafi-Söldnern aus Afrika haben Menschenrechtler die Rebellen wiederholt kritisiert.

fab

Two-speed Europe

Sarko and Dave: united in Libya, at war in Europe

The Economist Charlemagne Oct 23rd 2011, 19:08

IN A decade's time, perhaps, the twin European summits on October 23rd may come to be seen as the moment when the 17 countries of the euro zone started to break away from the 10 non-euro states.

It is always hard to define the precise moment when an big and complex process has started. But today would be a good candidate. This is not just because the summit of the 27 members of the European Union is being followed by a separate meeting of the 17. This has happened before, after all.

But the long and bad-tempered lunch that separated the two summits in Brussels - with France's Nicolas Sarkozy and Britain's David Cameron as the main protagonists of the acrimony, even though they have just won a war in Libya - indicates that both the euro's "ins" and its "outs" are aware that their relationship is changing in a fundamental way.

I explore several of the issues of a two-speed, two belief Europe in my [column](#) this week (Wake up, euro zone). Several factors combine to bring all this to a head.

1. The markets are testing to destruction the ambiguity of a monetary union with disparate national fiscal and economic policies. In aggregate terms the EU's deficit and debt ratios are in better shape than, say, those of the United States. But the EU is not a federal state, and the markets sense that the euro zone is reluctant to stand fully behind its weakest members.
2. Nicolas Sarkozy has secured Germany's support to hold regular meetings of euro-zone leaders. They will be presided over by Herman Van Rompuy, president of the European Council (who chairs summits at 27), but the euro-zone leaders reserved the right to choose someone else where Mr Van Rompuy's term expires. Even if integration goes no further, the habit of the 17 working together will be felt across the EU.
3. Angela Merkel, the German chancellor, is pushing hard for re-opening the EU's treaties. The EU has already done this once to create a permanent bail-out system (it has not yet been ratified). Now it wants to do so again to impose greater fiscal and economic discipline on states that use the euro. The euro zone has adopted several new tools to monitor and co-ordinate economic policies. But having bailed out three peripheral states, and with the prospect of big economies like Italy collapsing, Germany and the other creditor states want even stronger treaty-based powers – for example the ability of taking a profligate state to the European Court of Justice.
4. David Cameron faces an increasingly emotive domestic debate on Europe. He is resisting demands from eurosceptics for a referendum on Britain's membership of the European Union. But the prospect of opening the treaties makes it harder to ignore pressure to seize the moment to redraw Britain's relationship with the EU or, indeed, to withdraw from the union altogether. Having encouraged the euro zone to integrate to save itself, Britain is now looking for "safeguards" to ensure it does not stray too far.

All these issues mean that European leaders spent the best part of two hours over lunch debating the interplay between the 17 and the 27. Should the ins meet first, followed by the outs? Or should it be the other way around?

On Wednesday 26th, when the euro zone holds the second session of its two-part summit, the EU's 27 leaders will make a point of gathering beforehand. The meeting will last just an hour, and will sign off on the plan to recapitalise Europe's banks. But because the financial sector is part of the single market, which is an issue for all EU states, and Mr Cameron wanted to make sure that the 27 were seen to take the decision, not the 17.

For now, Mr Cameron does not appear to have a very strong hand. Most of the other euro-outs are committed, legally and politically, eventually to joining the single currency. Mr Sarkozy's harsh words to Mr Cameron were strikingly spiteful: "We are sick of you criticising us and telling us what to do. You say that you hate the euro and now you want to interfere in our meetings."

British officials shrug off Mr Sarkozy's legendary rudeness as a personality flaw. "He never pursues it. He is not interested in texts," says one diplomat.

This is not quite true. In the final [conclusions](#), Britain was unable to secure strong language to safeguard the interests of non-euro states. Britain had proposed a reference to the need to develop "concrete and effective mechanisms to ensure that the integrity of the internal market at 27 is fully preserved and that the interests, including essential economic interests, of the non participating member states is fully protected". Instead, the task of safeguarding the interests of the outs was left to the European Commission, the EU's civil service

Despite the resistance of most European leaders, Mrs Merkel secured a specific commitment to "exploring the possibility of limited treaty changes", to be discussed in December following a report by Mr Van Rompuy.

Later on, Mr Van Rompuy explained:

It is normal that those who share a common currency must take some common decisions relating to that currency. In fact, one of the origins of the current crisis is that almost everybody has underestimated the extent to which the economies of the eurozone are linked; and we are now remediating that. However, it is vitally important to safeguard the integrity of the single market among the 27. It gives the union cohesion and is the very basis of our prosperity. So we must keep the links between the two types of decision-making as close as possible, in a spirit of trust. And that's why we decided today that the 27 leaders will also meet before Wednesday's follow-up euro summit.

Mr Cameron said the last treaty revision, to create the permanent European Stability Mechanism, had allowed Britain to extricate itself from contributing to the bail-out of Greece and others.

Those countries in the eurozone that see the need for greater integration recognise that it may be necessary to have treaty change as well as other measures to integrate their economies. Treaty change in the future may well present a good opportunity for Britain. The last treaty change which was to create the European Stability Mechanism gave us in Britain the opportunity to get out of the bailout funds for the eurozone. So we exacted a good price for that treaty change [...] We shouldn't get ahead of ourselves, the idea of the possibility of treaty change has to go back to the European Council, then you have to have a convention, then you've got to consult the European parliament, then, then, then... This process can take years.

Turning to his backbenchers, he said a referendum would be a distraction – not just from the need to deal with the crisis, but from the opportunity to exploit a chance to renegotiate Britain's status.

I don't think this is the right time to legislate for an in/out referendum. This is the right time to sort out the eurozone's problems, defend your national interest and look to the opportunities there may be in the future to repatriate powers back to Britain. Obviously the idea of some limited treaty change in the future might give us that opportunity.... We must not get overexcited about this but any treaty change in the future does give you the opportunity to advance your interests which of course I would want to do.

Euro-Krise: Holt die EZB jetzt die „Bazooka“ raus?

Eine Billion oder mehr - die Euro-Rettung wird immer teurer. Die Versuchung ist groß, die geldpolitische Panzerfaust abzufeuern und einfach frische Banknoten zu drucken.

Von [Christian Siedenbiedel](#), [Lisa Nienhaus](#), [Rainer Hank](#)

FAS 22.10.2011 2011-10-22T16:11:00+0200



© dapd

Am laufenden Band: Euro-Produktion in der Bundesdruckerei

Die Angst ist bei den Menschen angekommen. „Wo soll die ganze Euro-Retterei nur hinführen“, fragen sie. Einige gehen auf die Straße, demonstrieren gegen Banken und Regierungen. Andere reagieren unauffälliger - sie horten Gold oder Bargeld. Das Vertrauen ist dahin: Mittlerweile sagen 55 Prozent der Deutschen, sie seien „stark“ oder „sehr stark“ beunruhigt - weil sie das Gefühl haben, jetzt geht es an ihr Vermögen. In einer Leserbefragung der F.A.S. sagten 91 Prozent der Teilnehmer, sie würden dem längst geplanten dauerhaften Eurorettungsmechanismus ESM die Zustimmung verweigern.

Es geht darum, wer für die gewaltigen Schulden zahlen muss

Auf den ständigen Gipfeln, zu denen Europas Staats- und Regierungschefs auch am heutigen Sonntag und am kommenden Mittwoch wieder zusammenkommen, werden die Weichen gestellt, wie Europa künftig mit der Staatsschuldenkrise umgehen will. „Es werden Leitlinien aufgestellt, die fatale Folgen haben können“, warnt Stefan Homburg, Professor für Finanzen in Hannover. Es geht darum, wer für die gewaltigen Schulden der Staaten im Süden Europas am Ende zahlen muss.

Griechenland ist noch das geringste Problem. Was aber wird sein, wenn die Schulden und Zinsen größerer Länder - Spanien, Italien - zu erdrückend werden und die Eurozone als Ganzes mitzureißen drohen? Bislang funktionierten die Rettungsaktionen so: Die soliden Länder haben für immer größere Summen die Staatsanleihen der Krisenstaaten garantiert. Das half aber nie lange (siehe Grafik). Also müssen immer mehr und immer neue Garantien her: Die Hilfe tendiert Richtung unendlich. Das Retten zwingt die Retter in die Knie. Schon hat die Ratingagentur Moody's kund getan, auch Retter-Land Frankreich könnte bald sein „AAA“-Rating verlieren.

Entweder Pleite oder Solidarität - oder Bazooka

Prinzipiell gibt es zwei Möglichkeiten: Dem Schuldner die Last erleichtern oder aber die Lasten auf alle umlegen, die in Euro zahlen. Entweder man lässt überschuldete Länder pleite gehen. Ökonomen nennen das einen „Default“. Dann regelt sich das Problem wie bei jeder Pleite - die Gläubiger (Banken, Private) müssen auf Forderungen verzichten. Oder aber man überträgt die Rettungsaufgabe auf Dauer an eine Institution, die über unbegrenzte Mittel verfügt. Unbegrenzt über den Euro verfügen kann in Europa nur die Europäischen Zentralbank - weil sie das Geld drucken kann. Sie ist - scheinbar - allmächtig.

Nur die EZB hat die große „Bazooka“, eine „Panzerfaust“, welche die Märkte in die Schranken weisen könnte. Aber zu welchem Preis? Die Idee, die Schuldenkrise mit der „Bazooka“ zu lösen, heißt: So viel Geld für notleidende Euro-Staaten zur Verfügung zu stellen, dass kein Anleger auf der Welt mehr glauben kann, dass überhaupt je ein Euroland noch pleite gehen kann. Monetisierung nennt man so etwas. Dann, so hofft man, würden auch die Spekulanten Ruhe geben.



© dpa

Was aus der Bazooka rauskommen kann: Euro-Scheine bündelweise

„Default“ oder Monetisierung durch die „Bazooka“, so könnte sich bald für die Politiker im Euroraum die Rettungs-Alternative darstellen. Wie werden Sie dann entscheiden? „Die Kosten für einen Default werden systematisch überschätzt, die Kosten für eine Monetisierung werden unterschätzt“, sagt Finanzprofessor Homburg. Was er meint: Politiker, die wiedergewählt werden wollen, fürchten eine kleine Katastrophe (die Staatspleite) mehr als eine lang dauernde größere Katastrophe (die Monetisierung). Das ist rational: Denn ersteres könnte ihr politisches Ende sein, letzteres „nur“ das Ende der vermögenden Mittelschichten in Deutschland und anderswo.

Hinter dem Streit um den EFSF-Hebel verbirgt sich Sorge um Geldstabilität

Gewiss, eine Staatspleite eines großen Landes in Europa wäre schlimm. Doch sie zu verschleppen, werde noch teurer, sagt Ökonom Homburg. Es gefährdet letztendlich die Stabilität des Geldes selbst. Und damit alle Vermögen, Einkommen und Renten. Das mussten die Deutschen in der Hyperinflation 1922/23 erfahren. Das Trauma haben sie an Enkel und Urenkel weiter gegeben.

Diese Angst verbirgt sich hinter dem Streit, der zwischen Deutschland und Frankreich darüber tobt, wie die Schlagkraft des Rettungsfonds EFSF erhöht („gehebelt“) werden kann. Das könnte nötig werden. Denn schon wurde das Rating der italienischen Staatsanleihen vergangenen Dienstag herabgestuft. Womöglich, drohen die Franzosen, reichen am Ende alle Hebel nicht, die aus großen Summen noch größere Summen machen, und es braucht die allmächtige Geldmaschine der EZB.

Listig haben die Franzosen eine Lösung vorgeschlagen, die ihre eigene Kreditwürdigkeit möglichst schonen soll: Der Rettungsfonds EFSF soll eine Banklizenz bekommen. Dann könnte der Fonds sich wie eine Bank bei der Europäischen Zentralbank Geld leihen und dafür Staatsanleihen von Ländern wie Italien als Sicherheiten hinterlegen. So könnte der Fonds für viel mehr Geld Staatsanleihen angeschlagener Länder aufkaufen - ohne dass die einzelnen Geberländer für mehr Geld haften müssten.

Die Europäische Zentralbank aber müsste Geld gegen Staatsanleihen ausgeben - das wäre nichts anderes als eben jene Monetisierung von Staatsschulden. Die Deutschen lehnen das (noch) ab und beteuern treuherzig, sie hätten sich vereint mit der EZB gegen die Franzosen durchgesetzt. Als Alternative plädieren die Deutschen für die so genannte Versicherungslösung. Der Rettungsfonds EFSF soll bei heiklen Staatsanleihen einen bestimmten Prozentsatz garantieren, etwa 20 Prozent. Wenn private Gläubiger diese Staatsanleihen kaufen und der Staat geht pleite, trägt die ersten 20 Prozent des Verlustes der Rettungsfonds. Das soll private Anleger animieren, mehr von solchen Staatsanleihen zu kaufen.



© F.A.Z.

Bei dieser Lösung hat der Rettungsfonds den Vorteil, dass er für mehr Staatsanleihen eine Versicherung abgeben kann, als er direkt garantieren oder aufkaufen könnte. Umgekehrt allerdings steigt für den Fonds das Risiko, dass das Geld weg ist. Schließlich ist es sehr wahrscheinlich, dass Staatsanleihen eines Landes bei einer Staatspleite mindestens 20 Prozent an Wert verlieren (in dem Fall ist für den Fonds das Geld bei der Versicherungslösung weg). Das ist wahrscheinlicher, als dass sie gleich 100 Prozent verlieren (in dem Fall ist das Geld bei einer vollständigen Garantie ganz weg). Der Fonds wird also schlagkräftiger - aber um den Preis eines höheren Risikos.

Warum also nicht gleich die Bazooka? Es gibt nicht wenige Ökonomen außerhalb Deutschlands, die nichts dabei finden, die EZB die Staatsschuld finanzieren zu lassen. Der Belgier Paul de Grauwe, Euro-Experte der Universität Leuven, ist einer von ihnen (siehe Interview Seite 35). Auch der angesehene Harvard-Ökonom Alberto Alesina, gebürtiger Italiener, vertritt die These, es sei eben das Wesen einer Notenbank als „lender of last resort“, als Kreditgeber der letzten Zuflucht, Staaten dann Geld zu leihen, wenn ihnen sonst keiner mehr etwas leihen würde. Nichts anderes sei der Kauf solcher Staatsanleihen.

Da die Europäische Zentralbank ja ohnehin schon damit begonnen habe, Staatsanleihen notleidender europäischer Staaten aufzukaufen, solle sie gefälligst ihre Macht nutzen, als Gegenleistung Staaten zum Sparen zu disziplinieren. „Die EZB kann Sparprogramme herbeiführen, wenn sie sagt: Das nächste Ankaufprogramm machen wir nur, wenn ihr dafür Reformen durchsetzt“, sagt Alesina.

Ein Spiel mit dem Feuer

Damit werde die EZB zwar zu einer politischen Institution und das ganz ohne demokratische Strukturen, meint Alesina achselzuckend: „Aber das ist sie ja längst. Sie wird gerade zur Wirtschaftsregierung Europas - und ist die einzige starke europäische Institution, die uns bleibt.“

Doch der Preis der Monetisierung von Staatsschulden ist hoch: Wenn die Notenbank über längere Zeit hinweg die Anleihen von Staaten aufkauft, die über ihre Verhältnisse leben, sinkt nicht nur der Anreiz zur Sparsamkeit für alle Länder. Auf Dauer droht Inflation.



© AFP

Eigentlich nur Papier: Ein Stapel Euro-Scheine

Längst hat eine Reihe von Ökonomen damit begonnen, eine höhere Inflation akademisch salonfähig zu machen. Darunter ist der Chefökonom des Internationalen Währungsfonds, Olivier Blanchard. Der Franzose hat schon vor geraumer Zeit angeregt, das zulässige Inflationsziel der Notenbanken von zwei auf vier Prozent zu erhöhen.

Es ist ein Spiel mit dem Feuer. „Bislang wurde die Geldmenge nicht ausgeweitet“, sagt der Münchener Ökonom Hans-Werner Sinn. Die Notenbanker sprechen davon, das Geld, das sie so freizügig ausgegeben haben, sei „sterilisiert“ worden: Gemeint ist, die Notenbanken ziehen es bald darauf oder anderswo wieder ein. Aber das geht nur für begrenzte Zeit: „Gefahren drohen insofern, als die Sterilisierungsmöglichkeiten zur Neige gehen“, warnt Sinn. „Dann droht doch irgendwann Inflation.“

Quelle: F.A.S.

Will Mrs. Merkel Wake Up in Time?

Helmut Schmidt, Germany's 92-year-old former chancellor, sent a pointed message to his present-day successor, Angela Merkel, this week. Shortchanging Europe damages Germany, [he warned](#) in a speech in Frankfurt. "Of course the strong should help the weak," he said, just as Germany was helped by America after World War II.

We hope Mrs. Merkel heeds his advice. As of Friday, she was still blocking the European Union from bolstering its inadequate bailout fund. She does favor bigger write-downs of Greek debt (German banks have shed their exposure), which must be part of any solution. But other countries cannot afford to go along without the European-financed bank recapitalization that she opposes.

Europe's leaders [have now decided](#) to defer crucial decisions to midweek — not much time to do what they have failed to do for a year and a half: create a realistic recovery program for Greece, keep the debt crisis from engulfing Italy and Spain and recapitalize European banks so they can survive the write-downs ahead.

Here is what Mrs. Merkel isn't telling her citizens: A Europe in a downward spiral of austerity and recession will buy fewer German exports. A disorderly Greek default and downgrade for Spain, Italy and France could split apart the euro, leaving Germany with a much less competitive exchange rate than it enjoys today. The damage to the European Union, which has smoothed Germany's postwar reintegration, would be enormous.

Instead, Mrs. Merkel has gone along with conventional German wisdom that the earnings of frugal, hard-working German taxpayers should remain at home. She has bowed to anti-Europe conservatives in her coalition, agreeing that all further German contributions to European rescue efforts will be submitted to Parliament in advance. That means that any hope for a breakthrough now depends on Europe convincing Mrs. Merkel of what's needed and her then convincing Germany's Parliament.

To be credible, any solution must be generously financed and tackle more than just the financial symptoms.

Without bigger write-downs and more scope for growth, Greece will sooner or later default. If Europe keeps insisting on growth-killing austerity — rather than structural and labor market reforms — Greece will never be able to recover and pay back its debt. Without a bigger bailout fund, Italy and Spain could soon be unable to pay their bills. If countries cannot draw on European funds for bank recapitalization, more countries, including France, will be dragged deeper into debt.

In July, European leaders agreed to increase the bailout fund to \$600 billion. It is already inadequate. To meet the new challenges of Italy, Spain and bank recapitalization effectively, somewhere between \$2 trillion to \$3 trillion will be needed. Some of that may have to come from the European Central Bank.

At the same July summit meeting, Europe's leaders acknowledged that some Greek debt was unpayable and proposed voluntary bond swaps that would write down Greek obligations by roughly 21 cents on the dollar. Markets now price those obligations at less than 50 cents on the dollar. Compelling creditors to acknowledge that reality would give Greece breathing room to promote growth.

If Europe's leaders do not come up with a more robust plan, the judgment of global stock and credit markets is likely to be harsh and swift. Germany will be one of the biggest losers. It is time for Mrs. Merkel to acknowledge that truth — and do what is best for Germany and all of Europe.

Financial transaction tax in the euro area

[Shooting the bankers, or themselves?](#)

The Economist Charlemagne Sep 17th 2011, 15:42 by The Economist | Wroclaw

THROUGH the crisis, European taxpayers have bailed out first the banks, and then busted states. So it is little wonder that many governments are reluctant to consider either of the main options to end the euro-zone crisis: opening up the wallet (by enlarging the euro-zone rescue fund), or letting others borrow one's credit-card (issuing joint Eurbonds).

Germany and France want somebody else to start paying. And who better to punish than the reckless bankers and speculators who, in their view, caused the trouble in the first place?

The idea of imposing a financial transaction tax (FTT) has been around since the start of the crisis, indeed for several decades since it was mooted by the late Nobel laureate, James Tobin. But has faced a seemingly insurmountable problem: in a globalised connected financial world, a financial tax has to be global if markets are not simply to shift their operations to where they will not be taxed.

As Timothy Geithner, America's Treasury Secretary, repeated to European finance ministers in a less-than-cordial encounter (see previous [posting](#)) in the Polish city of Wroclaw this week, the United States opposes the FTT on the grounds that it would raise the cost of capital and weaken the already-fragile economic recovery.

Undeterred, Germany and France last week called for the tax to be imposed by the European Union alone (see joint letter from the German and French finance ministers [here](#)). The European Commission is also supporting the idea, and will unveil proposals in the coming weeks. Michel Barnier, commissioner for the single market, said his proposals would be "technically simple, economically bearable by the financial sector, financially productive and politically just". He gave no figures for how much money could be raised.

Supporters of a more localised FTT would argue that this is an opportunity for Europe to show the way in taking action that is both moral and remunerative. As with emissions-trading to curb climate change, others will follow. Indeed, European officials are already arguing over who should take the proceeds of an FTT: national exchequers, the European Union or a special-purpose European fund to deal with future banking collapses?

Even so, the idea is running into the firm objections of, among others, Britain. Jacek Rostowski, the Polish finance minister who holds the rotating presidency, said the EU was "very, very divided" on the issue when it was discussed in Wroclaw. In any case, he said, "nobody expects this element to be crucial in our attempt to stabilise the situation, both fiscally and financially." In other words, the FTT is not worth the trouble it would cause.

Thus the idea that gathered strength yesterday: a financial transaction tax within the 17 countries of euro zone. "I'm sure that if it's impossible at the worldwide level, we'll need to organise that in the European Union, or at least in the euro zone." To reduce the risk of avoidance, he said, an FTT in the euro zone would have to be imposed at a lower rate than a global tax. In an [interview](#), his German counterpart, Wolfgang Schäuble, supported the idea.

One might question whether an FTT in an ever-smaller geographical area makes sense, particularly given that it excludes London, Europe's main financial centre. The pony-tailed Swedish finance minister, Anders Borg had some words of caution:

We have substantial experience in Sweden. Basically most of our derivative and bond trading went to London during the years we had a financial transaction tax. So if you don't get a solution that is universal it is very likely to be detrimental for European financial markets. And from the Swedish perspective, we cannot foresee that we would introduce such a tax in our system again.

The idea of an FTT at 17 raises another intriguing question: might it become the first fracture in the EU from the move to integrate the euro zone to confront its debt crisis? An FTT is no longer a question of monitoring budgets and maintaining fiscal discipline, but a move to integrate taxation, which in turn influences the EU's single market.

Britain may consider a FTT at anything other than the global level to be self-defeating. But what of a common base for corporate tax in the euro zone? Even if British tax rates are lower, a simplified and uniform system for calculating and paying corporate tax in the much of the European market may prove attractive to some companies.

Such issues worry British officials. But for now the greater alarm is over a collapse of the euro, so the British have become among the loudest cheerleaders for euro-zone integration. "Time is running out," said George Osborne, Britain's Chancellor of the Exchequer. "They have got to get a grip and deliver a solution to the uncertainty in the markets."

If the ordinary citizen has to pay tax on a daily financial transaction, like buying a toothbrush, there can be little moral argument against taxing financial transactions. But at a time of crisis, the question is an FTT might actually worsen the crisis. Might a euro-area FTT not weaken the euro area's banks? After all, the IMF is urging governments urgently to recapitalise their banks - not to draw money out of them - to halt the spread of contagion from their exposure to the sovereign debt of vulnerable European countries. Two French banks were downgraded this week due to their exposure to Greek debt

It would not be the first time that Germany and others, in taking aim at the bankers, shoot themselves in the foot. The demand that the financial sector pay for a share of the second bail-out of Greece (which has not yet been approved) caused delay, destabilised the markets and had to be buttressed by offers of government cash to protect the European Central Bank and Greek institutions. It raised comparatively little money. If the euro zone believed the creditors should take the hit, it should have allowed a proper restructuring of Greece's unsustainable debt. Instead it came up with a fudge that did more harm than good.

The resentment of bankers, and the desire to protect the taxpayer is understandable. But the grudging and erratic response of the euro zone's governments has been as much part of the problem as of the solution. The citizen will be placed at ever greater risk unless the crisis is tamed quickly. To do that, two destabilising feedback loops have to be broken. The first is between collapsing banks and collapsing treasuries; the other is between panicking markets and hesitating governments. An EU or euro-area FTT helps with neither. For now, it is a distraction - and could make things worse.

21. Oktober 2011, 12:59 Uhr

SPIEGEL ONLINE

Zugriff in Libyen

Wie die Nato Gaddafi jagte

Von [Yassin Musharbash](#) und [Matthias Gebauer](#)

Die Rolle der Nato bei der Jagd auf Libyens Diktator war größer als bisher bekannt: Das Bündnis verfolgte die Operation aus der Luft, entscheidend war offenbar ein Hilferuf Gaddafis per Satellitentelefon. Handy-Videos lassen erahnen, wie die letzten Stunden des Despoten verlaufen sind.

Die Nacht vor seinem Tod verbringt Muammar al-Gaddafi mit rund einem halben Dutzend Mitgliedern seiner Entourage. Das berichtet einer seiner Fahrer. "Du warst also noch gestern (am Mittwoch, Red.) bei Gaddafi?", fragt ihn der selbst nicht im Bild auftauchende Interviewer. "Ja", antwortet der um die 60 Jahre alte Fahrer, der ebenfalls namentlich nicht vorgestellt wird. "Wir hielten uns in einem Haus in der 'Area 2' in Sirt auf." Der Fahrer ist sichtlich erschöpft, verwirrt, verunsichert. Vermutlich fragt er sich, was nun aus ihm werden wird - jetzt, da der Mann, der ihn fast 25 Jahre lang bezahlte, tot ist und ihn nicht mehr schützen kann.

Auch als [Gaddafi am Donnerstag gefunden](#) wurde, befand sich der Fahrer noch in seiner unmittelbaren Nähe: "Ich war in einer der Betonröhren, er in der anderen", sagt er.

Das Video, augenscheinlich aufgenommen in der libyschen Stadt Misurata, nur Stunden nach Gaddafis gewaltsamem Tod, ist eines von Dutzenden Zeugnissen in Bild, Ton und Schrift, in dem tatsächliche und angebliche, glaubwürdige und dubiose Augenzeugen berichten, was am Todestag Gaddafis geschah. Das Material kursiert vor allem im Internet, die Authentizität ist nicht immer klar - aber in der Summe, übereinandergelegt, erlauben die Auskünfte eine erste, grobe und vorläufige Rekonstruktion des letzten Tags im Leben des gefürchteten und zuletzt untergetauchten Diktators [Muammar al-Gaddafi](#).

Der letzte Fluchtversuch scheitert

Der beginnt demnach mit einem Fluchtversuch. Irgendwann am frühen Morgen verlässt ein größerer Konvoi die Stadt Sirt, in der Gaddafi geboren wurde. Sirt, lange das letzte Widerstandsnest von Gaddafi-Loyalisten, hatte den Angriffen der Rebellen nicht mehr viel entgegenzusetzen und [stand vor dem Fall](#). Vermutlich befand sich vor dem Ausbruchversuch des Diktators nur noch die "Area 2" in der Hand der Loyalisten, ein Gebiet von einigen hundert Quadratmetern.

Gegen 8.30 Uhr Ortszeit gerät der Konvoi gleich von zwei Seiten aus in Bedrängnis: Nato-Kampffjets werfen Bomben ab und stellen sicher, dass die Fahrzeugkolonne nicht mehr weiterfahren kann. Von der anderen Seite nähern sich die Rebellen.

Inzwischen gibt es immer mehr Hinweise darauf, dass die Rolle der Nato-Militärs und der westlichen Geheimdienste, die sich am Tag des Todes von Gaddafi mit Äußerungen auffällig zurückhielten, größer war, als bisher bekannt. Die Nato teilte am Freitag überraschend mit, zwei Luftschläge der Allianz hätten "wahrscheinlich" bei der Festnahme Gaddafis geholfen. Zum ersten Mal räumte die Nato damit eine direkte Beteiligung an der Operation ein.

Aus dem militärischen Flügel des Übergangsrats hieß es am Freitag sogar, dass "unsere Freunde" aus dem Ausland die Rebellen erst auf die Spur Gaddafis in Sirt gebracht und die gesamte Operation aus der Luft genau beobachtet hätten. Demnach sei von Geheimdiensten ein Gespräch Gaddafis am Abend vor seinem Tod abgefangen worden, das er mit einem vor Monaten in Tripolis von westlichen Journalisten konfiszierten Satellitentelefon geführt habe.

Verzweifelter Hilferuf aus Gaddafis Unterschlupf

Nach Monaten des Rätsels über Gaddafis Aufenthaltsort konnte durch das verzweifelte Telefonat, in dem der einstige Machthaber hektisch versucht haben soll, frische Truppen von Söldnern nach Sirt zu befehligen, erstmals der genaue Aufenthaltsort Gaddafis bestimmt werden. Glaubt man den Rebellen, reichten die Geheimdienste die Daten an eine Kämpfereinheit aus Misurata weiter. Diese sollten Gaddafi in Sirt aufspüren.

Aus der Luft, das bestätigt die Nato-Mitteilung, haben die westlichen Helfer der Rebellen die Operation genau verfolgt. Als sich schließlich am frühen Morgen aus einem Anwesen, von dem aus das Satellitentelefonat geführt worden war, ein Konvoi von 80 Militärfahrzeugen absetzen wollte, feuerten zunächst französische Kampffjets auf ihn, dabei wurden nach Nato-Angaben elf Militärfahrzeuge mit reichlich Munition an Bord getroffen.

Wenig später schlug das Militärbündnis erneut zu. Nachdem sich aus dem großen Konvoi rund 20 Autos weiter in Richtung Süden bewegten, wurden sie erneut aus der Luft attackiert und so gestoppt. In unmittelbarer Nähe zerrten die Rebellen Gaddafi später aus dem Abwasserrohr. Vorsorglich betonte die Nato, das Bündnis habe zur Zeit der Luftschläge nicht gewusst, dass sich Gaddafi in dem Fahrzeugkonvoi befand.

Es ist unklar, aber durchaus möglich, dass Gaddafi bereits zum Zeitpunkt des Luftangriffs verwundet ist. Sicher scheint, dass er mit einigen letzten Getreuen den Konvoi verlässt und zu Fuß flüchtet. Er sucht und findet Unterschlupf in einer großen Betonröhre, wahrscheinlich Teil einer Abwasseranlage. Zu diesem Zeitpunkt lebt Gaddafi definitiv noch.

Gefangennahme im Abwasserrohr

Bald aber finden die Rebellen ihn - und seine Entourage. "Wir standen oberhalb des Lochs, wo Gaddafi sich versteckt hielt", berichtet ein junger Mann in brauner Lederjacke in einem Video, das über Facebook verbreitet wird. "Wir sahen zwei, die sich dort versteckten und schossen auf sie... Ahmed ging herunter und tötete zwei. Später drangen wir von der anderen Seite ein und sahen vier oder fünf Männer flüchten. Sie ergaben sich und sagten, dass Gaddafi sich drinnen versteckt, und dass er verletzt ist. Als wir in das Loch stiegen, erkannte ich seine buschigen Haare und nahm ihn sofort fest." Zum Beweis, dass er wirklich dabei war, legt der Kämpfer einen Revolver auf den Tisch und ein Satellitentelefon. "Das Blut auf dem Revolver ist Gaddafis", sagt er.

Es lässt sich nicht verifizieren, ob wirklich dieser oder ein anderer Rebell Gaddafi festnahm - aber in jedem Fall wird Gaddafi aus der Abwasserröhre gezogen und fällt in die Hände einer ganzen Gruppe von Kämpfern.

In einem Handy-Video, das vermutlich den Moment unmittelbar danach zeigt, ist Gaddafi von Dutzenden aufgeregten, schreienden Rebellen umzingelt. Er blutet im Gesicht, auch sein Hemd ist blutgetränkt. "Du Hund", schreit ihn einer der Kämpfer immer wieder an. "Misurata, Misurata", ruft er - aber es ist unklar, ob er damit vorschlägt, den Gefangenen nach Misurata zu bringen, ob er den Namen der Stadt als Erinnerung anruft, als Racheschwur. Oder ob er Gaddafi sagen will: Die Männer aus Misurata sind es, die dich festnehmen.

Gaddafi wird auf einen Pick-up verfrachtet

Ein weiteres Video scheint kurz darauf aufgenommen worden zu sein. Es zeigt, wie Gaddafi auf einen schwarz-gelben Pick-up verfrachtet wird. "Lebendig! Lebendig!", schreit ein Mann. Aber auch hier ist unklar, was er meint: dass Gaddafi noch lebt - oder dass er am Leben bleiben soll und nicht etwa gelyncht wird.

Ein anderer Kämpfer wedelt mit einem Schuh vor Gaddafi herum, um ihn zu schmähen. "Das ist sein Schuh, sein eigener Schuh!", ruft er ungläubig. Es herrscht Chaos, Schüsse fallen im Hintergrund, die meisten Männer schreien immer wieder "Gott ist groß". Ein Mann ruft: "Der Sieg, der Sieg ist da!"

Gaddafi geht es zu diesem Zeitpunkt offenbar schlechter. In seinem Gesicht ist deutlich mehr Blut zu sehen. Zwar ist er bei Bewusstsein und murmelt auch - was er sagt, bleibt unverständlich. Er wischt sich über die Stirn, beschaut seine Hand, es wirkt, als finde er die Situation selbst unwirklich. Es gibt Spekulationen, dass einer der Rebellen ihm mit einem Revolver auf den Kopf geschlagen hat, was den Blutstrom erklären könnte.

Der Pick-up setzt sich in Bewegung, Gaddafi wird offenbar auf der Motorhaube fixiert, von Rebellen umringt. Sie wollen ihn vorführen, so scheint es.

Wie starb Gaddafi?

Was nun passiert, ist schlechter dokumentiert. Aber es deutet einiges darauf hin, dass Gaddafi im Verlauf der nächsten Stunden stirbt - entweder noch in Sirt oder auf dem Weg nach Misurata, wo am Nachmittag zweifelsfrei seine Leiche ankommt. Al-Dschasira strahlte ein Video aus, das zeigt, wie der schwerverletzte Gaddafi wieder von dem Pick-up heruntergezogen und über den Boden geschleift wird. Vielleicht zeigt diese Szene den Transport zu dem Krankenwagen, in dem er dann angeblich auf den Weg nach Misurata gebracht wurde. Aber auch hier scheint er noch zu leben - ganz klar ist das freilich nicht.

Im Raum stehen damit mehrere Möglichkeiten: Gaddafi könnte Wunden erlitten haben, die er bei dem Angriff auf seinen Konvoi erlitt. Er könnte an den Folgen von Verletzungen gestorben sein, die ihm bei oder nach der Festnahme zugefügt wurden. Es könnte ein Kreuzfeuer gegeben haben, irgendwann zwischen diesen beiden Ereignissen, bei dem er verletzt wurde. Oder er wurde gezielt erschossen.

Dem Sender al-Arabija zufolge sagte ein Arzt, der Gaddafis Leiche untersuchte, dieser sei nach seiner Festnahme durch Kugeln getötet worden.

Es gibt ein weiteres Video von einem Kämpfer, der in der Tat behauptet, er habe auf Gaddafi geschossen - und ihn auch getroffen: An der Schläfe und in die Schulter. Dass der Mann, der sein Geburtsjahr mit 1980 und seinen Heimatort mit Bengasi angibt, am Donnerstag dabei war, scheint glaubhaft: Er zeigt einen goldenen Ring herum, der Gaddafi gehört haben soll - auf anderen Videos ist zu erkennen, dass Gaddafi tatsächlich einen trug. In den Ring sei ein Datum eingraviert, der 1. September 1970. Außerdem zeigt der Mann eine blutverschmierte Militärjacke vor, von der er sagt, auch diese habe er Gaddafi abgenommen. Ob er sich nur wichtig machen will oder tatsächlich der Todesschütze war: Das bleibt aber offen. Zumal angeblich auch andere Männer behaupten, auf ihn geschossen zu haben, und andere ebenfalls mit Trophäen aufwarten, wie etwa einem vergoldeten Colt, den Gaddafi dabei hatte.

War Gaddafis Aufenthaltsort bekannt?

[Der Übergangsrat scheint einstweilen allerdings unwillig](#), den genauen Todeshergang aufzuklären. Derzeit, so heißt es aus Libyen, werde erst einmal geklärt, wo und auf welche Weise Gaddafi bestattet wird. Sicher scheint nur zu sein, dass ihm ein Begräbnis nach islamischem Ritus gewährt werden soll. Denkbar auch, dass der genaue Ort geheim bleiben wird.

Gaddafi hielt sich offenbar schon mindestens acht Wochen lang in Sirt auf. "Nach dem Fall von Tripolis", berichtete Mansour Daw, der frühere libysche Sicherheitsdienstchef dem Sender al-Arabija, "ging ich nach Sirt, wo ich Gaddafi fand und bei ihm lebte." Daw zufolge nutzte Gaddafi die Wohnhäuser geflüchteter Verwandter. Am Anfang habe Gaddafi sich tatsächlich auf Unterstützer in der Stadt verlassen können, aber je stärker die Kämpfe wurden, desto mehr von ihnen hätten Sirt verlassen. In seinen letzten Tagen, so Daw, sei Gaddafi zunehmend besorgt gewesen. "Aber er hatte keine Angst."

URL:

- <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,793179,00.html>

Ratingagenturen Zensur

Der EU-Binnenkommissar Barnier will verhindern, dass Bonitätsnoten der Ratingagenturen für europäische Staaten veröffentlicht werden. Ein untauglicher Versuch.

Von [Holger Steltzner](#)

FAZ 21.10.2011 2011-10-21T07:19:00+0200

Zum Glück ist Michel Barnier nicht für Bildung zuständig, sonst käme er noch auf die Idee, schlechte Schulnoten zu verbieten. So bleibt dem EU-Binnenmarktkommissar nur der untaugliche Versuch, unliebsame Bonitätsnoten der Ratingagenturen aus dem angeblich europafeindlichen Kapitalmarkt der Angelsachsen zu unterbinden.

Auf welcher Rechtsgrundlage will Brüssel amerikanische Agenturen zwingen, auf die Veröffentlichung der von Investoren in der ganzen Welt nachgefragten Ratings zu verzichten? Welcher Anleger aus Asien oder Amerika wird europäische Staatsanleihen kaufen, wenn er nicht mehr wissen darf, wie es um die Bonität Europas bestellt ist? Wie weit reicht der Wille zur Zensur und zur Einschränkung von Freiheit?

Barnier fordert die Zerschlagung der Banken, eine Kollegin von ihm die der Agenturen. Dabei bedrohen verantwortungslose Schuldenpolitiker die Weltwirtschaft, nicht die Notengeber. Sollten Anleger auf das Ratingverbot mit einem Käuferstreik reagieren, könnte die Kommission auf die Idee kommen, auf den Markt ganz zu verzichten. Als Ersatz stünde ja die EZB als Käufer parat. Zum Glück sind auf diesem Krisengipfel solche Beschlüsse nicht (mehr) zu befürchten.

Quelle: F.A.Z.

Islamophobia

From Wikipedia, the free encyclopedia

Islamophobia describes [prejudice](#) against, hatred or irrational fear of [Islam](#) or [Muslims](#)^{[1][2]} The term dates back to the late 1980s or early 1990s,^[3] but came into common usage after the [September 11, 2001 attacks](#) in the United States.^[4]

In 1997, the British [Runnymede Trust](#) defined Islamophobia as the "dread or hatred of Islam and therefore, to the fear and dislike of all Muslims," stating that it also refers to the practice of [discriminating](#) against Muslims by excluding them from the economic, social, and public life of the nation. It includes the perception that Islam has no values in common with other cultures, is inferior to the West and is a violent [political ideology](#) rather than a [religion](#).^[5] Professor Anne Sophie Roald writes that steps were taken toward official acceptance of the term in January 2001 at the "Stockholm International Forum on Combating Intolerance", where Islamophobia was recognized as a form of intolerance alongside [Xenophobia](#) and [Antisemitism](#).^[6]

A perceived trend of increasing "Islamophobia" during the 2000s has been attributed by some commentators to the September 11 attacks,^[7] while others associate it with the rapidly growing Muslim populations in the Western world, especially in [Western Europe](#), due to both [immigration](#) and high [fertility rate](#).^[8] In May 2002, the [European Monitoring Centre on Racism and Xenophobia](#) (EUMC), a [European Union](#) watchdog, released a report entitled "Summary report on Islamophobia in the EU after 11 September 2001", which described an increase in Islamophobia-related incidents in European member states post-9/11.^[9] Although the term is widely recognized and used, it has not been without controversy.^[10]

Definitions

The word *Islamophobia* is a [neologism](#) formed from *Islam* and *-phobia*. The compound form *Islamophob-* contains the [thematic vowel -o-](#), and is found in earlier coinages such as *Islam-Christian* from the 19th century. As opposed to being a psychological or individualistic phobia, according to associate professor of religion Peter Gottschalk, "Islamophobia" connotes a [social anxiety](#) about Islam and Muslims.^{[11][12]}

A number of individuals and organizations have made attempts to define the concept. [Kofi Annan](#) told a UN conference on Islamophobia in 2004: "[W]hen the world is compelled to coin a new term to take account of increasingly widespread [bigotry](#), that is a sad and troubling development. Such is the case with Islamophobia."^[13]

In 1996, the [Runnymede Trust](#) established the Commission on British Muslims and Islamophobia, chaired by Professor Gordon Conway, the vice-chancellor of the [University of Sussex](#). Their report, *Islamophobia: A Challenge for Us All*, was launched in November 1997 by the Home Secretary, [Jack Straw](#). In this report, Islamophobia was defined by the Trust as "an outlook or world-view involving an unfounded dread and dislike of Muslims, which results in practices of exclusion and discrimination."^[14] An early documented use of the word in the United States was by the conservative American news magazine [Insight on the News](#) in 1991, used to describe Russian activities in [Afghanistan](#).^[14] Other claims of early use include usage by Iranian clerics in 1979,^[15] or its use in 1921 by the painter [Étienne Dinet](#).^[16]

The American Muslim writer [Stephen Schwartz](#) has defined Islamophobia as the condemnation of the entirety of [Islam](#) and its history as [extremist](#); denying the existence of a moderate Muslim majority; regarding Islam as a problem for the world; treating conflicts involving Muslims as necessarily their own fault; insisting that Muslims make changes to their religion; and inciting war against Islam as a whole.^[17]

In a 2007 article in *Journal of Sociology* defines Islamophobia as anti-Muslim racism and a continuation of anti-[Asian](#) and [anti-Arab](#) racism.^[18] Similarly, [John Denham](#) has drawn parallels between modern

Islamophobia and the [antisemitism](#) of the 1930s,^[19] so have [Maud Olofsson](#),^[20] and [Jan Hjärpe](#), among others.^{[21][22]}

In a 2008 article in the "Journal of Political Ideologies" Jose P. Zuquete argues that Islamophobia is a catch-all term that should be avoided. Islamophobia places under the broad umbrella of 'fear or hatred of Islam' discourses and criticisms that may have distinct sources, motivations and goals. He argues instead for the use of "anti-Islamic" (because it distinguishes between different discourses about Islam).

Criticism of concept



[Salman Rushdie](#) was one of 12 writers who signed a statement regarding Islamophobia; "We refuse to renounce our critical spirit out of fear of being accused of "Islamophobia", a wretched concept that confuses criticism of Islam as a religion and stigmatisation of those who believe in it."^[23]

The concept of Islamophobia has been criticized on several grounds.^{[24][25][26]} Some critics argue that it is real, but is just another form of racism and does not require its own category,^[27] while others argue that it is used to censor criticism, that its use threatens [free speech](#),^{[25][28]} or is used to silence issues relating to Muslim populations in Western countries.^[29]

Novelist [Salman Rushdie](#) and others signed a manifesto entitled *Together facing the new totalitarianism* in March 2006 which denounced Islamophobia as "a wretched concept."^[23] British academic [Michael Burleigh](#) argues that the term 'spares anyone the need to examine what has gone wrong within [Europe's Muslim] communities'.^[29] Others, such as [Edward Said](#), consider Islamophobia as it is evinced in [Orientalism](#) to be a 'secret sharer' in a more general antisemitic Western tradition.^{[30][31][32]} However, [Daniel Pipes](#) says that "'Islamophobia' deceptively conflates two distinct phenomena: fear of Islam and fear of radical Islam."^[33]

The concept of Islamophobia as formulated by Runnymede is criticized by professor [Fred Halliday](#) on several levels. He writes that the target of hostility in the modern era is not Islam and its tenets as much as it is Muslims and their actions, suggesting that a more accurate term would be "Anti-Muslimism."^[34] Poole responds by noting that many Islamophobic discourses attack what they perceive to be Islam's tenets, while Miles and Brown write that Islamophobia is usually based upon negative stereotypes about Islam which are then translated into attacks on Muslims.^{[35][36]} Halliday also states that strains and types of prejudice against Islam and Muslims vary across different nations and cultures, which is not recognized in the Runnymede analysis. Miles and Brown respond by arguing that "the existence of different 'Islamophobias' does not invalidate the concept of Islamophobia any more than the existence of different racisms invalidates the concept of racism."^[35] Halliday argues that the concept of Islamophobia unwittingly plays into the hands of extremists.^[34]

British writer and academic [Kenan Malik](#) believes that the charge of Islamophobia confuses discrimination against Muslims with criticism of Islam, and that it is used to silence critics and Muslim reformers. He writes that the extent to which Muslims are more vulnerable to [social exclusion](#) and attacks than other groups is frequently and allows for a culture of victimhood, where all failings are attributed to Islamophobia. Islamophobia is not a form of racism, in his view, because Islam is a belief system.^[37] This analysis is criticized by [Inayat Bunglawala](#) from the [Muslim Council of Britain](#) and Abdul Wahid from the [Islamist](#) group [Hizb ut-Tahrir](#).^[38] Bunglawala writes that Malik's argument is limited to overt acts of violence against Muslims, without recognizing less overt forms of prejudice or discrimination. By ignoring

non-violent examples of Islamophobia, Malik's commentary "makes a mockery of victims of prejudice by pretending they have not been discriminated against," according to Bunglawala.^[38]

In the wake of the [Jyllands-Posten Muhammad cartoons controversy](#), a group of 12 writers signed a statement in the French weekly satirical newspaper *Charlie Hebdo* in March 2006, warning against the use of the term Islamophobia to prevent criticism of "[Islamic totalitarianism](#)". The novelist [Salman Rushdie](#) was among these signatories.^[39] These views are shared by Dutch law professor [Afshin Ellian](#).^[40] Critics cite the case of British journalist [Polly Toynbee](#), who was nominated in May 2003 for the title of "Most Islamophobic Media Personality of the Year" at the 'Annual Islamophobia Awards' overseen by the [Islamic Human Rights Commission](#), for claiming that Islam "... imposes harsh regimes that deny the most [basic human rights](#)."^[41]

In an article called "Fighting Islamophobia: A Response to Critics", Assistant Professor [Deepa Kumar](#) writes that the modern-day demonization of Arabs and Muslims by US politicians and others is racist and Islamophobic, and employed in support of an unjust war. About the public impact of this rhetoric, she says that "One of the consequences of the relentless attacks on Islam and Muslims by politicians and the media is that Islamophobic sentiment is on the rise." She also chides some "people on the left" for using the same "Islamophobic logic as the Bush regime". She concludes with the statement "At times like this, people of conscience need to organize and speak out against Islamophobia."^[42]

[Johann Hari](#) of *The Independent* has criticized the use of the term by organizations like [Islamophobia Watch](#), arguing that [liberal Muslims](#) interested in reform are left unsupported because people fear being accused of Islamophobia.^[43] Writing in the *New Humanist*, philosopher [Piers Benn](#) suggests that people who fear the rise of Islamophobia foster an environment "not intellectually or morally healthy", to the point that what he calls "Islamophobia-phobia" can undermine "critical scrutiny of Islam as somehow impolite, or ignorant of the religion's true nature."^[44] *The New Criterion* editor [Roger Kimball](#) argues that the word "Islamophobia" is a misnomer. "A phobia describes an [irrational fear](#), and it is axiomatic that fearing the effects of radical Islam is not irrational, but on the contrary very well-founded indeed, so that if you want to speak of a legitimate phobia... ..we should speak instead of Islamophobia-phobia, the fear of and revulsion towards Islamophobia."^[45]

[Neuroscientist](#) and author [Sam Harris](#) has openly criticized the term Islamophobia in an article stating:^[46]

There is no such thing as Islamophobia. Bigotry and racism exist, of course—and they are evils that all well-intentioned people must oppose. And prejudice against Muslims or Arabs, purely because of the accident of their birth, is despicable. But like all religions, Islam is a system of ideas and practices. And it is not a form of bigotry or racism to observe that the specific tenets of the faith pose a special threat to civil society. Nor is it a sign of intolerance to notice when people are simply not being honest about what they and their co-religionists believe.

Contrasting views of Islam

The Runnymede report contrasted "open" and "closed" views of Islam, and stated that the following eight "closed" views are equated with Islamophobia:

1. Islam is seen as a monolithic bloc, static and unresponsive to change.
2. It is seen as separate and "other." It does not have values in common with other cultures, is not affected by them and does not influence them.
3. It is seen as inferior to the West. It is seen as barbaric, irrational, primitive, and [sexist](#).
4. It is seen as violent, aggressive, threatening, supportive of [terrorism](#), and engaged in a [clash of civilizations](#).
5. It is seen as a political [ideology](#), used for political or military advantage.
6. Criticisms made of "the West" by Muslims are rejected out of hand.

7. Hostility towards Islam is used to justify discriminatory practices towards Muslims and exclusion of Muslims from mainstream society.
8. Anti-Muslim hostility is seen as natural and normal.^[47]

These "closed" views are contrasted, in the report, with "open" views on Islam which, while founded on respect for Islam, permit legitimate disagreement, dialogue and critique.^[48] According to Benn and Jawad, The Runnymede Trust notes that anti-Muslim discourse is increasingly seen as respectable, providing examples on how hostility towards Islam and Muslims is accepted as normal, even among those who may actively challenge other prevalent forms of discrimination.^[49]

In some societies, Islamophobia has materialized due to the portrayal of Islam and Muslims as the national "Other", where exclusion and discrimination occurs on the basis of their religion and civilization which differs with national tradition and identity. Examples include Pakistani and Algerian migrants in Britain and France respectively.^[50] This sentiment, according to Malcolm Brown and Robert Miles, significantly interacts with racism, although Islamophobia itself is not racism.^[51] The publication "*Social Work and Minorities: European Perspectives*" describes Islamophobia as the new form of racism in Europe,^[52] arguing that "Islamophobia is as much a form of racism as anti-semitism, a term more commonly encountered in Europe as a sibling of racism, xenophobia and Intolerance."^[53]

Brown and Miles write that another feature of Islamophobic discourse is to amalgamate nationality (i.e. Arab), religion (Islam), and politics (terrorism, fundamentalism) — while most other religions are not associated with terrorism, or even "ethnic or national distinctiveness."^[54] They feel that "many of the stereotypes and misinformation that contribute to the articulation of Islamophobia are rooted in a particular perception of Islam", such as the notion that Islam promotes terrorism; especially prevalent after the September 11, 2001 attacks.^[55]

Media

According to Elizabeth Poole in the *Encyclopedia of Race and Ethnic studies*, the media has been criticized for perpetrating Islamophobia. She cites a case study examining a sample of articles in the British press from between 1994 and 2004, which concluded that Muslim viewpoints were underrepresented and that issues involving Muslims usually depicted them in a negative light. Such portrayals, according to Poole, include the depiction of Islam and Muslims as a threat to Western security and values.^[56] Benn and Jawad write that hostility towards Islam and Muslims are "closely linked to media portrayals of Islam as barbaric, irrational, primitive and sexist."^[49] Egorova and Tudor cite European researchers in suggesting that expressions used in the media such as "Islamic terrorism", "Islamic bombs" and "violent Islam" have resulted in a negative perception of Islam.^[57]

In 2008 Fairness and Accuracy in Reporting published a study "Smearcasting, How Islamophobes Spread Bigotry, Fear and Misinformation." It described as bigoted against Islam authors Bruce Bawer and Robert Spencer, television and radio talk show hosts Sean Hannity, Glenn Beck and Michael Savage, political commentators David Horowitz, Alan Dershowitz and Daniel Pipes and televangelist Pat Robertson, among others.^[58]

There have been several initiatives, based upon the sixty recommendations listed in the Runnymede Trust's report, aimed at increasing Muslim participation in media and politics. Soon after the release of the Runnymede report, the Muslim Council of Britain was formed to serve as an umbrella body aiming to "represent Muslims in the public sphere, to lobby government and other institutions." The "Forum Against Islamophobia and Racism" (FAIR) was also established, designed to monitor coverage in the media and establish dialogue with media organizations. Following the attacks of September 11, the Islam Awareness Week and the "*Best of British Islam Festival*" were introduced to improve community relations and raise awareness about Islam.^[59]

Trends

Islamophobia has become a topic of increasing sociological and political importance.^[54] According to Benn and Jawad, Islamophobia has increased since [Ayatollah Khomeini](#)'s denouncement of [Salman Rushdie](#)'s "[The Satanic Verses](#)" and the September 11 attacks.^[60] [Anthropologist](#) Steven Vertovec writes that the purported growth in Islamophobia may be associated with increased Muslim presence in society and successes.^[8] He suggests a [circular model](#), where increased hostility towards Islam and Muslims results in governmental countermeasures such as institutional guidelines and changes to legislation, which itself may fuel further Islamophobia due to increased accommodation for Muslims in public life. Vertovec concludes: "As the public sphere shifts to provide a more prominent place for Muslims, Islamophobic tendencies may amplify."^[8]



A mannequin symbolizing a Muslim in a [keffiyeh](#), strapped to a "Made in the USA" bomb display at a protest of [Park51](#) in [New York City](#).

Patel, Humphries, and Naik claim that "Islamophobia has always been present in Western countries and cultures. In the last two decades, it has become accentuated, explicit and extreme."^[61] However, Vertovec states that some have observed that Islamophobia has not necessarily escalated in the past decades, but that there has been increased public scrutiny of it.^[8] According to Abduljalil Sajid, one of the members of the Runnymede Trust's Commission on British Muslims and Islamophobia, "Islamophobias" have existed in varying strains throughout history, with each version possessing its own distinct features as well as similarities or adaptations from others.^[62] An observatory report on Islamophobia by the [Organisation of the Islamic Conference](#) similarly states that Islamophobia has existed for as long as Islam itself.^[63]

French Suburbs Becoming 'Separate Islamic Societies'

by [Soeren Kern](#)

October 10, 2011 at 4:45 am

<http://www.hudson-ny.org/2487/french-suburbs-islamic-societies>

France's decrepit city suburbs are becoming 'separate Islamic societies' cut off from the state, according to a major new study that examines the spread of Islam in France.

Muslim immigrants are increasingly rejecting French values and identity and instead are immersing themselves in Islam, according to the report, which also warns that Islamic Sharia law is rapidly displacing French civil law in many parts of suburban Paris.

The 2,200-page report, "[Banlieue de la République](#)" (Suburbs of the Republic), is the result of a one-year research effort into the four "i's" that comprise the heart of the debate over French national identity: Islam, immigration, identity and insecurity.

The report was commissioned by the influential French think tank [L'Institut Montaigne](#), and directed by Gilles Kepel, a well-known political scientist and specialist in the Muslim world, together with five other French researchers.

The authors of the report show that France, which has between five and six million Muslims (France has the largest Muslim population in European Union), is on the brink of a major social explosion because of the failure of Muslims to integrate into French society.

The report also shows how the problem is being exacerbated by radical Muslim leaders who are promoting the social marginalization of Muslim immigrants in order to create a parallel Muslim society in France that is ruled by Sharia law.

The research was primarily carried out in Clichy-sous-Bois and Montfermeil, two suburbs in north-eastern Paris that were ground zero for Muslim riots in 2005. Clichy and Montfermeil form part of the district of Seine-Saint-Denis, which has one of the highest concentrations of Muslims in France.

Seine-Saint-Denis, which the report describes as a "wasteland of de-industrialization," is home to more than 600,000 Muslims (primarily from North and West Africa) out of a total population of 1.4 million.

"In some areas, a third of the population of the town does not hold French nationality, and many residents are drawn to an Islamic identity," the report says.

The study says that Muslim religious institutions and practices are increasingly displacing those of the state and the French Republic, which has a strong secular tradition.

For example, French schools, which are rigorously non-religious, have traditionally been seen as having the role of training and socializing young citizens in the secular values of the French Republic. However, many Muslim pupils refuse to integrate and often boycott school dinners if the food is not halal [religiously permitted in Islam], the report says.

The survey also points to differing social attitudes when it comes to marriage, for example. The report says that although most people in France do not object to mixed marriages, "in the suburbs we were surprised to find a very large proportion of Muslim respondents who said they were opposed to marriages with non-Muslims."

The researchers also looked into the reasons behind the 2005 riots, which they said had called into question modern France's founding myth, namely "the implicit shared belief that the nation was always able to integrate people."

Islamic values are replacing those of a French Republic which has failed to deliver on its promise of "equality," the report says, and the residents of the suburbs increasingly do not see themselves as French.

But the report adds that the French state is not primarily to blame for this and that many Muslim immigrants simply do not want to integrate into French society.

Although resentment in the poor suburbs has social roots (primarily a lack of jobs), the report says the rioters expressed frustration in a vocabulary that is "borrowed from Islam's semantic register."

The report points out that the suburbs of Clichy and Montfermeil have been at the center of one of France's biggest urban renewal projects. Many physical barriers to integration have been removed, and efforts have been made to plug the area into public transport networks and improve public safety.

Nevertheless, low educational achievement is endemic among the Muslim population. This, in turn, is turning France into a "divided nation." Most Muslim youth are "not employable." More than 20% of the residents of Clichy and Montfermeil leave school without a diploma (about 150,000 people per year), according to the report. The unemployment rate for Muslim youth in the suburbs of Paris is around 43%.

These drop-outs enter a cycle of social exclusion negatively shapes their lives and those of their children. Many Muslim youth turn to "deviant behaviors across the range of incivilities in a parallel economy in which drug trafficking is the most prominent."

"One is struck by the high birth rates among newly arrived families from the African Sahel. The mothers work long hours and their young children are under-supervised by the education system, thus threatening their social integration," the report says.

Islam is filling the void. The authors of the study are taken aback at the explosion of the halal market in France in recent years and also point out that the term halal has been greatly expanded in its definition. The survey question "do you respect the halal?" highlights the "complexity of different meanings of the word, which in its most restrictive sense means only the dimension of the forbidden food, but may also include a code of conduct, standards and an expression of dominant values, separating the 'halal' from 'haram,' the lawful or unlawful in many aspects of society."

The report also describes a proliferation of mosques and prayer rooms in the suburbs. The religious orientations of the mosques are heavily influenced by the national origin of the founder or president of a given mosque.

Islam in Clichy-Montfermeil is structured around two major poles: one pole involves the Tabligh ("spreading of Islam") movement which is focused on "re-socializing" Muslims on the lower rungs of the socio-economic ladder.

The Tabligh movement arrived in Clichy-Montfermeil in the 1980s in the midst of mass unemployment and drugs. Tabligh preachers built their social legitimacy by providing a moral regeneration of young people in distress around a rigorous practice of the precepts of Islam.

The other pole revolves around the figure of the Tunisian imam Dhaou Meskine, who was involved in the launch of [Union of Islamic Organizations in France](#) (UIOF). The UIOF, which represents the majority of the 2,100 registered mosques in France, is closely tied to the Muslim Brotherhood, which aims to extend Islamic law throughout France.

Meskine also participated in the formation of the [Union of Muslim Associations](#) (UAM93), a Muslim lobby group that aims to mobilize Muslims to elect candidates in local elections around Islamic issues. UAM93 has been pushing for the construction of a mega-mosque in Seine-Saint-Denis, although that project has run into difficulties due to a power struggle between Algerian, Moroccan and Turkish immigrants.

The report describes a "new sociology of Muslim believers" that is composed mainly of undereducated low-income immigrants who depend on financial support from Morocco or Turkey, countries that are pursuing their own objectives in France.

The authors of the study also point to a contradiction among Muslims who live in the suburbs: they do not want the French state to interfere in matters relating to Islam, but they also expect the state to improve their lot in life.

The report closes with a warning: "France's future depends on its ability to re-integrate the suburbs into the national project."

[Soeren Kern](#) is Senior Fellow for Transatlantic Relations at the Madrid-based [Grupo de Estudios Estratégicos / Strategic Studies Group](#). Follow him on [Facebook](#).

Related Topics: [Soeren Kern](#) RECEIVE THE LATEST BY EMAIL: [SUBSCRIBE](#) TO THE FREE HUDSON NEW YORK [MAILING LIST](#)

PM hands 'national identity' debate over to committee

By FRANCE 24 the 08/02/2010 - 19:45



Prime Minister François Fillon (left) said an "experts committee" would take over the debate on French national identity, bringing an end to months of public debate on the tricky and divisive issue.

Wrapping up months of public debate on the sticky issue of French national identity at a specially convened cabinet meeting Monday, French Prime Minister François Fillon announced a set of initiatives aimed at "deepening" the discussion on what it means to be French.

Speaking to reporters at the prime minister's office, the Matignon, in Paris after a two-hour meeting Monday, Fillon said he would recommend the creation of a civic guide for young people and more civics education in schools.

Flanked by French Immigration Minister Eric Besson, who initiated the debate, and Education Minister Luc Chatel, Fillon also proposed the formation of an "experts committee" — made up of politicians and historians — to continue pondering an issue that has divided public opinion in France.

Reporting from the Matignon, FRANCE 24's politics editor Marc Perelman noted that many of the measures announced Monday were more "symbolic" than "substantive". The main message, he added, was that "the identity debate in its present form is over".

The national identity debate was launched by President Nicolas Sarkozy, in conjunction with Besson, last October, and immediately gave rise to a flurry of conflicting opinions over whether such a debate was necessary.

The government launched a website to collect opinions on the topic and invited the public to participate in town hall style national identity debates, some 350 of which have taken place across the country over the past three months.

Debating identity and the burqa

Although opposition parties dismissed the discussion as a cynical ploy by the ruling UMP party to drum up a nationalist fervor ahead of the March 14-21 regional elections, the identity issue quickly narrowed down to a discussion centred on two main themes: France's immigration policies and the practice of Islam in France. The discussions coincided with a debate on whether to ban the burqa or niqab — the all-enveloping Muslim veil for women — in France.

France is home to Europe's largest Muslim minority, estimated at between five and six million. Sarkozy sent some tempers flaring when he announced that the burqa was "not welcome" in a secular France and proclaimed his support of legislation to outlaw it.

The burqa debate gained new traction last week, when Besson announced that he had signed a decree rejecting an unidentified man's request for French citizenship after it became known that the man insisted his wife cover herself with the head-to-toe garment.

A Feb. 2 statement from Besson's office said that during the citizenship review process, it became clear that the man, whose nationality has not been revealed, "forced his wife to wear the full veil, thus depriving her of freedom of movement with her face exposed, and rejecting the principles of secularism and equality between men and women".

A parliamentary report the week before had called for a ban on wearing the full veil in some public institutions — including schools, hospitals, government offices and on public transport — saying that it posed an "unacceptable" challenge to French values.

The French government is now seeking legal advice before drafting new legislation that would outlaw the full-body veil. Fillon has asked the State Council, France's highest administrative court, to review the legal aspects of imposing a ban on the veil that would prove "as wide and effective as possible", and to submit its findings by the end of March.

Source URL: <http://www.france24.com/en/20100208-french-pm-hands-national-identity-debate-over-committee>

L'aide européenne aux pauvres refusée par une minorité d'Etats

LEMONDE.FR | 20.10.11 | 20h59



Le programme européen d'aide aux plus démunis avait été lancé en 1987 sous l'impulsion du président de la Commission européenne de l'époque, Jacques Delors, à la suite de l'appel du fondateur des Restos du cœur, Coluche, en utilisant les excédents agricoles européens. AFP/PIERRE VERDY

Il s'agissait d'éviter de couper les vivres à des centaines de soupes populaires et d'organisations caritatives à travers l'Europe. Jeudi 20 octobre, six Etats, dont l'Allemagne et la Suède, ont bloqué le maintien d'une aide européenne dont profitent chaque année 18 millions de personnes dans l'Union. Après cet échec cuisant, leurs partenaires européens ne s'avouent pas vaincus et veulent continuer les discussions.

Lors d'une réunion des ministres de l'agriculture à Luxembourg, l'Allemagne, la Suède, le Royaume-Uni, le Danemark, la République tchèque et les Pays-Bas ont maintenu leur opposition à ce que les fonds alloués au titre du Programme européen d'aide aux démunis (PEAD), tirés du budget agricole, soient utilisés à des fins de politique sociale.

L'enjeu des négociations était d'éviter dès l'an prochain une réduction drastique – de l'ordre de 80 % – de ces fonds à la suite d'un arrêt de la Cour européenne de justice. Actuellement, des centaines d'organisations caritatives d'une vingtaine d'Etats profitent de ce programme doté de 480 millions d'euros.

"SI ON EST SOLIDAIRES AVEC LES BANQUES..."

"Si on est solidaires avec les banques, il faut être solidaires avec les plus démunis", a tempêté le ministre de l'agriculture polonais, Marek Sawicki, dont le pays préside l'UE. Son homologue français, Bruno Le Maire, a précisé que le combat allait *"continuer"*, et a exprimé la *"conviction"* d'obtenir in fine gain de cause.

La ministre allemande Ilse Aigner, que le ministre français a rencontré à deux reprises lundi et mardi à Berlin, est restée sourde à ses arguments. *"Nous ne voulons pas de politique sociale à l'échelle européenne"*, a-t-elle martelé mercredi. *"Nous la finançons en Allemagne entièrement avec notre budget national et nous pensons avoir raison"*, a-t-elle souligné.

Les pays de la minorité de blocage s'appuient sur un arrêt de la Cour européenne de justice, qui a estimé cette année que le PEAD, fondé en 1987, avait dévié de son objectif initial de redistribution des excédents agricoles, pour ne plus financer que des achats de nourriture tirés du budget de la Politique agricole commune, alors que ces achats relèveraient plutôt de la politique sociale.

10/20/2011 03:46 PM

SPIEGEL ONLINE

The World from Berlin

The 'Absurd Logic' of Leveraging the EFSF

Europe has been plunged into further turmoil with the IMF threatening to delay the next tranche of aid for Greece, as France and Germany remain divided over how best to leverage the EFSF ahead of the crucial EU summit this weekend.

Following the news that [Berlin and Paris remain divided](#) on how to make the euro-zone bailout fund more effective, European efforts to stem the debt crisis have taken another blow thanks to a split between the International Monetary Fund and the European Union.

The IMF has rated EU projections for Greece's debt as too optimistic, and wants to delay approval of the next tranche of aid until after the Brussels summit this weekend to see if a clearer picture emerges, EU officials said.

Without a loan payment of €8 billion euros from the EU and IMF, Greece faces a default next month, a development that could also threaten to drag Spain and Italy into the mire through a contagion effect. Euro-zone leaders are racing to agree on new steps to reduce Greece's debt, strengthen the capital of banks and [leverage the European Financial Stability Facility](#) (EFSF) euro backstop fund to stem contagion to bigger economies -- but progress appears slow.

Turning the EFSF into a Bank

France believes the most effective way of leveraging the EFSF is to turn it into a bank which could then access funding from the European Central Bank, but both the Frankfurt-based institution and the German government oppose this.

With a senior German government source saying Berlin remained resolutely opposed to the ECB backstopping the rescue fund, euro-zone officials told Reuters that an alternative model, whereby the EFSF could act as an insurer and [underwrite a portion](#) of newly issued euro-zone debt, is also on the table.

By guaranteeing the first 20-30 percent of any losses, the EFSF's lending capacity of €440 billion (\$608 billion) could be stretched three to five times further. However, analysts are unconvinced that such a leverage plan would succeed, warning that it could create a two-tier structure in some bond markets and would be meaningless without an explicit commitment from the ECB to go on buying at-risk debt, something it has been reluctant to do.

German commentators on Thursday look at the potential pitfalls of leveraging the EFSF.

The left-leaning **Berliner Zeitung** writes:

"We do not know where the financial crisis of 2011 is leading us. We only know, no, we sense, that politicians are clueless. As clueless as we are ourselves."

"Why is the rescue package getting ever bigger? Because politicians believe that only a gigantic, completely unsurpassable package will prevent speculators from pulling currencies and countries into war. Why do the leaders of Europe only meet during periods when the stock markets are closed? Because they fear the markets and share prices. Why is the German parliament, the Bundestag, being almost systematically excluded from decisions on the bailout?"

Because the leaders are not even sure they can convince fellow parliamentarians. Politicians are no longer thinking of their public."

"We are observing the suicide of politics. Politicians no longer make policy. What is making policy? Drawing up rules in the first place, making and enforcing laws. That is, stopping speculators from speculating. It does not entail acting as state-run speculators, speculating against speculators. But the rescue package is precisely that. It is a defensive shield against speculators which must become ever bigger as the supposed risk of speculation grows. Perhaps €2 trillion is much too little? Perhaps in four weeks we will be talking at a new EU summit of €4 trillion? Perhaps there is a way to increase the so-called leverage. The logic is absurd."

The left-wing daily **Die Tageszeitung** writes:

"Greece is not the only problem in the euro zone. Panic in the financial markets is a significant threat, Italy and even France could be forced into bankruptcy, although they are economically healthy countries. The EU summit will negotiate, therefore, how to increase the impact of the euro rescue package -- to perhaps €1 or €2 trillion euros."

"These are fantastic sums, and yet they will not suffice. Because financial markets are irrational. Investors become nervous when there is an absolute guarantee limit. And they become even more nervous when 17 euro-zone countries vote on it. Other countries like the United States have long understood that fact."

"Therefore, the US Federal Reserve is the 'lender of last resort' and can make unlimited funds available in emergency situations. In Europe, too, the panic will only end when the European Central Bank can intervene without constraint."

The center-left **Sueddeutsche Zeitung** writes:

"It was not even a year ago that anyone speaking as a matter of course of the 'leverage' of financial products in the style of a banker would have to put up with ridicule. Today, casual television viewers can hear that word being bandied around loosely."

"Chancellor Angela Merkel and her colleagues have now, advised by well-meaning practitioners from the financial world, found a rescue format which must be examined in detail by this weekend, before a reliable judgement is permissible. In the end, two groups usually considered polar opposites must be satisfied with the outcome: The public, who have the right to understand what is happening to their tax money, and the professionals in the financial markets, who will hopefully give the crisis countries a period of grace."

"Both groups have a very keen sense of what is and isn't sustainable. Politics must offer both a perspective."

"European treaties cannot be changed this weekend. But the future shape of Europe must be visible if calm is to return to the markets and in living rooms."

The center-right **Frankfurter Allgemeine Zeitung** writes:

"If big events cast shadows, the forthcoming EU summit must already be causing dark clouds over the whole of Europe. The expectations centered on it are almost as vast as the sums to be created through a 'leverage' to drown the crisis in money. But because little exactly is known at present on what will be decided on Sunday, a hollow debate is running in Berlin."

"The opposition fears the worst and is calling for the entire parliament to be involved in the decision on the design and 'leverage' of the rescue fund -- also in the hope of once again demonstrating the internal conflict of Merkel's government coalition. The government parties would therefore be happy for the issue to be handled by parliament's budget committee. But even its members, at the very least, want to be able to read what they are supposedly jointly responsible for."

-- *David Knight with wires*

URL:

- <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,792974,00.html>

Fear is gobbling up politics

20 October 2011

FRANKFURTER RUNDSCHAU

FRANKFURT



[Arend van Dam](#)

Out of fear and ignorance, the politicians have been trying since the beginning of the financial crisis to beat the financial markets with their own weapons – and they can still flourish many trillions of euros more. But if they can't remember to go back to playing by the rules of politics, they are bound to lose the arm-wrestle.

[Brigitte Fehrlé](#)

Since the great financial crisis started several years back with the bankruptcy of the relatively small Lehman Brothers Bank, politicians have been living in fear: fear of an enemy they do not know and whose rules they are not familiar with. Since the crisis began, they've been trying to understand those rules that the banks, the hedge funds, the stock markets and the speculators play by. But not just that. Ever since the start of the crisis they've been trying to beat the banks and markets with their own weapons.

That's how the disaster got underway. Not that there hadn't been similar crises before, like the tulip bubble in the 16th Century, when the speculation in perishable bulbs ruined a whole nation. In the Middle Ages, countries went bankrupt, and dynasties – the Welsers, the Fuggers, the Medicis – gave themselves up to the big banks. In the 1930s the Great Depression unleashed destructive forces around the world. In 2011, we do not know yet where the financial crisis is leading us.

We know only – no, we feel – that the politicians are at a loss, that they're as clueless as we are. We see politicians, economists and supposed experts asserting their convictions and handing out the answers, and yet all the while a sense of helplessness is written over their faces. And the simpler their answers get, and the fewer the doubts they express about the correctness of one or another path, all the greater is the sense of mendacity hanging over whatever it is that is being proposed.

Political suicide

Politicians seem to be powerless. Well, they are. They are powerless because they are playing by the rules of their opponent. Democracy thrives on transparency and openness, lives by its convictions and by citizens being enlightened about what their democratically elected representatives are up to, even if they do not agree with it. But the politicians today have pushed democracy to one side. They are behaving as if they were a player in the anarchic international financial markets, which obey only the logic of making money. The politicians have embarked on a trial of strength they are bound to lose.

Why is the bailout getting bigger every day? Because the politicians believe that only a gigantic, completely overshadowing "shield" can deter speculators from pulling currencies and states into a war. Why do the leaders of Europe only meet on days when the stock markets are closed? Because they fear the markets and the equity prices. Why is Germany's Bundestag almost systematically excluded from decisions on the bailout? Because the politicians at the top are not even sure that they can convince Germany's parliamentarians. The politicians are not even thinking of the citizens any more.

What we are observing is political suicide. Politicians are no longer making policy. What does that mean, 'make policy'? In the first place, it means to draw up rules and make and enforce laws. It means stopping speculators from speculating. It does not mean that the state should become a speculator too and start betting against the real speculators. Yet the bailout is nothing else: it's a defensive shield against speculators that, the bigger the assumed risk of speculation, will always have to grow bigger yet. Perhaps two trillion are too little? Perhaps at the new EU summit in a month we'll be talking about four trillion? Perhaps a way will be found to increase the so-called leverage? The logic is absurd.

Currency speculator wolves

We are observing at this very moment just how a highly vulnerable, unstable, world-wide web of financial relationships is threatening to tear apart. And how Europe is trying with all its strength to immunise itself against the consequences. "Europe"? Far from it. There is not even an agreement with Great Britain over the introduction of a financial transaction tax, nor is there consensus on the participation of banks in the crisis.

There is no awareness on the part of the states that, with their high debts, they themselves have thrown themselves to the currency speculator wolves. And it is far from clear to all of us how we, through our desire to please let our money grow – just not by the work of our own hands, but somehow all by itself – have contributed, and continue to contribute, to our being held hostage.

He who takes a risk must live with the consequences: plenty of us would sign on to this principle. Not the politicians, though. They're acting on the principle that he who takes risks must be sheltered from those risks. And so states shall be rescued and banks propped up, and so too the citizens who aren't averse to risk. Only those who stay away from the perils of financial and political adventures shoulder the full burden. And we're supposed to go along with that?

Translated from the German by Anton Baer

Finanzkrise

Im Griff der Spekulanten

Frankfurter Rundschau



Ein Teilnehmer der Occupy Wall Street-Bewegung auf dem New Yorker Times Square.
Foto: dpa

Von Brigitte Fehrlé

Warum wird der Rettungsschirm immer größer? Weil die Politik glaubt, dass nur ein gigantischer, völlig unüberbietbarer Schirm die Spekulanten davon abhält, gegen Währungen und Staaten in den Krieg zu ziehen.

Seit vor einigen Jahren die große Finanzkrise mit der Pleite der relativ kleinen Lehman-Bank begann, haben Politiker weltweit Angst. Angst vor einem Feind, den sie nicht kennen und mit dessen Spielregeln sie nicht vertraut ist. Seit vor einigen Jahren die große Finanzkrise begann, versucht die Politik die Spielregeln der Banken, der Hedge Fonds, der Börse, der Spekulanten, zu verstehen. Und nicht nur das. Die Politik versucht seither die Banken, die Hedge Fonds, die Börse und die Spekulanten mit deren eigenen Waffen zu schlagen.

Damit begann das Unheil. Nicht dass es nicht früher schon ähnliches gegeben hätte. Die Tulpen-Blase im 16. Jahrhundert, als die Spekulation auf die vergänglichen Zwiebeln eine ganze Nation ruinierte. Das Mittelalter kennt Staatsbankrotte. Herrscherhäuser haben sich den großen Banken ausgeliefert: den Welsern, den Fuggern, den Medici. Die große Depression der 30er-Jahre setzte destruktive Kräfte frei, die die Welt in einen Krieg trieben. Wir wissen nicht, wohin uns die Finanzkrise des Jahres 2011 führt. Wir wissen nur, nein, wir spüren es, dass die Politik ratlos ist. So ratlos wie wir selbst. Wir sehen Politiker, Ökonomen und angebliche Experten, die Überzeugungen vertreten und Antworten geben, während ihnen die Ratlosigkeit ins Gesicht geschrieben steht. Und je einfacher die Antworten ausfallen, je weniger Zweifel an der Richtigkeit des einen oder anderen Weges geäußert wird, desto lügenhafter kommt einem vor, was da als Lösung vorgeschlagen wird.

Die Politik erscheint machtlos. Sie ist es. Sie ist machtlos, weil sie sich auf die Regeln ihres Gegners eingelassen hat. Demokratie lebt von Transparenz, von Offenheit, sie lebt von Überzeugungskraft und davon, dass Bürgern einleuchtet, was ihre demokratisch gewählten Vertreter tun, selbst wenn sie nicht damit einverstanden sind. Derzeit aber handelt die Politik außerhalb der Demokratie. Sie benimmt sich, als sei sie ein Player auf den anarchischen internationalen Finanzmärkten, die nur der Logik der Geldvermehrung gehorchen. Sie hat sich auf ein Kräftemessen eingelassen, das sie verlieren muss.

Selbstentlebung der Politik

Warum wird der Rettungsschirm immer größer? Weil die Politik glaubt, dass nur ein gigantischer, völlig unüberbietbarer Schirm die Spekulanten davon abhält, gegen Währungen und Staaten in den Krieg zu ziehen. Warum treffen sich die Staatshäupter Europas nur zu Zeiten, an denen die Börsen geschlossen haben? Weil sie Angst haben vor Märkten und Aktienkursen. Warum wird der deutsche Bundestag fast systematisch ausgeschlossen von den Entscheidungen über den Rettungsschirm? Weil die Spitzenpolitiker noch nicht einmal mehr sicher sind, dass sie die Parlamentarier überzeugen können. An die Bürger denkt die Politik nicht mehr.

Wir beobachten die Selbstentlebung der Politik. Politiker machen keine Politik mehr. Was heißt Politik machen? In erster Linie Regeln entwerfen, Gesetze machen und durchsetzen. Es heißt, Spekulanten vom Spekulieren abzuhalten. Es heißt nicht, als staatlicher Spekulant gegen Spekulanten zu spekulieren. Nichts anderes aber ist der Rettungsschirm. Er ist ein Abwehrschirm gegen Spekulanten, der immer größer werden muss, je größer das vermutete Spekulationsrisiko wird. Vielleicht sind zwei Billionen viel zu wenig? Vielleicht reden wir in vier Wochen auf einem neuen EU-Gipfel über vier Billionen? Vielleicht findet sich ein Weg, den sogenannten Hebel noch zu vergrößern. Die Logik ist absurd.

Wir beobachten gerade, wie ein sehr anfälliges, labiles, inzwischen weltweites Gespinnst von Finanzbeziehungen zu zerreißen droht. Und wie Europa versucht, sich mit aller Kraft gegen die Folgen zu immunisieren. Europa? Von wegen. Es gibt ja nicht einmal eine Einigung mit Großbritannien über die Einführung einer Finanztransaktionssteuer. Es gibt keinen Konsens über die Beteiligung der Banken an der Krise. Es gibt kein Bewusstsein der Staaten darüber, dass sie sich mit ihrer hohen Verschuldung selbst den Währungsspekulanten zum Fraß vorgeworfen haben. Und uns allen ist längst nicht klar, wie wir durch unseren Wunsch, das Geld möge sich bitte nicht nur durch unserer Hände Arbeit, sondern irgendwie auch von selbst vermehren, dazu beigetragen haben und beitragen, dass wir ausgeliefert sind.

Wer ins Risiko geht, muss mit den Konsequenzen leben. Diesen Satz würden wahrscheinlich viele unterschreiben. Nicht die Politik. Sie handelt derzeit nach dem Prinzip: Wer ins Risiko geht, muss vor den Risiken geschützt werden. Staaten werden gerettet, Banken gestützt und die risikobereiten Bürger gleich mit. Nur wer ohne finanzpolitisches Abenteuer lebt, bekommt das volle Risiko ab. Und damit soll man einverstanden sein?

Artikel URL: <http://www.fr-online.de/meinung/finanzkrise-im-griff-der-spekulanten,1472602,11031766.html>

Rating-Verbot Politik könnte Euro-Krise verschärfen

Angeblich will die EU die Bankenaufsicht ermächtigen, die Veröffentlichung von Kreditbewertungen für Krisenstaaten zu verbieten. Das scheint eher geeignet, die Eurokrise weiter anzufachen.

Von [Martin Hock](#)

FAZ 20.10.2011 2011-10-20T14:17:00+0200



© REUTERS

EU-Kommissar Barnier spielt mit dem Feuer

Es ist nicht neu. Schon im Juli wurden Forderungen laut, Bewertungen der Kreditwürdigkeit europäischer Krisenstaaten zu untersagen. Nun erhalten diese Forderungen neue Nahrung. Nach Medienberichten will EU-Binnenmarktkommissar Michel Barnier zufolge Ratingagenturen künftig notfalls verbieten, Urteile über kriselnde EU-Länder zu veröffentlichen. Wie die Financial Times Deutschland (FTD) am Donnerstag unter Berufung auf einen vertraulichen Vorabentwurf für eine Reform des Gesetzes zu den Ratingagenturen berichtet, schlägt Barnier vor, dass die neue Wertpapieraufsicht ESMA das Recht erhält, die Veröffentlichung von Einschätzungen über die Zahlungsfähigkeit vorübergehend zu untersagen.

Der Zeitung zufolge geht es der Kommission um Staaten, die über Finanzhilfen verhandeln - etwa Gelder aus dem EU-Rettungstopf EFSF oder vom Internationalen Währungsfonds (IWF). Ein Verbot könne verhindern, dass ein Rating in einem „unangebrachten Moment“ kommt, „mit negativen Folgen für die Finanzstabilität des Staates und möglichen destabilisierenden Effekten auf die Weltwirtschaft“, heißt es im Entwurf.

Ratings erleichtern den Kapitalmarktzugang

Nüchtern betrachtet, ist ein Rating eine Experten-Einschätzung zur relativen Ausfallwahrscheinlichkeit eines oder mehrerer Kredittitel. Auch öffentliche Schuldverschreibungen analysieren die Agenturen schon lange. Moody's nahm die Bewertung von Staatsanleihen 1919 auf, Poor's Publishing und Standard Statistics begannen 1922 mit der Bewertung amerikanischer Kommunalanleihen. Mit dem Zusammenbruch des internationalen Anleihenmarktes in der Weltwirtschaftskrise bestand dann bis in die siebziger Jahre kaum Bedarf für derartige Analysen.

Erst in den neunziger Jahren änderte sich das im Zuge der Belebung des internationalen Anleihenmarktes. Dabei dürften auch die 26 Zahlungsausfälle der achtziger Jahre eine Rolle gespielt haben. Dabei handelte es sich fast ausschließlich um Bankschulden und öffentliche Kredite. Dies bewirkte nicht zuletzt, dass Banken und Regierungen großes Interesse entfalteten, öffentliche Schulden an den Kapitalmärkten zu plazieren, um so ihre Risiken zu verringern.

Doch damit Schuldtitel an den Kapitalmärkten akzeptiert werden, benötigen Investoren eine Einschätzung der Risiken dieser Schuldverschreibungen. Sie sind es so gewohnt. Professionelle Investoren nutzen in der Regel Agentur-Ratings zur Vorauswahl oder als Informationsgrundlage, um sich selbst ein Urteil zu bilden. Sofern

sich Institutionen an die Noten der Agenturen gebunden haben, wie etwa staatliche Banken oder die EZB, geschah dies freiwillig.

Emissionen ohne Rating gelten in der Regel als schwer einschätzbar und spekulativ. Nur in Ausnahmefällen können diese preiswert plaziert werden.

Veröffentlichungsverbot gleich kreditunwürdig

Dass der Markt für Anleihen-Ratings von zwei bis drei großen Analysehäusern dominiert wird, hat mehrere Gründe: Erstens sind die europäischen Anleihenmärkte schlicht unterentwickelt, weil Bankkredite in der Finanzierung dominierten. Zweitens verließen sich institutionelle Investoren viel zulange darauf, dass bei Staatsanleihen nichts passieren könne. Drittens wurde die Idee einer nicht-amerikanischen Rating-Agentur nicht gefördert, solange die Ratings den Wünschen der Emittenten entsprachen, in diesem Fall der Politik. Dieses übrigens, obwohl ausreichend Agenturen in Europa existieren.

Ein Verbot der Bewertung der Kreditwürdigkeit oder deren Veröffentlichung würde von den Investoren als Rückzug vom Kapitalmarkt und damit absolute Kreditunwürdigkeit verstanden. Die EU würde damit den Kapitalmarkt in viel größerer Weise beeinflussen, als es jede Agentur-Bewertung heute tut.

Sie würde gerade diejenigen Marktkräfte schwächen, die einem exorbitanten Renditeanstieg noch entgegen wirken. Anleihen der betroffenen Länder würden praktisch als ausgefallen eingestuft, da die Investoren im Fall eines Veröffentlichungsverbotes davon ausgingen, dass die Haushalte der betroffenen Staaten vor dem Kollaps stehen.

De facto Rückzug vom Kapitalmarkt

Damit würde die EU entsprechende Länder faktisch vom Kapitalmarkt ausschließen. Und das in einer Zeit, in der die öffentlichen Haushalte auch der stärkeren Euro-Länder eigentlich konsolidiert werden sollten. Auch den Euro würde dies kaum attraktiver machen, weil ein Informationsverbot darauf schließen lässt, dass die Botschaft unerwünscht ist.

Geht man davon aus, dass die Analysen an professionelle Investoren weiter gegeben werden dürften, so würden in der öffentlichen Diskussion Fakten durch Vermutungen und weniger fundierte Meinungen ersetzt werden. Es ist kaum davon auszugehen, dass dies zu einer Beruhigung der Kapitalmärkte beitrüge.

Hinzu kommt ein politisches Problem: Ein Rating ist eine Meinungsäußerung. Die Untersagung der Veröffentlichung wäre ein Akt der Zensur. Insgesamt erscheint ein Veröffentlichungsverbot für Ratings daher eher von dem Wunsch getragen, anderen die Schuld dafür zuzuschieben, dass man außer Stande zu sein scheint, eine gemeinsame Lösung für die Krise der Gemeinschaftswährung zu finden. Es führt kein Weg daran vorbei, die Krise und ihre Ursachen zu bekämpfen, anstatt ausgerechnet diejenigen zu bestrafen, die diese beim Namen nennen.

Quelle: FAZ

Euro, Meant to Unite Europe, Seems to Rend It

By [STEVEN ERLANGER](#)

PARIS — The euro was a political project meant to unite Europe after the Soviet collapse in a sphere of collective prosperity that would lead to greater federalism. Instead, the euro seems to be pulling Europe apart.

As European leaders scramble to present a united front for this weekend's critical meeting in Brussels, anxiety in Europe is growing, and not just about the euro. The assumptions of 60 years suddenly seem hollow, and the road ahead is unclear, as if the GPS system has gone out of whack.

On the surface, the [European Union](#) is an enormous success. It has nearly 500 million citizens and a [gross domestic product](#) of more than \$17 trillion, larger than that of the United States and more than three times China's or Japan's. It is America's largest trading partner by far, and together the two economies account for roughly half the world's gross domestic product and nearly a third of its trade.

But Europe is in economic and demographic decline as Asia is rising. The European Union's share of global trade is steadily dropping, especially in exports. Its aging population is placing huge strains on generous social welfare and pension programs and pumping up sovereign debt in an extended period of flat growth.

Technologically, it is behind the United States, but its pay scales are too high to be an easily competitive exporter.

The current crisis over the euro has deep roots in the imbalances between north and south, rich and poor, export-led and service-driven economies, tied together by a currency but few rules, and those rarely enforced.

A fix will require fundamental changes in the functioning of the bloc, with more interference in the workings of sovereign states. There would need to be a fiscal union, with a treasury and a finance minister capable of intervening in national budgets, and more unified tax and pension policies. But it is far from clear that the European Union can gather itself to take these fateful steps away from nationalist identities to a truly European model.

"We are today confronted by the greatest challenge our union has known in its entire history," said José Manuel Barroso, the head of the European Commission. "It is a financial, economic and social crisis. But also a crisis of confidence — in our leadership, in Europe itself, in our capacity to find solutions."

There are many who believe that the European Union and its leaders have already been found wanting, and that the European project that brought democracy and peace to the Continent may begin to unravel.

"This crisis is threatening the benefits of 60 years of European integration," said Nicolas Baverez, a French economist and historian. "All the principles on which the euro zone was built — no state default, no monetary transfers, no bailouts and strict limits on debt — all these principles are dead, and we have no rules to make this work."

Worse, he said, political leaders underestimate the dangers. "This is not just another [recession](#), but a real and fundamental crisis," he said. "There is a tension in the political system and doubt about democratic institutions that we have not experienced since the fall of the Soviet Union."

Built from the ruins of war and expanded generously in the euphoria after the Soviet collapse, the European Union heralded itself as a model, radiating "soft power." But now the model looks tarnished and flawed.

Leaders seem diminished; local politics trump solidarity. There is a new nationalism degrading the collective responsibility and shared sovereignty that defines the European Union. Euro-skepticism runs from far-right parties that simultaneously detest immigrants, globalism and Brussels to the governing parties of Europe's most successful countries.

A European Union of 15 nations seemed coherent and manageable; the Europe of 27, soon to be 28, is almost ungovernable, even by a professional bureaucracy with little connection to voters and whose decisions cause increasing resentment, summarized in the “democratic deficit” that the European Union suffers.

The historical ironies are considerable.

[Germany](#), for example, divided and in ruins after the war it fought to dominate Europe, is reunited and dominating Europe now, but without arms and with deep reluctance.

Nothing gets done in the European Union without German agreement, commitment and money. But in Chancellor Angela Merkel, Germany has a leader who is reactive and uninspiring, while her coalition partners, the Free Democrats, are slumping into irrelevance. Her eye is on Germany’s internal politics, its loose federalism and coalition government, a major contrast to France’s centralized, nearly monarchical state.

France once dominated the European Union, but Paris has now fallen behind booming Germany, one reason that François Mitterrand feared German reunification. Anxious about its own debt, banks and credit rating in the midst of a nasty presidential campaign, France is having a hard time dragging Berlin along.

At the same time, the countries of Eastern Europe are more vibrant economically than many of their western partners. They share much of the German, Dutch and Finnish view about strict fiscal discipline, and are reluctant to join a shaky euro and become responsible for the failures of others.

Britain, always an outlier in the European Union, looks wise to reject the euro, and the mood now is probably more anti-European than even in the days of Margaret Thatcher.

The fundamental changes needed to cope with the euro crisis — particularly the historic step of creating a common treasury — would require a redrawing of the basic treaties, which would require the approval of the voters.

But Europe is unpopular, a local metaphor for globalization, faceless and interfering. It is by no means certain that the voters are ready to leap into a new world of economic integration. Even if they prove to be, the new treaty will be complex and take years to draft even before being put to the electorate for ratification, if there is ratification.

It is easy to say that the answer is “more Europe,” not less. That can seem self-evident to Eurocrats and the political elite. But “more Europe” may not be what voters want.

“The only thing that can save the euro in its current form can’t and shouldn’t be done without democratic debate and support,” said Simon Tilford, chief economist for the Center for European Reform, a research institution.

“You need to bring the electorate with you,” he said. Of course, he acknowledged, a real democratic debate “could exacerbate the crisis.” That may be the largest historical irony of all.

EZB Mario Draghis Notenbank

Von [Christian Siedenbiedel](#)

19.10.2011 2011-10-19T15:11:00+0200



© Fricke, Helmut

Die Europäische Zentralbank in Frankfurt bekommt einen neuen Präsidenten

An diesem Mittwoch wird es ernst. Im Großen Saal der Alten Oper in Frankfurt, einem der würdigsten Orte der Stadt, wird Jean-Claude Trichet verabschiedet, der Präsident der Europäischen Zentralbank. Mit staatstragenden Worten wird der 68 Jahre alte Franzose für sein Lebenswerk geehrt werden: jene acht Jahre an der Spitze von Europas gemeinsamer Notenbank, die so vielversprechend begonnen hatten und jetzt mitten in der schwersten Krise der jungen Währung enden.

Unter den Rednern wird auch sein Nachfolger sein: Mario Draghi, der smarte, nur vier Jahre jüngere Notenbank-Gouverneur aus Italien, der das höchste Amt der Eurozone zum 1. November übernehmen wird.



© AFP

Bundeskanzlerin Angela Merkel verabschiedet EZB-Präsident Jean-Claude Trichet in Frankfurt

Aber was für ein Amt eigentlich? Was ist das für eine Europäische Zentralbank, die Draghi da in gut zwei Wochen von seinem französischen Vorgänger übergeben bekommt?

Rein äußerlich ist die EZB im Begriff, schmucker und repräsentativer zu werden als jemals zuvor. Am Frankfurter Mainufer wächst ein Neubau nach den Plänen des Architekturbüros "Coop Himmelb(l)au" empor. Bis zum Jahresende soll der Doppelturm, der aus der historischen Großmarkthalle herausragt, das zehnte Obergeschoss erreichen. Das aufwendigste Neubauprojekt der Frankfurter Banken-Skyline demonstriert den Anspruch der EZB, die Bank der Banken zu sein, Herrin der Währung, Hüterin des Euro.

Von einer Behörde zur politischen Institution

Im Inneren aber hat die Bank in den vergangenen zwei Jahren einen Wandel mitgemacht, der ihre Prinzipien bis in die Grundfesten erschütterte. Die EZB ist von einer Behörde der Geldpolitik zu einer politischen Institution geworden. Mit dem Problem, dass ihre Gremien für politische Prozesse nicht taugen.

Als die Regeln der gemeinsamen Notenbank Anfang der neunziger Jahre festgezurrert wurden, da lobte selbst der damalige Bundesbank-Präsident Helmut Schlesinger die Verpflichtung auf ein einziges Ziel: Preisstabilität. Andere Notenbanken - etwa in Amerika - sollten sich auch um mehr Wachstum kümmern. In Europa hingegen sollten die Notenbanker nur darauf achten, dass der Euro eine harte Währung bleibt. Alles andere hatte sie tunlichst nicht zu interessieren. Ausdrücklich verboten wurde der EZB sogar, die Schulden der Mitgliedstaaten über die Notenpresse zu finanzieren.

Viele Jahre lang ging das gut. Der Euro war sogar stabiler als die D-Mark zuvor, die Inflation geringer. Dann aber zwang die Finanzkrise Europas Staaten, die Banken zu retten. Und anschließend mussten die hoch verschuldeten Staaten selbst gerettet werden.

In dieser Situation entschied EZB-Präsident Jean-Claude Trichet sich dafür, Staatsanleihen hoch verschuldeter Staaten aufzukaufen. Die Begründung: Wie soll eine Notenbank sich um die Stabilität des Geldwertes kümmern, wenn der Fortbestand der Währung selbst gefährdet ist? „Finanzstabilität“ wurde auf einmal als zweites Ziel der Notenbank neben „Preisstabilität“ genannt. Mit zwei Zielen aber wurden gerade die Zielkonflikte geschaffen, die ihre Gründungsväter vermeiden wollten. Was macht die EZB künftig, wenn die Geldwertstabilität höhere Zinsen verlangt, die Finanzstabilität aber niedrigere?

Ein Notfallplan war es, der zum Bruch aller Prinzipien führte: der Kauf griechischer Staatsanleihen durch die Notenbank. „Mit diesem Aufkauf war der Sündenfall passiert“, sagt Hans-Peter Burghof, Professor an der Stuttgarter Universität Hohenheim. Aus dem Notfallplan wurde ein Programm, das keine Grenzen mehr zu kennen schien. Zuerst waren es nur griechische Staatsanleihen, die Trichet aufkaufen ließ. Später auch spanische - und italienische. „Als die Europäische Zentralbank auch noch anfing, italienische Staatsanleihen aufzukaufen und die Regierung Berlusconi daraufhin mit dem Sparen nachließ, sah man das Desaster“, sagt Burghof.

Die EZB, die Hüterin des Euro, wurde zur EZB, der Retterin der Staaten. Und zugleich zu einer gewaltigen Umverteilungsmaschinerie innerhalb Europas. „Während bei den Griechen noch keiner den Eindruck hatte, die machen weiter fröhlich Schulden, weil sie ihre Staatsanleihen ja im Notfall bei der Notenbank abladen können, ist man sich bei den Italienern nicht so sicher“, sagt Burghof.

Wer zahlt am Ende für die Ausfälle, wenn Staatsanleihen, die von der Notenbank aufgekauft wurden, an Wert verlieren und die EZB Verluste macht? Dann müssen die Mitgliedsländer Kapital nachschießen. Und zwar nach ihrer Beteiligung an der Notenbank: allen voran Deutschland als größte Volkswirtschaft.

Ähnlich wie die Rettungsfonds sorgt die EZB damit im Extremfall für eine viele Milliarden schwere Umverteilung von den soliden Staaten zu den unsoliden an der Peripherie. Im Gegensatz zu den Rettungsfonds gibt es im Rat der EZB allerdings kein Vetorecht der Geberländer. Die meisten Entscheidungen werden dort mit einfacher Mehrheit getroffen.

In den Stimmverhältnissen bei der Europäischen Zentralbank spiegelt sich die Vorstellung ihrer Konstrukteure wider. Die Notenbank sollte keine repräsentative Vertretung der Bevölkerung sein - sondern eine vom politischen Geschehen möglichst unabhängige technische Institution der Geldpolitik. Der Zentralbankrat sollte schließlich ausschließlich nach sachlichen Kriterien über steigende oder sinkende Zinsen entscheiden.

Jedes Mitgliedsland darf deshalb seinen Notenbank-Gouverneur in den Zentralbankrat schicken. Stimmrecht haben dort außerdem die Vertreter der Institution selbst, das Direktorium. Das sind sechs Leute: der EZB-Präsident, sein Vize, der Chefvolkswirt sowie drei Direktoren, die in der Regel auch aus Mitgliedsländern stammen. Der EZB-Rat vertritt damit weder die Mitgliedsländer entsprechend ihrer Bevölkerungszahl - noch nach dem Kapital, das sie für die Notenbank beisteuern.

Es ging eben nicht um Proporz. Nicht um Demokratie. Die Institution ist geprägt vom Glauben an die Möglichkeit reiner Sachentscheidungen in der Geldpolitik. Alle Notenbanker, so hatten selbst Bundesbanker wie Helmut Schlesinger damals gehofft, würden sich vom Geist der Institution prägen lassen. So, wie man es in

der Bundesbank beobachtet habe, „in der mancher zum überzeugten Stabilitätspolitiker wurde, der es vorher nicht so eindeutig gewesen war“.

„Becket-Effekt“ nannten die Gründungsväter der EZB solcherlei Gesinnungswandel: Der Name leitet sich ab von Thomas Becket, der im 12. Jahrhundert Lordkanzler unter König Heinrich II. von England war. Letzterer ernannte Becket zum Erzbischof von Canterbury, um sich die Kirche gefügig zu machen - und in Ruhe seinen Lastern Wein, Jagd und Frauen frönen zu können. Zum Erstaunen seiner königlichen Freunde zeigte Becket sich jedoch als unbeugsamer Verteidiger der Rechte und Freiheiten der Kirche. Wurde dafür allerdings später in seiner eigenen Kathedrale von Rittern des Königs ermordet. Ein legendärer Fall von Überzeugungstätigkeit, den der französische Schriftsteller Jean Anouilh in seinem Drama „Becket oder die Ehre Gottes“ besang.

Funktioniert in der EZB solcherlei Emanzipation der Notenbanker von ihren Förderern? Verlieren die Gouverneure der einzelnen Notenbanken tatsächlich den Blickwinkel ihres Herkunftslandes, sobald sie im EZB-Rat sitzen - und werden zu unbeugsamen Überzeugungstätern der Geldstabilität? „Das funktioniert leider nicht,“, resümiert Wirtschaftsprofessor Burghof. „Allein schon, weil die Gouverneure ihre meiste Zeit ja gar nicht im Frankfurter Eurotower verbringen - sondern in den Notenbanken ihrer jeweiligen Länder.“

Für die hauptamtlichen Mitglieder des Direktoriums mag man zwar noch gelten lassen, dass der Geist des Eurotower sie hin und wieder ein wenig prägt. Für die nationalen Notenbankchefs aber gilt umgekehrt, dass die Menschen die Institution prägen.

Kein Wunder, dass Deutschland da nicht immer gut aussieht: Zusammen haben die Südländer in der EZB schließlich die Mehrheit.

Bestes Beispiel: die Abstimmungen über den Kauf griechischer Staatsanleihen. Der damalige Bundesbankchef Axel Weber widersetzte sich. Auch der deutsche EZB-Chefvolkswirt Jürgen Stark. Neben den Krisenländern wollte Frankreichs Ministerpräsident Nicolas Sarkozy den Anleihen-Kauf unbedingt. Er schaffte es offenkundig, seinen Landsmann Trichet dafür zu gewinnen. Am Ende wurde Deutschland einfach überstimmt.

Das ist kein Zufall, sondern ein Problem, das mit dem Rollenwechsel der EZB immer wieder auftreten wird: Wenn aus der geldpolitischen Institution ein politischer Akteur wird, werden demokratietheoretische Fragen relevant.

So war „Blockbildung“ eine große Angst der Gründerväter der EZB. Bei Personalentscheidungen kann man sie heute beobachten.

Als etwa voriges Jahr der Posten des Vizepräsidenten der Notenbank zu besetzen war, da war die Frage: ein Mann des Nordens - oder einer des Südens. Yves Mersch, der Notenbankchef aus Luxemburg, galt als aussichtsreicher Kandidat der Nordländer. Geworden ist es allerdings der Süd-Kandidat, Vítor Constâncio aus Portugal. Ein Mann, von dem Insider heute sagen, der Begriff "Taube", mit dem man im Notenbanker-Slang die weniger stabilitätsorientierten Geldpolitiker zu bezeichnen pflegt, sei für ihn noch ein viel zu harmloser Ausdruck.

Zugestimmt hatten die Nord-Länder damals vor allem aus dem taktischen Kalkül, ein Süd-Mann auf dem Vize-Posten könnte es erleichtern, später Deutschlands Bundesbankchef Axel Weber als Präsidenten durchzusetzen. Das wurde nichts: Weber warf im Frühjahr die Brocken hin. Wer blieb, war Constâncio.

Immerhin hat Deutschland es geschafft, als Nachfolger für den unter Protest scheidenden Chefvolkswirt Jürgen Stark wieder einen Deutschen durchzusetzen: Jörg Asmussen, bislang Staatssekretär im Finanzministerium. Er ist ein Vertrauter des neuen Bundesbankchefs Jens Weidmann, der als wirtschaftspolitischer Berater der Kanzlerin selbst bis vor kurzem der Bundesregierung angehörte.

In seiner Rede vor dem Europäischen Parlament in Straßburg anlässlich seiner Berufung bekannte Asmussen sich am vergangenen Montag zum Pragmatismus: „Sie haben mir dazu gratuliert, dass ich pragmatisch sei“,

sagt er. „Das ist in Deutschland, wenn es um Geldpolitik geht, nicht immer positiv.“ Er sei der Überzeugung: „Es gibt Leute, für die sind die Zinsen immer zu hoch. Für andere sind sie immer zu niedrig. Beide liegen falsch.“ Das klingt gefährlich nach einem Wendigen, der sich von der Grundsatzfestigkeit seines Vorgängers distanzieren will.

Für Asmussen gilt wie für Weidmann, der sich in seinem neuen Amt durchaus kritisch mit der Bundesregierung auseinandersetzt (und von Bundesbank-Vize Franz-Christoph Zeitler gar mit Thomas Becket verglichen wurde): Entweder arrangieren sich beide flexibler mit den Mehrheitsverhältnissen in der EZB als ihre Vorgänger Weber und Stark. Oder sie werden wie diese früher oder später frustriert das Handtuch werfen.

Bleibt die spannende Frage: Welche Rolle wird der neue Präsident Draghi selbst in dieser Europäischen Zentralbank spielen, die er am 1. November übernimmt?

Als Ökonom wie als Mensch gilt Draghi als untadelig. Er hat in Amerika gleich bei zwei Nobelpreisträgern studiert und bei Goldman Sachs Erfahrungen im Investmentbanking gesammelt. Dort war er aber nicht zuständig für die Schummeleien Griechenlands bei der Euro-Aufnahme, wie behauptet wurde. Im Augenblick fällt er immerhin vor allem dadurch auf, dass er die italienische Regierung in einem fort zum Sparen ermahnt.

Am Ende seiner Amtszeit wird er 72 Jahre alt sein. Aber wer weiß schon, ob der Euro so lange hält?

In Deutschland hat Draghi es - wohl unter nicht ganz unerheblicher Beteiligung einer PR-Agentur - immerhin von Schlagzeilen wie „Ein Italiener! Ausgerechnet!“ zum schmeichelnden Spitznamen „Super Mario“ gebracht. So nennt sich eine Videospiele-Figur - der gute Klempner, der alle Probleme lösen kann. Draghi selbst verkündete in einem Interview in der Frankfurter Allgemeinen Zeitung, in Europa sollten „alle dem deutschen Beispiel folgen“. Kann man höflicher sein?

Was Draghi im Norden Europas nützt, schadet ihm im Süden - so klar ist die Blockbildung mittlerweile. In der vergangenen Woche kam er zu einer zweifelhaften Ehre, wie sie den sonst eher im Verborgenen wirkenden Notenbankern äußerst selten zuteilwird: Mitglieder der Bewegung „Die Empörten“, die in Rom auf der Via Nazionale gegen das Sparprogramm der Regierung und gegen die Banken demonstrierten, bastelten sich Masken, die Draghis Konterfei zeigten: Für sie ist der italienische Notenbankchef der Inbegriff des Spar-Wahnsinns.

Aber das war mit seinem Vorgänger Trichet ähnlich, als der vor acht Jahren sein Amt antrat. In Deutschland wurde er als Franzose kritisch beäugt - in Frankreich als Klon des deutschen Bundesbank-Präsidenten Hans Tietmeyer verunglimpft. Und was hat Trichet gemacht, als es hart auf hart kam? Nun, dass er den deutschen Vertretern im Staatsanleihen-Streit den Rücken gestärkt hätte, ist nicht überliefert.

Quelle: F.A.S.

Der Euro-Exit: Selbstmord oder Selbstbefreiung?

Ökonomen debattieren Vor- und Nachteile eines Austritts Griechenlands aus der Währungsunion.

Von [Philip Plickert](#)

FAZ 17.10.2011 2011-10-17T17:00:00+0200



© Bode, Henning

Das Kernproblem Griechenlands ist die fehlende Wettbewerbsfähigkeit

Es ist ein unwahrscheinliches Szenario, aber doch nicht ganz auszuschließen: Griechenland könnte nicht nur einen Schuldenschnitt anstreben, sondern zusätzlich aus der Währungsunion ausscheiden. Mit einer eigenen Währung wäre der Weg frei für eine schnelle Abwertung - nach Schätzung von Bankvolkswirten wären in solch einem Szenario rund 50 Prozent Wechselkursabwertung realistisch. Griechische Produkte und Dienstleistungen würden günstiger und wettbewerbsfähiger, argumentieren einige Ökonomen. Der Austritt könnte ein Befreiungsschlag sein.

Der Austritt sei Selbstmord, warnen andere Volkswirte, Analysten und Politiker. Es seien schwere Verwerfungen zu erwarten. Ein Austritt Athens aus der Währungsunion sei "keine Option", hat der scheidende EZB-Chefvolkswirt Jürgen Stark jüngst noch einmal betont. Sein Vorgänger Otmar Issing hält dagegen bei einer Umschuldung ein Ausscheiden aus der Währungsunion für zwingend geboten. Sonst sende dies ein fatales Signal an die anderen hochverschuldeten Krisenländer. Deren Spar- und Reformbemühungen würden sofort erschlaffen, wenn Athen umschulden und dabei in der Währungsunion bleiben dürfe, warnt der EZB-Veteran.

Einige Banken haben das Szenario "Euro-Exit" durchgespielt und sind dabei zu einem negativen Ergebnis gekommen. "Weder Griechenland noch seine europäischen Partner wären besser dran, wenn Griechenland den Euro verlässt", schreiben etwa die Analysten der Bank Nomura. Es gibt drei Effekte: Erstens würde es einen Banken-Run geben, wenn Athen eine neue Währung ausgäbe, die stark abwerten würde. Millionen Griechen würden versuchen, ihre Konten leerräumen und ihr Euro-Geld in Sicherheit zu bringen. Vom Kollaps der griechischen Banken wären auch die Banken im restlichen Europa betroffen, es drohe eine europaweite Ansteckung.

Ein Euro-Austritt Griechenlands würde zweitens nicht nur die Banken, sondern auch die Realwirtschaft in Mitleidenschaft ziehen. Ausländische Geschäftspartner würden griechischen Unternehmen die Kreditlinien streichen. Der Zugang zum internationalen Kapitalmarkt würde für das Land abrupt verschlossen, deshalb müsste es sein Leistungsbilanz- und Primärdefizit schlagartig auf null reduzieren. Neuverschuldung wäre gar nicht mehr möglich. Es könnte sich manche Importe nicht mehr leisten. Dadurch drohe eine Knappheit von wichtigen Gütern wie Treibstoffen und Nahrungsmitteln, warnt Nomura. Die Importe würden stark verteuert, dies würde die Inflation anheizen.

„Knebelung durch EU-Auflage“

Als dritte gravierende Folge sehen die vor einem Austritt warnenden Fachleute die Gefahr von sozialen Unruhen und politischen Spannungen. Gewaltausbrüche würden Touristen abschrecken. Die Schweizer Bank UBS sieht zudem die Möglichkeit, dass die verbliebene Euro-Gruppe oder die EU insgesamt auf den Austritt mit Vergeltungsmaßnahmen, etwa Importzöllen, reagiere. Und auch die verbliebene Euro-Gruppe würde destabilisiert, "weil ein Tabu gebrochen würde, dass Länder nicht aus der Eurozone austreten", sagt Citigroup-Chefvolkswirt Willem Buiter. "Das würde den Druck auf die verbliebenen schwachen Länder verstärken."

Es gibt allerdings Ökonomen, die einen Euro-Austritt Athens trotzdem unter dem Strich für vorteilhaft und unausweichlich halten. Natürlich gebe es dann einen Bank-Run, sagt Ifo-Präsident Hans-Werner Sinn, die Bankbilanzen würden "verbrennen". Aber der gegenwärtige Weg, Griechenland in eine extreme reale Abwertung durch Lohn- und Preissenkungen zu schicken, provoziere ebenfalls einen Kollaps. Auch auf diesem Wege sei ein Bankenzusammenbruch zu befürchten. "Den gegenwärtigen Kurs wird die Bevölkerung nicht mehr lange mitgehen, die hat die Knebelung durch EU-Auflagen satt", meint Dirk Meyer, Professor an der Bundeswehr-Universität in Hamburg, der mehrere Austrittsszenarien entworfen hat. "Der Austritt und die Einführung einer Neuen Drachme würden für Griechenland einen politischen und ökonomischen Souveränitätsgewinn bedeuten."

Gesundung ermöglichen

Das Kernproblem Griechenlands ist nicht allein seine hohe Verschuldung, sondern vielmehr die fehlende Wettbewerbsfähigkeit. Um die überhöhten Kosten zu korrigieren, wären extreme Lohn- und Preissenkungen notwendig. "Eine reale 50-Prozent-Abwertung ist aber intern nicht möglich", schätzt Lüder Gerken, Direktor des Centrums für Europäische Politik, "daher ist eine externe Abwertung zwingend notwendig." Auch andere Krisenländer - von Mexiko im Jahr 1994, über Indonesien, Thailand und Korea 1997, Russland 1998, Brasilien 1999 bis Argentinien 2002 - hätten abgewertet. Dies sei zunächst schmerzhaft gewesen, doch habe es dann die Gesundung ermöglicht.

"Aus Sicht Athens wäre es dumm auszutreten", sagt dagegen Stefan Homburg, Finanzwissenschaftler an der Universität Hannover, "denn wenn das Land aus der Währungsunion ausscheidet, dann kann es mit keinen weiteren Bailouts mehr rechnen." Mit den permanenten Bailouts degeneriere die Währungsunion aber zu einer Rettungs- und Haftungsgemeinschaft auf Kosten Deutschlands. Das schaffe falsche Anreize sowohl für Banken wie auch für Staaten, warnt Homburg. "Es stellt sich also eher für Deutschland die Frage, ob es austritt." Kurzfristig bringe das schwere Verwerfungen, "aber längerfristig komme es für die Steuerzahler günstiger", meint er.

Quelle: F.A.Z.

10/19/2011 10:41 AM

SPIEGEL ONLINE

Leveraging the Backstop

A Trillion Euro Insurance Policy for the Common Currency

Berlin and Paris appear to be close to an agreement ahead of this weekend's euro summit. Media reports indicate that the impact of the EFSF euro backstop fund is to be increased to as much as 2 trillion euros by leveraging the fund. Meanwhile, Greece may have found a vast source of new tax revenues.

With just days to go before European Union leaders gather in Brussels for a summit aimed at finding a way out of the euro zone's ongoing debt crisis, an agreement appears to be taking shape. But renewed concerns about the state of France's fiscal health are creating fresh hurdles in the effort to save the common currency.

The *Financial Times Deutschland* reported on Tuesday evening that euro-zone leaders have come up with a plan to increase the impact of the European Financial Stability Facility (EFSF) over and above the €440 billion (\$608 billion) lending capacity it currently has. The paper said the leveraged EFSF will be able to marshal aid worth up to €1 trillion. A [similar story](#) in the British daily the *Guardian* indicated that the ceiling was to be even higher, as much as €2 trillion.

Rather than granting the EFSF a bank license, an initial idea to which there was widespread opposition, the backstop would become a kind of insurance fund providing first-loss guarantees to both public and private investors. Essentially, investors will be insured against the first 20 percent to 30 percent losses on their investments in state bonds. The move would allow the fund to stretch further than originally envisioned.

Such a leveraging of the EFSF has come to be seen as inevitable in recent weeks. Even as euro-zone parliaments were voting to expand the EFSF to its current size in September and October, a consensus had developed that, given the acceleration of the euro crisis this autumn, €440 billion would not be enough.

Unpopular in Germany

Still, the measure is likely to be unpopular in Germany. In the days leading up to the German parliamentary vote approving the original expansion in September, several lawmakers insisted that they were against any further leveraging. Indeed, Finance Minister Wolfgang Schäuble himself sought to downplay reports that the EFSF would be leveraged, though he never outright denied such speculation. The Free Democratic Party (FDP), Chancellor Angela Merkel's junior coalition partner, even threatened to strike down the EFSF expansion if a leveraging were planned.

The FDP now appears to be changing its tune. "For me it is essential that the total sum of guarantees agreed to by the Bundestag (Germany's federal parliament) not be increased," the FDP's floor leader in parliament, Rainer Brüderle, told the *Financial Times Deutschland*. The current plan would not require Germany to increase its guarantees beyond the current €211 billion.

News of the agreement came at the end of a day of significant market uncertainty after the ratings agency Moody's indicated that it may review France's current AAA rating in the coming months. The ratings agency said that France's top rating may be in danger should state money be required to recapitalize French banks to protect them from a Greek insolvency.

The announcement comes amid ongoing negotiations aimed at putting together a second bailout package for Greece. In July, euro-zone leaders had reached agreement on a €109 billion bailout fund for Athens -- in addition to the €110 billion package assembled in early 2010. But since then it has become clear that Greece needs far more than that.

Recapitalization Plan

Any new package, it has become clear, will likely include a debt haircut for Greece above the 21 percent agreed to in July. Germany has been pushing for a 50-percent cut while the European Central Bank and France have resisted. The ultimate deal, also set to be finalized at the EU summit on Sunday, will likely fall between 30 percent and 50 percent.

Given the danger that such a cut would pose to European banks in possession of Greek debt -- particularly French financial institutions -- there has been concern that EU governments would have to step in to recapitalize their banks at an immense cost to taxpayers. France, in an apparent effort to defend its AAA rating, raised the possibility that it might call on the EFSF for help -- a suggestion that angered Berlin and partially led to last week's standoff between the two countries and, some say, to the delay of the summit from last week to this Sunday.

The *Guardian* reported on Tuesday night that France and Germany had reached agreement on a recapitalization plan that envisioned a 9 percent capital ratio. The plan is in line with what the European Banking Authority expects is required. The EBA said that the total needs are not much more than €100 billion, far lower than the €200 billion International Monetary Fund head Christine Lagarde had hinted at.

Unidentified sources told the paper that French and German banks can achieve the new capital requirements on their own without help from the state or from the EFSF.

The Pursuit of Tax Evaders

In addition to increased debt relief, there are other efforts afoot to help Greece out of its current financial predicament. Horst Reichenbach, who heads the EU taskforce on Greece, told the *Financial Times Deutschland* that Athens is pursuing an agreement with Switzerland that would significantly increase Greece's ability to pursue tax evaders who have deposited money in Swiss bank accounts.

Greek citizens have deposited an estimated €200 billion in Swiss accounts, with a significant portion of that sum thought to be unreported. Experts estimate that up to €120 billion has flowed out of Greece just since the beginning of 2010, significantly reducing the lending capacity of Greek banks.

Reichenbach said the deal could emulate a similar agreement recently signed between Germany and Switzerland which requires Swiss banks to enforce taxes on deposits from Germany and resulting investment income. In return, Berlin promises not to pursue legal action against the investors or against Swiss banks.

Such a deal, Reichenbach said, "would be an excellent avenue for Greece to access a new tax revenue stream and at the same time to slow capital flight out of their own country."

- <http://www.spiegel.de/international/europe/0,1518,792641,00.html>

Charlemagne

The driver and the passenger

How a skewed Franco-German partnership upsets the euro



The Economist Oct 15th 2011 | from the print edition

WHEN Angela Merkel and Nicolas Sarkozy said last year that they wanted to change the European Union's treaties to create a permanent financial-rescue system, their colleagues soon fell into line. And when the German and French leaders this month promised a "global" plan to resolve the euro-zone crisis, the rest delayed their summit so it could be drawn up.

The "Merkozy" duumvirate annoys some: the Italians say "a global situation cannot be solved by a bilateral axis." Yet the Franco-German motor remains crucial. These days it would be more accurate to call it the Germano-French engine. Or better still, imagine a BMW motorcycle with a Peugeot sidecar; Mrs Merkel in leather trousers and Mr Sarkozy tagging along. As one senior Eurocrat puts it, the partnership serves "to hide the strength of Germany and the weakness of France."

France's fragility now directly affects the euro crisis. It has the biggest debt and deficit ratios among the euro zone's AAA-rated countries, and its banks are dangerously exposed to southern Europe. At their recent summit in Berlin, a man from *Le Monde* asked Mrs Merkel whether she was in a partnership of equals with Mr Sarkozy, "given that France and its banks have been attacked by the markets." There was no reply.

French policy in Europe has long been based on the quest for parity with Germany, politically if not economically. But the euro crisis has exposed the weakness of public finances in a country that has not run a budget surplus since 1974. Six months before a tight presidential election, Mr Sarkozy seems to be driven by one overriding objective: to preserve France's top-tier credit rating.

Fear of a downgrade has pushed him into more effort to balance the books. But it has also led to a "hug her close" policy rather like Britain's towards America: embrace the stronger partner in the hope of shaping its policies. Mr Sarkozy dare not disagree with Mrs Merkel in public, lest a row destabilises the euro and draws attention to France. This made the latest Merkozy show surreal, as Mr Sarkozy kept saying he was in "complete accord" with Mrs Merkel even though neither could say what they agreed about. A day later, Herman Van Rompuy, president of the European Council, delayed the next euro summit from October 17th to October 23rd, to "finalise our comprehensive strategy".

Almost all the elements of a solution—resolving the Greek crisis, creating a firewall round solvent sovereigns, recapitalising wobbly banks and redesigning the euro zone's rules—have run into French obstacles. In the end, though, France has usually had to yield to Germany. It refused to countenance a default by Greece, or even debt

restructuring, for fear of market contagion. Greece will get its next tranche of loans in November, even though it is bust and will miss its deficit-reduction targets. But Germany now wants to impose much greater losses on Greece's private creditors than those agreed under last July's "voluntary" deal, and looks likely to get its way.

But before burning the Greek bondholders, Europe needs a proper firewall. In July leaders agreed to let the main bail-out fund, known as the EFSF, recapitalize banks and buy bonds. The Slovakian parliament has just voted this down, although it is likely to accept it in the end. It will be harder to win approval for the vital next step: a three-, four- or perhaps fivefold increase in the fund so that it can protect Spain and Italy. National guarantees for the fund cannot be increased much for fear of endangering the rating of France and others. The European Central Bank has rejected the idea that it should lend to the EFSF. So more esoteric leveraging ideas are being considered.

Meanwhile the collapse of a Franco-Belgian banking giant, Dexia, has brought home the pressing need to recapitalize Europe's banks. France wanted to draw on the EFSF, both to present the problem as European and to share the cost with Germany. But, again, France has given in to Germany's insistence that it is for governments, first and foremost, to stump up for their banks.

Mr Sarkozy has come around to the German belief that the euro zone must offer a "vision" of deeper integration, which will require a new treaty. On this front, at least, Mr Sarkozy has won some points by getting Mrs Merkel to accept his call for economic government. At the next summit the 27 EU leaders will talk of boosting growth; then ten will leave and the 17 from the euro zone will remain to discuss the crisis. This two-tier structure will become a regular event, under proposals by Mr Van Rompuy. He will preside over both sets of meetings, though the French do not want this to be a precedent: a future president of the European Council just might hail from a non-euro country, and, horror, preside over euro-zone business.

Mr Sarkozy will see all this as a great French victory. But would such a structure have averted the euro crisis? No. The true test will be the content of the reforms. Germany will want to replicate its federal system, with tough fiscal rules and more power for the European Parliament; the French will want a mirror of the Fifth Republic, with joint bonds issued by the euro zone and executive power (and much discretion) left in the hands of leaders.

Is it Mediterranean or northern?

Nobody should count France out. Yet its ability to get its way rests on economic credibility. Is it the weakest of the strong, or strongest of the weak? This matters: a downgrade of France could fatally damage the EFSF. French economists such as Jacques Delpla say fears over the AAA status are overblown: France's perfumes will sell in emerging markets and its demography looks better than Germany's. And the French are good at taxing their citizens. Yet all this assumes, crucially, that Italy or Spain do not implode. So the big doubt remains: if Germany decides to commit a lot more money to save the euro, can France afford to as well?

We are the 99%

Straining for the populist mandate

The Economist Oct 14th 2011, 13:21 by W.W. | IOWA CITY

A SERIES of tweets yesterday from Chris Hayes, presenter of MSNBC's "Up With Chris Hayes", about the "We are the 99%" rhetoric associated with the Occupy Wall Street movement led me to a perhaps obvious thought I think is nonetheless worth pursuing toward some non-obvious conclusions.

Mr Hayes [says](#), "I think the 99% message is brilliant, true and gets at something profound and widely shared by folks who aren't liberals." In response to this, and an earlier message from Mr Hayes defending polarisation, David Roberts of Grist [tweeted](#): "But polarizing who against who? That's the contest right now. Is it right v. left or 99% v. 1%. Framing battle in realtime..." And Mr Hayes [replied](#): "exactly. I'm saying that very powerful interests will brand this as 'left' rather than 99%. We should be clear eyed about that."

But isn't it *true* that the Occupy Wall Street movement and the "We are the 99%" message are creations of the left and embraced predominantly by the left? When Mr Hayes says that the 99% message is brilliant and true, what does he have in mind? I suppose it is that our political economy is rigged, especially with regard to financial economy, to benefit a relatively small number of powerful people at the top of the income distribution. I think this belief is indeed "widely shared by folks who aren't liberals". For example, I believe it, and I'm not a liberal in the sense Mr Hayes intends. Certainly, conservatives affiliated with the tea-party movement have vehemently attacked the bank bail-outs during the financial crisis, and the belief that the bail-outs were necessary to contain the financial crisis has become something of an albatross for Republican office-seekers. Still, perusing the "[We are the 99%](#)" Tumblr, it's hard not to conclude that the participants are not future Mitt Romney supporters. Which raises the obvious question: If "we" really are the 99%, why have we failed to use our overwhelming democratic heft to set in place reforms that would unrig the system and put the 1% in their place? The obvious answer there is a great deal of ideological disagreement within the lower 99% of the income distribution, and even if a large majority agrees that Wall Street is ripping off the nation, there is no consensus about what should be done about it.

When Mr Hayes says that "very powerful interests will brand this as 'left' rather than 99%", he is right, if by "very powerful interests" he means "all the Americans who recognise that the 99%-er message is coming almost entirely from the left". This is certainly a large and powerful group, commonly known as "Republicans". Leaders of the tea-party movement early on went out of their way to insist that theirs is an ideologically ecumenical movement, but I think we all knew this was nonsense. Similarly, there is no real framing battle over the Occupy Wall Street/99% movement. It *is* a movement of the left, even if antagonism toward Wall Street is a bipartisan passion.

Why then do smart progressives like Mr Hayes want to insist that the "We are the 99%" message is a non-partisan one? Well, a populist mandate is nice to have. Progressives have seen the electoral consequences of the tea-party movement's successful occupation of the populist low-ground, and they'd like to occupy it for a little while, too, perhaps to similar electoral effect. But there's more to it than that. The 99% message is an economic class-war message, even if it puts all but 1% of us on the righteous side of the class divide. Economic class-war messages are of the left just as surely as American-authenticity culture-war messages are of the right. Moreover, the "we are the 99%" rhetoric nicely reinforces what I like to call the "progressive master narrative", according to which runaway economic inequality enables an enormously wealthy elite to gut our democratic institutions and bend them to their mean designs, overriding the authentic will of the many. If it happens that a majority of Americans oppose the particular policies that progressives favour, this is just evidence that our democracy has been largely captured by the rich already. If conservative populism expresses any authentic, native ideological instincts, it has been co-opted by plutocrat running dogs like Americans for Prosperity, the likes of whom also blind the public to the really crucial truth: that there *really is* a class war—that it really is us, the 99%, against the crooked, opulent remainder. That's the objective reality of the situation. If we fail to see it, we're probably being used. Those who would resist the "99% v 1%" framing in favour of the "left v right"

framing are probably unwitting tools acting against their own objective interests. That the "left v right" framing seems so *obvious* only goes to show just how low we've been brought. So, Obama 2012!

(Photo credit: AFP)

French Campaign Taking Shape as 3-Person Collision

By [NICOLA CLARK](#)

PARIS — With just six months to go before presidential elections here, the cast of major candidates vying to unseat the French leader, [Nicolas Sarkozy](#), has now been assembled.

But even as Mr. Sarkozy's unpopularity with voters continues to plumb new depths, the outcome of the contest remains far from clear, with rivals to his left and right hoping to exploit a deepening public disquiet over the ongoing euro crisis.

François Hollande, a moderate Socialist who secured his party's nomination in a decisive runoff on Sunday, is the overall favorite in opinion polls, which project him winning just under a third of the vote if the election's first round — slated for April 22 — were held today, compared with just under 25 percent for Mr. Sarkozy.

But the worsening economic crisis has also mobilized [France's](#) isolationist far right, with Marine Le Pen, the leader of the National Front, seen grabbing nearly 20 percent of the vote.

“In the current context of international economic crisis and rising anxiety about the dismantling of social protections, all of the elements are in place for a head-on collision between the left and the right,” said Bruno Cautrès, a public opinion specialist at the Center for Political Research at the Institut d'Études Politiques, or Sciences Po, in Paris.

The Socialists — who have elected only one president, François Mitterrand, in the last half century — can almost taste victory after leftists won a majority in the French Senate last month. But Mr. Hollande, 57, said this week that he was preparing for a “fierce battle” with Mr. Sarkozy and Ms. Le Pen in the months ahead, observing that the French right had “nothing to lose, except that which is most dear to it, namely, power.”

In recent months, Mr. Sarkozy has sought to portray Mr. Hollande as an opportunist, quick to change his positions for the sake of political expediency. Likening the Socialist candidate to a cube of sugar, the president has said, “When you put it in a glass of water, it dissolves into nothing.”

Mr. Sarkozy, has yet to announce his candidacy, focusing his attention for the moment largely on the protracted [European debt crisis](#) and on shoring up investors' withering confidence in French and European banks. But his campaign, expected to begin in earnest in the new year, risks being marred by two separate campaign-financing scandals involving his Union for a Popular Movement party that threaten to implicate several of his close associates.

Mr. Hollande presents himself as the “anti-Sarkozy,” an easygoing and witty “Mr. Normal” who eschews chauffer-driven limousines in favor of his own motor scooter. It is a deliberate contrast to the frenetic Mr. Sarkozy, prone to extravagance in his personal tastes and who has embroiled the French more in his private life than many people find comfortable. At 56, he is awaiting the birth of a child with his third wife, the singer Carla Bruni-Sarkozy.

The son of a doctor and a social worker, Mr. Hollande was educated at France's most elite law and business schools. Yet his rivals consistently point to his inexperience in government. He was the Socialist Party's leader for a decade until 2008, but he has never been a government minister or run a business. He is a member of Parliament and the president of the regional department of Corrèze, a rural area best known for its connections to former President Jacques Chirac, with whom Mr. Hollande has warm relations.

Mr. Hollande inherited a region steeped in debts, many of them from Chirac-initiated infrastructure projects, and is considered to have managed the budget well. But Corrèze is one of the smallest departments in France and does not really compare with governing a nation that sits on the United Nations Security Council, possesses nuclear weapons.

Foreign affairs barely entered the Socialist Party's primary and its televised debates, and Mr. Hollande is considered something of a work in progress and is virtually unknown outside France. But foreign policy, which Mr. Sarkozy considers one of his strengths, is a prime prerogative of the French president.

Ms. Le Pen's National Front, meanwhile, has drawn much of its strength from a general, and growing, distrust of mainstream politicians. (A TNS Sofres poll published in late September found that 72 percent of the French believe their politicians are corrupt.) It also feeds off of fears among France's urban working class — exacerbated by the current economic crisis — of being displaced by a steady influx of immigrants, largely Muslim, and lower-wage workers in countries like China and India, as well as some of the newer, eastern member states of the European Union.

Ms. Le Pen, 43, has sought to burnish the image of the National Front, playing down the anti-Semitism that was a hallmark of her father, [Jean-Marie Le Pen](#), and barring “skinheads” and those sporting military fatigues or combat boots — the stereotypical uniform of the far-right youth — from party rallies.

Yet she has continued to attack French Muslims for their supposed unwillingness to assimilate into French society and accept French values, including secularism. She has also challenged the right of the E.U. to dictate policy to member states, vowed — if elected — to leave the euro zone and restore the French franc, and even to pull out of the U.S.-led NATO military alliance.

Analysts cautioned that it would likely be several more months before Mr. Sarkozy, a bare-knuckled campaigner, formally announces his candidacy — making it still hard to predict whether the president would be more vulnerable to the challenge from the Socialists or the National Front.

But few were willing to rule out the possibility, however slight, of Ms. Le Pen rallying enough support to make it into a runoff against either Mr. Sarkozy or Mr. Hollande.

“We will have to wait until the lion emerges from his cage,” said Mr. Cautrès, referring to Mr. Sarkozy. “At this point, I don't think we can exclude anything outright.”

Steven Erlanger contributed reporting.

Countless Grievances, One Thread: We're Angry

By [MARC LACEY](#)

PHOENIX — Ken Alandt's guitar, which he covered with bumper stickers and waved in the air at the Occupy Phoenix protest on Monday, is a symbol of the movement itself — a mélange of disparate causes, all of which prompt his blood to boil.

Mr. Alandt, 53, an out-of-work stagehand and one of hundreds participating in Phoenix's version of [Occupy Wall Street](#), is furious that people are dying in foreign wars. He is angry that medical [marijuana](#) was still considered illegal despite Arizona voters' approval of it. He is livid about his lot in life.

"Bro, I have been lied to so many times that I don't know who to believe," Mr. Alandt said. "All the world's problems run downhill, and I'm at the bottom."

Protesters have taken to the streets and parks in cities across America, and in foreign capitals to boot, all under the banner of the Occupy movement. But not every group that has embraced the name, nor every individual who answers its call, necessarily marches in the same contentious lockstep.

While the protesters seem united in feeling that the system is stacked against them, with the rules written to benefit the rich and the connected, they are also just as often angry about issues closer to home, like education and the local environment. Each gathering bubbles up from its own particular city's stew of circumstances and grievances, and the protesters bring along their pantheons of saints and villains.

"Peace activists, indigenous rights activists, immigrant activists — they're all here," said Liz Hourican, 40, who belongs to the antiwar group Code Pink and was scrawling a message in pink chalk on a sidewalk in downtown Phoenix, calling on American troops to come home. "It may sound different to you, but it's all the same. We're all stepping up and saying something's wrong."

There may be no common manifesto or list of goals — something that has drawn criticism from both inside and outside the movement — but there is one common thread: anger. Some have looked for jobs for months; others have lost their homes to foreclosure. Angry, they all are.

"What brings me out here? Outrage — outrage with what's going on in this country," said Lucy Horwitz, 79, who participated in Occupy Los Angeles. "Right now, the first issue on my mind is that corporations can buy congressmen."

In Lower Manhattan on Monday afternoon, protesters were drawn by a vast array of concerns: stark [income inequality](#) in the city, their family's suffering from salary cuts, the embarrassment of resorting to food stamps despite working 40 hours a week.

Kay Merryweather, 34, an artist on the Lower East Side, volunteers at Trinity Church, giving out food. She said that during the financial crisis, when banks were receiving bailouts and financial executives were receiving multimillion-dollar bonuses, the church often ran out before the long lines of working poor were fed. "The bankers were getting all of these millions," Ms. Merryweather said. "And we didn't have enough food."

But not far away, Benny Zable, 66, a longtime activist, was protesting while wearing a gas mask and a suit that read "Work Consume Be Silent Die." He said his outrage came from the heedlessness of economic growth. "It's the greed factor," Mr. Zable said.

In Chicago, where 175 protesters were arrested over the weekend for curfew violations, a crowd outside the Federal Reserve Bank marched to the beat of improvised drums. "Education is a part of it; housing is a part of it; jobs are a part of it," said Maryem Alyhabib, 34, who left her three children with her mother to protest for an hour and a half on Monday for the first time.

Without the symbolic power of a Wall Street, many local activists have improvised by occupying parks, street corners, always someplace with a link to the power structure they denounce. The many arrests that have taken place across the country have linked protesters in spirit.

“Just because you’re not on Wall Street doesn’t mean you’re not affected by what they do and the decisions that they make,” said Daniel Saltzman, 23, who was cited on a charge of criminal trespass over the weekend at Occupy Tucson. “Unfortunately, we don’t have the money to fly to New York, but we still can make a difference in our community.”

Some protesters in Phoenix shifted on Monday from a park near downtown to the State Capitol, where Michele Bachmann of Minnesota, a Republican presidential candidate, was meeting with local politicians who favor building more border fences.

Russell Pearce, the president of the Arizona State Senate, the Republican who has led the state’s [immigration](#) crackdown, dismissed the protesters. “Even the anarchists have a right to march down the street and hate America,” he said in an interview.

In Boston, a hub of colleges and universities, a higher education theme emerged among protesters. “What did I spend the last four years doing?” asked Becky De Freitas, a recent graduate of Gordon College in Wenham, Mass. “Fluent in Mandarin and French and no one wants to go for that? And it’s like, now what?”

In Atlanta, protesters marched to the intersection of Peachtree and Mitchell Streets, where many businesses have closed. “That block of businesses is a microcosm of everywhere,” said Sara Amis, 42, a writing instructor at the University of Georgia. “These problems are everywhere. What happened at Peachtree and Mitchell is happening all over the state, all over the country, and all over the world.”

In London, where thousands of protesters occupy a space under the soaring dome of St. Paul’s Cathedral in the city’s financial district, a bearded man in a Greenpeace jacket, George Barda, 35, engaged in a heated debate with a passer-by, Naveed Somani, 24, who works in development for the Commonwealth Secretariat, an intergovernmental organization.

Mr. Somani had stopped to express skepticism that such a nebulous movement could succeed. Mr. Barda said he hoped that all the Occupy protests around the world would unite, in time, to lay out concrete aims. “What we need to do is come up with demands that are common sense, inevitable,” Mr. Barda said.

Mr. Somani countered, “It’s nice to have a romantic fantasy.”

The ad hoc nature of the protests led to some discord.

Jean Marie Simpson, an actor and peace activist, objected when her fellow demonstrators at Occupy Tucson surrounded a man who had assailed the movement, shouting at him and thrusting signs in his face. “I left disappointed and disillusioned,” she said of her fellow occupiers.

But the inclusive nature of the movement, many said, gave it its strength. In Occupy Los Angeles, mothers from Malibu gathered outside City Hall with homeless people who took advantage of the free food offered in a tent city that is growing by the day.

“Everyone is here for very separate reasons, and that’s one of the reasons that this movement works,” said Sam Agger, an Occupy Tucson participant.

Reporting was contributed by Ford Burkhart, Michelle A. Monroe and Kellie Mejdrich from Tucson; Jess Bidgood from Boston; Steven Yaccino from Chicago; Ian Lovett from Los Angeles; Isolde Raftery from Seattle; Dan Frosch from Denver; Robbie Brown from Atlanta; Ravi Somaiya from London; and Cara Buckley from New York.

The Psychology of Occupy Wall Street

Introduction



Clockwise from top left: Amanda Lucidon/for The New York Times; Scott

Nelson for The New York Times; Emmanuel Dunand, via Agence France-Presse — Getty Images; Louisa Gouliamaki, via Agence France-Presse — Getty Images

Inspired to take to the streets, clockwise from top left: Tea Party supporters, Egyptians during the Arab Spring, Wall Street occupiers and Greek civil workers.

For [an article in The New York Times](#) this week, reporters tried to find a common thread among the protesters in the Occupy movement in New York, Chicago, Boston, Atlanta, London, Phoenix, Tucson and Los Angeles. They found one: everyone is angry.

When it's boiled down to that, it sounds a lot like other populist uprisings, from the French Revolution to the Arab Spring, from the 1773 Tea Party to [the 2009 one](#). Is the psychology behind Occupy Wall Street more complex than this snapshot? Have the Occupy protests tapped into some widespread need, for catharsis or venting or something else?

Battle for a Holdout City Stalls Healing in Libya

By [KAREEM FAHIM](#)

SURT, Libya — The commander, defying a shower of bullets, urged his men to train their heavy weapons on a nest of pro-Qaddafi snipers in a school down the street. But then someone said that the loyalists had asked to surrender, and he told his men to hold their fire. It was a hopeful moment. After weeks of violence, the fighters were exhausted, the city was destroyed and hundreds of civilians were trapped in their homes in the area.

But someone fired shots and the moment passed. The commander, Ali Imrakibi, declared that there would be no truce. “They can’t be trusted,” he said during the fighting on Thursday. “They’re all traitors.”

The [battle for Surt](#) was supposed to be a postscript to the Libyan conflict, a moment before revolutionaries unified the country and started the process of electing a government. Instead, it has stretched into one of the war’s most bitter periods, threatening the prospects for reconciliation as new tales of violence and revenge have drifted through the country.

While the long fight is now winding down, it has underscored the problem Libya’s weak transitional government faces as it tries to stitch together a country divided by the war into competing regions and factions and racked by the vendettas emerging after Col. [Muammar el-Qaddafi](#)’s four decades of bizarre and oppressive rule.

High on the agenda of Secretary of State [Hillary Rodham Clinton](#) for her surprise visit to Libya on Tuesday was a discussion of ways to heal the fissures, to protect civilians from human rights abuses at the hands of unaccountable militias and to help the provisional government establish political control of the country. As the weeks go by, and with Colonel Qaddafi still at large, these tasks are beginning to seem formidable.

As Mrs. Clinton said before meeting with Libya’s new leaders, “Now the hard part begins.”

The problems seem to multiply by the day. After months of relative calm in the east, former rebel leaders have been caught off guard by the depth of the divisions in western Libya, where the colonel’s policy of playing favorites and stoking rivalries has resulted in a series of violent confrontations.

The question of loyalty to the old government has fueled a series of tribal, racial and ethnic disputes, pitting Arab villages against Berber hamlets, militias from the mountains against those from the coast and lighter-skinned Libyans against their black neighbors.

The new authorities have presided over their own divisive policies, failing to curb [harassment and violence against black people](#) in the territory they control or to rein in their militiamen, some of whom have looted or burned loyalist homes and mimicked the techniques of the former government by detaining suspects arbitrarily and [torturing prisoners](#).

Fathi Terbil, a lawyer whose detention in February set off the Libyan uprising, said he was frustrated by the reports of torture.

“These violations will make people hate the revolution,” said Mr. Terbil, who is also a member of the transitional government.

After Surt finally falls, the chairman of the Transitional National Council, Mustafa Abdel-Jalil, is supposed to declare the country liberated, starting a timetable that will lead to elections for a national council within eight months and an elected government of an unknown complexion a year after that.

That process is likely to bring its own sticking points, questions about how different parts of the country should be represented in the national council, including cities like Surt that supported the former government.

For the moment, though, civilian rule still feels far away. The fighting has given the country a martial character, marked by men in fatigues, religious battle cries and the suspicions nurtured by war.

Tripoli’s impoverished Abu Salim neighborhood was recovering on Saturday from [a virtual invasion the day before](#) by anti-Qaddafi militiamen who claimed that they had been fired upon by armed supporters of Colonel Qaddafi holding a demonstration.

Residents of the neighborhood told a different story. They said that on Friday a group of 20 or so unarmed young men had held a pro-Qaddafi rally, and that the anti-Qaddafi fighters had responded with gunfire. There were no signs of armed resistance to the anti-Qaddafi fighters, who had no obvious single commander and who fired heavy weapons repeatedly at the apartment blocks where the demonstration was supposed to have taken place.

“We want change,” said Nasser Salah, a longtime resident of the area, as he watched a group of fighters fire their weapons in a courtyard next to his apartment. “We want a good life. But not like this.”

The next day, the fighters returned to the residential neighborhood, a new front line, aiming antiaircraft guns at the buildings as their colleagues kicked down doors while searching houses for weapons. There was little sympathy for the idea that Colonel Qaddafi’s partisans had any right to demonstrate.

“The blood is still flowing,” said Hisham Krekshi, the deputy chairman of a local council working under the new government. “It is too soon.”

The legacy of mistrust was starkly apparent on the outskirts of Surt last week, where fleeing residents said they had been afraid to leave the city, convinced by the former government that the anti-Qaddafi fighters were waiting to steal from them, or worse.

At the same time, the former rebels treated nearly every man as a potential enemy. Fighters wandered down the halls of Surt’s hospital, interrogating patients. At a checkpoint on the edge of town, young fighters questioned residents who were leaving, focusing on a man driving alone in a Volkswagen.

A few of the fighters grabbed him by his collar, examining his neck, where they found burns. “My house is on fire,” the man said. They rifled through his belongings, holding up an X-ray and plastic ties that the fighters suspected were used as handcuffs.

“You’re not clean,” a young anti-Qaddafi fighter told the man.

“I swear to God, I am,” the man replied. “My hands aren’t stained with blood.”

“You don’t know God,” the fighter said, and told him to be quiet.

On the streets of the shattered city, some rivalries gained new steam. Fighters from Misurata who favor virile phrases to describe their town — like “factory of men” — chided their colleagues from the eastern city of Benghazi for lacking bravery. The Benghazi fighters complained that they were often left to face the pro-Qaddafi soldiers alone.

Disorganized, they accidentally fired at one another from behind their own lines. Then many were killed or wounded during a fight that their leaders had repeatedly promised would end quickly.

The battle in Surt turned nearly two weeks ago, after a prolonged stalemate, when the anti-Qaddafi fighters laid siege to an enormous convention center that the pro-Qaddafi troops had used as a base.

The former rebels said they had held off their advance for fear of harming civilians trapped in the fighting. There was no sign of restraint as they shelled the conference center, some nearby apartment blocks and the city beyond.

“Surt is on fire,” said Jamal Tunally, a fighter from Misurata who sat with his son, Mustafa, watching tanks pound a group of apartment buildings as they waited for a path into the city on Oct. 7. “A lovely view.”

A day later, the elder Mr. Tunally was dead, killed by a mortar shell that landed in a crowd, and his son had moved on to fight in the narrow confines of the center of the city.

The opposing forces could not have been more different. The loyalists, disciplined but hemmed into an ever-shrinking corner of the city, held off hundreds of their opponents with steady sniper fire and precise mortar and rocket strikes.

The loyalists’ refusal to surrender led the former rebels to speculate that they were guarding Colonel Qaddafi, or one of his sons. The bodies of executed men, discovered as the former rebels advanced, raised the possibility that they were fighting for their lives.

Men like Mr. Imrakibi, who runs a successful business in Benghazi renting funeral tents, led the former rebels. Bravely, his men, some of whom had not been home in months, followed him into the sniper fire. They attacked with overwhelming firepower but little discipline.

After a week of trying, on Monday, they finally stormed the school.

Un vrai risque de scission au sein de l'Union

Par [Jean-Pierre Robin](#) Publié le 18/10/2011 à 21:27

L'avertissement de Moody's rappelle que la France est le plus fragile pays de la zone euro noté d'un «triple A». La dégradation de sa note affaiblirait l'union monétaire, y compris l'Allemagne.

C'était un secret de Polichinelle. Des six pays de la zone euro bénéficiant actuellement de la note «**triple A**» (Allemagne, Autriche, Finlande, France, Luxembourg et Pays-Bas), chacun savait que l'Hexagone était le plus fragile. Et pour deux raisons majeures, aussi visibles l'une et l'autre que le nez au milieu du visage.

Tout d'abord notre pays est le seul du «club des six» à ne pas équilibrer ses comptes publics, quand on fait abstraction de la charge de la dette (le paiement des intérêts annuels à nos créanciers). La France continue d'afficher «un déficit primaire», selon l'expression appropriée. Cela montre que le travail d'assainissement est très loin d'être achevé. On notera, par exemple, que **l'Italie** se trouve aujourd'hui en situation d'«excédent primaire», même si la péninsule reste plombée par un niveau de dette largement supérieur, rançon d'un passé de mauvaise gestion budgétaire encore plus ancien que le nôtre.

Second handicap, et qui nous distingue des cinq autres membres du club «triple A», la France est la seule à enregistrer un déficit de ses comptes extérieurs. Le déséquilibre entre nos exportations et nos importations atteste un manque de compétitivité inquiétant. En clair, si l'économie française ne faisait pas partie d'une union monétaire, elle aurait aujourd'hui intérêt à dévaluer sa monnaie. Elle y serait même contrainte par les marchés.

Mais que Paris puisse perdre à l'avenir son précieux «triple A» et ce serait en premier lieu l'ensemble de la zone euro qui s'en trouverait affaiblie. Y compris **l'Allemagne**. Outre-Rhin, on redoute tout particulièrement un tel effet de contagion. Le professeur Hans-Werner Sinn, président de l'institut de conjoncture Ifo, par ailleurs très critique sur le fonctionnement actuel de la **zone euro**, vient d'en apporter une démonstration éclatante.

Un modèle à redéfinir

Dans une étude toute récente («Les dix commandements pour sauver l'euro»), il constate que le coût de l'assurance sur les Bunds à dix ans a décuplé depuis la crise de l'euro, pour atteindre 1,2 %. La faute en incombe, dit-il, aux charges qui pèsent désormais sur l'Allemagne, principal bailleur de fonds des plans de sauvetage en faveur de ses partenaires de l'Euroland. Cette facture s'alourdirait un peu plus si la France se trouvait elle-même dégradée. **L'avertissement de Moody's** relance plus encore le débat sur la politique économique française. En désignant Paris comme le maillon faible des «triples A», l'agence de notation met en exergue le double déficit, interne et externe, qui est notre marque. Et, de ces deux déséquilibres, le plus angossant est à coup sûr l'incapacité du «made in France» à trouver sa place sous le soleil de l'euro.

Par rapport à ses voisins «triple A» - véritable «zone mark» au sein de l'union monétaire -, la France se distingue sur un autre point. Jamais au cours de son histoire moderne, depuis la Première Guerre mondiale, elle n'a réussi à établir un pacte social où la compétitivité occupe une place centrale. Tels les fameux accords de Wassenaar de 1982 aux Pays-Bas, pour sortir du sempiternel modèle germanique, en réalité celui de toute l'Europe du Nord. Plutôt que de vouloir «réenchanter le rêve français», qui n'a cessé d'être à côté de la plaque, voici le véritable défi.

Berechtigter Warnschuss

Frankreich könnte seinen Platz im Klub der höchstbewerteten Schuldner verlieren. Die Franzosen verweisen zwar auf das zarte Pflänzchen Wachstum, doch sie trampeln darauf herum.

Von [Christian Schubert](#)

FAZ 19.10.2011 2011-10-19T08:48:00+0200

Die Ratingagentur Moody's hat Richtung Frankreich einen berechtigten Warnschuss abgegeben. Das Nachbarland könnte seinen Platz im Klub der höchstbewerteten Schuldner verlieren. Frankreich sitzt auf hohen Altschulden und nimmt weiterhin umfangreiche neue Verbindlichkeiten auf. Warum meinen die Franzosen eigentlich ihr Haushaltsdefizit langsamer zurückführen zu können als die Italiener? Sie verweisen auf das zarte Pflänzchen Wachstum, das nicht verwelken dürfe. Doch die Regierung trampelt selbst mit der hohen Steuer- und Abgabenlast darauf herum.

Viele Ausgabensenkungen sind allenfalls halbherzig. Mehr als die Hälfte der Einsparungen aus öffentlichen Stellenkürzungen gibt Präsident Nicolas Sarkozy an die Beamten durch Gehaltserhöhungen zurück. Zudem Gleichzeitighören die lokalen Gebietskörperschaften nicht auf, Beschäftigte einzustellen. Der wahre Grund für dieses Durchwursteln ist die Präsidentenwahl 2012. Sarkozy will den Wählern jetzt nicht mehr weh tun. Doch in diesem turbulenten Herbst des Jahres 2011 geht es um mehr als das Überleben einzelner Regierungen. Die Euro-Retterei funktioniert jedenfalls nicht, wenn Deutschland auch noch der Partner Frankreich wegbrechen würde.

Quelle: F. A. Z.

Germany Lowers Expectations for E.U. Summit

By [STEPHEN CASTLE](#) AND [LIZ ALDERMAN](#)

BRUSSELS — At the start of a crucial week for [the euro](#), Germany sought Monday to play down expectations of a decisive breakthrough at a summit meeting of [European Union](#) leaders this weekend, indicating that an emerging five-point plan designed to end the euro zone's [sovereign debt crisis](#) could take months to implement.

The comments by German officials suggested that governments still face formidable obstacles in forming a plan to strengthen European banks, increase the firepower of the E.U. bailout fund and require private investors to take on more of the burden of Greece's rescue.

Germany and France have yet to resolve their differences about how best to recapitalize the banks, and the banks have yet to agree to the idea of raising more capital — while at the same time contributing more toward the Greek bailout.

Germany and France are also at odds over proposals to leverage the €440 billion, or \$605 billion, bailout fund, the European Financial Stability Facility, so it could deploy up to €2 trillion in support to ailing governments and banks.

During a news conference Monday, a spokesman for Chancellor [Angela Merkel](#), Steffen Seibert, said Mrs. Merkel had pointed out that “the dreams that are once again cropping up, that by Monday this package will have solved everything and it will all be over, once again cannot be fulfilled. These are important working steps on a long path. This is a path that with certainty runs far into next year and also additional working steps will have to follow.”

The German finance minister, Wolfgang Schäuble, said the “definitive solution” would not be forthcoming at the meeting, but added, “We want to get rid of the market uncertainty with the five elements.”

The five-point plan is based loosely on proposals outlined by the European Commission president, José Manuel Barroso, that would see Greece's debt put on a sustainable footing; increase the heft of the E.F.S.F.; add capital to the banks; develop measures to promote economic growth; and strengthen the economic management of the euro zone.

The financial markets are expecting a significant package of measures to emerge from this weekend's summit meeting or, at the very latest, by Nov. 3-4, when leaders of the [Group of 20](#) countries meet in Cannes.

The weekend of talks is to start Friday night, when euro zone finance ministers gather in Brussels. They should be able to agree on the release of €8 billion in aid to Greece from the country's first bailout, and without which the government could default in November.

More problematic is how much more private investors should contribute toward a second Greek bailout, negotiated July 21. Because of changes in market conditions, officials say that the banks now need to increase their contribution to meet the losses they agreed to accept.

But pressure is mounting to bring the banks' haircut to perhaps 50 percent.

If that is agreed to, policy makers need to ensure that E.U. banks can withstand the losses. While German banks have been divesting themselves of large amounts of debt from Greece and other southern European governments, French institutions have not been doing likewise, according to a European official speaking on condition of anonymity because of the sensitivity of the issue.

Equally worrying is the risk that a big write-down of Greek debt would unleash a fresh market assault on Italian or Spanish bonds. On Monday, European stocks fell and the euro slid from a one-month high against the dollar, down 0.8 percent to \$1.3787.

After meeting with his counterparts in Germany, France and other countries last weekend at a meeting of G-20 finance officials in Paris, the U.S. Treasury secretary, Timothy F. Geithner, said the Europeans' main goal was to make sure the plan to be presented Sunday would convince markets that the troubles in Greece would not spread to Spain and Italy.

“The stakes are high,” Mr. Geithner said. “They have come to recognize that if you underdo it, it can be expensive, and if you let the momentum build against you, it's hard to arrest.”

Mr. Geithner and President Barack Obama have started to put more blame on Europe for America's own economic woes, warning that a failure to contain the sovereign debt crisis could aggravate the U.S. downturn.

But Mrs. Merkel and a number other Europeans say the Americans are hardly in a position to lecture them, given that the global financial crisis started on Wall Street. Mrs. Merkel said last week that it was unacceptable for critics to press Europe for bolder action while refusing to endorse a plan designed to rein in market attacks on banks and troubled European countries through a new tax on financial transactions.

Liz Alderman reported from Paris. Nicholas Kulish contributed reporting from Berlin.

Bureaucracy in Greece Defies Efforts to Cut It

By [SUZANNE DALEY](#)

ATHENS — Stories of eye-popping waste and abuse of power among [Greece's](#) bureaucrats are legion, including officials who hire their wives, and managers who submit \$38,000 bills for office curtains.

The work force in Greece's Parliament is so bloated, according to a local press investigation, that some employees do not even bother to come to work because there are not enough places for all of them to sit.

But as Europe looks for any sign of hope that Greece is on the road to reform, there are growing concerns about its ability — and willingness — to trim its payroll, a crucial element in bringing expenses under control enough to win continued international financing.

This week, the government's resolve will be tested once again. Greece's two major umbrella unions have called for a rare 48-hour general strike, and several critical austerity measures are coming up for votes in Parliament, including [one that would cut 30,000 public-sector jobs](#).

Some experts believe that Greece could reap significant savings by reducing its bureaucracy, which employs one out of five workers in the country and by some estimates could be trimmed by as much as a third without materially affecting services. But though salaries have been cut, the government has yet to lay off anyone.

The main reason is also one of the very reasons that Greece got into trouble in the first place: The government is in many ways an army of patronage appointments built up over decades. When election time rolls around, state workers become campaign workers, and their reach is enormous. There are so many of them that almost every family has one.

This puts the Socialist prime minister, [George A. Papandreou](#), or any other Greek leader, in a tough spot: There can be little upside to cutting jobs precisely when the government most needs support for unpopular budget-cutting actions.

“There is a political cost to these reforms,” said Nickolaos G. Travlos, an economist at the Alba Graduate Business School in Athens. “These workers are opinion leaders in their communities. And they are busy blaming the government, especially a Socialist government that is supposed to protect them.”

They are also well organized. This week's general strike follows weeks of smaller strikes, rallies, sit-ins and a blockade of the Athens landfill that has left piles of garbage rotting in the streets. When [auditors from the “troika”](#) — the International Monetary Fund, the European Central Bank and the European Commission — arrived last month at the Finance Ministry, workers blocked their entry.

In four days of tense negotiations, the auditors pushed hard for cutting the bureaucracy. Still, the plan to cut 30,000 jobs is modest by any measure. It amounts to about 4 percent of the public work force and would affect mostly people close to retirement. They would get a soft landing, too: 60 percent of their pay for a year while they remain in a “reserve” pool. After that, those who did not retire or find another job in the administration would be laid off.

The government has about 700,000 employees and 80,000 more who work for government-owned entities like the power company. Thirty years ago, experts say, the public sector was about one-third that size. (Until a census was carried out last year, however, government officials admitted they did not really know how many employees they had.)

Even if the new plan passes, it may yet run into legal challenges. Greece's Constitution grants its public servants lifetime tenure, a situation that may go a long way toward explaining their indifferent attitude toward getting things done or switching to efficient practices.

Some ministries still have employees whose sole job is to record the arrival of documents in a ledger. “It's crazy,” said Nikos Hlepas, an expert on public administration at the University of Athens. “That's their whole job even though today we have e-mail.”

But taking action against public sector workers can be costly, experts point out. For instance, many suspect that tax collectors, vital to the government's efforts to raise more revenues, have been on a work slowdown. The collectors, who like all public servants were hit with salary cuts, completed fewer audits this year than last year.

The head of the tax collectors' union, Yiannis Grivas, said the problems were due to the introduction of a new computer system. But Mr. Grivas did not hesitate to warn that there would be a slowdown and more strikes if there were layoffs.

"If they do that, there will be repercussions," he said. "There is always the human element."

Government officials say they are ready to get tough with unions that do not cooperate. They are also promising a major overhaul of the bureaucracy to be undertaken with help from international experts so that they can end the favoritism that has prevailed.

Elias Mossialos, the government spokesman, said reforms would include new disciplinary procedures and the elimination of the practice of virtually automatic promotion based on years of service. In some departments, Mr. Mossialos said, large numbers of employees had reached the highest ranks and pay grades.

"We are going to re-establish a hierarchy," he said. "And there will be cost savings in it, too."

Whether the right workers will be laid off remains an open question. "A lot of people in the government are terrified," Mr. Hlepas said. "They don't think any of those people over in Parliament are going to go. They think the ones that do the work will get cut."

Thomas Tsamatsoulis, 41, who works for the Greek equivalent of the Federal Aviation Administration, said he found himself on an early list headed for the reserve pool, though he had been sent to the United States for electronics training and now has a skill that is rare in his agency. At the same time, Mr. Tsamatsoulis said, the agency, which has just two airplanes, has more than 15 pilots.

"You want to believe the government will do this right," he said. "But it is very difficult. It's not how it has worked in the past. It's all about who you know."

Greece's bureaucracy has been growing steadily since democracy was reinstated in 1974, with each new administration adding its supporters to the payroll — and wages rising steeply in the past decade, experts say.

"There was really a party going on," said Yannis Stournaras, an economist and the director of the Foundation for Economic and Industrial Research in Athens. "The government kept adding bonuses and benefits and pensions. At election time there was a boom cycle as they handed out jobs."

"Now they need to cut," he added. "But they have already lost precious time."

Stories of excesses abound. Mr. Papandreou told Parliament that one of his ministers found a predecessor's \$38,000 bill for curtains when the Socialists returned to power in 2009. Mr. Mossialos said he found that his own ministry, for media and communication, was spending \$750,000 a year for office space for just 11 people.

But some experts question whether the culture of bloat and favoritism will ever be conquered. Last month, for instance, Anna Diamantopoulou, the education minister, proposed appointing 150 young supporters of Mr. Papandreou's party, Pasok, to her ministry's Youth Institute, but the project was canceled after critical media reports. Ms. Diamantopoulou's spokesman said the jobs would have been paid for by the European Union, but were eliminated after a budget review.

Niki Kitsantonis and Dimitris Bounias contributed reporting.

Griechenland: Der Schuldenschnitt und die Folgen

Langsam nähern sich die Staaten der wohl unvermeidlichen Einsicht, dass Griechenland ohne eine Umschuldung in eine Abwärtsspirale gerät. Doch was heißt das für die privaten Gläubiger? Und ist ein Austritt aus der Währungsunion denkbar?

FAZ Von [Werner Mussler](#)

17.10.2011 2011-10-17T17:00:00+0200

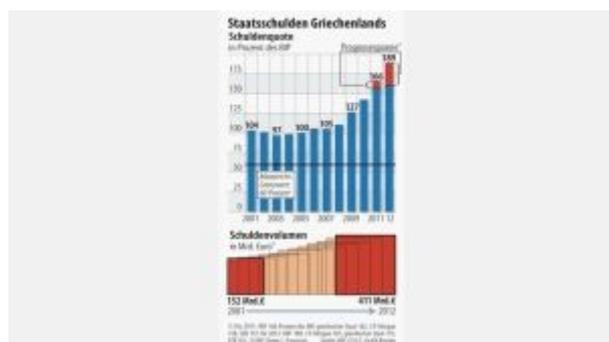


© AFP

Bislang bescheinigt die „Troika“ zwar, dass Athens Schuldenlast tragbar sei, doch zeigen die Kurven und Prognosen einen extrem ungünstigen Verlauf

Kommt der Schuldenschnitt für Griechenland? Und wenn ja, wann? Die Antwort hängt davon ab, mit wem man redet - und noch mehr davon, was man darunter versteht. Es geht nicht nur darum, um wie viel die griechische Staatsschuld reduziert wird. Es geht auch darum, welche Gläubiger auf ihre Forderungen verzichten - die privaten (also vor allem Banken und Versicherungen), die öffentlichen oder beide. Was der Chef der Euro-Gruppe, Luxemburgs Premierminister Jean-Claude Juncker, in der vergangenen Woche meinte, als er am Montag einen Schuldenschnitt ausdrücklich nicht mehr ausschloss, blieb insofern unklar. EU-Kommissionspräsident José Manuel Barroso nahm das brisante Wort am Mittwoch nicht in den Mund, sondern sprach diffus von einer "dauerhaft tragfähigen Lösung für Griechenland innerhalb des Euroraums" - und davon, dass das im Grundsatz schon längst beschlossene zweite Hilfs- und Anpassungsprogramm für Griechenland auf "angemessener Finanzierung des öffentlichen und des privaten Sektors" beruhen solle.

Einerseits lassen solche Äußerungen viele Fragen offen. Andererseits liefern sie doch Hinweise, worauf die derzeit laufenden Verhandlungen mit den Banken hinauslaufen dürften. Zum einen spricht derzeit kaum jemand mehr davon, Athen einen Austritt aus dem Euroraum nahezulegen, was die Kanzlerin im Mai 2010 kurz überlegte und die CSU heute noch anmahnt. Ein Austritt sei "keine Option", sagt Jürgen Stark, der scheidende Chefvolkswirt der Europäischen Zentralbank (EZB). Zum anderen ist die im Juli beschlossene Teil-Umschuldung Griechenlands de facto schon wieder überholt, weil Athen noch mehr Mittel braucht als die im Sommer beschlossenen 109 Milliarden Euro. Die Politik will deshalb die privaten Gläubiger stärker in die Pflicht nehmen. Die Banken hatten im Juli zugesagt, auf 21 Prozent ihrer Forderungen zu verzichten. Jetzt ist von 30 bis 50 Prozent die Rede.



© F.A.Z.

Ein "klassischer" Schuldenschnitt bezöge freilich nicht nur die privaten, sondern auch die öffentlichen Gläubiger ein, die damit in Schwierigkeiten gerieten. Deutschland müsste beispielsweise seinen Anteil am ersten Hilfspaket an Athen - es handelt sich um die bisher ausgezahlten bilateralen Kredite von 16,2 Milliarden Euro - zu einem bestimmten Prozentsatz abschreiben. Bei einem Schuldenschnitt von 50 Prozent wüchse das deutsche Staatsdefizit so unmittelbar um gut 8 Milliarden Euro. Derlei ist durchaus nicht ausgeschlossen - wohl gerade deshalb konzentrieren sich die Diskussionen aber derzeit auf eine höhere Beteiligung der Banken.

Die Diskussion über die Beteiligung Privater ist schneller zurückgekehrt, als den Staats- und Regierungschefs des Euroraums lieb sein kann. Diese hatten im Juli mit den Banken eine Vereinbarung getroffen, mit der das zweite Griechenland-Hilfspaket möglich gemacht werden sollte. Damals hatten sich die Institute bereit erklärt, über einen Anleihtausch auf 21 Prozent ihrer Forderungen an Athen zu verzichten. Der Anleihtausch sollte 37 Milliarden Euro erbringen. Damit verknüpft waren 109 Milliarden Euro neuer öffentlicher Hilfe.

Sparen und Reformen

Für dieses Paket ist indes die Geschäftsgrundlage entfallen. Denn Griechenland macht mehr Schulden als in den Juli-Vereinbarungen angenommen. Der Internationale Währungsfonds (IWF) schätzt nun, dass die griechische Schuldenquote wegen der Rezession schon in diesem Jahr auf 166 Prozent des Bruttoinlandsprodukts und nächstes Jahr auf 189 Prozent klettern werde - eigentlich eine untragbare Situation. Die Troika aus IWF, EZB und EU-Kommission hat dem Land nur mit argumentativen Verrenkungen die Tragfähigkeit seiner Schulden bescheinigt, was Voraussetzung für die Auszahlung der nächsten Kredittranche ist. Unausgesprochen steht hinter dem Troika-Bericht die Aussage, dass sich diese Tragfähigkeit nur noch mit einem weitreichenden Schuldenschnitt erreichen lässt. Ein grundsätzlicher Einwand dagegen ist kaum noch in der Diskussion: die Signalwirkung auf Irland und Portugal und andere künftige Kandidaten für Hilfskredite. Sollte Griechenland einen Teil seiner Schulden erlassen bekommen, ginge in diesen Ländern schnell zumindest ein Teil des Anreizes verloren, durch Sparen und Reformen die Kreditwürdigkeit wieder zu erlangen. "Die Regierungen in Dublin und Lissabon würden sich zu Recht auf den Standpunkt stellen: Wenn die Griechen ihre Schulden erlassen bekommen haben, bekommen wir sie im Ernstfall auch erlassen", sagt ein EU-Beamter.

Das spielt derzeit aber in der Diskussion kaum eine Rolle. Vielmehr stehen all jene Streitfragen wieder auf der Tagesordnung, die schon im Juli die Beteiligung der Banken so schwierig gemacht haben. So muss vermieden werden, dass die Ratingagenturen den zusätzlichen Beitrag der privaten Gläubiger als "Kreditereignis" werten. Vor Zwang schreckt die Euro-Gruppe deshalb bisher zurück, auch wenn ihr Vorsitzender Juncker angedeutet hat, er könne sich auch eine "nicht freiwillige Privatgläubigerbeteiligung" vorstellen. Diese ist nicht zuletzt deshalb unwahrscheinlich, weil ein Schuldenschnitt einige in Griechenland stark engagierte Institute zu so starken Abschreibungen zwänge, dass sie (wohl vom Staat) rekapitalisiert werden müssten. Das gilt vor allem für französische Banken. Müsste Paris für sie einspringen, stünde das Top-Rating ("AAA") für den französischen Staat auf dem Spiel.

An diesem Schnittpunkt der Griechenland-Diskussion zur zweiten akuten "Rettungs-Großbaustelle", der möglicherweise zu erzwingenden Banken-Rekapitalisierung, zeigt sich, warum ein allzu radikaler Schuldenschnitt an Grenzen stoßen könnte. Vor allem Frankreich wehrt sich aus Angst um sein Rating dagegen. Und weil die Euro-Staaten einen Schuldenschnitt aus Angst vor Ansteckungsgefahren nur wagen wollen, wenn die Banken ausreichend rekapitalisiert sind, ergibt sich daraus ein Teufelskreis. Institute, denen eine Zwangskapitalisierung drohen könnte, werden wenig Bereitschaft zeigen, sich im Gegenzug freiwillig zu einem stärkeren Abschlag auf ihre Forderungen an Athen bereit zu erklären.

Josef Ackermann, der Vorstandsvorsitzende der Deutschen Bank und Präsident des Internationalen Bankenverbandes IIF, verhandelt derzeit an zwei Fronten. Einerseits wehrt er sich gegen eine Zwangskapitalisierung seines eigenen Instituts, andererseits beharrt er als IIF-Chef (zumindest offiziell) darauf, das Juli-Paket nicht wieder aufzuschnüren. Ackermann verweist darauf, dass es im Sommer schon schwierig genug war, die dem IIF angehörenden Institute auf den gemeinsamen Verzicht von 21 Prozent ihrer Forderungen zu verpflichten. Vor diesem Hintergrund klingen die mehr oder weniger lauten politischen Forderungen nach einem Forderungsverzicht von 50 oder 60 Prozent nicht allzu realistisch. Quelle: F.A.Z.

Quatre regards sur la place de l'islam en France

Le Monde | 15.10.11 | 14h22 • Mis à jour le 16.10.11 | 20h58

La publication, le 5 octobre, d'une enquête du politologue Gilles Kepel réalisée dans les villes de Clichy-sous-Bois et Montfermeil (Seine-Saint-Denis) a une nouvelle fois soulevé des interrogations sur la place de l'islam dans la société française.

S'il explore les conditions de vie des habitants de ces deux villes en matière de logement, d'éducation ou de transport, l'auteur du rapport, commandé par l'Institut Montaigne, a mis en avant des questions posées - et parfois instrumentalisées - dans le débat public ces derniers mois. Pour autant, l'opposition entre islam et République est-elle pertinente ? L'islam, tel qu'il se développe en France, est-il réductible à l'islam observé dans ces deux villes de banlieue ? La pratique religieuse est-elle le symptôme d'un malaise social ? La laïcité "à la française" est-elle adaptée à cette nouvelle réalité ? *"Il ne faut pas faire croire qu'un clash est en préparation dans les banlieues entre l'islam et la République !"*, prévient d'emblée [Franck Frégosi](#), directeur de recherche au CNRS, auteur de *L'Islam dans la laïcité* (Hachette Pluriel, 486 p., 10 euros).

Observée depuis des années par des spécialistes de cette religion, l'islamisation des jeunes générations, issues, ou non, de familles de culture musulmane, est multiforme. *"Le phénomène islamique est en constante évolution, d'une grande labilité"*, explique [Tareq Oubrou](#), imam à Bordeaux, qui défend la pratique d'un islam prenant en compte le contexte culturel dans lequel il s'exprime. *"Comme tout phénomène religieux, il est dans une transmutation ahurissante. J'ai moi-même du mal à arrêter quelle religiosité est à l'oeuvre chez les gens que je côtoie. Certains pensent qu'ils sont dans l'islam, alors qu'ils sont dans la mode, le zapping. Le paradigme de la modernité s'applique aussi à l'islam !"*

Pour [Samir Amghar](#), spécialiste du salafisme, et auteur de *Le salafisme aujourd'hui, mouvements sectaires en Occident* (Michalon, 284 p. 18 euros), le renforcement de l'islam dans certains quartiers est imputable à plusieurs facteurs. *"Il correspond à la fois à une crise identitaire, à une crise spirituelle et à une contestation du politique pour défier une autorité à travers une identité religieuse. Il est clair que pour les musulmans, l'islam est une valeur refuge. D'ailleurs, au-delà de la pratique religieuse, on constate une islamisation des pratiques sociales - les gens se saluent en se disant salam aleikoum - qui se double parfois d'une instrumentalisation de l'islam. Celui qui renoue avec l'islam devient un vertueux dans le quartier."*

Ainsi, si comme l'explique l'anthropologue [Dounia Bouzar](#), la perte de confiance envers la République explique en partie les raisons du "retour" à l'islam, devenu *"seul espoir existentiel"*, cette approche ne suffit pas. *"Certains musulmans, notamment des femmes, font un retour au texte pour mener un travail de rénovation de l'islam qu'ils considèrent trop empreint de traditions maghrébines. Il y a aussi les jeunes diplômés qui surinvestissent l'islam pour contrecarrer la stigmatisation et l'image d'archaïsme que leur renvoie la société sur leur religion."*

"Suggérer que là où la République serait défaillante, l'islam se développerait, est inquiétant, estime donc M. Amghar. C'est mettre en concurrence deux systèmes qui n'agissent pas dans les mêmes sphères de l'individu. En effet, jusqu'à quel point de pratique religieuse l'islam constitue-t-il un frein à l'intégration ? Un musulman orthodoxe se met-il en dehors de la République, par nature ? En outre lier la dynamique de réislamisation à l'exclusion, c'est oublier l'émergence d'une classe moyenne musulmane conservatrice et intégrée."

"Il est vrai que lorsque l'horizon social se ferme, l'horizon vertical, la transcendance s'ouvre", reconnaît M. Oubrou. Mais opposer islam et République constitue pour lui "une hérésie républicaine". "Là où il y aurait plus de République, il n'y aurait pas forcément moins d'islam mais il y aurait un meilleur islam, poursuit l'imam. Un islam du partage, capable de renforcer les valeurs citoyennes, et non pas un islam qui se protège."

Car, comme tous les observateurs, M. Oubrou constate le développement *"d'une orthodoxie de masse, un excès de ritualisation qui correspond à un besoin de repères"*. Il évoque même le risque *"d'une religiosité*

cancéreuse, une prolifération anormale", allusion aux salafistes. Ces tenants d'une lecture littéraliste de l'islam prospèrent, notamment, dans les lieux de relégation et de misère sociale.

"La vraie question est celle de l'émergence des groupuscules rigoristes et du rôle des élus qui ne travaillent pas à la régulation de la laïcité sur leur territoire, soutient aussi M^{me} Bouzar. Ces groupes minoritaires, qui sont dans une logique d'auto-exclusion et d'exclusion des autres, défendent des valeurs contraires à la Constitution."

Les chercheurs contestent aussi l'idée "en vogue", selon laquelle "le fait qu'un musulman pratiquant est en soi considéré comme le symptôme d'un mal être, un refus d'intégration, voire la volonté d'islamiser la France", souligne M^{me} Bouzar. "Je ne pense pas que l'on puisse voir dans la pratique du ramadan le symptôme d'une perte de valeurs", poursuit-il.

"Il serait d'ailleurs intéressant de voir quelle place a la dimension religieuse dans le quotidien d'autres croyants vivant en banlieue, notamment les évangéliques, souligne M. Frégosi. Le repli dans le religieux n'est pas forcément destiné à contrer l'appartenance républicaine. Encore faut-il rendre cette appartenance possible..."

De même, le développement du halal, souligné par le rapport Kepel, correspond à diverses aspirations. "Outre le fait qu'il existe aujourd'hui un marché du halal, les gens, sans être des piliers de mosquée, se rassurent moralement en se conformant par ce biais à une certaine éthique", explique M. Frégosi. "Cela relève aussi d'un phénomène de mode, ajoute M. Amghar. Et, si on peut lire ce développement comme un signe de communautarisation, il est aussi le signe d'une sédentarisation de citoyens qui considèrent cette revendication comme légitime. On assiste à l'émergence d'un islam de terroir."

[Retrouvez plus d'informations sur le blog de Stéphanie Le Bars, [Digne de foi](#)]

Stéphanie Le Bars

17. Oktober 2011, 16:06 Uhr

SPIEGEL ONLINE

Bankenschelte der Politik

Aufstand der Scheinheiligen

Ein Kommentar von [Stefan Kaiser](#)

So viel Kuscheligkeit war selten: Seite an Seite kämpfen Wutbürger und Politiker gegen die Finanzindustrie. Die Anliegen der Protestierenden mögen berechtigt sein, doch die Attacken der Politik sind verlogen: Schließlich hat sie die Banken erst zu dem gemacht, was sie heute sind.

Hamburg - Wie schön es doch sein kann, einen gemeinsamen Feind zu haben: Einträchtig schimpfen Protestierende auf der Straße und Politiker in ihren Büros auf die Banken und deren scheinbar unbegrenzte Macht. Und wer es noch ein bisschen einfacher haben will, sucht sich einen Banker raus und knöpft sich ihn persönlich vor: Meistens ist das dann [Deutsche-Bank-Chef Josef Ackermann](#).

Es wäre unfair, den [Anhängern der "Occupy"-Bewegung](#) vorzuwerfen, dass sie protestieren. Das ist ihr gutes Recht. Und Einiges von dem, was die Aktivisten sagen, stimmt sogar: Die Banken sind zu mächtig. Und es ist ein Skandal, dass die Steuerzahler drei Jahre nach der letzten Krise schon wieder die Finanzbranche retten müssen.

Verwerflich dagegen ist das Verhalten der Politiker, die sich dreist an die Protestbewegung dranhängen und ach so großes Verständnis heucheln. Dabei sind sie selbst Schuld daran, dass die Banken so mächtig geworden sind. Sie haben sich freiwillig von den Launen der Finanzmärkte abhängig gemacht, sie haben die Banken ermuntert, möglichst viele [Staatsanleihen](#) zu kaufen und sie haben nach der letzten Krise die Chance verpasst, endlich etwas zu ändern.

Das "gewaltige Potential der Finanzmärkte"

Die Politik macht es sich zu einfach, wenn sie nun die Banken zu den Alleinschuldigen der aktuellen Finanzkrise erklärt. Natürlich hat sich die Branche in den vergangenen Jahren zu weit von ihrer eigentlichen Aufgabe als Dienerin der Wirtschaft entfernt - aber nur, weil die Politik sie gelassen hat. Sache der Regierungen und Parlamente wäre es gewesen, den Banken einen rechtlichen Rahmen zu geben, der sie am Zocken hindert. Doch das ist nicht passiert.

Im Gegenteil: In Deutschland hat die Politik die Problembanken selbst geschaffen. Jahrelang konnten die Finanzkonzerne gar nicht groß genug sein. Man wollte "Nationale Champions". So kam es zum Beispiel zur verhängnisvollen [Fusion von Commerzbank und Dresdner Bank](#), die bekanntlich damit endete, dass der Staat mit mehr 18 Milliarden Euro Steuergeld einsprang.

Die Finanzmärkte wurden indes dereguliert. Noch 2005 schwärmte das damals SPD-geführte Finanzministerium von den "gewaltigen Potentialen des deutschen Finanzmarktes". Irgendwie lagen die Beamten damit ja richtig - allerdings anders, als sie es sich vorgestellt hatten.

Selbst die schwere Bankenkrise 2008 änderte kaum etwas. Unmittelbar danach versprachen die Regierenden in Deutschland und Europa zwar große Reformen. Nie wieder sollte es dazu kommen, dass Banken Staaten erpressen können. Doch als der Schock nachließ, kamen die alten Bedenken wieder: Die Briten, ohnehin in der Wirtschaftskrise, wollten ihre wichtigste Branche nicht gefährden. Die deutschen Länderfürsten klammerten sich weiter an ihre [Landesbanken](#). Und die Bundesregierung behalf sich mit ein paar Alibireformchen wie dem Verbot von Leerverkäufen.

Wenn SPD-Chef [Sigmar Gabriel nun eine gesetzliche Trennung von Geschäfts- und Investmentbanken fordert](#), ist das zwar keine neue, aber sicher eine ganz gute Idee. Man fragt sich nur, warum sie ihm nicht schon vor drei Jahren gekommen ist. Da war er nämlich noch Mitglied der Koalitionsregierung aus SPD und Union.

Die Schuldenpolitik hat die Staaten abhängig gemacht

Wer jetzt einwendet, die Politik sei ja eine Gefangene der Finanzmärkte und könne gar nicht anders als stets das zu tun, was Dax-Kurven und Spread-Sätze von ihr verlangen, hat Recht. Die Rettung des Euros und der Banken scheinen alternativlos geworden zu sein. Allerdings haben sich die Regierungen selbst in diese Lage manövriert.

In den vergangenen zehn Jahren haben sie enorme Schulden angehäuft - und sich damit ganz und gar von den Launen der Finanzmärkte abhängig gemacht. Denn das Geld fällt ja nicht vom Himmel, es kommt von zumeist privaten Investoren. Wenn die nun plötzlich höhere Zinsen auf ihre Staatsanleihen sehen wollen, dann müssen die Regierungen ihnen diese Zinsen bieten. Sie haben keine andere Wahl mehr. Schließlich brauchen sie das Geld, um ihre alten Schulden zurückzuzahlen.

Die Politik hat lange dafür gesorgt, dass dieses System funktioniert. Mit den internationalen Finanzregeln hat sie die Banken sogar dazu ermutigt, den Staaten möglichst viele Anleihen abzukaufen. Normalerweise müssen Banken für alle ihre vergebenen Kredite Eigenkapital parat halten - für den Fall dass das Geschäft schiefgeht und der Schuldner nicht zahlen kann. Das ist bei den Banken zwar unbeliebt, aber im Sinne der Finanzstabilität absolut nötig.

Nicht so bei Staatsanleihen: Die werden in den international geltenden Eigenkapitalregeln mit einem Risiko von "null" bewertet - die Banken müssen also keinen Cent dafür zurücklegen. Ein schönes Geschäft. Auch deshalb haben sich viele Institute in den vergangenen Jahren vollgesogen mit griechischen, portugiesischen oder italienischen Papieren - es kostete ja nichts.

Nun, da Banken und Politiker vor dem gemeinsamen Scherbenhaufen stehen, wäre es an der Zeit für eine wirkliche Reform des Finanzsystems, die die Banken radikal verkleinert und auf ihre ureigenste Aufgabe zurückführt, die Wirtschaft mit Geld zu versorgen. Das geht aber nur, wenn die Politik aufhört über das ungerechte Finanzsystem zu maulen, sondern endlich erkennt, dass sie selbst dieses System gestaltet - oder zumindest gestalten kann.

URL:

- <http://www.spiegel.de/wirtschaft/soziales/0,1518,792263,00.html>

10/17/2011 05:24 PM

SPIEGEL ONLINE

Will Merkel Take The Reins?

Europe Deeply Divided Ahead of Make-or-Break Summit

The head of Deutsche Bank is raging against politicians, Berlin is raging against Paris and the north is raging against the south. The world is expecting decisive results at this weekend's EU summit on emergency measures to shore up the euro, but the Europeans remain split. Will German Chancellor Angela Merkel finally take the lead? *By SPIEGEL Staff*

The script for saving the euro has already been written. The monetary union's 17 finance ministers will meet in Brussels this Friday, their counterparts from the remaining European Union countries will join them on Saturday and, finally, on Sunday the EU heads of state and government will arrive to give their blessing to the bailout package.

The most important meetings were scheduled for the weekend so that the decisions can be taken when financial markets are closed. Everyone is afraid of how the ominous markets will react.

"We will meet on Friday until trading ends on Wall Street, and we intend to be finished on Sunday before the first markets open in Asia," says the head of the euro group, Luxembourg Prime Minister Jean-Claude Juncker.

The pressure on Europe's political elite to make progress has never been as high as in the run-up to this summit. But rarely has Europe been this divided, either.

More and more countries are being sucked into the debt crisis. Greece has not met the austerity goals set for it and is mired in recession. The rating agencies have also downgraded Italy, while Spain's debt was downgraded last week. Even France could lose its AAA rating.

Growing Doubts

Doubts are growing worldwide as to whether Europe can pull itself out of its debt quagmire on its own. Newly industrialized countries like Brazil, India and China are already offering their assistance, while the United States is piling pressure on the EU. Washington expects "resolute action" to emerge from the Brussels summit, US Treasury Undersecretary of International Affairs Lael Brainard said last week. But if Europe is to take resolute action, the 17 euro zone countries should at least be acting in concert.

The crisis of confidence has now bounced back to those banks that triggered the acute financial crisis three years ago, making the multi-billion euro bailout efforts necessary in the first place.

Last Thursday, Deutsche Bank CEO Josef Ackermann burst into this highly-charged atmosphere when he voiced his strong opposition to the [forced capitalization of large European banks](#). The struggle over how to rescue the euro is also Ackermann's last battle as the head of Germany's largest financial institution.

The outcome is still undecided. Will Greece be forgiven part of its debt? Will other European high-debt nations be able to avoid contagion? What can be done to avert the collapse of the banking system if holdings of Greek bonds are massively written down?"

The only thing that is clear at the moment is the distribution of roles on the Brussels stage. On the one hand, there are those who are calling for a radical debt haircut for Greece and want private lenders to make a much bigger contribution. These are for the most part the representatives of those EU countries that still have strong credit ratings. They are led by Luxembourg Prime Minister Juncker and German Finance Minister Wolfgang Schäuble.

Pushing the Banks

Under their plan, banks would be called upon to voluntarily increase their share of the financing of Greek debt. If this does not lead to a debt haircut of at least 50 haircut, the banks would be compelled to participate in the plan. There are many indications that Greece cannot reduce its high debt level, Schäuble told fellow Christian Democrats in Berlin last Wednesday. "And if the debts are not sustainable in the long term, they will simply have to be reduced to such an extent as to provide Greece with a reasonable outlook." But this cannot be done exclusively at the expense of taxpayers, Schäuble added.

In plain language, Schäuble wants the banks to participate in a haircut, and to a much greater extent than agreed at the last euro summit July. Why else, Schäuble argues, were they bailed out in the first place?

But it is highly unlikely that the banks will do this voluntarily. The French are particularly resistant to a larger haircut, because a handful of them have lent large sums of money to shaky economies like Greece, Spain and Italy. French President Nicolas Sarkozy fears that downgrading these countries' bonds would lead to the collapse of his banking system.

Both the southern EU countries and the European Central Bank support Sarkozy's position. Last week, the ECB warned expressly against a larger debt waiver by the private sector in Greece. "The application of PSI (private sector involvement) to one member country may put at risk the financial stability of the currency area as a whole," the ECB wrote in its October monthly bulletin.

This is why European politicians intend to inject fresh capital into the banks to prepare them for a larger debt haircut for Greece. The holdings of Greek government bonds on the banks' books are not their primary concern. In fact, some banks have already sharply reduced those holdings. Deutsche Bank, for example, now holds only €900 million (\$1.23 billion), compared with total assets of about €1.8 trillion.

But it is highly likely that if there is a debt haircut for Greece, investors will take an even more critical view of the creditworthiness of countries like Italy and Portugal. There is a risk that their bonds too will have to be written down further in bank balance sheets.

Banks to Be Forced to Beef Up Capital

Until now, banks have not had to prepare for such scenarios. Although they are required to build up a certain amount of equity capital as a cushion against high-risk investments, accounting rules have treated European government bonds as absolutely dependable. But that will now change. "We will ensure that all system-relevant banks are equipped with sufficient capital, even if not all banks like this," says German Finance Minister Schäuble.

European Commission President José Manuel Barroso said that all banks should be "temporarily" required to maintain a higher equity ratio. The newly established European Banking Authority (EBA) is assessing just how high that ratio should be. The number currently being considered is nine percent in crisis situations (instead of the five-percent equity ratio now required).

Even before the criteria for this small-scale stress test were clear, dramatic crisis scenarios were being discussed. According to calculations by the investment bank Morgan Stanley, Deutsche Bank would need €12.5 billion, while Commerzbank would need €8.8 billion.

The banks were unanimous in their rejection of the plans, and Deutsche Bank CEO Ackermann promptly launched a counterattack. Speaking to a group of German small and mid-sized business owners in Berlin, he questioned "whether politicians are even capable of coming up with a sustainable solution to the crisis anymore," calling their ideas on recapitalizing the banks as "counterproductive." Rarely have the financial and political worlds been as bitterly opposed to one another as they are today.

"The problem is not the banks' capitalization, but the fact that government bonds have lost their status as risk-free assets," the top banker said. The key to solving the problem, he added, lies solely with governments and not with banks.

Criticism of Deutsche Bank's Ackermann

Politicians reacted with outrage. Ackermann shouldn't go too far in criticizing the EU's bank capitalization plans, said Gerda Hasselfeldt, a leading member of the conservative Christian Social Union (CSU), the Bavarian sister party of Chancellor Angela Merkel's conservatives. Ackermann, as the representative of an important German bank, holds "great economic and social responsibility," she added. "This includes taking into account the interests of the general public."

CSU General Secretary Alexander Dobrindt also took aim at the banks, raging against those institutions that "are still putting most of their earnings into bonuses and dividends."

Green Party co-Chairman Cem Özdemir asked himself "whether Mr. Ackermann is even interested in a lasting solution to the crisis. In my view, such a solution also includes making sure that there are no longer any system-relevant banks." Özdemir finds it unacceptable "that banks can take massive risks and get themselves into debt up to their ears and that taxpayers then have to foot the bill for them. We also need a debt limit for banks that's based on existing equity capital."

'Ackermann Could Use a Little Humility'

Ackermann has incurred the wrath of the political class once before. In early 2009, shortly after he and the German government had put together a multi-billion-euro bailout package for the German financial industry, the Swiss national said that he would be "ashamed" if his own bank had to accept government funds. He neglected to mention that Deutsche Bank did indeed profit indirectly from the billions on public funds spent to stabilize the German financial industry.

"Deutsche Bank, with its profitability goals, is one of the drivers of speculation in the financial market," says Carsten Schneider, a budget expert with the center-left Social Democratic Party (SPD). "Even if it did not receive any direct aid in the last financial crisis, it benefited from the fact that politicians averted a collapse of the financial market. Mr. Ackermann could use a little humility."

What angered German politicians at the time earned Ackermann a great deal of praise in the economy. He is now celebrated around the world as the man who shepherded his bank through the financial crisis without government support.

Now Ackermann sees his life's work threatened by the planned compulsory injection of public funds. He is as concerned about the prospect of government commissioners on the bank's supervisory board as he about the possibility that bonuses for Deutsche Bank's profitable investment bank would have to be trimmed. The Fitch rating agency is already considering a downgrade for the Frankfurt-based bank.

But politicians cannot take account of the business interests of individual lenders. French President Sarkozy, in particular, likes to point to the systemic risks that result from the growing mistrust among banks in Europe. He advocates the mandatory injection of government capital, which would be particularly beneficial to his country's ailing major banks.

Merkel: 'There Will Be No Bombshell'

Ackermann, deeply alarmed, made a personal call to German Chancellor Angela Merkel. Apparently he was successful. According to an agreement between France and Germany, the banks can now attempt to obtain fresh funds in the private capital market.

But the French, contrary to reports, are still trying to secure at least some of the capital for the banks from international funds, including both the expanded European Financial Stability Fund (EFSF) and the International Monetary Fund (IMF).

The Germans and French are also divided over the conditions under which the EFSF will be able to purchase government bonds in the future. Berlin wants to allow the EFSF to purchase only the bonds of countries for which an aid program has already been approved. France, for its part, is urging that such purchases be subject to as few conditions as possible. Euro group chairman Juncker supports the French position. "The bailout fund needs this flexibility to be able to take preventive action," says Juncker. He fears that the current summit could end, once again, in half-baked compromises.

To pursue this goal, Juncker and European Council President Herman Van Rompuy are meeting this week with private bankers to convince them to become more deeply involved in a debt haircut. He also spoke with Ackermann last week and urged him to abandon his efforts to obstruct the plan. The talks with the French are also proving to be extremely difficult. A meeting between Finance Minister Schäuble and Sarkozy on Friday did not produce a breakthrough.

Will Merkel Get Off the Fence?

Everything depends on Merkel now. So far, the chancellor has been unwilling to satisfy the yearning for a major, comprehensive package to solve the crisis. The markets are applying pressure, but Merkel is downplaying expectations. "There will be no bombshell," she said last week during a visit to Vietnam. The chancellor has not taken a position on a possible debt haircut yet. Although she has publicly warned against what she called an "adventure," she recently admitted that she no longer rules out an "orderly bankruptcy" for Greece.

The extent to which Merkel is vacillating became clear in a meeting of the CDU presidium, the Christian Democrats' top leadership body. At the meeting, a few party leaders pushed for a prompt debt haircut, but Peter Altmaier, the CDU's parliamentary group leader and an expert on the EU, warned of the consequences. According to Altmaier, the banks must be supported, in Greece and elsewhere, and the European bailout fund might have to issue guarantees for the holders of Italian and Spanish bonds, because they also fear that they will be asked to pay up. "I urgently advise against Germany pushing this issue," Altmaier said. "If it happens, it'll happen on its own."

Merkel was impressed by Altmaier's remarks, but she declined to take a position. She wants to wait for the troika's report on Greece and the results of the stress tests performed by European bank supervisors. The experts' reports are expected this Thursday. Then Merkel will have to decide whether to continue her non-committal approach or whether to send a signal to the markets. The European leaders must present their decisions on Sunday, by not much later than midnight, because markets open in Tokyo only two hours later. Then Europe's politicians will discover whether they have made a wise decision.

REPORTED BY PETER MÜLLER, CHRISTOPH PAULY, CHRISTOPH SCHULT, ANNE SEITH AND DIMITRI SOIBEL.

Translated from the German by Christopher Sultan

URL:

- <http://www.spiegel.de/international/business/0,1518,792229,00.html>

Resolving Europe's Other Existential Problem

By [JOHN VINOCUR](#)

PARIS — Europe's other big existential problem — coming to terms with the Muslim immigrants and Islamic communities in its midst — looks several steps further from resolution than the euro zone financial crisis.

Whatever the daily air pockets in the markets' response, the [European Union](#) now gives indications of pushing beyond worn-out denials of its failings toward reforms that can stop the implosion of its finances.

At the same time, no valid European response is at hand for the dilemma of how Europe manages to cope with millions of Muslim migrants and with it a two-sided subtext of terrorism, political killings, bigotry and fear.

The standard, ineffectual, individual reflexes remain: political correctness, anti-Muslim populist screeching and European it-will-go-awayism.

But the issue is moving. It has evolved beyond questions of integration to focus on how Muslim immigrants ought to accommodate European law and custom. New French and German reports focus with considerable pessimism on incompatibilities taking root in what resemble parallel Muslim societies.

These days, there is the possibility of additional tension. Europe is edging toward a recession by the end of the year, with growth forecasts for Germany showing none in the last quarter of 2011 and 0.8 percent in 2012. Immigrant workers with limited skills and qualifications would most likely be first and hardest hit.

Almost three months after Anders Behring Breivik's day of hate-driven mass murder in Norway, there is nothing close to a European consensus about the meaning of his act, or any kind of public momentum to come up with joint European solutions to the broader issue of Muslim [immigration](#).

Within the E.U. Constitution, immigration policy, with some exceptions, is largely a matter for individual states. The result is incoherence on the subject on the European scale. And without European cover, or the umbrella of an explanation that they're doing the right thing for Europe, national politicians are hesitant to act decisively on touchy issues like job creation programs for migrants — perhaps the ultimate spur to integration — or setting parameters for their assimilation.

Europe's inaction and seemingly wishful thinking about the possibilities for integration collide hard with the French and German reports on the most divisive aspects of separate cultural communities.

The French report involves months of investigation in Clichy-sous-Bois and Montfermeil, two Paris suburbs where rioting in 2005, largely involving Muslim youth, resulted in the declaration of a national state of emergency. The 325-page report was produced by l'Institut Montaigne, a research organization, and led by Gilles Kepel, a political scientist and Arabist, who first wrote in 1987 on the emergence of Muslim communities in France.

Asserting that Clichy-Montfermeil was “emblematic,” the report found the riots and their aftermath there had shaken the French “tale” of Muslims accepting the values of the republic.

At the same time, it said that Muslim identity in the area had intensified, that Halal, the Islamic standard for what is acceptable or illicit in daily life, had become “ubiquitous,” and that marriage among Muslims was increasing to the point of obliterating the French notion that intermarriage outside the community would be the ultimate path to its integration.

It also spoke of fears developing that “civility” — in this case, a shared sense of general propriety — was endangered even among the suburbs' young children.

This was in spite of millions of euros being invested since the riots by the government into refurbishing or rebuilding the communities' dilapidated housing project and public areas.

Mr. Kepel insisted that engagement in Islam was a response to, not the cause of, the community's seeming alienation.

But in talking to a French reporter about his work 25 years ago, Mr. Kepel also said: "You could think then that the religious reference would be diluted. But that wasn't the case. It's reinforced and diversified."

Was there any adherence in Clichy-Montfermeil to the French creed of a secular life in which religion and its demands are clearly subordinated to the rules and customs of the republic? Mr. Kepel answered, "Secularism is barely present in daily experience, and it's barely perceived any longer as a means of emancipation, but rather as an external norm."

The German study was limited to the reasons and possible remedies for the poor classroom performance of children of Turkish and Arab immigrants. Written by Ahmet Toprak and Aladin El-Mafaalani, scholars of Turkish and Syrian origin, for the Konrad Adenauer Foundation, it found that after more than three generations of immigration, the goals of German lower schools and the attitudes of immigrant parents were often in conflict.

Schools demanded and promoted independence and self-expression, while the parents did not see these characteristics as educational goals — rather the opposite, the study said. Longer schooling at lower levels was a possible response, as well as changing immigrant parents' role into a more accepting, supportive one.

According to a newspaper account, Mr. El-Mafaalani doubted the likelihood of this taking place.

The depth of Muslim immigration's problems now involve so much despair (and political risk) that they can appear as disincentives for moderate discussion in national election periods.

In a couple of hours of televised debate last week, Martine Aubry and François Hollande, candidates for the Socialist Party's presidential nomination, which Mr. Hollande won Sunday, gave the subject little attention. This was although the Clichy-Montfermeil report was a major news story, and despite polling this year that showed 61 percent of the French thought the failure of Muslim integration in the country was the result of its refusal by the immigrants themselves.

President Nicolas Sarkozy, in seeking re-election next year, may also want to steer clear of the issue. After campaigning for an affirmative action program "à la française" for immigrants in 2006-7, he ditched the promise once in office.

If the European Union actually works out a viable plan for winding up its financial crisis, the new approach will surely require E.U. treaty changes as well as alterations to the constitutions of some member states.

Buoyed by a tailwind of new credibility — and considering the immigration issue's urgency — member states then might well want to extend the changes to bring immigration into the community's unified purview.

A joint approach could provide shelter for a new truthfulness and greater effect in dealing with an issue, just like its debt, from which Europe cannot run.

Schuldenschnitt: Die Banker wollen für Griechenland kein Opfer bringen

Griechenland ist pleite. Das sehen auch die Banken. Doch die Konsequenzen wollen sie nicht tragen. Sie wehren sich gegen einen harten Schuldenschnitt. Dabei wäre das für Deutschland die billigste Lösung.

Von [Lisa Nienhaus](#)

FAZ 16.10.2011 2011-10-16T00:11:00+0200



© dpa

„Rettungsschirm“

Es klang wie eine abgemachte Sache. Der deutsche Finanzminister wagte sich am vergangenen Sonntag aus der Deckung und sagte in der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung: „Möglicherweise sind wir im Juli von einem zu geringen Prozentsatz der Schuldenreduktion ausgegangen.“ Reichlich verklausuliert drückte er damit aus, dass Griechenland womöglich demnächst einen harten Schuldenschnitt braucht - also eine Pleite. Am Montag darauf legte der luxemburgische Premier Jean- Claude Juncker in einem Fernsehinterview nach: „Ich schließe einen Schuldenschnitt nicht aus“, sagte er - um dann in die Vollen zu gehen. Niemand dürfe denken, dass 50 bis 60 Prozent Schuldenreduktion für Griechenland genügen würden. „Wir reden über mehr.“

Am Donnerstag wollte dann auch Bundesbank-Präsident Jens Weidmann einen Schuldenschnitt für Griechenland nicht mehr ausschließen. Und aus dem französischen Finanzministerium war ebenfalls zu hören, dass das Land es befürworte, wenn die Banken einen Schuldenschnitt von mehr als den schon beschlossenen 21 Prozent akzeptieren würden. Gleichzeitig diskutierte ganz Europa darüber, die größten privaten Gläubiger der Griechen, die europäischen Banken, zu rekapitalisieren. Hinter den Kulissen arbeiten die Beamten in den Finanzministerien und der EU seit Tagen eifrig, damit der Gipfel der Staats- und Regierungschefs der EU am kommenden Sonntag einiges beschließen kann. Das Ziel: Verhindern, dass eine Insolvenz Griechenlands einzelne Banken in den Abgrund reißt - und damit eine systemische Krise auslöst.

Es klang wie eine abgemachte Sache. Doch hatte offenbar niemand die Banken davon informiert, die größten Gläubiger des griechischen Staates. Die reagierten prompt. Und zwar mit Empörung. Deutsche-Bank-Chef Josef Ackermann warnte am Donnerstag vor „Dominoeffekten“ durch einen harten griechischen Schuldenschnitt. Für diesen Fall benötige man einen gewaltigen Hilfsfonds, um auch andere Länder auffangen und Banken rekapitalisieren zu können. Es werde kaum möglich sein, ein so großes Auffangnetz zu stricken, behauptete er. Und machte gleichzeitig klar: „Die Deutsche Bank wird alles tun, um eine Zwangskapitalisierung zu vermeiden.“

Warnungen vor der Eskalation

Es folgten die Bankenverbände. Der Präsident des Bundesverbands deutscher Banken, Andreas Schmitz, warnte vor einer Eskalation: „Die Politik darf uns jetzt nicht den Krieg erklären - sondern lieber mit uns bei Wasser und Brot ins Kloster gehen und arbeiten, bis weißer Rauch aufsteigt und es eine gemeinsame Lösung gibt.“ Der geschäftsführende Direktor des internationalen Bankenverbands IIF, Charles Dallara, ging sogar noch weiter. Er verkündete am Freitag, dass die privaten Gläubiger Griechenlands keine größeren Verluste als

die schon beschlossenen 21 Prozent akzeptieren wollten. „Ein Deal ist ein Deal“, sagte er. Zudem könnten jedwede zusätzlichen Verluste für griechische Anleihenbesitzer die Investoren dazu bringen, auch die Anleihen anderer Eurostaaten zu verkaufen und damit den Euro zu destabilisieren.



© F.A.Z.

Offensichtlich haben es die Politiker etwas zu eilig gehabt. Sie sind öffentlich mit Forderungen nach einem Schuldenschnitt vorgeprescht, ohne sich zuvor mit den Gläubigern zumindest im Grundsatz verständigt zu haben. Nun ist die Chance vertan, den griechischen Schuldenschnitt im Hinterstübchen zu vereinbaren und schnell zu beschließen. Der Streit um die Griechen-Pleite wird jetzt in aller Öffentlichkeit ausgetragen. Und die Fronten zwischen Staat und Banken verhärten sich.

Ständige neue Horrorberechnungen

Derweil kursieren ständig neue Horrorberechnungen, wie viel es kosten wird, die Banken gegen die Folgen einer Griechenpleite abzusichern - und gegen die Folgen der Diskussion über die Pleite. Diese führt längst dazu, dass die Staatspapiere anderer Eurostaaten ebenfalls deutlich an Wert verlieren. Lagen die Schätzungen Anfang der Woche noch zwischen 50 und 200 Milliarden Euro an Kapitalbedarf für die Banken, so schnellten sie in den Rechnungen der Banken über die Woche teilweise auf mehr als 300 Milliarden Euro hoch. Angesichts der großen Zahlen stellt sich die Frage, was eigentlich am Ende billiger wird: der Schuldenschnitt mitsamt der Bankenrettung - oder doch die weitere Griechenrettung nach altem Muster?

Die Lage in Griechenland ist miserabel: Das Land hängt am Tropf von Europäischer Union und Internationalem Währungsfonds (IWF). Trotzdem verschuldet es sich stetig weiter - auf Kosten der Retter. Laut den Schätzungen der Troika aus EU, IWF und Europäischer Zentralbank steigen die Schulden des griechischen Staats bis 2012 auf sagenhafte 172 Prozent des Bruttoinlandsprodukts. Ein Ende des Schulden-Anhäufens ist nicht abzusehen. Für Griechenland, das ist klar, ist es auf kurze Sicht trotzdem lohnend, weiterhin gerettet zu werden. Denn ein Staatsbankrott ist zwar erlösend und langfristig heilsam für Wirtschaftskraft und Selbstbewusstsein. Er löst aber erst einmal einen Schock im Land aus, der nicht zu unterschätzen ist.

Was ist für Deutschland billiger?

Wie aber müssen die Retter rechnen? Was ist für Deutschland billiger, die weitere Griechen-Rettung oder die harte Umschuldung plus Bankenrettung? Ansgar Belke und Christian Dreger vom Deutschen Institut für Wirtschaftsforschung (DIW) haben für die Sonntagszeitung gerechnet. Ihr Ergebnis: Der harte Schuldenschnitt von 60 Prozent für Griechenland ist für die Retter in fast jedem Szenario billiger, als weiterzumachen wie bisher.

Das hat zwei Gründe: Erstens führt der Schuldenschnitt dazu, dass nicht die Staaten allein Griechenlands Lasten tragen, sondern auch die privaten Gläubiger. Zweitens macht ein Schuldenschnitt Griechenland schneller wieder kreditwürdig. Das Land kann früher wieder selbst Geld am Kapitalmarkt aufnehmen und mehr Altkredite tilgen. Das erste Ergebnis der Forscher ist simpel: Müssten wir keine Banken retten, wäre der Schuldenschnitt günstiger, als weiter Hilfen zu vergeben (Szenario 1). Dies gilt selbst dann, wenn es Griechenland trotz des Schuldenschnitts bis 2020 nicht gelingt, an den Kapitalmarkt zurückzukehren (Szenario 4).

Immer heiter weiter?

Was aber passiert, wenn die Bankenrettung noch dazukommt? Im pessimistischen Szenario 2 gehen die Forscher davon aus, dass die Bankenrettung die europäischen Staaten 100 Milliarden Euro kostet, die Deutschen tragen 27 Milliarden Euro. Im optimistischen Szenario 3 gehen die Forscher davon aus, dass die Bankenrettung deutlich günstiger wird. Den Banken gelingt es zudem, sehr viel des benötigten Eigenkapitals selbst zu beschaffen. Deutschland muss nur 10 Milliarden Euro aufbringen.

Ob sich das Ganze für die Deutschen lohnt, hängt davon ab, wie schnell Griechenland durch den Schuldenschnitt wieder kreditwürdig wird. Gelingt dies schon 2012, so ist die Umschuldung in jedem Fall besser, als weiterzumachen wie bisher - egal, wie teuer die Bankenrettung ist. Gelingt dies erst 2015, so sind die Kosten der Bankenrettung entscheidend. Sind sie hoch, ist es billiger, wenn wir weitermachen wie bisher. Sind sie niedrig, so ist der Schuldenschnitt samt Bankenrettung besser.

Was ist nun das wahrscheinlichste Szenario? Blickt man zurück auf die Finanzkrise 2008, so wurden für die Banken anfangs weit höhere Rettungssummen diskutiert, als schließlich anfielen. Es spricht also einiges für die günstigere Bankenrettung. Zudem kehrten Pleite-Staaten in der Geschichte im Schnitt fünf Jahre nach der Insolvenz zurück an den Kapitalmarkt. Damit ist Szenario 3 mit langsamer Erholung das wahrscheinlichste Umschuldungsszenario - und es ist immerhin 3,1 Milliarden Euro billiger, als weiterzumachen wie bisher.

Holen wir die Bazooka?

Das Wort darf derzeit in keiner Diskussion über Europa fehlen. Was machen wir, wenn die Banken nicht freiwillig mehr Kapital aufnehmen? „Dann holen wir die Bazooka raus“, sagen Politiker gern. Gemeint mit diesem Bild ist weder das Musikinstrument gleichen Namens, das der Radio-Comedian Bob Burns in den zwanziger Jahren entwickelt hat. Noch die Bazooka-Kaugummis, denen Comics mit einer Hauptperson namens „Bazooka Joe“ (nicht zu verwechseln mit dem Chef der Deutschen Bank) beiliegen.

Nein, die Bazooka, um die es hier geht, ist eine Art schlagkräftige Panzerfaust, die Amerika erstmals im Zweiten Weltkrieg bei der Landung in Nordafrika eingesetzt hat. Amerikas Finanzminister Hank Paulson wandte das Bild 2008 auf die Finanzmärkte an, als er sich weitreichende Vollmachten vom Kongress für die Verstaatlichung der Immobilienfinanzierer Freddie Mac und Fannie Mae erbat. Seine These: „Wenn man eine Wasserpistole in der Tasche hat, kann man irgendwann gezwungen sein, diese auch zu ziehen. Wenn man eine Bazooka hat, und die Leute wissen es, muss man sie vielleicht gar nicht auspacken.“

Solcherlei Hoffnung trog schon damals - und dürfte heute wieder trügen. Zwei Monate nach seiner Äußerung musste Paulson umschwenken und die Immobilienfinanzierer unter staatliche Kuratel stellen. (sibi.)

Quelle: F.A.S.

Staatsschulden Es geht an die Substanz

Die Staatsschulden sind kaum noch tragbar. Bei den Sparern in Deutschland wächst die Angst vor Staatsbankrott, Hyperinflation und Währungsreform.

Von [Patrick Bernau](#)

FAS 15.10.2011 2011-10-15T17:02:00+0200



© Illustration:

Neele Bunjes

Vom Auswandern redet ja jeder gern mal, reiche Leute ganz besonders. Ein Wahlausgang passt ihnen nicht, die Steuern sind zu hoch - schwupps, schon denken sie übers Wegziehen nach. Aber angesichts der Euro-Krise und der riesigen Schulden bekommt so mancher richtig Angst. Und redet dann nicht nur übers Wegziehen. Sondern schickt sein Geld schon mal vor, für den Fall, dass er bald nachkommt.

So erzählt es Bert Flossbach. In seinem Büro ganz oben im schicksten neuen Hochhaus Kölns verwaltet er das Geld der Superreichen. „Wenn jemand ein größeres Vermögen hat und geografisch ungebunden ist, denkt der jetzt flexibler“, sagt er. „Es geht hier nicht um einen kleinen Crash, nach dem es normal weitergeht. Es ist ein schlechtes Gefühl, wenn die da oben nicht wissen, was zu tun ist.“

„Dann werden die Defizite noch höher“

Die Reichen sind nicht allein mit ihren Sorgen. Zwar kann und will nicht jeder gleich auswandern. Doch die Angst zieht sich inzwischen durch die ganze Bevölkerung. Dass die Staatsschulden ins Immense steigen, ist zur Sorge Nummer eins der Deutschen geworden, wie eine Umfrage von Forsa für den „Stern“ zeigt: Mehr als 70 Prozent, fast drei von vier Deutschen, haben darum große Sorgen - direkt gefolgt von der Angst davor, dass die Politiker mit den Problemen überfordert sind. Inzwischen spekuliert auch der Handwerksmeister abends mit seinen Freunden darüber, wann die Hyperinflation kommt.

Mehr und mehr macht sich das Gefühl breit, dass die Schulden zu hoch sind. Griechenland, Portugal, Spanien und Italien - das kann doch niemand schultern, so denken die Ängstlichen. Das Gefühl bleibt mulmig unkonkret, schließlich hat keiner Erfahrung mit solchen Situationen - das Letzte, was in Deutschland geschehen ist, waren Hyperinflation und Währungsreform. Da geht es ans Ersparte, ans Vermögen. Die Menschen kriegen Angst um ihre Existenz. Und sie bekommen mehr und mehr Zuspruch von Finanzprofis.



© F.A.Z.

„Die Schulden verschwinden nicht davon, dass man sie in immer neue Gebilde mit lustigen Namen verschiebt“, sagt Stefan Homburg. Und das ist nicht irgendjemand. Er lehrt Öffentliche Finanzen an der Universität Hannover und hat immer wieder die Bundesregierung beraten. „Wenn jetzt noch eine Rezession kommt, werden die Defizite noch höher. Dann kommt der Punkt, an dem die Gläubiger keine weiteren Staatsanleihen mehr kaufen.“ So wie jetzt in Griechenland.

Mit hohen Vermögenssteuern könnte es glimpflich ausgehen

Bisher sind Leute wie Homburg in der Minderheit. Dagegen hält zum Beispiel Jörg Krämer, Chefvolkswirt der Commerzbank. „Ich bin ein Kritiker der EZB“, sagt er von sich selbst, schon lange sei ihm die Zentralbank nicht mehr unabhängig genug. „Aber den Kernstaat Deutschland stelle ich nicht in Frage.“ Die Inflation werde in der kommenden Wirtschaftsflaute sogar erst noch mal zurückgehen, bevor sie dann steigen könnte - aber nur mäßig. Und dass Deutschland in den nächsten Jahren irgendwann keinen Kredit mehr bekommt, hält er für ausgeschlossen. „Gucken Sie doch mal, wie niedrig die Renditen auf Bundesanleihen sind.“

Von solchen Betrachtungen lässt sich Finanzwissenschaftler Homburg nicht beirren. „Das Problem kommt ja nicht langsam“, sagt er. „Das ist, wie wenn ein Hausbesitzer Schwierigkeiten mit der Bank bekommt. Dann kriegt er immer noch einen Kredit und noch einen, und irgendwann gibt es plötzlich keinen mehr.“ Dabei sieht auch er einen Weg, mit dem Deutschland seine Schulden noch halbwegs glimpflich losbekäme. Das wären relativ hohe Vermögenssteuern, vielleicht auch in Form von einmaligen Sondersteuern auf Finanzvermögen oder auf Immobilien.

Mit der Hälfte des deutschen Privatvermögens ließen sich die Staatsschulden komplett auslöschen - selbst wenn man noch von größeren Rettungsaktionen ausgeht. Solche Steuern allerdings wären schwer durchzusetzen, weil viele Deutsche ihr Geld an der Steuer vorbei ins Ausland bringen würden. Und sie wären extrem schmerzhaft für Leute, die sich etwas angespart haben. Deshalb gehen die meisten Pessimisten nicht davon aus, dass eine deutsche Regierung diesen Weg einschlagen wird.



© F.A.Z.

„Ich glaube daran, dass man versucht, das Thema durch Inflation zu lösen“, sagt Daniel Stelter, Partner bei der Unternehmensberatung Boston Consulting, der die Staatsschulden analysiert hat und angesichts seiner düsteren Ausblicke in seiner Firma den Schwarzseher-Spitznamen „Dr. Doom“ bekommen hat. Staatsschulden würden monetisiert, glaubt Stelter, das heißt: Die Zentralbank kauft Staatsanleihen - in einem stärkeren Maß, als sie das ohnehin schon tut.

Preise steigen nur, wenn die Wirtschaft floriert

Das könnte sogar recht elegant sein. Wenn die Inflation wegen des vielen Geldes auf vier oder fünf Prozent im Jahr steigt, die Zinsen auf die Staatsschulden aber unten bleiben, kann sich ein Land nach einigen Jahren seiner Schulden recht einfach entledigen. Die Vereinigten Staaten haben's vorgemacht, nach dem Zweiten Weltkrieg. Kürzlich hat die amerikanische Ökonomin Carmen Reinhart das Vorgehen noch einmal analysiert: Banken und Versicherungen werden dann so reguliert, dass sie viele Staatsanleihen kaufen müssen, auch wenn deren Zinsen niedrig sind („damit sie sicher anlegen“). So sichert sich der Staat seine Kreditgeber auch bei niedrigen Zinsen. Den Schaden haben die Kunden der Rentenversicherungen. „Financial Repression“ nennt Reinhart dieses Vorgehen.

Doch dazu muss die Inflation bei rund fünf Prozent ankommen. Das ist nicht leicht zu erreichen, auch nicht für die Notenbank. Preise steigen meist nur dann, wenn es der Wirtschaft gutgeht. Im Abschwung passiert das nur selten. Die andere Variante ist, dass die Inflation außer Kontrolle gerät und sich immer weiter steigert. „Die große Inflation kommt, wenn die Menschen das Vertrauen in das Geld verlieren“, sagt Unternehmensberater Stelter. „Wir sehen das schon bei den ersten Leuten, die Äcker kaufen.“ Finanzwissenschaftler Homburg wiederum schätzt, dass moderne Staaten vor einer Hyperinflation eher eine Währungsreform setzen.

Ob diese Szenarien so eintreffen, ob die Verschuldung überhaupt zum Problem wird - all das ist längst nicht sicher, vielleicht nicht mal wahrscheinlich. Am Ende ist es auch nicht so wichtig. „Ich sehe das fatalistisch“, sagt Homburg. „Man kann sowieso nicht viel tun, wenn man nicht wegziehen will.“ Vor allem warnt Homburg davor, jetzt Immobilien auf Kredit zu kaufen. Damit komme man zwar gut durch eine Inflationszeit, aber hinterher hole sich der Staat diese Gewinne meistens zurück. „Lastenausgleich“ hieß das nach der Währungsreform 1948. „Kredite machen die Anleger verwundbar, wenn die Maßnahmen aus der falschen Richtung kommen“, sagt Homburg.

Es hilft nicht mal viel, das Geld ins Ausland zu bringen. Wer nicht gerade zum Steuerhinterzieher werden möchte, muss hinterher auch ausländisches Vermögen versteuern, wie der Schweizer Bankier Konrad Hummler betont. Hummler ist sich mit den anderen Schwarzsehern einig: Am besten ist es, das Geld einfach möglichst breit zu verteilen. Wer das tut, hat auf jeden Fall bestmöglich vorgesorgt. Denn das Geld gut zu verteilen ist nicht nur in der Krise ein guter Rat. Sondern auch in normalen Zeiten.

Quelle: F.A.S.

La ville martyre et le silence des Occidentaux

Le Monde | 15.10.11 | 15h41 • Mis à jour le 15.10.11 | 16h16

La dernière bataille de la guerre de Libye se livre à Syrte. Tout le monde est pressé d'en finir. Les nouvelles autorités libyennes, qui veulent enfin pouvoir proclamer la "libération" de tout le territoire et enclencher la transition politique vers des élections. Les Occidentaux, qui guettent la conclusion d'une intervention armée en Libye, auréolée de l'idéal du "plus-jamais-ça" et du coup d'arrêt porté à la politique de répression d'un dictateur, Mouammar Kadhafi.

Mais, plus que tout, c'est la population de Syrte elle-même, martyrisée au milieu des combats, qui attend la délivrance. Le dernier carré des forces kadhafistes a réduit les habitants à l'état de boucliers humains. Combien sont-ils, ces civils pris au piège des opérations ? Au siège de l'OTAN, nul n'est en mesure de le dire. Fief politique historique du colonel Kadhafi, la ville comptait environ 100 000 habitants avant la guerre. Des milliers ont pu s'échapper de l'enfer grâce à une pause de plusieurs semaines ménagée avant l'assaut des forces du Conseil national de transition (CNT).

Il reste cependant des familles entières, des femmes et des enfants, prisonniers d'une situation de guerre urbaine qui a ceci de paradoxal : l'intervention de l'OTAN en Libye, menée au nom de la "*protection des civils*" et voulue par l'ONU, cautionne de fait, à Syrte, un siège et une offensive des forces rebelles qui mettent des civils en grand danger. Le Comité international de la Croix-Rouge a tiré la sonnette d'alarme en qualifiant la situation de ces civils de "*désespérée*".

On n'entend guère les dirigeants des pays occidentaux s'émouvoir publiquement du sort fait au habitants de cette ville meurtrie, transformée en paysage dévasté sous les tirs d'artillerie et d'obus de mortier et par les combats de rue acharnés.

Certes, des précautions ont été prises, comme le soulignent des officiels de l'OTAN. Des messages urgents ont été envoyés aux combattants du CNT pour qu'ils épargnent aux habitants de désastreux "dégâts collatéraux". Le CNT affirme ne pas vouloir tirer de façon indiscriminée sur une population qui s'opposerait à son pouvoir. C'est la grande différence avec le siège de Misrata, ville attaquée pendant des mois par les forces de Kadhafi. Mais la direction politique peut-elle garantir que, sur le terrain, les combattants seront animés des mêmes scrupules ?

Il y a quelque chose de profondément gênant à voir des délégations commerciales étrangères, comme celle tout récemment envoyée par la France, se précipiter en Libye en quête de contrats, alors que se prolonge le calvaire de Syrte, sur lequel les capitales occidentales gardent le silence. L'OTAN, qui n'intervient en Libye que par voie aérienne, est impuissante à s'interposer pour prévenir des exactions à Syrte.

Les "kadhafistes" ont pris les habitants de la ville en otage. Mais les Occidentaux seront, comme le CNT, qu'ils ont parrainé, comptables du bilan humain de cette bataille. Le visage de la victoire finale, en Libye, se joue à Syrte.

Edito du Monde

Article paru dans l'édition du 16.10.11

Syrte : la victoire amère des rebelles

Le Monde | 15.10.11 | 16h05

Le ciel de Syrte a continué de tonner, vendredi 14 octobre (voir notre reportage vidéo ci-dessus). Depuis deux jours, les troupes rebelles qui ont désormais investi le coeur de la ville se jettent à l'assaut des tout derniers bastions kadhafistes, où d'ultimes poches résistent encore.

Après plus de deux semaines de frappes aériennes de l'OTAN, de bombardements à l'artillerie lourde et de combats de rue, Syrte est une cité dévastée dont chaque bâtiment officiel, maison, magasin, trottoir affiche les stigmates de la violence qui s'est déchaînée entre ses murs. Autour de la rue Dubaï, le centre-ville a été transformé en un champ de ruines inondé par les eaux des canalisations crevées.



Centre-ville de Syrte, le 13 octobre. AFP/AHMAD AL-RUBAYE

Les rebelles l'avaient surnommée *"la mère de toutes les batailles"*, dont la victoire était à la fois cruciale pour l'avenir et l'unité de la nouvelle Libye, et symbolique pour extirper les fondements de l'ancien régime. Refusant tous les appels à la reddition, la ville natale du Guide libyen déchu, Mouammar Kadhafi, a opposé une résistance tant acharnée que désespérée. De l'université à l'hôpital, tous les bâtiments ont été le théâtre d'après combats. Pourtant, dès l'entrée des rebelles, le 24 septembre, le rapport de forces ne laissait aucune chance aux loyalistes.

Il y a d'abord eu la *"guerre des ronds points"* autour desquels s'organisent les artères de la ville. Une semaine durant, ces carrefours stratégiques se sont mués en petits couloirs de la mort, chaque véhicule les traversant s'exposant à une pluie de roquettes ennemies.



Un combattant du Conseil national de transition (CNT) ouvre le feu sur les troupes loyales à Kadhafi, le 14 octobre. AFP/AHMAD AL-RUBAYE

L'Hôtel du Port, longtemps repaire de tireurs embusqués, a été la première grande conquête rebelle. Mais une conquête coûteuse. Seize de leurs combattants sont morts et soixante autres blessés devant ses portes, en un jour. L'établissement neuf, qui devait être inauguré à la fin de l'année, n'avait pas encore été baptisé. Aujourd'hui, ses façades noircies et trouées d'obus portent le nom du premier combattant à y être entré : docteur Mohamed Al-Furjani, dentiste de profession, volontaire au sein de la brigade "Libye libre", mort d'une balle dans la tête après avoir franchi le hall d'entrée.

Les tireurs d'élite à la solde de Mouammar Kadhafi auront été durant toute la bataille de Syrte le principal obstacle de l'avancée des rebelles et l'objet d'une terreur permanente. Samedi 9 octobre, la brigade du Matin du 17 février a ainsi perdu trois hommes abattus par d'invisibles ennemis. Fathi Tobroki, 38 ans, qui avait survécu à sept mois de front, tué d'une balle dans la tête ; Ahmed Hamida, "le Tripolitain", 33 ans et dix-sept jours de front, une balle dans la tête ; Chahine, 22 ans, étudiant, une balle dans le coeur. Sur une moyenne de 25 "martyrs" tombés quotidiennement en une semaine de combats, 90 % ont été tués par des "tirs de snipers", selon l'hôpital de campagne installé en lisière de Syrte.

Les mêmes sources médicales indiquent par ailleurs que, parmi les centaines de blessés, beaucoup ont été touchés par des tirs amis. Le manque de coordination des brigades formées de civils sur le front, les assauts improvisés avec des armes parfois non maîtrisées et les initiatives erratiques menées à titre individuel par des combattants de la dernière heure ont ralenti leur avancée. A quoi il faut encore ajouter la méconnaissance totale du terrain face à un ennemi qui le maîtrisait, en revanche, parfaitement et dont les ressources en armes et en munitions étaient considérables.



Les combattants rebelles à Syrte, le 14 octobre. AFP/AHMAD AL-RUBAYE

En lançant leurs forces à l'intérieur du bien nommé quartier du Dollar, situé au centre-ville, les combattants révolutionnaires ont découvert, éberlués, l'opulence des petits palais syrtois réservés aux notables de la tribu Kadhafa. Et, derrière les façades luxueuses et les escaliers de marbre : des armes, des armes et encore des armes. Fusils à lunette, RPG, mortiers, roquettes, sabres, missiles Grad, mitraillettes... un arsenal qui, au fur et à mesure qu'il est chargé sur les pick-up, semble ne pas devoir se tarir.

L'université a été le théâtre d'une lutte sans merci qui s'est réglée à coups de mortier et de missiles Grad. Le colonel Abdel-Bassat Al-Chaari a participé à l'assaut, aux commandes de Tobrouk 17 février - une brigade de 300 hommes - puis à l'évacuation des civils du quartier. Ce qui l'a le plus marqué, ce sont les témoignages des familles expliquant que les hommes de chaque maison avaient dû se battre, sous peine d'être privés de lait et de médicaments pour les enfants.

A chaque nouveau barrage qui tombe (Syrte était truffée de conteneurs géants remplis de sable fermant l'accès aux routes), les rebelles persistent à se présenter en *"libérateurs"*. Mais, au fur et à mesure que se rapproche le centre-ville et que se rétrécit le noyau dur de la résistance pro-Kadhafî, cette image se brouille. Les civils évacués ne sortent pas en faisant le V de la victoire, mais avec des regards sombres ou des mines harassées.

"Un missile ne différencie pas les civils des combattants", résume Hassem, jeune médecin syrtois, volontaire à l'hôpital Avicenne. Situé au coeur de la ville, ce grand hôpital a été pris par les brigades de Misrata arrivées par l'ouest le 9 octobre.



Un combattant rebelle porté dans une ambulance à Syrte, le 14 octobre.AFP/ARIS MESSINIS

Beaucoup de rumeurs avaient circulé à son sujet. Des femmes kidnappées sur la route de l'est lors du repli kadhafiste y auraient été détenues en otages, ainsi que d'autres Libyens disparus, dont deux médecins enlevés à Brega fin août. Une fois à l'intérieur, les rebelles n'ont trouvé nulle trace de ces derniers, mais ont pris la mesure d'une catastrophe sanitaire qui les dépasse.

Le plafond s'est effondré dans le bloc opératoire. Le deuxième étage a été ravagé par des tirs d'obus. Les blessés ont été rassemblés loin des vitres explosées, dans les couloirs moites où règne une odeur épouvantable : beaucoup d'hommes aux blessures suppurantes, aux membres sectionnés et au visage brûlé. Les rebelles estiment qu'ils sont tous ou presque des combattants à la solde de Mouammar Kadhafi. Ils en ont la carrure, mais ne sont plus en état de donner leur version de l'histoire.

La tête enfouie sous les couvertures, les moins mal en point restent obstinément muets. Il y a enfin des femmes et des enfants au regard hagard et terrifié, dont les blessures sont en apparence plus superficielles. Une adolescente affirme que ses voisins sont restés prisonniers des décombres de leur maison. Aucune ambulance n'est disponible.

Hassem, le médecin, explique que la gangrène a fait des ravages dans l'établissement et que, depuis que l'anesthésiste est parti, beaucoup de patients qui devaient être opérés d'urgence attendent. Hormis les aides-soignants volontaires, affirme-t-il, l'hôpital ne dispose plus que d'un chirurgien, d'un ophtalmologue et d'un orthopédiste.



Vue de la ville de Syrte, le 13 octobre.AFP/ARIS MESSINIS

Dibeh Fakhr, porte-parole de la Croix-Rouge rencontrée sur place, décrit elle aussi une situation *"chaotique, voire désespérée"*. *"L'hôpital n'est plus fonctionnel et l'évacuation des blessés est problématique"*, explique-t-elle.

Le docteur Farraj, un psychiatre de Benghazi, qui organise sur le front le ravitaillement en médicaments et en nourriture pour les rebelles et les civils, pense qu'à Syrte *"Kadhafi a gagné la bataille médiatique"*. *"Il a fait passer les rebelles pour des terroristes et des islamistes. Les femmes hurlent et pleurent à nos check-points comme si elles arrivaient en enfer, alors qu'on voulait leur offrir la Libye libre"*, lâche-t-il avec dépit.

Syrte est désormais ville ouverte, même si plusieurs jours seront sans doute encore nécessaires pour que se taisent toutes les armes. La cité n'aura pas été *"libérée"*, elle a été mise à genoux, les os brisés.

Cécile Hennion

Article paru dans l'édition du 16.10.11

Demonstrationen in Deutschland: Angst vor dem Untergang

In Deutschland geht die Mittelschicht auf die Straße: Sie protestiert gegen Banken, Politik und Kapitalismus. Der Bürger fürchtet um seine Zukunft.

F.A.S. Von [Hendrik Ankenbrand](#), [Patrick Bernau](#)

15.10.2011 2011-10-15T19:22:00+0200



© dpa „Occupy Wallstreet“: Auch in München

gingen die Menschen auf die Straße

Deutschland protestiert. Nach den Demonstrationen in New York und Los Angeles marschiert die Republik gegen die Macht der Finanzmärkte. In München zogen am Samstag nach Angaben der Veranstalter rund 1000 Menschen durch die Innenstadt, in Köln trafen sie sich am Chlodwigplatz, in Berlin versammelten sich 10.000 am Alexanderplatz. In Frankfurt, im Herz des deutschen Kapitalismus, war eine Demonstration mit 200 Teilnehmern angemeldet worden. Es kamen 8000.

Es sind keine Spinner, die in Deutschlands Innenstädten Transparente schwenken. Es sind Bürger. Wie in Amerika ist es die Mittelschicht, die demonstriert. Die Berichte über eine bevorstehende zweite Bankenrettung nach Lehman treibt sie auf die Straße. Mütter mit Kinderwagen und Ehepaare in Partnerjacken ziehen am Samstagmittag brüllend durch das Frankfurter Bankenviertel hin zur Europäischen Zentralbank. Es geht ihnen um Gerechtigkeit: Die Banker, die Verursacher der Krise, sollen geben statt immer nur nehmen.

Der ganze Sozialstaat besteht nur noch aus Schulden

Die Bürger haben Angst. Dass die Schuldenkrise uns alle in den Abgrund reißt und dass das ganze Banken- und Staatenretten ihre eigene Zukunft bedroht. Der Bürger fürchtet sich vor dem Abstieg.

„Diese Person möchte keine Banken retten“ steht auf einem Schild, seine Trägerin ist 46 Jahre alt und arbeitet als Stewardess bei Lufthansa. Die Frankfurter Demonstrantin fürchtet, dass ihre 13 Jahre alten Tochter später mal in einer maroden Massenuniversität studieren muss, weil der Staat nach der ganzen Retterei kein Geld mehr für die Bildung hat. Die Frau sagt, sie sei eigentlich ein unpolitischer Mensch. Nie zuvor hat sie protestiert. „Doch jetzt verzockt die Politik den Wohlstand.“ Das Steuergeld fließt nicht in die Zukunft ihrer Tochter, sondern versickert in Banken und Griechenland. „Und wir werden nicht gefragt.“ So reden die meisten, die da durch die Innenstädte ziehen. Dass Banker Schurken sind, steht für sie ohnehin fest. Die Bürger fürchten, dass statt der Politiker in Wahrheit das Kapital regiert. Und wo bleiben dann sie?



Foto: dapd Revolution: In Frankfurt versammelt sich die Masse vor dem Gebäude der EZB

Petra Özkan, 59, zieht an der Seite ihres Ehemanns Kamil durchs Bankenviertel, 60 Jahr alt. Sie ist Lehrerin, er Übersetzer. Das Ehepaar hat die Talkshow Maybrit Illner gesehen, als Gast war der Organisator des Frankfurter Demonstrationszugs geladen. Nach der Sendung setzte sich Kamil Özkan an den Esstisch und malte ein Schild: „Empört Euch!“

Der ganze Sozialstaat bestehe doch nur noch aus Schulden, sagt Özkan. Dass es billiger sei, die Banken statt Griechenland zu retten, lässt das Ehepaar nicht gelten: „Die Politik hätte doch Konzepte entwickeln müssen, dass es so weit erst gar nicht kommt.“ Doch stattdessen gehe das Land dem Untergang entgegen.

Es scheint, das Land ist auf dem Gipfel angekommen

Die ungewisse Zukunft ist es, die Furcht bereitet, denn die Gegenwart sieht so schlecht gar nicht aus. Die Ungleichheit hat sich in Deutschland in den vergangenen Jahren nicht extrem auseinanderentwickelt. Anders als in Amerika haben die Demonstranten in Frankfurt und München Jobs. Es gibt es für so viele Menschen Arbeit wie nie seit der Wiedervereinigung - und laut Statistischem Bundesamt auch noch fast so viele unbefristete normale Arbeitsverträge wie im Jahr 1999. Doch ständig lesen die Deutschen, dass Leiharbeit und Zeitverträge zur Regel werden. Und seit Jahren können sich Normalverdiener nicht mehr leisten, weil ihre Lohnsteigerungen von der Inflation und den Steuern aufgeessen werden.

Schon immer hat sich die deutsche Mittelschicht geängstigt, vom Staat ausgeraubt zu werden und den Anschluss zu verlieren. Doch früher haben die Menschen keine Transparente gemalt. Seit dem Chaos jedoch, das mit dem Fall der Lehman-Bank Einzug in die Weltpolitik gehalten hat, ist die Angst riesig geworden. So wie in Amerika die „Occupy Wall Street“-Bewegung die Ungleichheit zum Thema macht, die Amerika seit Jahren aufregt, protestieren die deutschen Demonstranten nun wegen den Sorgen, die sie selbst schon seit Jahren haben.

Das Land, so scheint es, ist auf dem Gipfel angekommen - von dort an kann es nur noch abwärts gehen. Schon lange ist den Deutschen der Glaube an eine Zukunft verloren gegangen, die besser wird als die Gegenwart. Die Berufsanfänger führen heute kein angenehmeres Leben als ihre Eltern, das ist die Wahrnehmung - obwohl die Jungen heutzutage zumindest ein deutlich höheres Gehalt beziehen.

„Jetzt droht alles zusammenzubrechen“

Aber was ist, wenn sie mal alt sind? Die Rente ist unsicher, so erzählen es Ökonomen und Bevölkerungsforscher landauf landab, und die Jungen müssen trotzdem Unsummen für die Alten zahlen. Doch können sie die Rentenbeiträge auch in Zukunft zahlen, wenn diese astronomische Höhen erreichen?

Deutschlands Bildungssystem ist mittelmäßig, wie die Pisa-Studien gezeigt haben - und die Situation bessert sich nur langsam. Gleichzeitig lauern in Asien hungrige, billige Arbeitskräfte, die den Deutschen das Lebens schwer machen.

Aus Gießen hat sich der Student Florian Mörschel am Samstag nach Frankfurt aufgemacht. Der Student Mörschel ist 25, er wählt CDU und hat ebenfalls noch nie demonstriert. Konservativ zu sein, sagt Mörschel, heiße für ihn, dass die Strukturen gleich blieben. „Doch jetzt droht alles zusammenzubrechen.“ Was ist, wenn Deutschlands Schulden die Volkswirtschaft ersticken? Wird Mörschel nach seinem Studienabschluss einen Arbeitsplatz finden?

Der Schirm rettet nur die Banken und Versicherungen

Tatsächlich sind viele Deutsche stärker aus der Finanzkrise herausgekommen, als sie hinein gegangen sind. Dank Kurzarbeit und der Nachwirkungen der Hartz-Reformen schrumpfte die Arbeitslosigkeit wieder schnell. Und im aktuellen Aufschwung wuchs das Gefühl, dass tatsächlich wieder in einigen Berufen Leute gesucht werden. Die ersten Gehälter wurden erhöht, Streiks gewonnen, und es gab die ersten Tariferhöhungen über der Inflationsrate. Es sah so aus, als könne der Wohlstand in Deutschland bald wieder wachsen. Die Hoffnung war zurückgekehrt.

Doch jetzt ist da die Enttäuschung. Die Bankenkrise zeigt wieder ihre Fratze. Die Börsen brechen wieder ein, die Finanzwelt erinnert an ein großes Kasino. Und wieder sollen Banken gerettet werden um den Preis, dass die Lasten für Staat und Steuerzahler steigen. „Können wir Bildung künftig überhaupt noch zahlen?“, fragt Mörschel.

In Frankfurt versammelt sich die Masse schließlich vor dem Gebäude der Europäischen Zentralbank. Der Rettungsschirm, an dem Deutschland einen Anteil von bis zu 400 Milliarden Euro hält, rette doch nur die Banken und Versicherungen, das ist hier die Mehrheitsmeinung. Ein Protestler ruft ins Megafon, die Bundesregierung verwechsle die Bremse mit dem Gaspedal. „Lasst uns eine Bewegung im Land aufbauen, die so stark ist, dass unsere Forderungen nicht mehr ignoriert werden können“, schallt es über den Platz.

Die Menge jubelt. Endlich passiere mal etwas, sagt ein Demonstrant: „Bevor es zu spät ist.“

Quelle: F.A.S.

Sind Sie für einen dauerhaften Rettungsmechanismus?

Die FDP ruft ihre Mitglieder zum Entscheid über die Euro-Rettung. Aber das Thema geht alle Bürger an. Deshalb fragen wir unsere Leser: „Sind Sie für einen dauerhaften Euro-Rettungsmechanismus (ESM)?“
Stimmen Sie ab!

15.10.2011 2011-10-15T15:10:00+0200

Umfrage

Sind Sie für einen dauerhaften Euro-Rettungsmechanismus (ESM)?

934 Stimmen wurden abgegeben.

8%

Ja

92%

Nein

Die Argumente pro und contra finden Sie hier auf einen Blick.

Pro

Der Export ist die Grundlage unseres wirtschaftlichen Erfolgs. Weit über die Hälfte unserer Exporte entfällt auf die Europäische Union. Rund ein Viertel der Beschäftigten arbeitet im exportabhängigen Bereich. Europa ist eine Wertegemeinschaft, aber auch ein wichtiger Faktor auf unserem Kurs für Wachstum und Wettbewerbsfähigkeit. Die nachhaltige Lösung der Schuldenkrise ist deshalb ein unverzichtbarer Baustein unserer Politik für Wachstum und Beschäftigung. Europa muss gerade jetzt zusammenstehen. Wir haben auf dem Weltmarkt nur eine Chance, wenn Europa zusammen bleibt.

Europa muss neu aufgestellt werden, um sich dauerhaft zu stabilisieren. Ein Schlüssel dafür ist der so genannte Europäische Stabilitätsmechanismus (ESM), der bis 2013 eingerichtet wird. Der ESM darf kein dauerhaftes Instrument der gemeinschaftlichen europäischen Staatsfinanzierung werden. Er ist auf seine Rolle als politisch unabhängiger Kriseninterventionsmechanismus zu beschränken. Mit ihm müssen wir weit mehr erreichen als einen bloßen finanziellen Rettungsschirm. Der ESM setzt eine enge Abstimmung der nationalen Haushalts- und Wirtschaftspolitiken voraus.

Derzeit herrscht eine große Abhängigkeit von der Bewertung der drei Ratingagenturen Standard & Poor's, Moody's und Fitch. Diese Vormachtstellung muss aufgehoben werden. Wir brauchen mehr Wettbewerb. Wir setzen uns für die Gründung weiterer unabhängiger und privat finanzierter Ratingagenturen, möglichst mit Sitz in Europa, ein.

Die letzten anderthalb Jahre haben gezeigt, dass der Prozess zurück zur Stabilitätsunion zwar nicht schlagartig, aber doch langsam und mühsam begonnen worden ist und Früchte gezeigt hat. Man muss sich doch nur einmal die Ergebnisse und die Fakten anschauen: Irland war eines der am schwersten belasteten Länder. Irland wird heute schon zu niedrigeren Zinsen auf den Märkten bewertet als noch vor wenigen Wochen. Das zeigt: Die Märkte haben den Aufschwung und die Entwicklung akzeptiert. Portugal und Griechenland unternehmen riesige Anstrengungen. Portugal hat ebenfalls eine sehr positive Perspektive. Griechenland ist ein extrem anderer Fall.

Spanien hat die Schuldenbremse in seiner Verfassung bereits eingeführt. Wer hätte vor einem halben Jahr gesagt, dass das so schnell ginge? Italien und Frankreich haben im Übrigen zugesagt, sie ebenfalls einführen zu wollen, und haben Sparprogramme auf den Weg gebracht. Das heißt, die Philosophie „Zurück zum Stabilitätspakt“ hat gezündet. Was wir mit der Ertüchtigung dem ESM jetzt machen, ist nichts anderes, als

diesen Weg noch fachlicher zu begleiten, mit noch klareren Konditionen zu verbinden und die Instrumente nachzureichen, die wir im Moment nicht haben.

Endlich wird die Möglichkeit vorgesehen, im Falle einer Krise eine Banken-Rekapitalisierung zu finanzieren. Das wird Europa in die Lage versetzen, sich aus der Situation einer ständigen Erpressung durch die Finanzmärkte zu befreien. Dann kann dieser Infektionsprozess - von Bank zu Bank, von Land zu Land - nicht mehr stattfinden. Wenn das Geld bereitsteht, ist es möglich, die gefährdeten Banken zu sichern, so wie das 2008 bei der Commerzbank gemacht worden ist. Die Commerzbank hat den größten Teil des Darlehens schon mit Zinsanteil zurückgezahlt.

Deswegen sind dies Entscheidungen, die man gerade auch als kritisch denkender Ökonom mit voller Überzeugung treffen kann.

Zusammengestellt aus Reden und Positionspapieren der FDP-Fraktionsführung.

Contra

Unbefristete Rettungsmaßnahmen, bei denen Deutschland für Schulden anderer europäischer Staaten haftet, kommen für uns nicht in Frage.

Rettungsmaßnahmen für überschuldete Staaten lassen sich mit ordnungspolitischen Prinzipien nicht vereinbaren. Sie setzen das Prinzip außer Kraft, dass Gläubiger für ihr Risiko haften müssen. Zusätzlich verletzen sie die Nichtbeistandsklausel der Europäischen Verträge.

Wir lehnen jedwede Ausweitung oder Verlängerung der Rettungsschirme, die Einführung von Eurobonds und auch jede andere Form von gemeinschaftlicher Haftung für Schulden einzelner Staaten ab. Wir halten es für falsch, dass die Europäische Zentralbank oder die deutsche Bundesbank Staatsanleihen überschuldeter Staaten aufkauft.

Wir lehnen daher auch die Einrichtung eines unbefristeten europäischen Stabilitätsmechanismus (ESM) ab. Wir werden ihm im Bundestag die Zustimmung verweigern und eine entsprechende Veränderung der Europäischen Verträge ablehnen. Dies ist im Koalitionsvertrag auch nicht vereinbart worden.

Sollten sich die bisher beschlossenen Maßnahmen nicht als hinreichend herausstellen, sprechen wir uns dafür aus, überschuldeten Staaten einen geordneten Austritt aus dem Euro zu ermöglichen, um ein ungeordnetes Auseinanderbrechen unserer Währung zu verhindern.

Am 11. Februar 2010 haben sich die Staats- und Regierungschefs der Europäischen Union zum kollektiven Rechtsbruch verabredet. Griechenland sollte auf jeden Fall finanziell geholfen werden. Damit haben die Staats- und Regierungschefs nichts anderes verkündet als den Bruch der Nichtbeistandsklausel in den europäischen Verträgen.

Uns wurde im Deutschen Bundestag versprochen, dass die Griechenland-Hilfe eine einmalige Hilfe ist, die absolute Ausnahme und sonst nichts. Die Tinte war noch nicht trocken, schon wurde einen Tag später in Brüssel der jetzige Schuldenschirm EFSF vereinbart.

Als der Deutsche Bundestag das sogenannte Euro-Rettungspaket verabschiedete, wurde erklärt, dass ohnehin niemand unter diesen Schirm flüchten wird. Bereits wenige Monate später drängte sich erst Irland, dann Portugal und bald auch Griechenland unter den Schirm.

Allen Bekundungen zum Trotz hat schon die erste Griechenland-Hilfe die Situation für Griechenland nicht entschärft, sondern verschärft. Griechenland nimmt weniger Steuern ein als 2010 und gibt im Vergleich zum Vorjahr mehr Geld aus, prozentual und absolut - auch ohne Zinsen.

Allen Bekundungen zum Trotz hat der Schuldenschirm auch die Überschuldungskrise von anderen Staaten und von Banken nicht entschärft, sondern verschärft. Es wird nur teuer Zeit gekauft. Doch Griechenland kann aus seiner Überschuldung auch mit viel Zeit nicht herauswachsen, erst recht nicht mit noch mehr Schulden. Die angeforderten neuen Hilfen und die Aufstockung des Schuldenschirms werden die Lage noch weiter verschärfen.

Angst war schon immer ein schlechter Ratgeber, aber mit Angst wird seit dem Herbst 2007 eine Politik gemacht, die Recht und Freiheit schleift. Das fördert die Angst vor dem Zusammenbruch unseres Finanzsystems.

Das heutige Europa ist auf dem Weg in die monetäre Planwirtschaft und den politischen Zentralismus. Und wir sind auf diesem Weg in die Knechtschaft, weil wir uns durch die Angst vor einem Zusammenbruch unseres Finanzsystems erpressen lassen.

Zusammengestellt aus Reden und Positionspapieren der Gruppe um den FDP-Abgeordneten Frank Schäffler.

Redaktion: **Melanie Amann, Ralph Bollmann**

Quelle: F.A.S.

Les "égoïstes" de la zone euro : pourquoi ils renâclent à aider les "maillons faibles"

Le Monde | 14.10.11 | 14h12 • Mis à jour le 14.10.11 | 20h02

On les appelle les "égoïstes" de la zone euro. Ces pays, qui, comme la Slovaquie, rechignent à payer pour sauver la Grèce et les dérapages budgétaires des autres "maillons faibles" du sud de l'Europe.

Après avoir voté contre, le Parlement de Bratislava a finalement approuvé, jeudi 13 octobre, l'élargissement du Fonds européen de stabilité financière (FESF) nécessaire au sauvetage d'Athènes. Mais en hésitant, le pays a effrayé les dirigeants européens et mis au jour la rigidité de la gouvernance de la zone et l'exaspération de certains membres : la Slovaquie mais aussi les Pays-Bas, la Finlande et, dans une moindre mesure, l'Allemagne. Point sur ces "égoïsmes".

La Slovaquie : ne pas payer pour plus riches qu'eux. Le blocage du vote sur l'élargissement du FESF au Parlement slovaque a d'abord répondu à un calcul purement politique. Il a permis à l'opposition de précipiter la chute du gouvernement de centre-droit.

Mais il a aussi fait écho à un ressentiment, "*compréhensible*" de la population, reconnaît Sylvain Broyer, économiste chez Natixis. La Slovaquie, entrée dans la zone euro en 2009, reste un pays pauvre. Plus pauvre que la Grèce et les autres nations que le pays est censé secourir. La retraite des fonctionnaires slovaques s'élève en moyenne à 600 euros par mois, contre 850 euros en Grèce. Même si le coût de la vie est moins cher en Slovaquie, le pays a le sentiment de payer pour assurer les retraites des fonctionnaires grecs.

Le soutien au FESF pourrait coûter au pays jusqu'à 7,7 milliards d'euros en garanties, soit 13 % du produit intérieur brut (PIB), souligne M. Broyer, qui rappelle que le pays bénéficie des fonds structurels européens, soit 1,6 milliard d'euros par an.

Les Pays-Bas : l'éthique protestante et l'esprit du capitalisme. Membre du club fermé des pays notés AAA par les agences de crédit, la Hollande est un exemple de rigueur et de discipline budgétaire. Selon les calculs de Natixis, compte tenu des recettes courantes, le pays ne mettrait qu'1,7 an à rembourser sa dette contre 2,02 ans pour la France et 2,3 pour le Royaume-Uni. Selon le Fonds monétaire international (FMI), son déficit budgétaire représentera 3,8 % du PIB en 2011 et 2,8 % en 2012. En dessous de la ligne jaune du traité de Maastricht (3 %).

"Cette discipline exemplaire est le résultat d'une fiscalité sévère qui trouve son fondement dans une forme d'éthique protestante", estime Shahin Vallée, économiste au centre Bruegel. Au Pays-Bas, on comprend donc mal de devoir aider encore et encore un pays comme la Grèce, *"qui n'a pas présenté un budget à l'équilibre depuis cinquante ans"*, pointe Charles Wyplosz, professeur d'économie internationale au Graduate Institute de Genève.

La Finlande : le refus de l'aléa moral. Le pays peut mettre en avant des finances saines malgré la crise. Selon le FMI, la Finlande sera en excédent budgétaire en 2012. Le pays rappelle aussi s'être sorti seul d'une crise bancaire dans les années 1990. Pourquoi aujourd'hui soutenir ceux qui, comme la Grèce, n'ont pas respecté les règles du jeu ?

La Finlande incarne aussi le réflexe de repli sur soi. Après sa percée aux dernières élections législatives (19 % des voix), le parti nationaliste les Vrais Finlandais a pu exiger et obtenir des garanties contre les prêts à la Grèce. De tous les "égoïstes", le pays est ainsi, selon M. Vallée, *"le seul à présenter un véritable euroscepticisme"*.

L'Allemagne : échaudée par la réunification. Angela Merkel affiche depuis quelques semaines une grande fermeté pour sauver la Grèce et éviter la contagion de la crise. Mais jeudi, la chancelière s'est encore fait rattraper par l'opinion publique.

Huit instituts d'économistes ont lancé un appel aux gouvernements pour arrêter d'investir leur énergie dans le sauvetage de la Grèce. *"Les sommes engagées peuvent augmenter à l'infini"*, alertent-ils.

Ces experts savent de quoi ils parlent. Les transferts financiers entre l'ex-RFA et l'ex-RDA après la réunification ont coûté 1 300 milliards d'euros en vingt ans à l'Allemagne de l'Ouest. Et les Allemands considèrent avoir souffert pour redresser leurs finances publiques. Avec succès : le déficit budgétaire devrait atteindre 0,9 % du PIB cette année.

Si l'Allemagne, l'un des principaux contributeurs de l'euro, ne peut être considérée au sens strict du terme comme "égoïste", elle appartient au clan des durs, adeptes de la discipline budgétaire, et veut s'assurer que toute aide sera assortie d'engagements fermes.

Claire Gatinois

Article paru dans l'édition du 15.10.11

Le Royaume-Uni embrasse le nucléaire

LEMONDE.FR Avec AFP | 11.10.11 | 15h11 • Mis à jour le 11.10.11 | 15h20



Après Fukushima, seules l'Italie, la Suisse et l'Allemagne ont renoncé à l'énergie nucléaire. AFP/RADEK MICA

Feu vert pour le programme nucléaire britannique. L'un des plus ambitieux d'Europe, ce programme peut aller de l'avant, après l'accord de l'inspecteur chargé de donner son avis à la suite de la catastrophe de Fukushima. Le Royaume-Uni compte aujourd'hui dix centrales nucléaires abritant 19 réacteurs, assurant près d'un cinquième de la production nationale d'électricité.

"LES LEÇONS DE FUKUSHIMA SERONT TIRÉES"

Un rapport commandé par le gouvernement pour évaluer les installations du pays et faire des recommandations en matière de sécurité avait en effet été commandé par le gouvernement. *"Ce rapport indique clairement que le dispositif de sécurité nucléaire au Royaume-Uni est l'un des meilleurs du monde, et que l'énergie nucléaire peut continuer à approvisionner l'industrie et les particuliers à travers le pays, tout en soutenant l'emploi"*, a affirmé Chris Huhne, ministre de l'énergie, dans une déclaration écrite aux députés. Il a aussi promis de suivre les recommandations de M. Weightman, inspecteur en chef des installations, en faveur d'une *"amélioration continue"* des normes de sécurité.

De son côté, M. Weightman a assuré que *"les leçons de Fukushima seront tirées"*. Il s'est notamment rendu au Japon à la tête d'une délégation d'experts pour y faire le point après l'accident nucléaire déclenché en mars par un séisme de magnitude 9 suivi d'un tsunami. Il a estimé qu'un scénario *"extrême"* de ce type n'était *"pas crédible"* au Royaume-Uni mais il a toutefois réclamé des mesures supplémentaires, par exemple pour protéger les centrales nucléaires en zones inondables ou répondre à une coupure prolongée d'électricité.

UN MARCHÉ DE 35 MILLIARDS D'EUROS

A l'inverse de l'Allemagne et de l'Italie, qui ont décidé de rompre avec le nucléaire après la catastrophe de Fukushima, le gouvernement du premier ministre conservateur David Cameron a confirmé sa confiance dans l'atome et a désigné huit sites aptes à accueillir de nouvelles centrales.

Le Parlement a, en outre, approuvé en juillet à une majorité écrasante la politique énergétique du gouvernement prévoyant de renouveler le parc nucléaire vieillissant du pays. Plusieurs groupes d'énergie européens veulent ainsi construire d'ici à 2025 au moins 10 réacteurs, répartis dans cinq nouvelles centrales.

Les français EDF et GDF-Suez, l'espagnol Iberdrola et les allemands EON et RWE sont sur les rangs, pour un marché estimé à plus de 35 milliards d'euros. Le gouvernement avait indiqué attendre la publication du rapport final de M. Weightman pour donner leur décision sur une autorisation des réacteurs nouvelle génération de type EPR du groupe français Areva et AP1000 de l'américain Westinghouse.

EDF, qui a déjà arrêté son choix sur l'EPR, souhaite construire quatre réacteurs, dont le premier était censé entrer en service en 2018. Mais le calendrier devrait être modifié en fonction de nouvelles recommandations du gouvernement tenant compte du rapport Weightman.

Pour la BCE, recapitalisation des banques et participation du privé ne sont pas la panacée

LEMONDE.FR avec AFP | 13.10.11 | 13h09



La BCE a réaffirmé jeudi son opposition à tout défaut de paiement, même partiel, d'un Etat de la zone euro. AP/Virginia Mayo

Alors que le débat sur un nouvel allègement du poids de la dette grecque à imposer à ses créanciers privés s'est intensifié ces dernières semaines, la Banque centrale européenne (BCE) a réaffirmé jeudi 13 octobre son opposition à tout défaut de paiement, même partiel, d'un Etat de la zone euro, et rejeté tout plan de sauvetage qui obligerait le secteur privé, c'est-à-dire les banques, à mettre la main à la poche.

"La BCE s'est nettement opposée à tous les plans qui ne sont pas volontaires ou contiennent des éléments obligatoires" pour les détenteurs de dette publique, et a appelé à *"éviter tout événement de crédit, défaut partiel ou défaut"* d'un pays, rappelle-t-elle dans son rapport mensuel.

Une décote de 21 % avait été décidée le 21 juillet par les responsables européens mais n'avait pas été considérée par les marchés comme un *"événement de crédit"*, les banques y ayant consenti sous forte pression, mais officiellement de manière volontaire.

NE PAS EFFRAIER LES INVESTISSEURS

"Une participation du secteur privé pourrait avoir des effets négatifs directs sur le secteur bancaire de la zone euro (...) et accroître le besoin d'une large recapitalisation des banques", met en garde la BCE.

De surcroît, une telle participation du privé pour aider un membre de la zone euro pourrait effrayer les prêteurs et *"empêcher l'accès des autres pays aux marchés [financiers], même si leurs fondamentaux économiques n'ont pas varié"*, ajoute-t-elle.

Un cercle vicieux pourrait même s'enclencher, la recapitalisation des banques endettant encore plus les Etats, qui *"pourraient voir leur notation dégradée"*, ce qui compliquerait encore la situation des banques. Enfin, une participation du secteur privé *"pourrait aussi mettre en danger la réputation"* de l'euro, effrayant les investisseurs privés et publics.

F.A.Z.-Gespräch „Wer die Anforderungen erfüllt, ist uns willkommen“

Der niederländische Einwanderungsminister Gerd Leers will eine selektive Einwanderungspolitik. Dass sich jeder Migrant in den Niederlanden einbringen könne, sei das Ziel, eine verminderte Einwanderungswelle der Nebeneffekt.

FAZ 05.10.2011 2011-10-05T23:21:00+0200



© AFP

Gerd Leers: „Alle, die zu uns kommen, müssen sich bewusst dafür entschieden haben.“

Herr Minister, um wie viel muss die Einwanderung sinken, damit Sie zufrieden sind?

Es geht uns um Qualität, nicht um Quantität. Wir wollen eine selektive Einwanderungspolitik: Die Leute, die zu uns kommen, müssen das Beste aus sich herausholen, um bei uns mitmachen zu können. Dafür stellen wir Anforderungen, und die kann nicht jeder Migrant erfüllen. Das führt zwar dazu, dass weniger Einwanderer kommen - aber das ist ein Effekt, kein Ziel an sich.

Wirklich? Im Koalitionsvertrag und dem Tolerierungsabkommen mit der Partei von Geert Wilders wird den Bürgern eine "sehr wesentliche Verminderung des Zustroms" von Einwanderern versprochen.

Für unseren Tolerierungspartner war das das Wichtigste. Für uns ist entscheidend, dass sich alle Menschen hier einbringen können. Meine Politik vereinbart beides.

Warum fühlen sich so viele Niederländer von der Einwanderung bedroht?

In den neunziger Jahren sind sehr viele Migranten zu uns gekommen und haben den Versorgungsstaat genutzt. Alteingesessene Niederländer fühlten sich plötzlich fremd im eigenen Land.

Zu Recht? Oder haben Populisten wie Pim Fortuyn und Geert Wilders den Leuten die "Überfremdung" eingeredet?

Machen Sie nicht den Fehler, die Sorgen der Leute mit dem Etikett Populismus zu überkleben. Es gibt die Probleme. In den neunziger Jahren, als ich Abgeordneter in Den Haag war, hat mir meine Mutter auf einem Spaziergang einmal ihr Leid geklagt: Es sei doch nicht richtig, dass junge Leute aus dem Dorf keine Wohnung mehr fänden, weil alle den Ausländern zugewiesen würden. Damals habe ich meine Mutter gemaßregelt. Wir mussten den zu uns kommenden Ausländern doch helfen! Die Schattenseite der Migration hatte ich da noch nicht erkannt. Diese Gefühle in der Bevölkerung sind zu Beginn dieses Jahrhunderts von Pim Fortuyn wachgeküsst worden. Der islamistische Mord an Theo van Gogh hat der politischen Korrektheit dann weiter den Garaus gemacht. Jetzt baut Wilders mit seinem Kampf gegen den Islam darauf auf.

Warum war diese Entwicklung gerade in Ihrem Land so dramatisch?

Wir hatten unbedingt ein Modellland für kulturelle Toleranz sein wollen. Umso heftiger, vielleicht auch überzogen war dann die Gegenreaktion. Die Politik hat lange so getan, als könne sie immer alle Probleme

lösen. Die Bürger verloren den Sinn für Eigenverantwortung. Sie beschränkten sich darauf, Forderungen an die Regierung zu stellen, aber die konnte viele Erwartungen nicht erfüllen.

Warum wollen Sie jetzt die EU-Richtlinie zum Familiennachzug deutlich verschärfen?

Früher sind Menschen zu uns gekommen, die jetzt ihre Familie nachholen oder eine Ehefrau in ihrem Herkunftsland suchen; manche mögen gar noch denken, sie könnten mehrere Ehefrauen haben. Dann kommen hier zum Beispiel junge Frauen an, die wie weggeschlossen in ihrer Wohnung leben. Das ist schlecht für diese Frauen, aber auch für die Gesellschaft.

Aber die Zahl der Türken oder Marokkaner in den Niederlanden, die sich ihren Ehepartner in der Türkei oder Marokko suchen, sinkt doch seit Jahren sehr deutlich.

Aber nur, weil wir die Nachzugsregeln schon verschärft hatten. Beide müssen 21 Jahre alt sein, und der hier lebende Ehegatte musste ein Einkommen von mindestens 120 Prozent des Mindestlohns nachweisen. Diese Regel wurde aber von der vorigen Regierung wegen eines Urteils des Europäischen Gerichtshofs zurückgenommen. Wir müssen die Sache europäisch angehen. Es gibt immer noch "Importbräute" und auch Menschenschmuggel. Und es gibt noch viele Einwanderer aus der zweiten und dritten Generation, die jetzt ins Heiratsalter kommen.

Erst mit 24 Jahren würde nach Ihren Plänen etwa eine Marokkanerin zur Eheschließung ins Land kommen dürfen. Sind Ausländer denn nicht wie Niederländer mit 18 Jahren für sich selbst verantwortlich?

Für Niederländer, die in unserer jüdisch-christlichen Kultur aufgewachsen sind, versteht sich die Gleichwertigkeit von Männern und Frauen von selbst. Viele Menschen vor allem in Afrika und aus islamischen Ländern haben aber eine andere Kultur. Wir wollen das Mindestalter erhöhen, damit die betreffenden Personen schon selbständiger denken, weil sie schon eine Ausbildung hinter sich haben oder einer Arbeit nachgehen. Alle, die zu uns kommen, müssen sich bewusst dafür entschieden haben. Dann können sie vollwertige Mitglieder unserer Gesellschaft sein.

Fühlen sich die Einwanderer nicht entfremdet von dieser Gesellschaft, wenn die Anforderungen an sie immer weiter verschärft werden?

Nein. Wer die Anforderungen erfüllt, ist uns herzlich willkommen!

Ihre Regierung will die Staatsbürgerschaft nur noch unter Vorbehalt vergeben. Gibt es künftig Niederländer erster Klasse und Niederländer auf Bewährung?

Nein. Reden wir nicht darum herum: Hier geht es um Kriminalitätsbekämpfung. Der Entzug der unter Vorbehalt verliehenen Staatsbürgerschaft kann eine angemessene Strafe sein.

Die Einwanderungspolitik, die Sie vertreten, hat Geert Wilders maßgeblich mitformuliert. Sie hatten ihn früher einmal den "fleischgewordenen Chef der Giftspucker im Internet" genannt ...

Ja, und davon nehme ich nichts zurück. Wilders wirft den Muslimen vor, die Ursache aller möglichen Probleme in der Gesellschaft zu sein. Für mich ist der Islam eine Religion, keine Ideologie. Ich bleibe nicht am Rand stehen und kritisiere, ich übernehme Verantwortung für eine strenge, aber faire Politik.

Spätestens seit Thilo Sarrazins Buch warten hierzulande viele auf einen "deutschen Wilders". Was raten Sie Ihren deutschen Kollegen, wenn die sich das ersparen wollen?

Gebt den Leuten das Gefühl, dass Ihr ihre Sorgen ernst nehmt, auch die Reaktionen auf das Buch. Geht dahin, wo die Menschen wohnen. Wir müssen weniger twittern und mehr mit den Leuten sprechen.

Die Fragen stellte Andreas Ross.

•

Haager Pläne, Brüsseler Grenzen

Die Rechtsliberalen von Ministerpräsident Mark Rutte und der Christlichen Demokraten sind der Freiheitspartei von Geert Wilders, die ihre Minderheitsregierung stützt, in der Einwanderungspolitik weit entgegengekommen. Viele geplante Verschärfungen bedürfen aber der Änderung von insgesamt fünf Richtlinien oder Verordnungen der EU. Dafür hat der christlich-demokratische Einwanderungsminister Gerd Leers, der als langjähriger Bürgermeister von Maastricht populär wurde, diese Woche bei Bundesinnenminister Friedrich in Berlin geworben. Besonders weit gehen Leers Vorschläge zur Änderung der EU-Richtlinie 2003/86 zur Familienzusammenführung. Der Europäische Gerichtshof hat einige Verschärfungen in mehreren EU-Staaten wie die auch in Deutschland geltende Bedingung eines bestandenen Sprachtests vor der Einreise gebilligt. Er hat aber deutlich gemacht, dass die Richtlinie dem Schutz der Familie dient, also die Zusammenführung ermöglichen und nicht verhindern soll. Die von Den Haag angestrebten Verschärfungen würden wegen der Personenfreizügigkeit nicht für EU-Bürger und wegen des Assoziierungsabkommens auch nicht für Türken gelten. (anr.)

Quelle: F.A.Z.

Fine-Tuning Your Flight Search

By SUSAN STELLIN

LAST month, Google introduced the first version of its [new flight search feature \(Google.com/flights\)](#) and the response has mostly focused on what it does not offer. Right now, it can search only for round-trip tickets for select domestic destinations. And while it is much faster than other travel search engines, it does not display fares from all the airlines that serve a particular route.

Sean Carlson, a Google spokesman, said the current flight search is only an “early look” at what is in the pipeline and that more options will be added as engineers integrate technology from ITA Software, which Google bought earlier this year.

Though Google’s debut may have been premature, its foray into flight search has shaken up the competitive landscape, which is good news for travelers. One notable change is that travel search engines are finally moving away from the one-size-fits-all approach to booking a flight, and are building tools that answer specific questions about different types of trips. Here are some of the most pertinent queries that search engines are currently taking on.

WHAT IS THE TICKET PRICE, INCLUDING BAG FEES? Most search engines give you only the price of a ticket. But escalating fees for baggage, preferred seats and other extras have made some passengers wish they could see the total cost of a flight. Kayak.com has a fix — at least for the cost of checked luggage. On the left side of the fare results page, a link allows users to “Add baggage” to the fares Kayak has found.

“You can enter the number of bags you’re going to check, and we will instantly reprice all of those flights for you,” said Robert Birge, Kayak’s chief marketing officer. Although Kayak does not display fares from Southwest — which allows two free checked bags but does not share its fare data with other Web sites — this feature makes Kayak a good choice if you are going to check a bag when you fly.

IS THE TRAIN LESS EXPENSIVE? [Hipmunk.com](#), a travel search engine that made its debut last year, automatically includes Amtrak prices and departure times when you search for flights on a route that is also served by the train. Adam Goldstein, one of Hipmunk’s founders, said that is an especially popular feature for trips between [Boston](#), New York and [Washington](#), but that it also appeals to people traveling on other short routes, like [Chicago](#) to [Milwaukee](#) or [Seattle](#) to Portland.

Hipmunk even highlights which trains have Wi-Fi, and its bar graph interface makes it easy to compare travel times and prices: the time bar stretches from the departure time to the arrival time for each flight and train. Hipmunk is known for taking a more visual approach to presenting information (rather than showing a long list of flights), but other travel sites, including Google, are experimenting with maps and graphs as well.

WHEN IS THE CHEAPEST TIME TO TRAVEL? Most travel Web sites now allow users to search for fares on dates close to the ones you initially input, so you can potentially save money by shifting your itinerary by a day or two. But for some trips — like a weekend visit with a friend — you may want to be even more flexible, looking for the cheapest time to travel in the next month or more.

My favorite site for this type of search is [ITA Software’s Matrix](#) search tool, which lets you select an option called “See calendar of lowest fares.” Once you enter the earliest date you can travel and the number of nights you want to stay, a calendar shows the lowest price for each departure date in the next month.

One drawback of using ITA Software is that it does not sell tickets; you have to recreate your itinerary and buy it through the airline or another site. But Google offers a similar feature if you click the not-so-obvious calendar icon after you enter your itinerary (it’s a gray square below the route map). Say you entered a three-night itinerary — a bar graph appears showing the price of a three-night trip for each departure date in the next six months. As you scroll down through each date, your trip is also highlighted on a calendar, so you can easily scan the cheapest Friday departures.

Although Kayak and other sites also offer versions of the flexible search option, Google’s calendar stretches out farther, its results are quicker, and its interface is better. Once Google’s flight selection is more comprehensive, its flexible search will be tough to beat.

WHERE CAN I GO WITHIN MY BUDGET? One area travel sites have been slow to address is what Henry Harteveltdt, a travel industry analyst with Atmosphere Research Group, calls the dream phase of vacation planning.

“Not everybody knows where they want to go when they start thinking about a trip,” Mr. Harteveltdt said. “I think this is where the future of flight search is going to be.”

He pointed to Kayak’s explore feature ([kayak.com/explore](https://www.kayak.com/explore)) as a model; it lets you enter your departure city, travel season, budget and maximum flight time and then displays a map showing where you can go within those parameters. Although the airfares displayed above each city are subject to change after you choose a travel date, this feature is a good way to discover destinations you might not have considered, like comparing various islands in the [Caribbean](#).

Google also has a version of this feature; a route map is displayed when you search for flights, showing prices for major cities and adding other destinations as you zoom in. But Google’s current flight data limitations make that feature less useful for now.

WHEN’S THE BEST TIME TO BOOK? Microsoft’s Bing flight tool (travel.bing.com) does the best job of helping travelers decide when to book by presenting a “buy now” or “wait” recommendation above the results when you search for a flight. Although those predictions can be hit or miss, Bing’s “fare history” link shows the average low and the recent price history for the route you entered, so you can gauge whether you are getting a reasonable fare. That is especially useful if you are flying somewhere new and have no idea what a ticket should cost. Kayak offers a similar option (“Show fare charts”) in the left margin of its search results, but its link is easy to overlook — a design challenge as sites add new tools.

“There’s a really tough balance here in terms of how much information to present,” Mr. Harteveltdt said. “But you have to make it easy for customers to discover what they want.”

Josef Ackermann Deutsche Bank kämpft gegen Staat als Aktionär

Die EU-Staaten sollen nach Plänen der Kommission notfalls Milliarden in Problem-Banken pumpen. Doch diese sind dagegen. Die Deutsche Bank will die Krise ohne Staatsgeld durchstehen.

13.10.2011 2011-10-13T19:08:00+0200



© dapd

Josef Ackermann

Die Deutsche Bank will unbedingt vermeiden, dass sich der Staat auch an ihr beteiligt. Der Vorstandsvorsitzende Josef Ackermann kritisierte in Berlin die von Politikern angestoßenen höheren Kapitalvorschriften für europäische Banken zur Lösung der Staatsschuldenkrise als kontraproduktiv. Da Banken mehr Kapital als Verlustpuffer derzeit nicht von privaten Anlegern bekommen könnten, müssten Staaten das Geld aufbringen, was deren Situation verschärfe. „Die Deutsche Bank wird alles tun, um eine Zwangskapitalisierung zu vermeiden“, sagte Ackermann. Die Deutsche Bank werde sich lieber von strategisch wichtigem Geschäft trennen.

Die EU-Kommission argumentiert dagegen, eine Zwangskapitalisierung der europäischen Banken sei nötig. Eine vorübergehend erhöhte Kernkapitalquote schaffe Vertrauen in derzeit unterkapitalisierte Banken. Dies solle sorgen dafür, dass sich die Banken wieder untereinander Geld leihen und sich nicht über die Europäische Zentralbank (EZB) finanzieren, hieß es am Donnerstag in der EU-Behörde. Ob Banken künftig 9 Prozent Kernkapitalquote vorgeschrieben würde, stehe noch nicht fest. Die Europäische Bankenaufsicht EBA werde keinen einzelnen Wert empfehlen, sondern nach der Qualität des Kapitals und der Risikopolitik der Institute differenzieren. Neu soll ein „Risikofilter“ sein, der den Bestand der Institute an risikobehafteten Staatspapieren, besonders aus angeschlagenen EU-Staaten, berücksichtigt

Die geplanten Änderungen sollen nicht auf neue Gesetzesvorschriften hinauslaufen, weil ein entsprechendes Verfahren viel zu lang dauerte. Geplant ist vielmehr, dass die EBA nach Abschluss des laufenden „Blitz-Stresstests“ einen Quoten-Vorschlag macht. Auf dieser Basis sollen dann EBA, EZB und EU-Kommission den Staats- und Regierungschefs für deren Gipfeltreffen in zehn Tagen einen Vorschlag vorlegen. Die „Chefs“ sollen die EBA und die nationalen Behörden beauftragen, diese Quoten durchzusetzen. In der EU-Behörde wird betont, dass die Kernkapitalquote nur vorübergehend erhöht werden soll. Betroffen sollen nur die als systemisch betrachteten Banken sein. Die fünf deutschen Bankenverbände wenden sich gegen diese Pläne. „Es kann nicht im Interesse der Stabilisierung der Finanzmärkte liegen, durch eine künstliche Verschärfung des Eigenkapitalbegriffs eine vermeintliche Schwäche der europäischen Kreditwirtschaft zu fingieren“, heißt es in einem Brief an Bundesfinanzminister Wolfgang Schäuble (CDU).

In der EU-Kommission wird bestritten, dass die Zwangskapitalisierung als Vorbereitung für einen größeren *Verzicht der privaten Gläubiger Griechenlands zu verstehen ist. Ackermann warnte auch davor. Um „Dominoeffekte“ zu vermeiden, benötige man dann einen gewaltigen Hilfsfonds, um auch andere Länder auffangen und Banken rekaptalisieren zu können. Doch werde es kaum möglich sein, ein so großes Auffangnetz zu stricken, wie dann benötigt werde.*

Ackermann verwies auf verfassungsrechtliche Beschränkungen und Bedenken in der Bevölkerung. Das grundsätzliche Problem sei, dass nach einer Umschuldung Staatsanleihen nicht mehr als risikofreie Anlage zählten. Der Schweizer erinnerte an die Verschuldung Italiens von 1900 Milliarden Euro und Spaniens von 600 Milliarden Euro. Solche Größenordnungen ließen sich nur bewältigen, wenn das Vertrauen in die Länder nicht verlorengelange. Es werde aber verletzt, wenn die Banken Griechenland noch mehr als die zugesagten 21 Prozent erlassen sollten, warnte Ackermann, der für den Internationalen Bankenverband diesen freiwilligen Verzicht ausgehandelt hatte.

Auch die EZB bekräftigte ihre Ablehnung einer erzwungenen Beteiligung der privaten Gläubiger an einer Umschuldung Griechenlands. Ein solcher Forderungsverzicht habe sich zwar in früheren Schuldenkrisen bewährt. In einer Währungsunion sei bei einer Beteiligung der privaten Gläubiger zu erwarten, dass auch Banken in anderen Ländern in Mitleidenschaft gezogen würden. Zudem werde der Ruf der Währung weltweit in Frage gestellt, warnt die EZB. Bundesbank-Präsident Jens Weidmann fordert eine entschlossene Krisenvorsorge in der Finanzbranche. „Letztlich muss man auch bereit sein, Druck auszuüben“, sagte Weidmann der „Bild“-Zeitung. „Banken sollten aus eigener Kraft ihr Eigenkapital stärken“ und im Notfall gestützt werden, sagte er.

Auch Sparkassen-Präsident lehnt Zwangskapitalisierung ab

Auch Sparkassen-Präsident Heinrich Haasis kritisiert die von EU-Kommissionspräsident Jose Manuel Barroso am Mittwoch vorgestellten Pläne scharf. Die Ursache der aktuellen Krise liege darin, dass viele Regierungen zu viele Schulden aufgenommen hätten, und nicht bei den Banken. *„Es ist doch eigentlich Unsinn, wenn man nun sagt, die Staaten zahlen ihre Schulden nicht zurück und deshalb geben die Staaten den Banken Geld, damit sie das verkraften können“, sagte Haasis im Deutschlandfunk. Es wäre besser zu garantieren, dass die Staaten ihre Schulden zurückzahlen.*

Die Banken selbst könnten ihre Kernkapitalquoten nicht in einer kurzen Frist von neun Monaten aufstocken, sagte Haasis, dessen Verband neben den Sparkassen auch die Landesbanken in Deutschland vertritt. „Das ist ausgeschlossen. Das kann niemand.“

Der Kapitalbedarf für die einzelnen Häuser soll in einem Blitz-Stresstest ermittelt werden. Darin unterstellt die Europäische Bankenaufsicht EU-Kreisen zufolge, dass alle Staatsanleihen der Euro-Krisenländer zu aktuellen Marktpreisen bewertet werden. Alle Institute, die unter diesen Bedingungen nicht mindestens eine harte Kernkapitalquote von neun Prozent erreichen, müssen sich den Plänen zufolge frisches Kapital besorgen, wie mehrere Insider bestätigten.

Wie lange die Banken Zeit bekommen, sich die Mittel am Kapitalmarkt oder durch den Abbau von Risikopositionen zu beschaffen, ist noch offen. Sollten die Institute nur wenige Wochen haben, dürfte das Geld größtenteils vom Staat kommen, da derzeit kaum ein Investor bereit ist, Kapital in Banken zu stecken. Auf welcher rechtlichen Grundlage der Staat frisches Kapital in die Banken pumpen kann, ist noch völlig offen. Banker haben hinter den Kulissen bereits juristische Schritte signalisiert, da es anders als bei den Rettungsaktionen 2008 keine Notlage für die Geldhäuser gebe.

Quelle: mas./ham./ruh./wmu. / F.A.Z.

Debatte Adieu, Kameraden, ich bin Gutmensch

Nicht mehr unter Rechten: Der Konservatismus hat sich selbst verraten. Er ist zu einer Ideologie der Großindustrie und der Kriegsverkäufer geworden.

Von [Lorenz Jäger](#) FAZ 13.10.2011 2011-10-13T12:56:00+0200



© dpa

Rechtspopulist Wilders: Den Islam mit Faschismus und Kommunismus gleichgesetzt

Vor einem guten Jahr erreichte mich ein Anruf aus München: was ich von der Möglichkeit einer neuen rechten Sammlungsbewegung hielte, nur einmal so als Gedankenexperiment? Mit Hans-Olaf Henkel, Peter Sloterdijk, Thilo Sarrazin und Friedrich Merz als möglichen Galionsfiguren.

Unabhängig davon, ob diese Phantasie zu verwirklichen wäre - langfristig gibt es sicher ein Potential von Protestwählern um die sieben Prozent -, war meine Antwort, dass ich davon rein gar nichts hielte, und das, obwohl ich einmal von Jürgen Habermas als der „einschlägig bekannte Rechtsaußen des Feuilletons“ bezeichnet wurde.

Nein, ich bin nicht mehr dabei, *please count me out*. Es war eine schöne Zeit, diese vergangenen zehn Jahre unter Rechten, ich gestehe es. Vor allem aber war sie bequem. Allein schon gegen den Stachel der „Political Correctness“ zu löcken konnte für den Journalisten die halbe Miete bedeuten.

Heiner Müller hat einmal vom „politischen Rinderwahnsinn“ der westlichen Welt gesprochen, und aus diesem Biotop gab es ja fast an jedem Tag etwas zu glossieren, ob staatliches Gender-Training auf dem Programm stand oder das offiziöse Herunterreden von Migranten-Kriminalität - lachen konnte man immer. Aber nicht nur, dass solche Pointen irgendwann schal werden: Mir leuchtet die ganze Richtung nicht mehr ein.

Ein Begriff wurde entführt

Ich verstehe nicht, warum der Konservative, zum Beispiel, den menschengemachten Klimawandel für Panikmache von Gutmenschen und die Umweltauflagen gegenüber der Industrie für eine sozialistische Erfindung halten muss. Warum das Bekenntnis zu Atomkraftwerken den rechten Rechten ausmachen soll.

Ich verstehe auch nicht, was an Barack Obamas Reform der Krankenversicherung so übel sein sollte - wenn man den einen wirklich problematischen Punkt der staatlichen Abtreibungsfinanzierung einmal ausnimmt.

Vor allem will ich nicht verstehen, dass „Islamkritik“ in allen Spielarten, bis hinunter zur offenen Demagogie, fast das einzige Prunk- und Ehrenzeichen konservativer Politik geworden ist. Natürlich verstehe ich es doch. Denn es scheint die einzige Chance neuer rechter, populistischer Parteien und Bewegungen in Europa zu sein, mit diesem Thema einen Wahlerfolg zu landen.

Das hat nicht funktioniert - die Partei „Die Freiheit“ von René Stadtkewitz kam bei den Wahlen zum Berliner Abgeordnetenhaus gerade einmal auf ein Prozent. Die ähnlich ausgerichtete Konkurrenz „Pro Deutschland“

erreichte 1,2 Prozent. Aber nicht der Misserfolg auf FDP-Niveau ist das Entscheidende, sondern die Sache selbst.

Damit kommt man auf das Ursprungsland dieser Gedanken, die Vereinigten Staaten. Von dort beziehen die europäischen Populisten einen Großteil ihrer Ideologie, etwa aus dem Blog „Frontpage“ von David Horowitz, den man mit der deutschen „Achse des Guten“ von Henryk M. Broder vergleichen kann.

Lange Zeit war auch die zum Murdoch-Imperium gehörige Fernsehstation FoxNews mit ihrem Kommentator Glenn Beck eine gute Adresse der Rechten. Inzwischen ist Becks Stern wieder etwas gesunken; seine hysterischen Auftritte, die er gern mit Tränen vor der Kamera würzte, machten ihn auf die Dauer doch zum Gespött. Dennoch hat er immer noch Anhänger. Beck, ein Mormone, war es, der Obama als den „Kommunisten im Weißen Haus“ bezeichnete. Wenn FoxNews rechts ist, dann bin ich es definitiv nicht.

Aus den Niederlanden kommen die praktischen Rezepte des Populismus. Geert Wilders, der Mann mit dem echt blondierten Haar, ist das Idol von Stadtkewitz; so wie dieser glaubte der Berliner triumphieren zu können. [Ihn lud er zu einer bizarren Wahlveranstaltung der Partei „Die Freiheit“ nach Berlin ein.](#) Wilders war es, der den Islam - nicht den Islamismus! - mit Faschismus und Kommunismus gleichsetzte, der ein Verbot des Korans forderte, analog zum Verbot von Hitlers „Mein Kampf“.

Deutschnationale Begleitmusik

Am unteren Ende des Niveaus stehen die Blogger von „Politically Incorrect“, einer hauptsächlich islamkritischen Internetseite. Wenn sie sich schon im Titel „proisraelisch“ und „proamerikanisch“ nennen, dann bedeutet das nur: Sie klinken sich in Strategien ein, an deren Planung und Formulierung sie keinen Anteil haben. Sie sind so etwas wie eingeborene Hilfstruppen, Askaris, Fremdenlegionäre. Sie beziehen ihre Ideologie aus zweiter Hand - und setzen ihren ganzen Stolz darein. Insofern sind sie wirklich so dumpf und stumpf, wie man es von der Rechten immer behauptet hat. Der eigentliche Witz dabei ist, dass „PI“ vorgibt, eine Haltung jenseits des „Mainstreams“ einzunehmen - just in dem Augenblick, da ein ehemaliger Verteidigungsminister der Bundesrepublik beim „Center for Strategic and International Studies“ in Washington anheuert.

Die Publikationen der deutschen Rechten - allen voran die „Junge Freiheit“ - haben die Werbebanner von Stadtkewitz auf ihren Seiten im Netz gespielt; die „Junge Freiheit“ ehrte den Spitzenkandidaten mit einem ausführlichen Interview. Und auch der oppositionellen „Tea Party“, einem anderen Trend aus den Vereinigten Staaten, hechelt die Wochenzeitung hinterher. Dieter Stein, Chefredakteur der JF, veröffentlichte im März 2010 seinen Leitartikel „Für eine deutsche ‚Tea Party‘“. Noch scheint man nicht genau zu wissen, ob man dazu nur die deutschnationale Begleitmusik machen will oder ob man mehr kann.

Nun ist die „Tea Party“ - mit der bemerkenswerten Ausnahme des texanischen Kongressabgeordneten Ron Paul - ein Zentrum von „Unilateralisten“, Erben von George W. Bush, die ein aggressiveres Vorgehen der amerikanischen Außenpolitik wünschen. Neokonservativ, das ist, diesseits und jenseits des Atlantiks, die eigentliche Kriegspartei. Und es sind die schärfsten Islamkritiker, die meistens auch einer Nebenbeschäftigung als Kriegsverkäufer nachgehen. Wenn es gute konservative Tradition ist, auf Wehrfähigkeit zu halten, so ist es doch vermessen, nach Art solcher Abenteurer die ganze Welt beglücken zu wollen. Abenteurer wie Daniel Pipes etwa, eine Größe der Islamkritik, der im vergangenen Jahr mal eben einen Krieg gegen Iran beginnen wollte. Oder ist es umgekehrt, und die Islamkritik ist nur der intellektuelle Arm solcher Strategen?



© AFP

Glenn Beck: Hysterischen Auftritte vor der Kamera

Genuin konservativ wäre es, die Vorschläge Barack Obamas zum Friedensprozess im Nahen Osten - Israel in den Grenzen von 1967 - ernster zu nehmen als die expansiven Anliegen der israelischen Siedler. Aber gerade mit deren Parteien haben sich Wilders, Stadtkewitz, die FPÖ und der belgische rechtspopulistische „Vlaams Belang“ im vergangenen Jahr höchst offiziell verbündet. Übrigens treffen sich die Rechten in diesen außenpolitischen Vorstellungen ganz mit den Linksextremen von „Konkret“, der „Jungle World“ oder den „Bahamas“. Antideutsch und überdeutsch spielen uns einen Streit vor, aber wir sehen sie Arm in Arm. Und plötzlich findet sich der genuine Konservative, der vermeintliche Militarist, in der ungewohnten Rolle des Pazifisten wieder.

Genuin konservativ zu sein würde vor allem zweierlei bedeuten: ein Gefühl für das Gewicht der Wirklichkeit zu haben; daraus folgt von selbst eine Mäßigung. Und - nicht weniger wichtig - jedenfalls die Sehnsucht nach Maßstäben, die von oben kommen, vielleicht von Gott. Aber das ist die Sache von Einzelnen, keine Partei und kein Volkstribun wird's richten. Das war's, Kameraden.

From Clichy to cliché

Six years on, the banlieues are still a world apart

Oct 15th 2011 | *PARIS* | from the print edition

IN THE autumn of 2005 car-burning and riots in the *banlieues*, the public-housing projects that ring French cities, prompted the declaration of a state of emergency. Since then, as much as €35 billion (\$48 billion) has been spent blowing up grim 1960s tower blocks and replacing them with lower-rise housing, with landscaped paths and trees. New plate-glass office blocks have sprung up in low-rent business centres. Has this improved the lot of mainly Muslim people in the *banlieues*?

Gilles Kepel, an Arab specialist, and a team of researchers, spent a year in two, north-east of Paris: Clichy-sous-Bois, where the 2005 riots began, ruled by the left; and Montfermeil, ruled by the right. They hung out in schools, housing projects, fast-food joints, mosques and sports halls, interviewing 100 locals. Their conclusions, in a report for the Institut Montaigne, are striking. The *banlieues* are becoming “more isolated”, and marked by an “intensification of Muslim identity” in reaction to unkept promises of integration.

The report notes a tendency for Muslim children to opt out of school meals because of a lack of *halal* food. The researchers say leaving to buy a kebab impedes “socialisation” in the schools. People also express “very strong” hostility to marriage with non-Muslims. Almost all regularly attend mosques. The study links the growing grip of Islam to the state’s failure to promote integration. New back-office jobs in the Seine-Saint-Denis department require skills that are in short supply among Clichy school-leavers. A sense of isolation prevails. It takes longer to go by public transport from central Paris to Clichy, 15km (9 miles) away, than to Lille, 220km to the north. “Islam,” argues Mr Kepel, “is acting as a substitute for the role that isn’t being played by the republic.”

The report has prompted indignation. The French school system has not given up, insists Luc Chatel, the education minister. Laurent Mucchielli, a French specialist on *banlieues*, said the report, from a liberal think-tank financed by business, played into the hands of the right. There is a fine line between pointing out subtly how Islam is ordering life in the *banlieues* and whipping up crude fears of Eurabia.

The French are prickly about such empirical studies, and not only because they may be exploited by the far-right—Marine Le Pen of the National Front rails against the “occupation” of the streets by Muslims during Friday prayers. But cultural explanations of immigrant behaviour also collide with belief in the integration model. This assumes that all newcomers adapt to France, not the other way round. By law, no ethnic statistics can be collected, so nobody can talk about ethnic factors. Last year Hugues Lagrange, a sociologist, reported that black youths with origins in Africa’s Sahel (eg from Mali and Mauritania) were more likely to be involved in crime than those from other parts of Africa, including the Maghreb. He suggested family patterns, including polygamy and absent fathers, were a factor. He was accused of stigmatising black Africans.

Not everything in the *banlieues* works against integration. More minorities are getting involved in local politics. Turkish entrepreneurs are doing well. In a surprising twist in Clichy, says Mr Kepel, a drive-in McDonald’s restaurant has thrived despite refusing to produce *halal* food, whereas local *halal* rivals, such as Beurger King (a play on *beur*, meaning French-Arab), have closed down. An emblem of American cultural imperialism, McDonald’s in Clichy serves up to 2,000 clients a day, employs over 50 staff, often recruited from among the local jobless, and promotes social mobility in a way that most French institutions struggle to match.

13. Oktober 2011, 16:22 Uhr

SPIEGEL ONLINE

Ägyptens Schwarzmarkt

Schmuggler verkaufen Gaddafi-Raketen

Von [Matthias Gebauer](#) und [Ulrike Putz](#)

Tausende Boden-Luft-Raketen sind im Chaos des Libyen-Kriegs verschwunden. Nun tauchen die gefährlichen und zum Abschuss von Jets geeigneten Waffen auf Schwarzmärkten in Ägypten auf. Israel fürchtet, dass die SAMs auch nach Gaza geschmuggelt werden.

Berlin - Eine der schlimmsten Sorgen der Nato nach dem Libyen-Krieg scheint sich zu bestätigen. Die "Washington Post" berichtet am Donnerstag nach umfangreichen Recherchen, dass die aus Arsenalen des gestürzten Diktators Muammar al-Gaddafi verschwundenen Boden-Luft-Raketen bereits in großer Zahl und recht billig auf ägyptischen Waffenmärkten erhältlich sind.

Die Zeitung beruft sich auf mehrere ägyptische Offizielle, die den Schmuggel der hochgefährlichen "surface to air missiles", im Militärjargon kurz SAMs genannt, in das Nachbarland Ägypten bestätigten. Demnach seien in letzter Zeit einige Schmuggler auf dem Weg von der Grenze im Westen Ägyptens nach Alexandria gestoppt worden. Ebenso berichten die Quellen der Zeitung, einige Boden-Luft-Raketen seien bereits auf Schwarzmärkten für Waffen auf dem Sinai an der Grenze zu Israel angekommen. Laut einem Waffenhändler dort soll der Preis für die Raketen von 15.000 auf 4000 Dollar gesunken sein, weil sie recht leicht zu bekommen seien.

[Der Bericht bestätigt eine der schlimmsten Befürchtungen der Nato und westlicher Regierungen nach dem Fall des Regimes Gaddafi.](#) Die Militärallianz hat wegen verschwundener SAM-Raketen, die meisten sind russischer Bauart, eindringlich Alarm geschlagen. Bei einer vertraulichen Unterrichtung vor einigen Wochen warnte Admiral Giampaolo di Paola, Vorsitzender des Militärausschusses, deswegen sogar vor möglichen Terror-Anschlägen auf die zivile Luftfahrt. Trotz Luftüberwachung und Geheimdienstinformationen seien bis 10.000 solcher Raketen verschwunden. Die Raketen könnten quasi überall auftauchen, "sowohl in Kenia als auch in Kunduz", sagte di Paola.

Die meisten der Raketen sind nach dem Fall von Tripolis Ende August gestohlen worden. Damals öffneten die Rebellen viele Waffenlager des Regimes. Mindestens 20.000 der SAMs hatte Gaddafi in den vergangenen Jahren gehortet. Auch wenn sie recht alt erscheinen, sind die meisten voll funktionstüchtig. Die Experten der Nato sorgen sich, dass die Rebellen im Chaos des Kriegs keinerlei Kontrolle darüber hatten, wer die Raketen mitgenommen hat und wo diese letztlich geblieben sind. Die Waffen können recht leicht von der Schulter oder vom Boden aus abgefeuert werden.

Israel hofft auf Eingreifen der ägyptischen Behörden

Das Auftauchen der Waffen in Ägypten ruft vor allem in Israel Sorge hervor. Von der Halbinsel Sinai - dort hat die ägyptische Regierung trotz einer massiven Truppenaufstockung nur wenig Einfluss -, führen Hunderte Tunnel direkt in den Gaza-Streifen. Laut dem "Washington Post"-Bericht befürchtet das ägyptische Militär, dass radikale Gruppen dort an die Raketen gelangen und sie gegen Israel einsetzen könnten. "Wenn SAM-Raketen in den Gaza-Streifen gelangen, ändert das die Lage dramatisch", so warnen Militärs, "dann wären unsere Hubschrauber leichte Beute für jeden Angreifer."

Auch der schlimmste denkbare Fall, ein Angriff auf ein ziviles Flugzeug, ist für Teroexperten ein durchaus plausibles Szenario. Bereits im November 2002 feuerten mutmaßliche Anhänger der Terrorgruppe al-Qaida zwei solche Raketen auf ein mit Touristen voll besetztes israelisches Verkehrsflugzeug im kenianischen Mombasa ab. Nur durch Zufall verfehlten die Raketen ihr Ziel, die Piloten sahen die beiden Geschosse knapp an dem Jet vorbeifliegen. Beim Start und im Landeanflug sind zivile Flugzeuge gegen solche Angriffe nicht geschützt und würden im Fall eines Treffers sofort abstürzen. In dem Briefing bei der Nato wurde deswegen ausdrücklich vor einer "ernsten Gefahr für den Luftverkehr gewarnt".

Ägypten dürfte selber interessiert sein, den Waffenschmuggel aus Libyen abzustellen. Für die Regierung in Kairo wäre es bedrohlich, wenn die Beduinen auf der Halbinsel große Lager mit den Waffen anlegen. Die Nomadenvölker - einigen von ihnen werden Verbindungen zu al-Qaida nachgesagt - gelten als Unruhefaktor und fühlen sich von der Zentralregierung vernachlässigt. Dass sich diese Stämme nun massiv bewaffnen, kann kaum im Interesse der Regierung sein. Folglich hofft man auch in Israel, dass die Ägypter alles tun, um den Strom der SAMs aus Libyen unter Kontrolle zu bekommen.

URL:

- <http://www.spiegel.de/politik/ausland/0,1518,791667,00.html>

La rédaction en chef du "Monde" écrit aux salariés du Monde Imprimerie

Le Monde | 12.10.11 | 18h40 • Mis à jour le 12.10.11 | 19h02

Paris, le 11 octobre 2011

Chers collègues de l'imprimerie,

L'édition du *Monde* de ce lundi 10 octobre a été préparée de longue date. La veille a eu lieu le premier tour de la primaire du parti socialiste. Près de 2 millions et demi de Français se sont déplacés pour ce scrutin inédit. *Le Monde* devait offrir, dans son édition datée du mardi 11 octobre la meilleure couverture de cet événement. Nous avons envoyé des journalistes dans de nombreux bureaux de vote sur tout le territoire. Nous avons préparé une équipe pour recueillir les résultats au fur et à mesure. Le chemin de fer a été aménagé pour créer un "événement" de cinq pages en début de journal, sans compter les analyses plus loin dans le déroulé. Bref, de nombreux journalistes ont passé une nuit blanche à la rédaction pour réussir cette édition spéciale. Laquelle, comme celle de samedi, n'a pas été imprimée.

Face à cette nouvelle non-parution, notre réaction est une incompréhension totale. Nous avons le sentiment d'être pris en otages, précisément le jour où *Le Monde* pouvait faire la différence par rapport à ses concurrents, parce qu'il paraît l'après-midi pour des résultats égrenés toute la nuit et que n'avaient pas les journaux du matin, parce que *Le Monde* a traité cette primaire socialiste en profondeur depuis des semaines, et aussi parce que ce journal est porteur, dans ce grand débat démocratique qui précède une élection présidentielle, de valeurs qui font sa spécificité et sa qualité depuis 66 ans.

Nous, les responsables de cette rédaction, avons pris depuis un certain temps des mesures pour développer la production bi-média (Internet et papier) et ne cessons d'encourager nos journalistes à investir cet espace fascinant qu'est Internet ainsi que les nouveaux supports mobiles : téléphones et tablettes. Cependant, nous sommes profondément attachés au papier et en offrons la preuve chaque jour en livrant un BAT (bon-à-tirer) qui a concentré, depuis l'aube, toute l'énergie de la rédaction. Nous en avons fait la preuve aussi en développant de nouveaux cahiers thématiques de haute qualité en fin de semaine ainsi qu'un magazine très innovant.

Or nous avons besoin d'une impression de meilleure qualité pour soutenir la comparaison avec nos concurrents et pouvoir nous montrer plus ambitieux dans les pages que nous produisons, lesquelles souffrent souvent de nombreuses contraintes, à la fois de couleur, de quantité, etc. Par ailleurs, nous avons besoin de la décentralisation de l'impression afin de pouvoir être lus (presque) partout en France en même temps. Quel autre journal doit s'adresser à ses lecteurs à la fois comme s'ils le lisaient le jour-même et le lendemain ? Et à une époque où l'information va si vite, comment affirmer la nécessité d'une édition papier si elle parvient à ses lecteurs avec 24 heures de retard ? En résumé, pour relever tous ces défis au moment où l'industrie de la presse est en situation si délicate, où nous voyons des titres comme *France-Soir* ou *La Tribune* envisager l'abandon de l'impression papier, nous avons besoin de pouvoir considérer que les salariés du Monde imprimerie sont nos partenaires.

Il n'est pas de notre ressort de nous exprimer sur les suppressions d'emploi mais nous faisons confiance aux partenaires sociaux pour trouver des solutions adaptées pour chacun. Nous appelons au dialogue. Mais nous ne comprenons pas que ce processus de réorganisation de l'imprimerie passe par des non-parutions répétées, qui auront des conséquences négatives pour tout le monde, sauf nos concurrents. Des non-parutions qui auront aussi pour conséquence de détourner un nombre croissant de Français de la lecture de la presse quotidienne de qualité.

Erik Izraelewicz, directeur des rédactions
Didier Pourquery et Serge Michel, directeurs adjoints des rédactions
Luc Bronner, rédacteur en chef
Sandrine Blanchard, rédactrice en chef
Jean-Baptiste Jacquin, rédacteur en chef
Eric Beziat, rédacteur en chef
Alexis Delcambre, rédacteur en chef chargé du numérique
Jérôme Fenoglio, rédacteur en chef chargé du numérique
Marie-Pierre Lannelongue, rédactrice en chef chargée du magazine

La direction et la rédaction en chef du Monde

DEBT CRISIS

The infernal circle

13 October 2011

NRC HANDELSBLAD

ROTTERDAM



CARTOONIST



Born in 1939, Riber Hansson is a Swedish freelance cartoonist and illustrator. Based in Stockholm, he works for a variety of Swedish dailies, including Svenska Dagbladet and Sydsvenskan.

On 23 October, the European Council will have to find a solution for the Greek crisis and its repercussions in the wider Eurozone. But as with the council meeting of 21 July, and all of the summits that have taken place since the spring of 2010, **no one knows** how to break free of the vicious circle.

Schuldenkrise Die ganze Rechnung - offene und verdeckte Hilfen

Die Slowakei stimmt der Ausweitung des Euro-Krisenfonds wohl zu. Insgesamt stehen ohnehin längst viel größere Summen zur Hilfe für die hochverschuldeten Euroländer bereit. Ein Überblick.

FAZ 12.10.2011 2011-10-12T13:40:00+0200 Von [Heike Göbel](#)

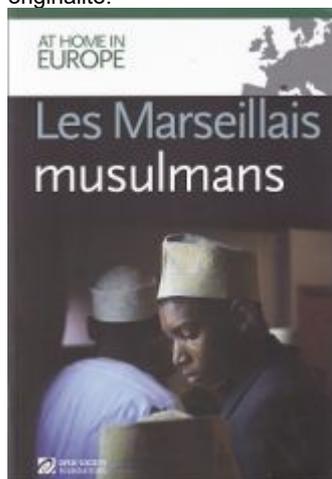
Banlieues et Islam : deux rapports au destin médiatique très différent



C'était la une du journal *Le Monde* daté du 5 octobre : « Banlieues, Islam : l'enquête qui dérange ». A l'intérieur, on découvre quelques résultats d'une enquête manifestement très sérieuse dirigée par Gilles Kepel (Sciences Po Paris) et financée par l'Institut Montaigne avec de gros moyens. Certes, ce chercheur – spécialiste de l'Islam – constate comme tout le monde « *un renforcement du référent religieux* » dans les quartiers pauvres, à commencer par le commerce halal et les mariages endogamiques. Mais il explique que « *cette revendication identitaire ne doit pas être prise au pied de la lettre ; elle est aussi une manière de demander son intégration dans la société, pas forcément de rompre avec elle* ». De plus, à la question « *qu'est-ce qui vous frappe le plus à Clichy et Montfermeil ?* », l'universitaire répond « *d'abord l'ampleur du problème de l'emploi* ». Enfin, il termine en insistant avant tout sur l'école et l'éducation. En résumé, il semble que ce rapport (dont, hélas, seul le résumé est accessible en ligne) rejoigne les constats que nous (les sociologues) faisons depuis des années. Dès lors, il faut bien le dire, on ne comprend pas pourquoi *Le Monde* a choisi ce titre, on ne comprend pas en quoi cette enquête « *dérange* ». Et nous sommes nombreux à nous être posé la question, à en juger par [la chronique que le médiateur du Monde a dû consacrer à ce sujet le 8 octobre](#).

Pendant ce temps-là, à Marseille...

Au même moment, à quelques centaines de kilomètres de là, deux autres chercheurs publiaient de leur côté un rapport intitulé *Les Marseillais musulmans*, qui connaissait, lui, un tout autre traitement médiatique. Réalisé par Vincent Geisser et Françoise Lorcerie (CNRS-Ireman), dans le cadre d'un programme de l'Open Society Foundation, il s'agit de l'une des onze monographies de villes européennes abordées sous l'angle de l'intégration sociale de leurs populations musulmanes. A l'instar de ce qu'a fait Gilles Kepel pour Montfermeil et Clichy-sous-Bois, l'étude décrit la situation des Musulmans marseillais en tant que composante de la population de la ville, dans huit secteurs de la vie sociale : éducation, logement, emploi, santé, sécurité, participation politique, ainsi que sous l'angle de l'identité sociale et des médias. En l'espèce, il ne s'agit pas de petites villes de banlieue, mais de la seconde ville de France (environ 850 000 habitants) où l'on estime les musulmans à quelque 30 % de la population, avec deux origines principales : le Maghreb (principalement l'Algérie) et les îles Comores, ce qui constitue une autre originalité.



Or, le traitement médiatique de cette enquête tout aussi intéressante est radicalement différent de celui de la précédente. D'abord, dans ce cas, aucun média national ne s'intéresse au rapport. Ensuite, le quotidien régional *La Provence* y consacre un

article proprement sidérant, à la limite de la diffamation et de l'insulte, dans lequel la journaliste cherche du début à la fin à discréditer les auteurs, en n'ayant manifestement pas lu les 300 pages du rapport. L'article est ainsi titré « *La très étrange étude d'un milliardaire sur les musulmans de Marseille* » (la fondation Open Society a été créée par le milliardaire Georges Soros, mais cela n'a aucun rapport avec le contenu de l'étude, le titre est donc choisi uniquement pour discréditer l'enquête). Le rapport est présenté carrément comme « *une compilation de clichés* » et finalement « *une étude de cours élémentaire réalisée par deux chercheurs égarés* » !

Que conclure ? On ne comparera certes pas le dossier de fond réalisé par *Le Monde*, sur trois pages très riches en informations, avec le papier de *La Provence*, qui n'honore pas le métier de journaliste. Le destin croisé de ces deux rapports de recherches peut cependant amener trois réflexions, qui ne sont d'ailleurs pas des surprises. La première est qu'il vaut mieux travailler sur la région parisienne que n'importe où ailleurs en France pour intéresser les médias nationaux. La seconde est que l'institut Montaigne a des moyens de communication que n'ont pas l'université ni le CNRS. La troisième est que, dès que l'on aborde le thème de l'Islam, on suscite inmanquablement des émotions incontrôlées et notamment des réactions de peur et de rejet, y compris chez des personnes qui, à un autre moment et sur un autre sujet, sont tout à fait capables de faire preuve de rationalité et de neutralité.

Voir les pièces du dossier :

- Le [site Internet de l'enquête dirigée par Gilles Kepel](#).
- L'article [de Luc Bronner dans *Le Monde*](#).
- Le [rapport de Vincent Geisser et Françoise Lorcerie sur Marseille \(intégralement en ligne\)](#).
- L'article de [Sophie Manelli dans *La Provence*](#).
- Le [droit de réponse de Françoise Lorcerie](#) (inédit).

Illustration : DR Marc Laapage

Copé : Montebourg veut faire "ce qu'ont fait les bolcheviks en 1917"

LEMONDE.FR | 12.10.11 | 10h03 • Mis à jour le 12.10.11 | 12h28

Jean-François Copé, secrétaire général de l'UMP, a estimé mercredi 12 octobre sur Canal+ qu'Arnaud Montebourg, est *"celui qui dit on va exproprier les banques"*, c'est-à-dire *"en gros" mettre en place "une tutelle des banques sans que ça coûte aux contribuables. C'est ce qu'ont fait les bolcheviks en 1917. Je ne sais pas si vous voyez l'état psychologique d'une partie de la gauche française !"* (voir la vidéo à partir de 30'20")

"Quand il dit : on va démondialiser", cela veut dire *"notre petite France va vivre toute seule, on ferme les frontières"*, a ironisé M. Copé. Et c'est *"lui le faiseur de roi, archi-courtisé et par Aubry et par Hollande"*, a ajouté le dirigeant UMP.

"LES NOMS D'OISEAUX QU'ON ENTEND À GAUCHE"

"Vous êtes témoins des divisions énormes auxquelles on assiste depuis dimanche soir au PS", a-t-il insisté, estimant qu'à droite, il y a *"un débat qui montre des points de vue respectables"* mais *"rien à voir avec les noms d'oiseaux qu'on entend à gauche"*.

Pour lui, on fait des primaires pour désigner un leader *"quand on n'est pas capables d'en voir un émerger"*. *"Si après 2012, on estime qu'il n'y a pas de leader naturel [à l'UMP] et qu'on doit en passer par les primaires, on en décidera à ce moment là, ça ne me choque pas du tout"*, a-t-il estimé.

MARINE LE PEN, "SOUTIEN DE CHOC" DE MONTEBOURG

Quelques heures plus tard, lors du point presse hebdomadaire de l'UMP, Jean-François Copé a sommé François Hollande et Martine Aubry de s'exprimer, lors de leur débat télévisé, sur le *"soutien de choc"* de Marine Le Pen, la présidente du Front national, à Arnaud Montebourg

"Nous nous prenons depuis bien longtemps le procès systématique de supposée collusion avec le Front national alors que jamais, jamais, jamais nous n'avons toléré la moindre alliance avec le FN. Et là, à gauche, ça ne pose aucun problème qu'Arnaud Montebourg, arrivé troisième, reçoive le soutien appuyé et officiel de Marine Le Pen", a déclaré le député-maire UMP de Meaux.

Ce *"renfort caractérisé"* doit être *"un problème de conscience majeur pour le Parti socialiste"* et *"il va falloir que Martine Aubry et François Hollande, ce soir, à l'occasion du débat, nous donnent des réponses précises"*. *"On ne se contentera pas de réponses décousues, évasives"*, a-t-il prévenu.

En matière de *"soutien officiel"* à Arnaud Montebourg, M^{me} Le Pen s'était plutôt livrée, dans un communiqué diffusé lundi, à une tentative de mettre en avant des points de convergence *"entre son projet économique et celui d'Arnaud Montebourg"*, parmi lesquels *"le dépassement du dogme du libre-échange, et la nécessité de mettre au pas les banques et les marchés financiers"*. Elle déplorait toutefois un *"manque de cohérence"* chez l'ancien candidat à la primaire socialiste.

La veille, après l'annonce des premiers résultats, M^{me} Le Pen avait dragué les électeurs de M. Montebourg en déclarant sur France 2 : *"Les hommes et les femmes de gauche qui rejettent les délocalisations, l'ultra-libéralisme, le libre échange brutal, la concurrence déloyale, la ruine par les différents plans de renflouement européen, ceux-là, ce soir, seront orphelins et n'auront plus de candidat."*

Im Interview: Richard Sulik „Der Euro funktioniert nur, wenn Staaten pleitegehen“

Der slowakische Parlamentspräsident Sulík organisiert das Nein der Slowakei zum Rettungsschirm. Er klagt: Die EU marschiert geradewegs in den Sozialismus.

FAS 02.10.2011 2011-10-02T09:50:00+0200



© dapd

Richard Sulik

Herr Sulik, sind Sie der Totengräber Europas?

Auf gar keinen Fall. Warum sollte ich?

Weil Sie den Euro zu Fall bringen können, wenn Sie im slowakischen Parlament die Erweiterung des Rettungsschirms EFSF ablehnen.

Wir werden geschlossen gegen die EFSF stimmen. Wir wollen aber nicht den Euro zu Fall bringen. Es geht um den Rettungsschirm. Man kann nicht die Schuldenkrise mit immer neuen Schulden lösen. Das ist so, als würden Sie Feuer mit einem Ventilator bekämpfen. Was die Eurozone und den Euro bedroht, ist der Rettungsschirm selbst.

Die anderen Regierungen der Eurozone behaupten das Gegenteil.

Das sind die Ansichten von Politikern - nicht von Fachleuten. Zwei sind sogar zurückgetreten, um gegen die Rettungspolitik zu protestieren: Axel Weber, der Chef der Bundesbank, und Jürgen Stark, der Chefvolkswirt der EZB. Sogar Berater der deutschen Regierung sind anderer Meinung.

Sie wollen, dass Griechenland pleitegeht?

Griechenland muss die Zahlungsunfähigkeit erklären. Und anschließend muss es zu einem wirklichen Schuldenschnitt kommen, wahrscheinlich von fünfzig Prozent. Was jetzt als Beteiligung des Privatsektors verkauft wird, nach den Beschlüssen des Europäischen Rats vom Juli, ist überhaupt keine Beteiligung der Banken. Die tauschen ihre Schuldscheine in neue um, die zwar niedriger verzinst werden, aber bestmöglich besichert sind. Am Ende verdienen die Banken daran noch.

Kann Griechenland nach einem radikalen Schuldenschnitt noch in der Eurozone bleiben?

Die Griechen können nicht ausgeschlossen werden. Deshalb müssen sie das selbst entscheiden, vielleicht in einem Referendum.

Was wäre ökonomisch richtig?

Es wäre besser, wenn Griechenland in der Eurozone bleibt. Dann ist der Druck viel größer, Strukturreformen zu machen. Griechenland hat ja noch viel zu tun: Sie müssen eine Steuerverwaltung aufbauen, in manchen Finanzämtern gibt es nicht einmal Computer. Die Frage ist nur, ob die Bevölkerung das mitmacht. Bis die ersten Früchte kommen, wird es noch Jahre dauern.

Ihr Land steckte vor einigen Jahren selbst in großen Schwierigkeiten: Sie mussten die Großbanken sanieren, viel Geld sparen, Sozialleistungen kürzen. Können die Griechen etwas lernen von den Slowaken?

Was uns am meisten geholfen hat, war die Steuerreform, an der ich mitgewirkt habe. Wir haben fast 200 Steuerausnahmen gestrichen und einen Einheitssatz von 19 Prozent für die Einkommensteuer eingeführt. Dadurch stieg die Steuermoral, und damit stiegen auch unsere Steuereinnahmen.

Das hochverschuldete Griechenland soll seine Einkommensteuer senken?

Die meisten Griechen zahlen doch sowieso keine Steuern. Wenn sie ihr Steuersystem wasserdicht bekommen, so dass niemand mehr vor der Steuer flüchtet, könnte der Einkommensteuersatz auf 15 Prozent gesenkt werden - für alle. Parallel dazu müssen die Staatsausgaben sinken. Nur ein Beispiel: In der griechischen Armee gibt es 1300 Panzer und 134 000 Soldaten. Unser Land ist halb so groß, hat aber nur ein Zehntel so viele Soldaten. Es wird zwar immer auf den Konflikt zwischen Athen und Ankara verwiesen. Aber sind nicht beide Länder in der Nato?

Wenn Griechenland pleite ist, gehen Banken bankrott, die griechische Staatsanleihen halten. Haben Sie keine Angst vor einer gefährlichen Dynamik wie nach der Lehman-Pleite 2008?

Ich würde die Banken pleitegehen lassen. Das heißt doch nicht, dass von heute auf morgen der Zahlungsverkehr eingestellt wird. Eine Bank, die pleite ist, bekommt einen Insolvenzverwalter, der die vitalen Funktionen aufrechterhält. Was die Staaten garantieren müssen, sind die Spareinlagen. Das ist billiger, als ganze Banken zu retten.

Ein erweiterter Rettungsschirm könnte Staaten wie Spanien vor Angriffen von Spekulanten schützen, wenn Griechenland insolvent ist. Überzeugt Sie das nicht?

Nein, Spanien kann und muss seine Probleme selbst lösen. Vielleicht werden die Zinsen steigen, aber das erhöht doch nur die Motivation, ordentlich zu wirtschaften.

Ist Ihnen das Schicksal der Eurozone egal? Am ersten Hilfspaket für Griechenland hat sich Ihr Land auch nicht beteiligt.

Wir haben die niedrigsten Löhne in der Eurozone. Warum sollten wir da Griechenland retten? Damit Griechenland 1200 Euro Rente zahlen kann, dreimal mehr als wir? Und jetzt sollen wir aufstocken, um Spanien oder Italien zu helfen? Norditalien ist die reichste Region in Europa! Artikel 125 des Lissabonner Vertrages sagt eindeutig: Jedes Land haftet für seine Schulden selbst.

Ist die Eurozone nicht trotzdem eine Solidargemeinschaft?

Es ist eine perverse Solidarität, über die wir hier sprechen. Das ist der Weg zum Sozialismus: Am Ende werden alle gleich schlecht dran sein, auch die Slowakei. Wenn eine deutsche Firma insolvent wird, helfen ihr die anderen Firmen doch auch nicht. Das Leben bringt Insolvenzen mit sich, das müssen wir akzeptieren. Die Eurozone wird nur funktionieren, wenn Staaten pleite gehen können und alle Investoren das wissen

Deutschland und Frankreich haben sich für eine Wirtschaftsregierung ausgesprochen. Geht die Slowakei diesen Weg mit?

Darüber können nicht Politiker entscheiden und schon gar nicht fünfzig oder hundert Leute in Brüssel. Man muss die Bürger fragen in Referenden oder bei Wahlen.

Wofür würden Sie werben?

Ich bin gegen eine Wirtschaftsregierung. Man kann nicht alles steuern. Europa lebt aus seiner Vielfalt, aus seinen unterschiedlichen Kulturen, Ideen und Lösungen. Das darf man nicht nivellieren.

Soll Europa enger zusammenwachsen?

Es wird enger zusammenwachsen. Ich sehe das bei uns in Bratislava. Wir liegen an den Grenzen zu Österreich, Ungarn und zur Tschechischen Republik. Ich sehe seit unserem Beitritt zum Schengen-Vertrag, wie die Unterschiede verwischen und immer mehr Slowaken in Österreich wohnen. Natürliche Entwicklungen darf man nicht stoppen, aber man sollte sie auch nicht künstlich beschleunigen.

Wenn das slowakische Parlament die Erweiterung des Rettungsschirms ablehnt, bindet es allen anderen Staaten die Hände. Ist das gerecht?

Als die EFSF aufgelegt wurde, reichte es, dass 90 Prozent der finanziellen Zusagen vorlagen. Jetzt muss über die Erweiterung einstimmig entschieden werden. Wir haben uns das nicht ausgedacht.

Sehen Sie einen Ausweg?

Wenn sich alle einig sind, kann die Slowakei ganz ausscheiden aus der EFSF. Das wäre eine Option für uns, sogar eine sehr gute. Ich will nicht die anderen Länder daran hindern, dass sie das Steuergeld ihrer Bürger für die Rettung anderer Länder ausgeben. Das geht mich doch gar nichts an.

Sind Sie auch dafür, dass die Slowakei die Eurozone verlässt, wenn diese in den Sozialismus marschiert?

Es ist viel zu früh, darüber zu urteilen. Ich halte den Euro immer noch für ein sehr gutes Projekt, und ich war mächtig dafür. Als bei uns darüber entschieden wurde, habe ich den Finanzminister beraten. Es war gut, dass wir Mitglied der Eurozone geworden sind. Aber das gilt nur unter einer Voraussetzung: dass die Regeln eingehalten werden.

Zur Person

Richard Sulík ist **Präsident des slowakischen Parlaments** und **Vorsitzender der 2009 von ihm gegründeten liberalen Partei Freiheit und Solidarität (SaS)**, die mit drei weiteren Parteien die Regierungskoalition in Bratislava bildet. Sulík, 1968 geboren, lebte von 1980 bis 1991 in Deutschland. Der **promovierte Ökonom** entwickelte das Konzept einer 19-Prozent-Einkommensteuer, die 2004 eingeführt wurde.

Das Gespräch mit dem slowakischen Parlamentspräsidenten führte **Thomas Gutschker**.

Quelle: F.A.S.

<http://www.spiegel.de/fotostrecke/fotostrecke-57391-3.html>

Frankreich und der Ruf nach Entglobalisierung

Stärker als andere Europäer glauben unsere französischen Nachbarn, die Probleme der Globalisierung durch einen nationalen Protektionismus lösen zu können.

Arcelor Mittal, das größte Stahlunternehmen der Welt, hat entschieden, in seinem Werk im lothringischen Florange auch den letzten Hochofen herabzufahren. Während die Geschäftsleitung beteuert, die Drosselung der Produktion sei nur vorläufig, befürchten Gewerkschaften und Politiker das Ende der heimischen Stahlproduktion. Tausende von Arbeitsplätzen drohen verloren zu gehen. Fachleute machen für die Schließung des Werkes den dramatischen Rückgang der weltweiten Stahlnachfrage und zu hohe lokale Arbeitskosten verantwortlich.



Foto: AFP Arnaud Montebourg hat sich den Kampf gegen die Globalisierung auf die Fahnen geschrieben. So will er Spitzenkandidat der französischen Sozialisten für die Präsidentschaftswahlen 2012 werden

Arnaud Montebourg, Präsident der Region Saône-et-Loire, klagt den mangelnden Patriotismus [Nicolas Sarkozys](#) an: Er habe einem multinationalen Unternehmen wie Mittal erlaubt, eine französische Schlüsselindustrie zu kontrollieren. Das Ende von Florange sei ein Beispiel für die verderblichen Folgen der [Globalisierung](#). Um der Politik die Kontrolle über die Wirtschaft zurückzugeben, sei ein europäischer, zur Not auch ein nationaler Protektionismus notwendig: Démondialisation – Entglobalisierung – heiße das Gebot der Stunde.

Kampf gegen die Globalisierung

Montebourg, der sich darum bewirbt, 2012 als sozialistischer Präsidentschaftskandidat gegen Nicolas Sarkozy anzutreten, hat aus dem Kampf gegen die Globalisierung sein Markenzeichen gemacht. Zusammen mit dem Demografen Emmanuel Todd hat er ein Manifest „Votez pour la Démondialisation!“ veröffentlicht. Untertitel: „Die Republik ist stärker als die Globalisierung.“ Montebourg steht mit seinen Ansichten nicht allein. Kritik an der Globalisierung und der Wunsch nach einem neuen Protektionismus finden in Frankreich viele Befürworter. Der Schlachtruf „Démondialisation!“ entfaltet eine verführerische Kraft.

Seit Langem drängt die französische Regierung [Angela Merkel](#), den Plänen zu einer [europäischen Wirtschaftsregierung](#) zuzustimmen. Sollte es dazu nicht kommen, werden die Franzosen noch stärker, als es bereits der Fall ist, Sympathien für einen nationalen Protektionismus entwickeln.

Montebourg fordert ein Spekulationsverbot für französische Banken, die Schließung aller Bankfilialen in Steuerparadiesen, die Trennung von Sparkassen und Investmentbanken, eine nationale Transaktionssteuer auf Finanzgeschäfte von 0,1 Prozent, den Zwang zur Investition von Gewinnen in die französische oder zumindest europäische Wirtschaft, eine strenge Begrenzung der Boni für Banker und die Schließung aller Ratingagenturen. Dieses Programm einer „finanziellen Entglobalisierung“, wie der Sozialist Montebourg es nennt, mag man mit vielen Ökonomen als „Schwachsinn“ bezeichnen. Fest steht, dass diesem Programm die große Mehrheit der französischen Bevölkerung zustimmen würde.

Tief greifende politische Malaise

Die Zustimmung zum Programm einer Entglobalisierung der Finanzwirtschaft ist Zeichen einer tief greifenden politischen Malaise. Die Franzosen zweifeln mehr und mehr an [Europa](#) – und an der Entschlusskraft und Wirksamkeit ihrer Politiker. All dies ist Wasser auf die Mühlen der radikalen Rechten – mit ihrer Forderung nach der Aufgabe des

[Euro](#) und zur Renationalisierung der französischen Wirtschaft und Politik wird Marine Le Pen dem Front National bei den Präsidentschaftswahlen 2012 neue Wähler zuführen.

Dabei fehlt es der politischen Elite Frankreichs nicht an Selbstkritik. Auch das Programm der Entglobalisierung kann die Franzosen nicht davon befreien, endlich ihre Hausaufgaben zu machen. Sie konsumieren zu viel und produzieren zu wenig: Das Außenhandelsdefizit liegt gegenwärtig bei 51 Milliarden Euro. Stärker noch, als es in anderen Länder der [Euro-Zone](#) der Fall ist, haben die Franzosen ihren Lebensstandard mit Krediten finanziert. Jetzt sprechen französische Ökonomen von einer „spektakulären Deklassierung“ ihres Landes. Das Pro-Kopf-Eigentum der Franzosen liegt unter dem europäischen Durchschnitt, das Wachstum stagniert, die Produktivitätssteigerungen sind minimal, die Arbeitslosigkeit verharrt bei zehn Prozent. Eine Herabstufung der Kreditwürdigkeit droht.

In Abhängigkeit der Märkte und Börsen

Die autoritätsskeptischen Franzosen sind immer leicht revolutionär gesinnt – und ärgern sich doch stärker als andere Europäer über den Ansehensverlust ihres Staates. Jetzt erkennen sie, wie sehr auch Frankreich in die Abhängigkeit der Märkte und der Börsen geraten ist. Ein verschuldeter Staat ist ein abhängiger Staat – dies ist die bittere

Sie wird umso bedrängender wahrgenommen, als es in Frankreich lange zur Tradition gehörte, alles zu tun, um die Souveränität des Staates nicht durch Schuldenmachen aufs Spiel zu setzen. Napoleon und der General de Gaulle standen in dieser Tradition. Begründet wurde sie von Colbert, dem Finanzminister Ludwigs XIV. Wie schwer muss es geschichtsbewussten französischen Politikern gefallen sein, ausgerechnet [Deutschland](#), dem Weltmeister im Exportüberschuss, eine Politik zu bescheinigen, die „eines Colbert würdig gewesen wäre“!

Veränderung des Welthandels als Ziel

Die Kritik an den Folgen der weltweiten Globalisierung ist nicht auf Frankreich beschränkt. Mit Attac haben die Globalisierungsgegner eine Gegeninstitution zu Weltbank und [Internationalem Währungsfonds](#) formiert. Ihr Ziel ist eine radikale Veränderung des Welthandels und der Weltwirtschaft. In keinem Land aber ist der Glaube an die Möglichkeit eines nationalen Rückzugs aus der Weltwirtschaft so groß wie in Frankreich. Dass nur wenige Deutsche diese Illusion teilen, verschärft die Entfremdung, die seit Langem zwischen beiden Ländern zu beobachten ist.



Überhaupt trägt der Vergleich mit Deutschland nicht wenig dazu bei, das Unwohlsein der Franzosen noch zu steigern. Die Deutschen mag es wundern, aber immer noch sehen die Franzosen in uns das Vorbild und den Musterknaben. Es gibt kaum einen Kommentar in der französischen Presse, in welchem den heimischen Politikern nicht die Sparpolitik eines Zapatero, eines Cameron und selbst eines Berlusconi vorgehalten wird, um als Steigerung mit dem Schlusssatz zu enden: „Vom tugendhaften Deutschland (la vertueuse Allemagne) ganz zu schweigen.“

Glücklicherweise gibt es ein Feld, auf dem die Franzosen fleißiger sind: Sie bekommen mehr Kinder. Und so fand auch Staatspräsident Sarkozy, als er wieder einmal die Vorzüge der Deutschen anerkennen musste, Trost in der Prognose: „Immerhin – 2030 wird es mehr Franzosen geben als Deutsche.“

Euro-Schuldenkrise Nicht im Windhundverfahren

Eine Woche länger Zeit für einen neuen Weg: Das ist beim europäischen Schuldenschlamassel nicht viel. Der nächsten EU-Gipfel muss spürbaren Erfolg bringen.

Von [Heike Göbel](#)

FAZ 11.10.2011 2011-10-11T09:15:00+0200



© dapd

Die Staats- und Regierungschefs der EU nehmen sich eine Woche länger Zeit, einen neuen Weg aus dem Schuldenschlamassel im Euroraum zu finden. Das ist angesichts der turmhohen Erwartungen und der Größe der Aufgabe nicht viel. Denn wenn der nächste EU-Gipfel tatsächlich endlich beruhigende Wirkung auf Bürger und Finanzmärkte haben soll, muss er glaubwürdige Lösungen aufzeigen: Es gilt, die Banken im Euroraum so weit zu kapitalisieren, dass sie einen weitaus kräftigeren Ausfall griechischer Staatsanleihen in ihren Bilanzen verkraften können als bisher angenommen. Damit ist das Eingeständnis der Politik verbunden, dass Griechenland insolvent ist. Da dies aber die Frage aufwirft, ob sich andere Euroländer ebenfalls bald auf diese Weise ihrer Schulden teilentledigen, muss der Gipfel auch darauf eine Antwort finden. Sonst heizt er die Spekulation und Unsicherheit weiter an.

Die Bankenimmunsierung ist, so unpopulär sie ist, womöglich der leichtere Teil der Übung. Denn aus den Erfahrungen mit der Bankenrettung in der Finanzkrise 2008 lässt sich lernen. Die Politik muss den Banken Eigenkapitalquoten vorschreiben, die hoch genug sind, um den Ausfall wackeliger staatlicher Schuldner zu verkraften. Und sie muss hierfür eine enge Frist setzen.

Nicht vom Prinzip abrücken

Die meisten Banken werden dies in der aktuellen Marktlage nicht über die Aufnahme von Kapital oder die Korrekturen von Bilanzpositionen schaffen. Daher werden die Steuerzahler ein zweites Mal helfen müssen. Ist das mit Anreizen verbunden (Gehaltsdeckel?), entwickeln die Banken im günstigsten Fall den Ehrgeiz, den Staat schnell wieder loszuwerden und die Hilfe mit Zinsen zurückzuzahlen. In Amerika hat dies gut funktioniert.

Vom Prinzip, dass jedes Euroland für seine Banken verantwortlich ist, darf man nicht abrücken. Nur so bleibt ein Anreiz, die Hilfen auf das Notwendigste zu begrenzen. Es ist richtig, dass die Bundeskanzlerin Frankreichs Präsidenten Sarkozy daran hindert, im Windhundverfahren den Rettungsfonds EFSF zu plündern, um die französischen Banken zu stützen und den eigenen Etat zu schonen.

Die zweite Bankenrettung wird politisch gerade in Deutschland kaum zu vermitteln sein. Die Politik hat ihr Primat über die Finanzwirtschaft nicht genutzt, um die privaten Banken rechtzeitig zu mehr Vorsorge zu zwingen. Und den staatlichen Landesbankensektor haben Finanzpolitiker auch nicht saniert.

L'Allemagne suscite l'admiration des Français

Par [Jean-Pierre Robin](#) | Le Figaro Mis à jour le 10/10/2011 à 13:52 | publié le 09/10/2011 à 13:45 [Réactions](#) (40)



«Être allemand veut dire faire une chose pour elle-même», proclamait Richard Wagner au moment où l'industrialisation prenait partout son essor en Europe. Crédits photo: AFP

DÉCRYPTAGE - De leurs entreprises automobiles à leurs peintres contemporains, nous portons aux nues tout ce qui vient d'outre-Rhin. Une mode pathétique.

Pour vanter ses voitures auprès des consommateurs français, Renault n'a rien trouvé de mieux que de leur dire tout le bien qu'on en pense outre-Rhin: «Les Allemands n'avaient jamais porté si haut les couleurs du groupe Renault», clame une publicité pleine page insérée tout récemment dans plusieurs grands quotidiens. Et sur un immense drapeau germanique, où le jaune a été remplacé par l'orange de Renault, est cité le témoignage de trois revues spécialisées attribuant d'excellentes notes aux produits de la firme au losange.

Dans un tout autre registre, notre confrère *Le Monde* vient de publier une grande enquête de son spécialiste des arts plastiques intitulée «L'art allemand est supérieur» (sic). Traitant de trois expositions qui se tiennent cet automne à Paris ([Baselitz](#), [Lüpertz](#) et Richter), le journaliste et universitaire Philippe Dagen met en avant la qualité de leur formation, le dynamisme de leurs collectionneurs et la régionalisation de leurs centres artistiques, gage de concurrence. Après nous avoir abreuvé trois siècles durant de leur sublime musique, vont-ils nous damer le pion là aussi?

L'admiration de l'Allemagne est devenue sport national sur la rive gauche du Rhin. «Il faudra aller vers un temps de travail commun, il faudra aller vers un **âge de la retraite commun**, il faudra aller vers une convergence de l'organisation économique et sociale de nos deux pays», **préconisait le mois dernier François Fillon**, dans un discours à Matignon. Le premier ministre remettait «le prix de l'audace créatrice»! On subodore le sens du rapprochement, compte tenu des performances respectives, 150 milliards d'euros d'excédent commercial chez eux, 75 milliards de déficit chez nous, 6,9 % de chômage là-bas, 9,2 % ici. Et puis ce chiffre terrible, qui résume et explique à lui seul les précédents : entre Munich et Hambourg, on continue de fabriquer 5,3 millions de voitures, sans changement ces dernières années, alors que la production automobile française est tombée de 3,2 à 2 millions en cinq ans.

Notre guide serait plutôt «la peur du gendarme»

De leur côté, les industriels germaniques jouent à plein des louanges qu'on leur tresse. En témoigne la dernière publicité d'Opel France à la radio: sur fond d'un discours tonitruant dans la langue de Goethe, on entend ce commentaire en voix off: «Pas besoin de comprendre l'allemand pour savoir qu'Opel c'est la qualité allemande.»

Le narcissisme auquel les Allemands, comme tous les peuples, sont tentés de succomber remonte loin. Il suffit de se rappeler la formule célèbre de Richard Wagner: «Être allemand veut dire faire une chose pour elle-même.» Le goût du travail bien fait. Le compositeur de Bayreuth, vénéré par les milieux intellectuels français de la seconde moitié du XIXe siècle malgré la défaite de 1870, s'exprimait au moment où l'industrialisation prenait partout son essor en Europe. Wagner voulait ainsi stigmatiser l'esprit mercantile du capitalisme anglo-saxon. L'industriel germanique, encore proche des artisans décrits dans son opéra *Les Maîtres Chanteurs*, ne se soucie au contraire que de la qualité de ses produits. La compétition des capitalismes nationaux faisait rage. Au point que Londres avait rendu obligatoire en 1887 d'inscrire la marque «made in Germany» sur les produits en provenance de Berlin. C'était une façon de dissuader les consommateurs britanniques de les acheter. En vain, car ces derniers avaient vite perçu le sigle comme synonyme d'excellence.

Réformes «imposées» de Bruxelles

Nos débats actuels sur le tropisme industriel des uns et le capitalisme financier des autres n'ont donc rien de nouveau. Il est tentant bien sûr d'attribuer les spécificités nationales à des racines culturelles. Le philosophe et sociologue Theodor Adorno, peu suspect de complaisance vis-à-vis de son pays qui l'avait poussé à l'exil, invoquait «les grandes idées allemandes qui célèbrent avec exaltation l'autonomie, la pureté des choses que l'on ne fait que pour elles-mêmes».

Les Français paraissent d'autant plus admiratifs que de tels principes leur sont totalement étrangers. Notre guide serait plutôt «la peur du gendarme» que la recherche d'autonomie. Nos automobilistes se soucient moins de sécurité routière que du contrôle des radars. Nos gouvernements se préoccupent de réduire les déficits budgétaires pour satisfaire les agences de notation et les «critères de Maastricht». Les réformes nous seraient

«imposées» de Bruxelles, explique-t-on depuis des lustres. L'euro a été vendu à l'opinion publique comme un «bouclier» et non pas comme un instrument d'indépendance, etc.

Les publicitaires de Renault s'inscrivent dans un courant idéologique très puissant en France quand ils se réfèrent aux normes d'outre-Rhin. Que l'Allemagne constitue une référence -dans les cabinets ministériels parisiens, on parle de «benchmark»-, c'est une évidence, vu sa taille et ses résultats. Qu'il faille s'inspirer des réussites des autres va également de soi. Mais peut-on calquer notre fiscalité sur l'Allemagne sans adapter le niveau des dépenses publiques (supérieures de 10 % de PIB chez nous)? Faut-il de principes directeurs, nous nous contentons d'empiler les remèdes sans discernement. «Contre le chômage, on a tout essayé !», prétendait avec pathos François Mitterrand. On se demande si Wagner n'avait pas un peu raison quand il traitait les Français de «peuple de singes» (1864).

LIRE AUSSI :

Schäuble und Issing im Streitgespräch Sollen die Griechen raus aus dem Euro?

Die Griechen müssen raus, sagt Ottmar Issing, ehemaliger EZB-Chefvolkswirt. Finanzminister Schäuble hält im Gespräch mit der Frankfurter Allgemeinen Sonntagszeitung dagegen.

F.A.S. 08.10.2011 2011-10-08T17:05:00+0200



© Jockisch, Anna

Die Griechen müssen den Euro behalten. „Die Mitgliedsländer können ihre Probleme nur gemeinsam lösen“, sagt Finanzminister Wolfgang Schäuble (links)

Sie gehören zur selben Generation. Und sie schätzen einander sehr: Umso mehr wurmt Finanzminister Wolfgang Schäuble, dass Otmar Issing den Griechen die Drachme empfiehlt. Issing ist nicht irgendwer: Bis 2006 war er Chefökonom der Europäischen Zentralbank. Zum Streitgespräch trafen sich Schäuble und Issing in Berlin.

Herr Schäuble, Herr Issing, Sie verstehen sich beide als leidenschaftliche Europäer, vertreten aber in der Frage der Rettung Griechenlands diametral unterschiedliche Ansichten.

Schäuble: Ich teile viele Ansichten von Herrn Issing, aber ich glaube, wir sollten die Probleme der Eurozone lösen, ohne dass ein Land die Eurozone verlassen muss. Der Euro muss sich darin bewähren, dass alle Mitglieder der gemeinsamen Währungszone ihre Probleme auch gemeinsam lösen. Das ist für Ansehen und Stabilität dieser Währung eine unerlässliche Voraussetzung.

Issing: Ich denke, dass der Euroraum wie ein Club funktionieren sollte. Wenn ein Mitglied permanent gegen die Regeln des Clubs verstößt, dann muss als letzte Möglichkeit ein solches Mitglied aus dem Club ausscheiden können. Ich bin nicht der Meinung, dass man Griechenland ausschließen sollte, was übrigens auch rechtlich gar nicht geht. Die Frage ist nur, wie lange man Griechenland trotz mehrfach gebrochener Versprechen Finanzhilfen gibt. Und ob Griechenland dann selbst die Konsequenz zieht.

Müssen die Griechen gleich aus der Eurozone austreten, wenn sie kein Geld mehr bekommen?

Issing: Natürlich muss Griechenland selbst entscheiden, was zu unternehmen ist, wenn es kein Geld mehr bekommt und der Staat de facto pleite ist. Welcher Schuldenschnitt dann kommt, ist die souveräne Entscheidung der Griechen.

Griechenland wird im kommenden Jahr eine Schuldenquote von 160 Prozent des Bruttoinlandsprodukts erreichen. Wird es diese Schulden je zurückzahlen können?

Schäuble: Wir haben klar verabredet, dass die vierteljährlichen Kredittranchen nur ausbezahlt werden, wenn Griechenland die verabredeten Auflagen erfüllt. Das zu beurteilen obliegt der sogenannten Troika. Die Troika muss dabei auch die Schuldentragfähigkeit der Griechen beurteilen. Wenn der aktuelle Bericht vorliegt, wissen wir mehr.

Sie erwarten, dass die Griechen ihre Schulden bedienen können?

Schäuble: Wir haben klargemacht, dass Griechenland sich an die Abmachungen halten muss. Da kann es keinen Rabatt geben. Die Staats- und Regierungschefs haben bereits im Juli beschlossen, dass es ein zweites Griechenland-Programm geben muss. Dazu gehört -wie im Juli beschlossen- eine Verbesserung der Schuldentragfähigkeit, indem die griechische Gesamtverschuldung reduziert wird. Sagen Sie es klar: Es geht um Umschuldung und Haircut?

Schäuble: Ich spreche über eine Reduzierung der Gesamtverschuldung mit einer Beteiligung des Privatsektors - wie stark diese sein muss, werden wir sehen, wenn der Troikabericht vorliegt. Möglicherweise sind wir bisher von einem zu geringen Prozentsatz der Schuldenreduktion ausgegangen.

Issing: Die EZB hat in einem ihrer letzten Monatsberichte ein Szenario dargestellt, nach dem Griechenland im nächsten Jahr eine Gesamtverschuldung von 160 Prozent erreicht und nach zehn Jahren hartem Sparen schließlich bei 120 Prozent anlangt. Gleichzeitig wird unterstellt, dass das Land einen Pfad konstanten Wachstums erreicht. Die EZB nimmt das als Beleg für die Schuldentragfähigkeit Griechenlands. Dabei sagen die Zahlen nach meiner Einschätzung das Gegenteil. Ich halte es für ausgeschlossen, dass ein Land über zehn Jahre ein solches drakonisches Sparprogramm durchhält. Ich sehe auch nicht, wo der Optimismus für das Wachstum herkommen soll. Für mich heißt das: Griechenland kann seine Schulden nicht bedienen.

Was folgt daraus?

Issing: Wir brauchen einen Schuldenschnitt von mindestens fünfzig Prozent. Was nicht geht, ist, dass Griechenland sich dann weiter bei der EZB refinanzieren kann. Denn das würde eine ganz neue Ansteckungsgefahr provozieren: Alle Reformbemühungen anderer Länder, beispielsweise in Irland, würden von einem Moment auf den anderen in sich zusammenbrechen. Denn man kann einer Bevölkerung schwer zumuten, Reformen und Einschnitte hinzunehmen, wenn es mit einem Schuldenschnitt auch einfacher geht.

Also muss Griechenland raus aus dem Euro?

Issing: Es wird wohl nicht anders gehen. Alles andere wäre ein Freibrief für die anderen Länder.

Schäuble: Das sehe ich anders. Alles hängt von den Bedingungen ab, wie man die privaten Gläubiger beteiligt, wie wir es ja schon im Juli verabredet haben - mit damals womöglich noch zu geringen Prozentsätzen der Schuldenreduktion. Klar ist aber immer, dass jede Schuldenreduktion mit unzweideutigen Auflagen verbunden sein muss. Nur wenn diese erfüllt werden, kann geholfen werden.

Warum, Herr Schäuble, fürchten Sie den Austritt Griechenlands aus der Währungsunion?

Schäuble: Herr Issing und ich sind beide der Meinung, dass wir die Schulden Griechenlands reduzieren müssen. Aber für mich gilt: innerhalb der Eurozone. Ein Ausscheiden Griechenlands aus der Eurozone wäre die deutlich schlechtere Lösung. Gerade auch aus ökonomischen Gründen. Man müsste schwere Verwerfungen auf den Finanzmärkten befürchten. Es besteht die Gefahr, dass sich ganz Europa und die Weltwirtschaft anstecken. Ich glaube, wir können die Krise besser beherrschen, wenn alle Eurostaaten in der Eurozone bleiben. Und wir dürfen nicht vergessen, dass die Reputation des Euros als Weltwährung nachhaltig geschädigt würde, wenn es

uns nicht gelänge, dieses am BIP gemessen relativ kleine Problem Griechenlands innerhalb des Systems zu lösen.

Issing: Ich stimme Ihnen zu, Herr Schäuble, dass es keine risikolose Lösung gibt. Da muss ich mich auch über einige Vorschläge aus dem Bereich der Wissenschaft wundern. Ich stimme auch mit Ihnen überein, dass diese Krise eine Chance bietet, die für mich darin liegt, dass wir vor einem Schuldenschnitt und dem damit verbundenen Austritt eines Landes nicht zurückzucken. Ich sehe durchaus die Probleme der Ansteckung, dass sich die Spekulanten dann sofort das nächste Land vornehmen. Doch dagegen kann man sich wappnen, indem man den Zaun um die sechzehn anderen Länder sichtbar erhöht ...

... was für einen Zaun?

... wir müssen bereit sein, den anderen Ländern gegen die Spekulation zu helfen. Ich verspreche mir aber auch einen positiven Ansteckungseffekt eines Austritts Griechenlands aus dem Euro. Denn ein solcher Fall müsste auf alle anderen Mitglieder der Eurozone abschreckend wirken. Das würde einen nie gesehenen Reformdruck erzeugen, wie man ihn durch keine internationale Abmachung erzielen kann. Kein anderes Land will raus aus dem Euro. In Italien zum Beispiel würde das nachgeholt, was über Jahrzehnte an Reformen versäumt wurde, damit um jeden Preis das Schicksal Griechenlands abgewandt wird. Ich sehe also nicht nur negative, sondern auch positive „Ansteckungen“ durch den Euro-Austritt eines Landes. Alle übrigen Länder wollen den Selbstausschluss aus dem Club unter allen Umständen vermeiden.



© Jockisch, Anna

Griechenland muss raus aus dem Euro. „Es wird wohl nicht anders gehen“, sagt Ottmar Issing (rechts), ehemals Chefökonom der Europäischen Zentralbank

Als man vor drei Jahren die Lehman-Bank fallenließ, hat man sich auch eine abschreckende Wirkung erhofft. In Wirklichkeit ist alles viel schlimmer gekommen.

Schäuble: Natürlich ist die heutige Situation ganz anders. Wir haben zurzeit eine Staatsschuldenkrise. Aber nach allem, was wir wissen, gibt es auch heute ein hohes Risiko, dass sich diese Krise weiter zuspitzt und ausbreitet. Daher müssen wir in der Lage sein, Eskalationen durch spekulative Ansteckung einzudämmen. Dazu gehört unter anderen sicherzustellen, dass die Banken mit hinreichend Kapital ausgestattet sind.

Was ist denn jetzt schon wieder mit den Banken los? Wir dachten, die seien nach der Finanzkrise gerettet und mit ausreichend Kapital ausgestattet worden?

Schäuble: Die Unruhe an den Finanzmärkten nimmt zu. Dies kann zu Rückkoppelungen in die Realwirtschaft führen, am ehesten über die Banken. So gibt es die Möglichkeit einer Eskalation. Dieser Möglichkeit müssen wir vorbeugen. Wir haben nach 2008 begonnen, die Finanzindustrie stärker zu regulieren und ihr ein höheres Eigenkapital vorzuschreiben. Aber der Prozess ist womöglich nicht schnell genug gegangen. Wir müssen schauen, dass alle Banken in Europa für alle Eventualitäten gerüstet sind.

Issing: Die fragile Situation der Banken heute unterscheidet sich wesentlich von der Konstellation der Finanzkrise vor drei Jahren. Heute liegt die Krise darin, dass als sicher angesehene Wertpapiere, nämlich Staatsanleihen, zu Risikopapieren geworden sind. Weil man diese für risikolos hielt, mussten die Banken dafür

kein Eigenkapital vorhalten. Jetzt gibt es einen Abschreibungsbedarf, der einzelne Banken an den Rand der Vernichtung des Eigenkapitals bringen könnte. Da haben die Regeln versagt. Aber eine Entschuldigung ist das nicht. Die Banken sind sehenden Auges in ein Risiko gelaufen, weil sie Geschäfte machen wollten.

Und jetzt soll die EFSF mit dem Geld der Steuerzahler auch wieder Banken retten?

Schäuble: Nein. Die ertüchtigte EFSF kann lediglich Staaten helfen, wenn diese weder am Markt noch sonstwie in der Lage sind, ihre Banken zu stabilisieren.

Banken müssen rekapitalisiert werden, damit Staaten umschulden können?

Schäuble: Es geht darum, dass wir uns bestmöglich darauf vorbereiten, jegliche Zuspitzung abzufedern. Wir müssen dafür sorgen, dass Ansteckungseffekte in den Bankensektor und als Folgen der Spekulation so gut wie möglich ausgeschlossen werden, unabhängig davon, ob man wie Herr Issing für ein Ausscheiden von Staaten aus dem Euroraum plädiert oder aber sie wie ich auf jeden Fall im Euro halten will.

Was meinen Sie, wenn Sie immer von Spekulanten sprechen? Ist es nicht rational, wenn Anleger sagen, das Risiko in Spanien oder Italien sei ihnen zu groß und sie deshalb jetzt keine Anleihen dieser Länder mehr kaufen?

Issing: So ist es. Es gibt die Mär von der Spekulation. Eher ist es doch so, dass die Märkte zu lange geschlafen haben und Ländern mit ganz unterschiedlicher Bonität Kredite zu denselben niedrigen Zinsen gegeben haben. Das hat die Illusion erzeugt, dass man sich niedriger langfristiger Zinsen erfreuen konnte, ohne dass man selbst entsprechende Anstrengungen unternehmen musste. Aber natürlich neigen die Märkte dann auch zur Übertreibung. Die Politik muss sich darauf konzentrieren, den Übertreibungen konsequent zu begegnen, ohne die Marktmechanismen auszuschalten. Die Risikoaufschläge, die die Länder jetzt zahlen müssen, die sogenannten Spreads, waren es doch, welche Staaten wie Italien sofort dazu bewogen haben, Reformen zu ergreifen. Kein Land kann es lange durchhalten, wenn die Refinanzierung der Schulden immer teurer wird. Dieses Element der Marktkontrolle muss erhalten werden. Ich habe Sorge, dass durch politischen Druck und zu frühe Interventionen des Euro-Rettungsfonds EFSF die Sanktionsmechanismen der Märkte unterlaufen werden.

So weit ist es doch längst, wenn die EZB Staatsanleihen aus Spanien und Italien kauft?

Schäuble: Seien Sie versichert, dass niemand das Zinsrisiko vergemeinschaften und damit falsche Anreize setzen will. Mit mir wird es auch keine Eurobonds geben. Die EFSF kann nur unter ganz engen Voraussetzungen und als Ultima Ratio Übertreibungen der Märkte entgegenwirken. Voraussetzung dafür ist zudem eine vorherige Analyse der EZB, dass die Stabilität des Euro als Ganzes gefährdet ist.

So oder so: Es ist ein Eingriff in den Markt, mit dem die Zinsen für die Schuldner künstlich niedrig gehalten werden.

Schäuble: Nein, nein. Es gibt Geld von der EFSF nur, wenn die Länder, die ihn in Anspruch nehmen müssen - zurzeit Irland und Portugal -, strenge Reform- und Sparauflagen einhalten und umsetzen. Dabei werden sie eng begleitet und kontrolliert. Der Mechanismus der EFSF funktioniert sehr gut. Schauen Sie sich an, zu welchen Reformen die Länder unter dem Druck der Programme in der Lage sind. So etwas hätte man sich früher nie vorstellen können. Irland will 2012 sogar schon wieder auf den Rettungsschirm verzichten. Alle Staaten Europas sind jetzt auf dem Weg in Richtung einer stabilitätsorientierten Finanzpolitik.

Für Haushaltsdisziplin gibt es einen Rabatt vom Marktzins, sagen Sie, Herr Schäuble. Sie, Herr Issing, sagen, der Marktzins ist das beste Disziplinierungsinstrument.

Issing: Der Normalfall sollte die Disziplinierung durch die Märkte sein, das andere ist die Ausnahme. Ich bin nicht sicher, ob das alle Politiker auch so sehen. Gleichwohl: Was seit zwei Jahren in Europa an Reformen in Gang gekommen ist, darf man wirklich nicht kleinreden. Das sage ich auch meinen angelsächsischen Freunden.

Jetzt erst ist richtig verstanden worden, dass man an einer gemeinsamen stabilen Währung nur teilnehmen kann, wenn man seine Wirtschaft wettbewerbsfähig macht.

Warum braucht die EFSF jetzt auch noch einen Hebel, mit dem das ohnehin schon große Volumen aufgestockt wird?

Schäuble: Wenn unter Hebel verstanden wird, dass die EFSF zu einer Bank werden soll und über eine Banklizenz Zugang zum Geld der Zentralbank bekommt, so kann ich das ganz klar ausschließen. Denn damit würden wir die Staatsschulden Europas monetarisieren. Das geht nicht. Die Trennung zwischen Geld- und Finanzpolitik werden wir nicht aufgeben.

Issing: Das ist ermutigend. Würde die EFSF zur Bank, wäre dies das Ende einer stabilen Währung. Am Ende hätte man die Notenpresse der Finanzpolitik ausgeliefert. Was das bedeutet, hat man im 20. Jahrhundert schmerzvoll erfahren.

Sie sind offenbar beide dafür, dass EZB und EFSF Staatsanleihen kaufen. Ist das nicht längst eine Vergemeinschaftung von Staatsschulden?

Issing: Meine Wunschvorstellung war das alles nicht. In meiner Welt eines optimalen Währungsraums gäbe es so einen Bail-out, solche gegenseitigen Rettungen, nicht. Da wären die Staaten fiskalisch souverän, hätten eine gemeinsame Währung, dürften aber nicht auf finanzielle Solidarität der anderen Staaten zählen. Inzwischen bin aber auch ich der Meinung, dass die Märkte nicht immer effizient sind. Da habe ich meine Meinung geändert. Es gibt Übertreibungen. Deshalb braucht es dann eine Hilfseinrichtung wie die EFSF. Sagen wir so: Es ist eine Kröte, die man schlucken muss.

Sagen Sie es deutlich: Nicht mehr der Markt, sondern die EZB und EFSF oder ESM entscheiden, welche Anleihen gekauft werden. Wir nehmen die gemeinsame Haftung für Staatsschulden in Kauf, was alle Anstrengungen für eine solide Haushaltsführung unterminiert.

Issing: Nein, nein, jetzt übertreiben Sie. Die Haftung muss sehr begrenzt sein, es darf nicht dazu kommen, dass jetzt die Europäer gemeinsam für alle Schulden im Euroraum haften.

Schäuble: In Ihrer Frage sind viele falsche Behauptungen. Es gibt keine gemeinsame Haftung für Staatsschulden, es gibt einen Krisenmechanismus, der eng eingesetzt wird. Hilfe gibt es nur gegen knallharte Auflagen. Und der ESM ist eine echte internationale Finanzinstitution. Im Übrigen gilt der Satz des Neuen Testaments: Wer unter euch ohne Sünde ist, werfe den ersten Stein. Es waren die Deutschen und die Franzosen, die als Erste den Stabilitätspakt schon im Jahr 2002 gebrochen haben. Da ist es gut, dass wir das Instrumentarium verbessern und jetzt möglich wird, was bei der Einführung des Euro noch nicht möglich war. Ich kann nicht oft genug wiederholen, dass vom Euro alle Mitglieder profitieren, am meisten die Deutschen. Jetzt erst spüren wir, dass der Euro nicht nur ein ökonomischer, sondern auch ein politischer Schritt der Integration ist. Dazu gehört auch eine in größerem Maße vergemeinschaftete Finanzpolitik, in der die Mitgliedstaaten auf Teile der Souveränität verzichten und die mit stärkeren Sanktionen bewehrt ist.

Issing: Da wäre ich vorsichtiger als Sie, Herr Schäuble. Unter gemeinsamer Finanzpolitik wird sehr Unterschiedliches verstanden. Die Verfassungsrichter haben uns darauf verpflichtet, dass in westlichen Demokratien Entscheidungen über Einnahmen und Ausgaben das zentrale Königsrecht nationaler Parlamente sind. Wenn dieses Prinzip durch politische Integration übersprungen werden soll, muss wirklich auf einen Schlag die gesamte politische Integration gelingen. Sonst wäre das Ganze nicht demokratisch legitimiert. Als Kanzler Helmut Kohl bei den Maastricht-Verhandlungen vorgetragen hat, es wäre absurd, eine Währungsunion ohne politische Union zu schaffen, gab es Beifall von allen Seiten, auch von mir. Heute ist meine Sorge, dass man in der Krise nur eine Art Alibikontrolle in Europa hinbekommt, die nicht politisch legitimiert ist.

Schäuble: Unterschätzen Sie die Entschlossenheit derer nicht, die jetzt an Europa bauen wollen. Es trifft mich persönlich, wenn Sie das eine Alibiveranstaltung nennen. Europa ist schon jetzt nach der Rechtssprechung des

Bundesverfassungsgerichts viel mehr als ein Staatenbund. Durch die gemeinsame Geldpolitik haben die Staaten wichtige Teile ihrer Souveränität an die Gemeinschaft abgegeben. Ähnlich ist es im Wettbewerbsrecht. Auch da hat die EU ganz starke Kompetenzen, verbunden mit der Macht, in nationale Entscheidungen einzugreifen. Warum soll das nicht auch für die Finanzpolitik möglich sein?

Allein uns fehlt der Glaube. Wer sich bislang nicht an Maastricht gehalten hat, wird es auch künftig nicht tun?

Schäuble: Maastricht hat nicht funktioniert, weil wir damals eine rot-grüne Bundesregierung hatten, die sich nicht an die Regeln gehalten hat. Heute ist das, wie Sie sehen, anders. Und vergessen Sie nicht: wir haben gerade den Stabilitäts- und Wachstumspakt deutlich verschärft und gestärkt - mitsamt quasiautomatischen Sanktionen, die zudem viel früher greifen.

Issing: Vertrauen in Ihre Position in Ehren. Aber Personen und Regierungen können in Deutschland und auch anderswo wieder wechseln. Ich bin durch schlechte Erfahrungen 2002 und 2003 geprägt. Da habe ich mich auch als Deutscher geschämt. Ich bin sehr dafür, dass wir die Kontrollen verstärken. Aber die einzelnen Staaten werden sich die Kontrolle nicht aus der Hand nehmen lassen. Mein Vertrauen ist begrenzt. Deshalb plädiere ich für eine Kombination von strikten vertraglichen Verpflichtungen zur Einhaltung der Regeln und Sanktionen durch die Märkte.

Apropos Vertrauen, Herr Issing: Wenn Sie sich die heutige EZB ansehen, ist das noch Ihre EZB?

Issing: Die EZB ist fünf Jahre älter geworden.

Braucht Europa eine Volksabstimmung, wenn jetzt Vertragsänderungen vorgesehen sind?

Issing: Es entsteht etwas Neues. Diese Währungsunion sucht sich jetzt eine zu ihr passende Verfassung. Zwar zeigt die Geschichte, dass Währungsunionen ohne politische Union es in der Vergangenheit immer schwer hatten. Sie funktionieren auch heute nur dann, wenn die Klausel des No-Bail-out strikt eingehalten wird, wie man in der Schweiz und in den Vereinigten Staaten sieht.

Schäuble: Wir stehen an einer Weichenstellung. Einerseits gibt es Zweifel an der Leistungsfähigkeit demokratischer Systeme in der ganzen Welt. Aber auf der anderen Seite erkennen wir auch jetzt, was uns Europa wert ist. Daran müssen wir weiter arbeiten. Europa muss besser demokratisch legitimiert werden. Wir brauchen langfristig gesehen ein Zweikammersystem in Europa: die Vertretung der Mitgliedstaaten und ein demokratisch gewähltes Parlament. Wenn wir die Grenze des Grundgesetzes von 1949 erreichen, gibt es den Weg einer Volksabstimmung nach Artikel 146. Doch davon sind wir noch weit entfernt. Denn im Augenblick sind wir mitten in einer schweren Krise. Und zur Lösung dieser Krise ist Artikel 146 nun wirklich nicht gedacht. Wir sind dabei, das Monopol des alten Nationalstaates aufzulösen. In Europa wird schrittweise die Souveränität zwischen den Ebenen verteilt. Das ist das moderne Organisationsprinzip in der globalen Welt des 21. Jahrhunderts. Der Weg ist mühsam, aber es lohnt sich, ihn zu gehen.

Das Gespräch führten Rainer Hank und Holger Steltzner.

Wolfgang Schäuble

Der CDU-Mann Wolfgang Schäuble gehört zusammen mit Altkanzler Helmut Kohl (mit dem ihn ansonsten heute kaum mehr etwas verbindet) zu einer Generation von Europapolitikern, die schon in vorderster Verantwortung standen, als die Einführung des Euro beschlossen wurde: Die Einheitswährung ist für ihn kein rein ökonomisches, sondern ein politisches Projekt. Er wird den Euro mit Zähnen und Klauen verteidigen. Schäuble (68) ist Jurist. Mehrfach war er Innenminister. Seit 2009 ist er in der schwarz-gelben Koalition Finanzminister.

Ottmar Issing

Ursprünglich war er kein Freund des Euro, dann wurde er sein Lebensprojekt: Als die Gemeinschaftswährung 1999 eingeführt wurde, war Otmar Issing (75) dabei. Von 1998 bis 2006 war er Chefvolkswirt der Europäischen Zentralbank und Mitglied im Direktorium. Er prägte die Geldpolitik und galt sogar als heimlicher Herrscher der Notenbank. Zuvor war er bereits Chefvolkswirt der Deutschen Bundesbank. Bis 1990 lehrte er Volkswirtschaftslehre in Würzburg. Heute ist er Berater von Goldman Sachs und leitet das Center for Financial Studies in Frankfurt.

Quelle: F.A.S.